



Programme  
financé par  
l'**UNION EUROPÉENNE**

# **COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE DANS LE CADRE DE L'INSTRUMENT EUROPÉEN DE VOISINAGE (IEV)**

## **PROGRAMME DE BASSIN MARITIME MÉDITERRANÉE 2014-2020**

VERSION FINALE

Adopté par la Commission européenne le 17 décembre 2015

Décision N° C(2015) 9133

Incluant l'Annexe B « Tableaux financiers » modifiée (approuvée le 19 décembre 2015)



## Table des matières

ACRONYMES .....	5
INTRODUCTION.....	6
Méthodologie et mesures prises pour concevoir la stratégie .....	6
Etapes pour définir les structures du Programme et les modalités de mise en œuvre .....	8
1. ESPACE DU PROGRAMME .....	9
1.1 Principales zones éligibles .....	9
1.2 Régions limitrophes et grands centres sociaux, économiques et culturels .....	10
1.2.1 Liste des régions limitrophes et justification .....	10
1.2.2 Liste des grands centres sociaux, économiques et culturels et justification .....	10
1.3 Carte de la zone de coopération .....	12
2. STRATÉGIE.....	12
2.1 Analyse de la situation : tendances socio-économiques principales et état de l'environnement .....	13
2.1.1 Tendances démographiques .....	13
2.1.2 Tendances socio-économiques et défis .....	16
2.1.3 État de l'environnement et chiffres clés .....	20
2.2 Enseignements tirés de la stratégie .....	22
2.3 Objectif général, objectifs primordiaux et thématiques .....	24
2.4 Priorités du Programme, résultats attendus et indicateurs pertinents .....	25
Aperçu de l'objectif primordial A, objectifs thématiques et priorités .....	26
OT A.1 - Développement des entreprises et des PME .....	26
OT A.2 - Soutien à l'éducation, à la recherche, au développement technologique et à l'innovation.....	34
OT A.3 - Promotion de l'inclusion sociale et lutte contre la pauvreté .....	38
Aperçu de l'objectif primordial 2, objectif thématique et priorités.....	43
OT B.4 - Protection de l'environnement, adaptation au et atténuation du changement climatique .....	43
2.5 Analyse des risques et mesures d'atténuation .....	52
OT A.1 - Développement des entreprises et des PME .....	53
OT A.2 - Soutien à l'éducation, à la recherche, au développement technologique et à l'innovation.....	55
OT A.3 - Promotion de l'inclusion sociale et lutte contre la pauvreté .....	56
OT B.4 - Protection de l'environnement, adaptation au et atténuation du changement climatique .....	58
2.6 Questions transversales .....	60
2.7 Cohérence et complémentarités.....	61
2.7.1 Principales politiques, initiatives et acteurs concernés par la stratégie d'intervention du Programme ....	62



2.7.2	Cohérence et complémentarité avec les nouveaux programmes de l'UE et d'autres initiatives .....	68
2.8	Évaluation Environnementale Stratégique (résumé) .....	92
3.	STRUCTURES CONJOINTES DU PROGRAMME.....	99
3.1	Leçons apprises sur la gestion du programme et des procédures .....	99
3.2	Organes, structures et autorités du Programme .....	99
3.2.1	Comité de Suivi Conjoint (composition et tâches) .....	100
3.2.2	L'Autorité de Gestion (structure et tâches) .....	102
3.2.3	Secrétariat Technique Conjoint (structure et tâches).....	108
3.2.4	Antennes (coordination avec AG et tâches) .....	110
3.2.5	Autorité d'audit et groupe d'auditeurs (structure et tâches) .....	113
3.2.6	Comité de sélection des projets (composition et tâches).....	116
3.3	Autorités et organismes nationaux .....	117
3.3.1	Autorités Nationales .....	117
3.3.2	Points de Contact Nationaux (coordination avec AG et tâches) .....	118
3.3.3	Points de Contact de Contrôle (coordination avec AG et tâches) .....	119
4.	MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME.....	121
4.1	Résumé des systèmes de gestion et contrôle .....	121
4.1.1	Aperçu.....	121
4.1.2	Résumé des procédures de gestion .....	122
4.2	Calendrier de mise en œuvre du Programme .....	135
4.3	Description des procédures de sélection des projets .....	136
4.3.1	Objectifs du processus de sélection des projets .....	136
4.3.2	Procédure de sélection .....	136
4.3.3	Calendrier indicatif pour la sélection des projets .....	139
4.4	Description des types de soutien par priorité .....	139
4.5	Utilisation prévue de l'assistance technique et procédures de passation des marchés.....	142
4.5.1	Utilisation prévue des fonds d'assistance technique.....	142
4.5.2	Procédures d'attribution des contrats .....	145
4.6	Suivi et évaluation .....	146
4.6.1	Description des systèmes de suivi et d'évaluation .....	146
4.6.2	Suivi et plan d'évaluation .....	146
4.7	Stratégie de communication .....	147
4.7.1	Plan d'information et de communication indicatif pour la première année .....	151
4.8	Règles d'éligibilité des dépenses .....	153



4.8.1	Principe de non profit .....	153
4.8.2	Formes de subventions .....	153
4.8.3	Éligibilités des coûts .....	154
4.9	Répartition des responsabilités entre les pays participants .....	157
4.10	Règles de transfert, d'utilisation et de suivi du cofinancement .....	158
4.10.1	Principe de cofinancement .....	158
4.10.2	Utilisation et suivi du cofinancement .....	158
4.10.3	Transfert des fonds du Programme aux projets .....	159
4.11	Systèmes de reporting informatisés et échange de données entre l'AG et la CE .....	159
4.12	Langues adoptées par le Programme .....	160
4.13	Modification et clôture du Programme .....	160
ANNEXES .....		162
A.	Tableaux synoptiques par objectif thématique .....	163
B.	TABLEAUX FINANCIERS .....	175
C.	ORGANIGRAMME ACTUEL DE LA PRESIDENCE DE LA REGION AUTONOME DE LA SARDAIGNE .....	178
D.	ORGANIGRAMME ET FONCTIONS DE L'AUTORITE DE GESTION .....	179
ANNEXE 1 - Processus de consultation .....		180
ANNEXE 2 - Plan de suivi et d'évaluation indicatif .....		180
ANNEXE 3 - Plan d'information et de communication indicatif pour la première année .....		180



## ACRONYMES

CTF - Coopération transfrontalière

RCA - Règles communes d'application

DG DEVCO - Direction générale de la coopération internationale et du développement

DSGC - Description des Systèmes de gestion et contrôle

RA - Règles d'application IEV CTF

SEAE - Service européen pour l'action extérieure

CE - Commission européenne

IEV - Instrument européen de voisinage

PEV - Politique européenne de voisinage

IEVP - Instrument européen de voisinage et de partenariat

UE - Union européenne

PMUE - Pays Méditerranéens de l'Union Européenne

POC - Programme Opérationnel Conjoint

CPC - Comité de programmation conjoint

AG - Autorité de Gestion

SGC - Systèmes de gestion et contrôle

PPM - Pays Partenaires Méditerranéens

SIG - Système d'information et de gestion

MPME - Micro, petites et moyennes entreprises

ONG - Organisations non gouvernementales

DP - Document de programmation IEV CTF

EES - Évaluation Environnementale Stratégique

AFOM - Analyse des atouts, faiblesses, opportunités et menaces

AT - Assistance Technique



## INTRODUCTION

La Politique européenne de voisinage (PEV) a été créée en 2004 avec l'objectif de renforcer le partenariat, l'intérêt mutuel et l'appropriation commune entre l'Union européenne (UE) élargie et ses voisins, sur la base des valeurs de la démocratie, de l'état de droit et du respect des droits de l'homme. Le PEV vise à développer une relation spéciale entre l'UE et chacun de ses pays partenaires, en contribuant au développement d'un espace commun de sécurité, prospérité et de bon voisinage. A cet égard, l'UE a travaillé main dans la main avec ses partenaires méditerranéens pour concevoir des programmes de coopération qui tiennent compte des besoins et des caractéristiques spécifiques de chaque pays.

La PEV est alimentée par l'aide financière substantielle de l'UE. Environ 12 milliards d'euros en subventions ont été fournis dans le cadre de l'instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP) 2007-2013. Pour la période 2014-2020, un nouvel instrument de voisinage européen (IEV) remplacera l'IEVP<sup>1</sup>. Avec un budget de 15,4 milliards d'euros, l'IEV fournira l'essentiel du financement aux 16 pays<sup>2</sup> qui rentrent dans le cadre du PEV.

La coopération transfrontalière (CTF) a un rôle essentiel à jouer dans le cadre de la politique PEV. Elle se distingue des autres formes de coopération car elle opère au bénéfice des deux côtés de la frontière externe de l'UE en et faisant recours à des rubriques internes et externes du budget européen. Les programmes CTF entre les Etats Membres de l'UE et les pays partenaires font partie des types de programmes soutenus par l'IEV, qui est fondé sur les enseignements tirés des programmes IEVP CTF.

En octobre 2014, la Commission européenne (CE) a adopté le Document de programmation de l'aide de l'UE à la coopération transfrontalière dans le cadre de l'IEV<sup>3</sup>, qui définit le cadre stratégique IEV CTF pour la période 2014-2020. Le document de programmation définit aussi les types de programmes à financer et répertorie les différents programmes de CTF qui recevront les fonds européens, en délimitant l'éligibilité géographique et les allocations financières.

Dans le cadre général défini par le Document de programmation, les partenaires du Programme IEV CTF de Bassin Maritime Méditerranée 2014-2020 ont préparé ce Programme Opérationnel Conjoint (POC), qui reflète les circonstances spécifiques et les exigences de leur zone de coopération.

## METHODOLOGIE ET MESURES PRISES POUR CONCEVOIR LA STRATEGIE

La préparation du POC Méditerranéen pour 2014-2020 a suivi deux pistes parallèles et entrelacées :

- ⇒ l'identification des principales questions thématiques et des besoins à moyen terme (BMT) et la sélection des objectifs (primordiaux et thématiques), sur la base de la stratégie et des priorités, des résultats attendus et des indicateurs de programme ;
- ⇒ la définition des procédures opérationnelles pour la mise en œuvre du programme, y compris l'identification et la définition des rôles des structures de gestion.

La stratégie du Programme de Bassin Maritime Méditerranée 2014-2020 a été mise au point en deux ans et demi, sur la base d'une méthodologie associant la recherche documentaire et l'analyse des données statistiques en relation à la zone du Programme, au moyen de consultations nationales, y compris des

<sup>1</sup> Règlement (UE) no 232/2014 du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2014 instituant un instrument européen de voisinage.

<sup>2</sup> Ces pays partenaires sont : Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Égypte, Géorgie, Israël, Jordanie, Liban, Libye, la République de Moldavie, Maroc, Palestine, Syrie, Tunisie et Ukraine.

<sup>3</sup> Document de programmation de l'aide UE à la coopération transfrontalière dans le cadre de l'IEV (2014-2020), annexe à la décision d'exécution de la Commission du 8.10.2014, C(2014) 7172 final.



visites sur le terrain dans les pays participants et des discussions avec un vaste panel de parties prenantes. En effet, pour sélectionner les objectifs du Programme, et pour identifier les BMT les plus pertinents pour la zone de coopération et les priorités relatives, tout comme les résultats attendus et leurs indicateurs, une méthodologie a été appliquée en combinant les approches descendante (*top-down*) et ascendante (*bottom-up*). Il a été déduit que les deux approches ne devaient pas être considérées comme une alternative, ni opposées l'une à l'autre, mais plutôt que la combinaison des deux pouvait apporter de meilleurs résultats. La recherche documentaire et l'analyse ainsi que le processus de consultation ont été menés en tenant pleinement compte de la dimension transfrontalière et des objectifs du Programme.

En décembre 2012, un Comité de Programmation Conjoint (CPC), composé de représentants des 14 pays participants, a été mis en place pour se réunir pendant la phase de programmation. Les réunions CPC ont été complétées par des réunions restreintes des Chefs de Délégation (CDD). Les réunions CPC et CDD ont été les plateformes de préparation du POC en lançant des consultations, en partageant des résultats et en proposant des méthodologies.

Plusieurs séries de consultations nationales ont été menées, avec la participation active de tous les pays participants, pour sélectionner les secteurs concernés, les objectifs (primordiaux et thématiques), les BMT et les priorités. En particulier, l'Autorité de gestion (AG) a lancé cinq séries de consultations<sup>4</sup> nationales : chaque pays a été invité à remplir des questionnaires avec la participation des autorités compétentes au niveau national et local, ainsi qu'avec la contribution des autres parties prenantes concernées. L'AG a réalisé plusieurs visites sur le terrain pour accélérer les consultations, en conduisant également des réunions du CPC et des CDD pour consolider les positions et faciliter les discussions partagées entre les pays participants.

La consultation des parties prenantes sur les besoins à moyen terme (BMT) a été large et de grande portée et elle a compris différents types de parties prenantes (institutions publiques, ONG, institutions universitaires et de recherche, secteur privé, etc.) au niveau national et local, comme il a été jugé nécessaire par les pays participants. La consultation a aussi concerné tous les acteurs participant aux 95 projets financés dans le cadre du Programme IEVP CTF Med 2007-2013. Les parties prenantes consultées ont eu un rôle important, non seulement dans la définition des besoins à moyen terme, mais aussi dans l'identification des priorités.

En outre, le CPC a pu faire usage d'analyses de secteurs ad hoc et des évaluations des tendances socio-économiques et de la situation environnementale dans la région pour améliorer la sélection de deux des trois objectifs primordiaux et de quatre des dix objectifs thématiques<sup>5</sup> proposés dans le Document de programmation.

L'expérience sur le terrain des partenaires du projet et des parties prenantes a été recueillie grâce à trois événements thématiques (Amman, Rome, Valence) et portée à l'attention des membres du CPC en les incluant dans une série de consultations. Le CPC a été appelé à exprimer ses points de vue sur un certain nombre de besoins à moyen terme que, aussi bien les délégations que les partenaires du projet - et les institutions, groupes représentatifs de la société civile, universités, etc... qu'elles représentent - ont indiqué comme les plus pertinents pour la coopération future.

De plus, la stratégie du Programme a été publiée sur le site web du Programme, pour assurer la plus large

---

<sup>4</sup> La première série a eu lieu entre mars et avril 2013, le deuxième entre septembre et novembre 2013, le troisième entre décembre 2013 et avril 2014, et la dernière a été réalisée entre juin et juillet 2014.

<sup>5</sup> *Ibidem*.



diffusion possible et pour permettre toute éventuelle intégration et la contribution des acteurs qualifiés au sein de la zone de coopération.

Le processus de consultation et les étapes méthodologiques qui ont contribué à la définition de la stratégie sont largement décrits dans l'annexe 1 du présent document.

## ETAPES POUR DEFINIR LES STRUCTURES DU PROGRAMME ET LES MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

À la réunion CPC qui a eu lieu en mars 2013, la Région Autonome de Sardaigne (Italie) a été confirmée comme Autorité de Gestion (AG) pour la période 2014-2020, en concurrence avec la Generalitat Valenciana (Espagne). La décision concernant la création de deux antennes à Valence et Aqaba et la mise en place d'un Secrétariat Technique Conjoint, a été prise lors de la réunion CPC en mai 2014. L'autorité d'Audit proposée par l'Italie a été nommée par le CPC en janvier 2015.

Une consultation sur les structures et la mise en œuvre du Programme a été lancée par l'AG à l'été 2013. En particulier, l'AGC a soumis un questionnaire aux bénéficiaires et aux partenaires de projets financés, en demandant un retour d'informations sur les organes du Programme 2007-2013 et des suggestions pour l'avenir. Les résultats de ces questionnaires ont été présentés lors de la réunion du CPC qui s'est tenue en septembre 2013 et ont été pris en compte dans la définition des nouvelles structures du Programme. En outre, tout au long du processus de programmation, l'INTERACT ENPI, avec la participation de l'AG, a effectué des séances d'information techniques dans tous les pays partenaires, pour les informer de leurs responsabilités selon le Règlement d'exécution (UE) n. 897/2014.

Les chapitres du programme sur les structures de gestion et les procédures de mise en œuvre ont été rédigés suite à une consultation large et continue des autorités nationales concernées, à la fois à l'occasion des séances d'information techniques et pendant les différentes réunions du CPC et des Chefs de Délégation.





## 1. ESPACE DU PROGRAMME

### 1.1 PRINCIPALES ZONES ELIGIBLES

Les territoires éligibles par pays<sup>6</sup> sont :

**Algérie** : Tlemcen, Ain Temouchent, Oran, Mostaganem, Chlef, Tipaza, Alger, Boumerdes, Tizi Ouzou, Bejaia, Jijel, Skika, Annaba, El Tarf

**Chypre** : tout le pays

**Égypte** : Marsa Matruh, Al-Iskandanyah, Al Buhayrah, Kafr ash Shaykh, Ad Daqahliyah, Dumyat, Ash Sharquiyah, Al Isma'iliyah, Bur Sa'id

**Espagne** : Andalucia, Catalonia, Comunidad Valenciana, Murcia, Islas Baleares, Ceuta, Melilla

**France** : Corse, Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur<sup>7</sup>

**Grèce** : Anatoliki Makedonia - Thraki, Kentriki Makedonia, Thessalia, Ipeiros, Ionia Nisia, Dytiki Ellada, Sterea Ellada, Peloponnisos, Attiki, Voreio Aigaio, Notio Aigaio, Kriti

**Israël** : tout le pays

**Italie** : Basilicata, Calabria, Campania, Lazio, Liguria, Puglia, Sardegna, Sicilia, Toscana

**Jordanie** : Irbid, Al-Balga, Madaba, Al-Karak, Al-Tafilah, Al-Aqaba

**Liban** : tout le pays

**Libye**<sup>8</sup> : Nuquat Al Kharms, Al Zawia, Al Aziziyah, Tarabulus, Tarunah, Al Khons, Zeleitin, Misurata, Sawfajin, Surt, Ajdabiya, Banghazi, Al Fatah, Al Jabal Al Akhdar, Damah, Tubruq

**Malte** : tout le pays

**Maroc** : Oriental, Taza-Al Hoceima-Taounate, Tanger-Tetouan

**Palestine** : tout le pays

**Portugal** : Algarve

**Royaume-Uni** : Gibraltar

**Syrie**<sup>9</sup> : Al Ladhiqiyah, Tartus

**Tunisie** : Médenine, Gabes, Sfax, Mahdia, Monastir, Sousse, Nabeul, Ben Arous, Tunis, Ariana, Bizerte, Beja, Jandouba

**Turquie** : TR21 (Tekirdağ, Edirne, Kırklareli), TR22 (Balıkesir, Çanakkale), TR31 (İzmir), TR32 (Aydın, Denizli, Muğla), TR61 (Antalya, Isparta, Burdur), TR62 (Adana, Mersin), TR63 (Hatay, Kahramanmaraş, Osmaniye)

<sup>6</sup> Document de programmation de l'aide UE à la coopération transfrontalière dans le cadre de l'IEV (2014-2020), annexe à la décision d'exécution de la Commission du 8.10.2014, C(2014) 7172 final.

<sup>7</sup> Les territoires éligibles français pourraient changer suite à la réforme administrative en cours.

<sup>8</sup> En raison d'une réforme administrative, la liste des régions de la Libye, correspondant à celle du Document de programmation, peut différer de la carte illustrée au paragraphe 1.3.

<sup>9</sup> Au moment de l'approbation du Programme Opérationnel Conjoint, la coopération CTF entre l'UE et la Syrie est suspendue.



## 1.2 REGIONS LIMITROPHES ET GRANDS CENTRES SOCIAUX, ECONOMIQUES ET CULTURELS

### 1.2.1 LISTE DES REGIONS LIMITROPHES ET JUSTIFICATION

**Égypte:** Al Gharbiyah, Al Minufiyah, Al Qalyubiyah, As Suways

**Espagne:** Extremadura, Castilla La Mancha, Aragon

**France:** Rhône-Alpes, Auvergne, Midi-Pyrénées<sup>10</sup>

**Grèce:** Dytiki Makedonia

**Italie:** Molise, Abruzzo, Marche, Umbria, Emilia Romagna, Piemonte

**Jordanie:** Al-Mafraq, Ma'an, Amman, Ajlun, Jarash, Az Zarqa'

**Portugal:** Alentejo

**Syrie:** Hama, Idlib, Homs

**Tunisie:** Tataouine, Kebili, Gasfa, Sidi Bouzid, Kairouan, Zaghouan, Manouba, Le Kef, Siliana

En continuité avec la période de programmation 2007-2013, la participation aux appels à propositions des bénéficiaires situés dans les régions limitrophes (adjacentes) énumérées ci-dessus peut être autorisée par le Comité de Suivi Conjoint au cas par cas. En effet, cette possibilité peut stimuler la réalisation des objectifs du Programme. Cette participation doit toutefois reposer sur des motifs spécifiques à fournir par le partenariat dans la demande de subvention.

Les acteurs situés dans les régions limitrophes peuvent participer seulement comme codemandeurs dans les propositions de projets (pas comme chefs de file) et à condition qu'il y ait un avantage clair pour le projet. En particulier, la proposition de projet doit contenir suffisamment d'éléments pour démontrer que les organisations des régions limitrophes :

- apportent une valeur ajoutée substantielle dans la réalisation des objectifs du projet, qui ne pourraient être atteints en impliquant des acteurs provenant uniquement des zones éligibles ;
- sont essentielles pour avoir un impact transfrontalier à la fois pour les zones couvertes par la proposition de projet et pour les principales zones éligibles.

Les bénéficiaires de projet peuvent implémenter des activités dans les régions limitrophes, à condition qu'il existe un avantage pour le projet dans son ensemble.

Lors de la définition des règles applicables à chaque appel à propositions, le Comité de Suivi Conjoint peut introduire d'autres critères pour la participation des régions limitrophes.

### 1.2.2 LISTE DES GRANDS CENTRES SOCIAUX, ECONOMIQUES ET CULTURELS ET JUSTIFICATION

**Portugal :** Lisbonne

La région de Lisbonne fait partie des zones du Programme en tant que grand centre social, économique et culturel, selon l'article 8 paragraphe 31 du Règlement (UE) n. 232/2014 qui établit l'instrument européen de voisinage.

<sup>10</sup> Les régions limitrophes françaises pourraient changer suite à la réforme administrative en cours.



L'article 8 paragraphe 3 du Règlement (UE) n. 232/2014 dispose que « Dans des cas dûment justifiés, les grands centres sociaux, économiques ou culturels des États membres ou des autres pays participant à la coopération transfrontalière qui ne sont pas limitrophes des unités territoriales éligibles peuvent être intégrés à condition que cette participation contribue à la réalisation des objectifs fixés dans le document de programmation ».

Lors du CPC à Aqaba en mai 2014, la délégation portugaise a présenté la proposition d'inclure la région de Lisbonne comme grand centre social, économique et culturel. Selon une analyse plus approfondie et la discussion au CPC à Rome en janvier 2015, la proposition a été acceptée au titre de l'objectif primordial « Promouvoir le développement économique et social », sur la base des raisons reportées ci-dessous.

En premier lieu, Lisbonne - comme capitale de la région - joue un rôle majeur pour l'ensemble du territoire national. Sa capacité d'attirer des investissements nationaux et étrangers a conduit à une concentration de population et d'emploi dans les domaines de la recherche, du développement et du potentiel d'innovation. Les parties prenantes clé sont principalement basées à Lisbonne et leurs expériences sont une référence précieuse pour les pays participants face à la transition des pays post-industrialisés.

Deuxièmement, depuis 1988 le Portugal a développé un savoir-faire significatif dans la gestion et la mise en œuvre des politiques de cohésion et dans les fonds structurels. Grâce à sa participation à des programmes de coopération territoriale européenne, le Portugal a renforcé ses atouts sociaux, culturels et économiques. Il a contribué aux priorités stratégiques dans les interventions conjointes des États membres dans les politiques de développement territorial intégrées dans la coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale.




En particulier, la région de Lisbonne est un centre décisionnel, port d'attache de groupements de nombreuses industries créatives, parcs technologiques, universités, sièges sociaux de grandes entreprises, centres d'innovation et laboratoires nationaux avec une spécialisation productive régionale basée sur un ensemble de secteurs diversifiés et la présence des éléments les plus dynamiques du développement économique. Des pôles d'activités diversifiées de recherche et de développement apportent à Lisbonne le plus grand volume de dépenses nationales dans les activités de recherche et développement.

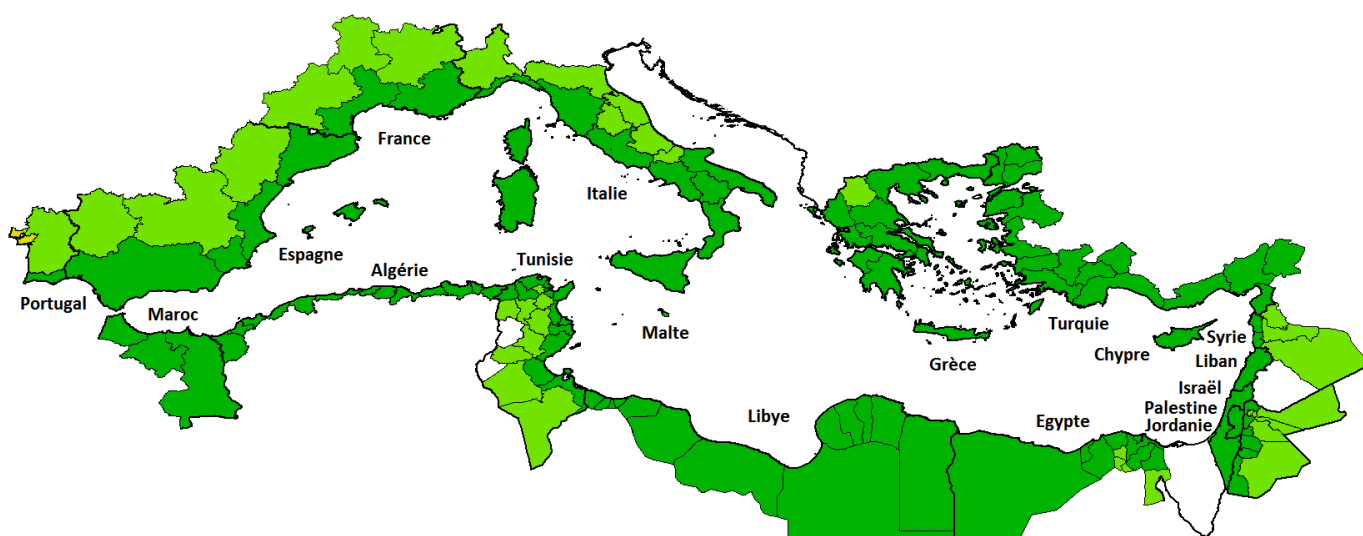
Ces caractéristiques contribueront à la création d'un volume critique pour les échanges de bonnes pratiques et le transfert de connaissances au sein de l'espace méditerranéen.

Le CPC a décidé de limiter la participation de la région de Lisbonne à l'objectif primordial 1 du Programme.. Promouvoir le développement économique et social, y compris ses trois objectifs thématiques, notamment: 1.A Développement entreprises et des PME ; 1.B Soutien à l'éducation, à la recherche, au développement technologique et à l'innovation ; 1.C Promotion de l'inclusion sociale et lutte contre la pauvreté.



### 1.3 CARTE DE LA ZONE DE COOPERATION

- Régions éligibles 
- Régions limitrophes 
- Principaux centres 



## 2. STRATÉGIE

L'Instrument européen de voisinage (IEV) et la Politique européenne de voisinage (PEV) ont pour objectif<sup>11</sup> d'aider le progrès vers « une zone de prospérité partagée et de bon voisinage » entre les États membres de l'UE et leurs voisins, vu que cela rentre dans le cadre sur lequel repose la stratégie du Programme.

Les objectifs primordiaux et thématiques de la stratégie, et les priorités et résultats attendus, sont basés sur une méthodologie participative, comprenant un processus de consultation large associé à l'analyse et recherche approfondies du contexte socio-économique et des secteurs de coopération les plus importants, comme définis par les pays participant au CPC. L'analyse de la cohérence et de la complémentarité avec les principaux programmes UE et non UE ciblant la zone donne plus de matière pour les décisions CPC.

Les sections ci-après présentent un aperçu de la stratégie et les principaux résultats des analyses et du processus de consultation. En particulier, elles incluent :

- une analyse socio-économique de la région, qui décrit les principales tendances en termes de démographie, de croissance économique et de cohésion sociale, qui reflète aussi les forces, les faiblesses et les besoins à moyen terme ;
- une analyse de l'état environnemental de la région, basée sur un certain nombre de secteurs liés à l'environnement (notamment la gestion de l'eau, l'énergie, la gestion des déchets et la gestion

<sup>11</sup> Les objectifs et les principes sont rappelés dans les articles 1-5 du RÈGLEMENT (UE) N. 232/2014 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 11 mars 2014 qui établit un cadre de politique pour l'instrument européen de voisinage, qui donne un cadre à la politique pour l'instrument européen de voisinage (IEV).



intégrée des zones côtières), qui sont considérés comme les plus importants pour les pays participants ;

- une large consultation avec les pays participants et les autres parties prenantes, en harmonie avec les principes d'appropriation et de partenariat, comme il a été exposé brièvement dans la partie d'introduction au présent Programme. Ce processus de consultation large est à la base de la stratégie et a également été orienté et axé sur l'analyse documentaire d'un certain nombre de secteurs clés pour la région ;
- une description des objectifs primordiaux et thématiques, tout comme des priorités relatives;
- une analyse des principaux programmes dans la région financés par UE et par d'autres bailleurs de fonds.

## 2.1 ANALYSE DE LA SITUATION : TENDANCES SOCIO-ECONOMIQUES PRINCIPALES ET ETAT DE L'ENVIRONNEMENT

### 2.1.1 TENDANCES DEMOGRAPHIQUES

La zone couverte par le Programme IEV CTF Med comprend 19 pays éligibles et est très hétérogène en termes de milieux socio-économiques, de dotations en ressources naturelles, climatiques etc. Même s'il y a encore des déséquilibres entre les pays qui participent au Programme, certains indicateurs socio-économiques pointent le fait que l'inversion des tendances émerge et que certains écarts entre les deux rives de la Méditerranée sont en train de se combler ou de se réduire.

En ce qui concerne les tendances démographiques, la population des régions éligibles du Programme s'élève à 158 millions de personnes en 2012-2013, en augmentant d'environ 10 % par rapport à la période 2004-2005 (tel qu'enregistré au moment de l'élaboration du POC 2007-2013).

Toutefois, tandis qu'en 2004-2005 la population a été répartie de façon égale entre les pays Membres de l'Union européenne (PMUE) et le Pays Partenaires Méditerranéens (PPM), en 2012-2013 la population des pays de la rive sud a excédé de 9 millions celle des pays de la rive nord. Le tableau 1 ci-dessous montre la croissance de la population sur une période de 8 ans, avec les Pays Partenaires Méditerranéens croissant à un rythme en moyenne trois fois plus élevé que celui des Pays membres de l'UE (respectivement de 16,7 % et + 4,2 %). D'un côté on trouve la Grèce et l'Italie, tandis que de l'autre côté on constate un très fort taux de natalité dans les pays suivants de la rive sud: Israël et la Palestine, suivie par l'Égypte.

De plus, la taille de la population dans les régions éligibles est très hétérogène dans les deux groupes de pays, avec l'Égypte et Algérie représentant plus de 50 % de la population éligible, et de l'autre côté, Italie et Espagne représentant environ 72 % de la population éligible.





moyenne de 0,08 % entre 2025 et 2050, selon les prévisions établies par le Département des Affaires Sociales et Économiques des Nations Unies (DAES).

Si des écarts démographiques entre les Pays Européens et Méditerranéens - en termes de fécondité et d'espérance de vie - sont en train de se réduire, en termes de structure d'âge ils sont encore très éloignés. Les Pays Partenaires Méditerranéens ont une structure d'âge beaucoup plus jeune que les pays européens. L'âge médian des PPM est en moyenne de 25,2 (avec la valeur la plus élevée de 30 enregistrée au Liban et en Israël), significativement plus faible que dans les Pays Partenaires Méditerranéens de l'UE (PMUE), avec 35-39 comme le plus grand groupe d'âge et un âge médian moyen de 39,6 (la plus faible valeur médiane, 34 ans est enregistrée à Chypre).

La région a une densité de population diversifiée. Parmi les PMUE, Malte est le pays a plus forte densité de population (1 318 habitants au mètre carré), suivie de Chypre (119) ; alors que sur la rive sud, la Palestine (671), le Liban (406) et Israël (335) ont les densités les plus élevées. En Égypte, la relativement faible densité est trompeuse, puisque la population du pays se concentre sur seulement 5 % du territoire national.

La densité est particulièrement élevée dans les zones côtières: plus d'un tiers de la population totale de la région vit le long du littoral, concentrée sur une bande de terre qui représente moins de 12 % de la surface totale disponible de la région. La concentration dans les zones côtières est

élevée dans les Pays Partenaires Méditerranéens, où la densité de population change beaucoup, allant de plus de 1000 personnes au kilomètre carré dans le Delta du Nil à moins de 200 personnes au kilomètre carré le long du littoral libyen, et très élevée dans l'ouest de la Méditerranée et dans les zones frontalières de la région Égée Levant.

En général, comme montré dans le tableau 2, la population urbaine augmente plus vite que la population totale.

En effet, malgré une tendance de décélération, la population urbaine représente encore environ 75% du total dans les pays de l'UE, avec un total de 143 millions de personnes vivant dans les villes et des différences importantes entre les pays (par exemple, la population urbaine représente 61% du total en Grèce et au Portugal ; tandis qu'à Malte et en France elle est, respectivement, de 95 % et 85 % du total). Les PPM ont subi une urbanisation rapide depuis 1970 et sont maintenant fortement urbanisés, avec une population urbaine représentant 59 % du total. Même si elle a augmenté à un rythme plus lent depuis 1995, la population urbaine des PPM devrait doubler entre 2010 et 2050.

Tableau 2

	Population (,000)			% urbaine	% croissance moyenne de la population urbaine	% croissance moyenne de la population totale
	Total	Urbaine	Rurale		2010-2015	2005-2010
PPM						
Algérie	35.980	26.250	9.730	73,0	2,49	1,51
Egypte	82.537	35.903	46.634	43,5	2,04	1,78
Israël	7.562	6.948	614	91,9	1,73	2,32
Jordanie	6.330	5.237	1.094	82,7	2,17	2,94
Liban	4.259	3.716	543	87,2	0,86	0,85
Libye	6.423	4.992	1.431	77,7	1,00	1,93
Maroc	32.273	18.406	13.867	57,0	1,62	1,00
Palestine	4.152	3.087	1.065	74,3	3,10	2,55
Syrie	20.766	11.642	9.124	56,1	2,36	1,98
Tunisie	10.594	7.024	3.570	66,3	1,34	1,12
Turquie	73.640	52.656	20.984	71,5	2,40	1,31
PMUE						
Chypre	1.117	787	329	70,5	1,36	1,33
France	63.126	54.175	8.951	85,8	1,11	0,58
Grèce	11.390	6.998	4.392	61,4	0,63	0,31
Italie	60.789	41.566	19.222	68,4	0,49	0,63
Malte	418	396	22	94,8	0,47	0,35
Portugal	10.690	6.527	4.162	61,1	0,91	0,25
Espagne	46.455	35.964	10.491	77,4	0,81	1,20

UNDESA. World Population Prospects. 2011

UNDESA, World Population Prospects, 2011





## 2.1.2 TENDANCES SOCIO-ECONOMIQUES ET DEFIS

Depuis que le premier Programme IEVP CTF Med a été lancé en 2007, la zone de coopération a été secouée par une série d'événements qui met encore en péril la stabilité économique et la cohésion sociale.

La zone est affectée par un ralentissement économique généralisé. Cela a un impact sur tous les pays, mais avec une ampleur variable, et met en difficulté la stabilité macroéconomique à court terme. Les difficultés économiques ont été encore amplifiées par la récession en Europe, qui est le plus important partenaire commercial de la zone. Le

ralentissement économique est principalement dû à:

- la faiblesse des exportations, à cause de la récession en Europe ;
- la réduction des investissements, à cause de l'incertitude politique ;
- une augmentation de la facture des importations causée par les prix élevés du pétrole et des produits alimentaires ;
- une baisse des recettes du tourisme (qui en 2010 étaient de plus de 20 % du PIB au Liban, 12 % en Jordanie et entre 5 % et 8 % au Maroc, Tunisie et en Égypte).

L'augmentation des dépenses publiques pour développer les

subventions, les transferts et les salaires du secteur public pour répondre aux demandes sociales plus élevées et maintenir la cohésion sociale a entraîné des déficits courants et un niveau d'endettement plus élevé. La perspective a été aggravée pour de nombreux pays, qui ont enregistré une baisse des réserves en devises, principalement en raison de mesures prises par les banques centrales pour soutenir le taux de change.

De l'autre côté de la Méditerranée, l'Europe a été touchée par deux crises, très liées entre elles : une crise bancaire, dérivant de la perte sur titres du marché des capitaux entraînés par la propagation de nouveaux instruments et produits dérivés, et une crise de la dette souveraine exacerbée par la récession. L'Europe a encore du mal à trouver son chemin pour sortir de la crise : les conditions du marché financier se sont améliorées, mais la transmission de cette amélioration à l'économie réelle est lente, la croissance reste faible et le chômage est à un niveau record. Les risques associés à une inflation extrêmement faible peuvent être problématiques pour la zone euro, car cette situation implique des stocks plus élevés de la dette réelle et des taux d'intérêt réels et moins d'ajustement des prix relatifs ainsi qu'une augmentation du chômage. En prenant 2007 comme année de référence (au moment de l'élaboration du POC 2007-2013 et avant l'apparition de la crise), l'impact de la crise et des perspectives économiques est incontestable, avec les économies de la Grèce, de l'Italie, du Portugal, de l'Espagne et de Chypre ayant considérablement contractée depuis (Tableau 3).

Tableau 3

	PIB						PIB par habitant	
	2013		% changement, prix constants (2013/2012)	% changement, prix constant (2013/2007)	% du PIB PPA mondial 2012	% du PIB PPA mondial 2007	2013	
	prix courants, milliards de USD	PPA, en milliards de dollar international courant					current prices, USD	PPA, dollar international courant
<b>PMUE</b>								
Chypre	22	22	-6,0	-5,1	0,026	0,032	24761	25265
France	2737	2278	0,3	0,7	2,619	3,102	43000	35784
Grèce	242	266	-3,9	-23,3	0,305	0,475	21857	24012
Italie	2072	1808	-1,9	-8,5	2,078	2,711	34715	30289
Malte	10	12	2,4	11,4	0,013	0,014	22872	27840
Portugal	220	245	-1,4	-6,7	0,281	0,36	20728	23068
Espagne	1359	1391	-1,2	-5,9	1,599	2,028	29150	29851
<b>PPM</b>								
Algérie	206	286	2,7	18,9	0,328	0,333	5438	7534
Egypte	271	554	2,1	25,3	0,636	0,606	3226	6579
Israël	291	273	3,3	66,0			37035	34770
Jordanie	34	40	3,3	25,8	0,046	0,044	5174	6115
Liban	44	66	1,0	36,5	0,076	0,067	9920	14845
Libye	68	70	-9,4	-24,8	0,081	0,129	11046	11498
Maroc	105	179	4,5	29,2	0,206	0,19	3199	5456
Palestine	10				0,01		2489	
Syrie*	60	106	3,4	n/a	n/a	n/a	2806	4996
Tunisie	47	108	2,7	15,7	0,125	0,129	4345	9932

Source: IMF, World Economic Outlook Database 2014 (dernières infos pour la Syrie: 2010); Palestinian Bureau of Statistics





L'entière zone du Programme IEV CTF Med rencontre de graves déficits de travail. Le tableau 4 montre l'augmentation constante du chômage à partir de 2011 et sa croissance rapide jusqu'en 2013, vu que les conditions du marché du travail n'ont montré aucun signe d'amélioration dans les PMUE. Dans les PPM, le taux modeste de croissance économique en 2013 (le PIB à prix constants a augmenté de plus de 4 % au Maroc ; 3,3 % en Jordanie, 2,7 % en Algérie et en Tunisie ; 2,1 % en Égypte) s'est avéré trop faible pour générer suffisamment d'opportunités de travail pour une population en croissance rapide, et le chômage est resté élevé. Malgré de petites améliorations en 2015, l'estimation de la croissance du PIB (Égypte +3,5 %, Jordanie 5 %, Tunisie +3,7 %, selon les estimations du Fonds Monétaire International), on s'attend à ce que ses effets sur le marché du travail soient lents et l'écart de travail devrait rester important dans un certain nombre de pays de la zone. Une ventilation du chômage par niveau d'instruction montre que le chômage tend à augmenter avec la scolarité dans les PPM<sup>13</sup>, soulignant le fait qu'il y a une inadéquation des compétences entre les besoins du marché du travail et les compétences acquises grâce aux systèmes d'éducation et de formation.

Tableau 4

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 <sup>(*)</sup>
<b>PPM</b>							
Algérie	11.3	10.2	10	10	9.9	9.8	9.7
Égypte	8.7	9.4	9	12	12.7	12.7	12.7
Israël	6.1	7.5	6.6	5.6	6.9	6.7	6.8
Jordanie	12.7	12.9	12.5	12.9	12.2	12.6	12.6
Liban	7.2	6.2	6.2	6.2	6.2	6.6	7
Libye	8.8	8.8	8.6	8.8	9	9	9
Maroc	9.6	9.1	9.1	8.9	9	9.2	9.3
Syrie	10.9	8.1	8.4	8.4	8.3	8.4	8.4
Tunisie	12.4	13.3	13	18.3	18.1	17.5	17
Turquie	11	14	11.9	9.8	9.2	9.9	10
<b>PMUE</b>							
Chypre	3.6	5.4	6.3	7.9	11.8	15.7	16.5
France	7.4	9.1	9.3	9.2	9.9	10.5	10.9
Grèce	7.7	9.5	12.5	17.7	24.2	27.6	28.1
Italie	6.7	7.8	8.4	8.4	10.7	12.2	12.6
Malte	6	6.9	6.9	6.5	6.4	6.5	6.6
Portugal	7.6	9.5	10.8	12.7	15.6	16.9	16.3
Espagne	11.5	18.1	20.2	21.7	25.2	26.7	27.2

Source: ILO. *Global Employment Trends 2014*

(\*) Projections

Par conséquent, la pauvreté et l'exclusion sociale sont devenues des enjeux cruciaux aussi bien pour les PMUE que pour les PPM. Le pourcentage de la population à risque de pauvreté et d'exclusion sociale a augmenté en 2010 et 2011 dans les PMUE<sup>14</sup> et les inégalités régionales se creusent. Dans les PPM, l'incidence de la pauvreté montre des différences marquées entre les zones rurales - où il y a des problèmes comme le manque d'accès à l'eau potable, le manque d'éducation, des services de santé inadéquats et l'insuffisance des infrastructures - et les zones urbaines côtières, qui jouissent d'un niveau de vie plus élevé. Les femmes sont souvent les plus défavorisées, avec un accès limité à l'éducation, à la santé et des restrictions considérables sur leur mobilité. La pauvreté est concentrée parmi les groupes vulnérables, qui sont les derniers à bénéficier de la croissance. Ces groupes - y compris les analphabètes, habitants des zones rurales et les familles avec de nombreuses personnes à charge - sont généralement touchés par une croissance économique rapide. Pendant ce temps, l'inégalité est témoin d'une augmentation constante dans les PPM.

13 Source : Forum Economique Mondial - Addressing the 100 Million Youth Challenge. Perspectives on Youth Employment in the Arab World in 2012. Page 8.

14 La population à risque de pauvreté et d'exclusion sociale est la part de la population dans au moins une des trois conditions suivantes : 1) à risque de pauvreté, c'est-à-dire en dessous du seuil de pauvreté (mesurée à 60 % du revenu médian après transferts sociaux), 2) dans une situation de privation matérielle grave (par ex. ne peut pas se permettre au moins quatre des neuf points suivants : 2.a) (sur les arriérés) paiements hypothécaires ou de location, factures de services, traites de location-vente ou autres paiements de prêt ; 2.b) congé annuel d'une semaine loin de la maison ; 2.c) un repas avec viande, poulet, poisson (ou équivalent végétarien) un jour sur deux ; 2.d) dépenses imprévues ; 2.e) un téléphone (y compris le téléphone portable) ; 2.f) un téléviseur couleur ; 2.g) une machine à laver ; 2.h) une voiture et 2.i) chauffer convenablement son domicile), 3) vivre dans un ménage où peu de personnes travaillent (le rapport entre le nombre de mois de travail des membres du ménage en âge de travailler (âgés de 18 à 59 ans, ne pas être un étudiant entre 18 et 24 ans) pendant l'année de référence du revenu et le nombre total de mois qui pourrait théoriquement avoir été travaillé par les mêmes membres du ménage).



Les jeunes ont été touchés par les crises plus que les autres groupes d'âge : le nombre de jeunes chômeurs de la région était autour de 10 millions en 2013, montrant une augmentation de près de 15% par rapport à 2009. Une importante proportion de jeunes est à [Tableau 5](#)

risque de chômage prolongé, une situation qui peut avoir de graves conséquences sur leur avenir et les opportunités - en termes d'« effets cicatrice » sur les salaires et d'autres effets sociaux. À la fin de 2013, le taux de chômage des jeunes a doublé ou triplé dans certains PMUE par rapport 2009. La Grèce et l'Espagne ont un taux de chômage des jeunes bien supérieur à 50 %, et l'Italie, Chypre et le Portugal ont environ 40 % de jeunes chômeurs. Comme les PMUE, les PPM connaissent aussi une recrudescence des taux de chômage.

Les jeunes femmes en particulier font face à des niveaux très élevés de chômage. Dans de nombreux pays de la région, les taux de chômage des femmes sont de 50 % (Banque Mondiale, Rapport sur le Développement dans le Monde 2012). Les facteurs démographiques, les rigidités du marché, les inadéquations des compétences et l'hypertrophie des secteurs publics sont parmi les principaux moteurs de chômage des jeunes dans les PMUE et les PPM, selon le Fonds Monétaire International.

Ceux qu'on appelle les NEET, jeunes ne travaillant pas, ne suivant pas d'études ou de formation, représentent une catégorie particulièrement vulnérable. Le tableau 5 montre la part importante des jeunes ne suivant pas d'études ou de formation dans certains des pays participants.

Les jeunes représentent un énorme potentiel inexploité, dans lequel la société devrait investir, puisqu'ils peuvent être un capital humain pour la croissance future et un moteur important pour le développement. Aussi, un des défis les plus importants pour la zone du Programme est de générer une croissance économique qui comprenne la croissance économique et la création d'emplois, pour réduire les taux élevés de chômage et absorber le grand flux de nouveaux arrivants, y compris les femmes, dans la force de travail, en particulier dans les PPM. Les systèmes pour stimuler l'emploi des jeunes et l'investissement dans les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) sont d'importants moteurs de changement.

Supporter **une croissance économique inclusive** implique également de stimuler les MPME comme des moteurs essentiels de développement. En effet, les MPME jouent un rôle fondamental, puisqu'elles peuvent générer des emplois et stimuler les processus d'innovation (à la fois l'innovation technologique et l'innovation dans les opérations et la gestion). Des deux côtés de la Méditerranée, les MPME représentent plus de 50% de la force de travail totale et plus de 90% des entreprises de l'ensemble de la région, et contribuent à une part importante des exportations et du PIB. Environ 90% du total des MPME sont en fait des micro-entreprises, avec moins de 10 salariés. Malgré la récession économique et la crise du crédit, les MPME continuent à représenter l'épine dorsale de l'économie ; cependant, elles rencontrent de nombreuses difficultés, en relation à leur petite taille qui limite leur possibilité de rivaliser et de se positionner sur une économie mondialisée. Relever le défi de la globalisation en renforçant le rôle des

Part des jeunes sans emploi, ni éducation et formation (%)				
	2009	2010	2011	2012
<b>MPC</b>				
Algérie	25.4	24.5		
Egypte			32.1	31.6
Israël			31.6	16.7
Palestine			27	28.9
Turquie	34.9	32.3	29.6	28.7
<b>EUPC</b>				
Chypre	9.9	11.7	14.6	16
France	12.4	12.4	12	12.2
Grèce	12.6	14.9	17.4	20.3
Italie	17.6	19.1	19.8	21.1
Malte	9.8	9.5	10.6	11.1
Portugal	11.2	11.5	12.7	14.1
Espagne	18.3	18	18.5	18.8

Source: ILO, ILOSTAT database



MPME méditerranéennes dans leur ensemble, notamment euro-méditerranéennes, les chaînes de valeur, et la promotion de formes d'agrégation de MPME (consortiums, groupement, chaînes de valeur, partenariat et réseaux), est donc d'importance fondamentale pour ce Programme, en particulier compte tenu de sa dimension transfrontalière.

L'innovation continue du point de vue technologique, de gestion et opérationnel est la clé pour assurer la compétitivité de MPME, et elle est parmi les défis les plus importants de la région. Les technologies, y compris les technologies propres et respectueuses de l'environnement pour préserver ou rétablir la qualité de l'environnement et des écosystèmes, peuvent représenter des moteurs importants de croissance des PME et de création d'emploi.

**L'Innovation et la technologie** (IT) sont un des principaux moteurs de compétitivité et de gains de productivité qui peuvent à leur tour stimuler la croissance économique endogène à long terme. Les données des dépenses générales de recherche et de développement des pays participants montrent que les dépenses en R&D sont inférieures à 2% du PIB. Plus particulièrement :

- dans les PMUE, la moyenne des dépenses en R&D est de 1,27 % du PIB (à l'exception de la France, avec un taux de 2,25 %) inférieure par rapports aux valeurs cible établies par la stratégie Europe 2020 ;
- dans les PPM, à l'exclusion d'Israël (dont les dépenses en R&D s'élèvent de 4,40 % du PIB), les dépenses en R&D sont en moyenne inférieures à 1 % du PIB.

Toutefois, le concept d'IT va au-delà des recherches théoriques / fondamentales et des publications scientifiques pour englober les innovations sociales et aussi les innovations du *business model*<sup>15</sup>. L'indice mondial de l'innovation 2012<sup>16</sup>, un indice composite développé par l'INSEAD et par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle prend en compte les différentes dimensions de l'innovation, prenant également en compte les résultats économiques de l'innovation et la capacité du gouvernement d'encourager et de soutenir l'innovation par les politiques publiques. Le classement des pays participants à l'indice montre un scénario très différent.

Le développement de la dimension systémique de l'innovation en améliorant les liens entre les différents acteurs de l'innovation - notamment le système de la science et de l'enseignement supérieur, le gouvernement et le secteur privé - en vue de faciliter le transfert technologique et la commercialisation des résultats de recherche, est très important pour la zone de coopération.

Un autre problème important lié à l'IT est l'accès au capital (en particulier le capital-risque) qui est encore très faible. Les entreprises, en particulier les MPME, rencontrent de grandes difficultés dans l'exploitation de sources externes de financement pour soutenir leurs investissements.

La mer Méditerranée est le « tissu conjonctif » qui lie les différents pays participant au Programme IEV CTF. Cela représente un écosystème unique, aussi bien en termes d'habitats et de biodiversité - que dans son mélange riche et diversifié d'humanité comme les valeurs culturelles et du patrimoine - grâce auxquelles la zone a gagné en réputation en devenant la destination touristique la plus populaire au monde. **Le tourisme** est un pilier majeur de l'économie de la région, avec une moyenne de 6 % du PIB de la zone du Programme et il contribue directement à 7,7 millions d'emplois et indirectement à près de 20 millions d'emplois (à

<sup>15</sup> Comme le dit le Manuel d'Oslo, conjointement développé par l'UE et l'OCDE : *Une innovation est la mise en œuvre d'un produit (bien ou service) ou d'un procédé nouveau ou sensiblement amélioré, d'une nouvelle méthode de commercialisation ou d'une nouvelle méthode organisationnelle dans les pratiques de l'entreprise, l'organisation du lieu de travail ou les relations extérieures.*

<sup>16</sup> <http://www.globalinnovationindex.org/gii/main/fullreport/index.html>



travers les secteurs ancillaires) et environ un tiers (à peu près 290 millions) du tourisme international, et 235 milliards de dollars de recettes du tourisme (2011). Le défi le plus important du tourisme méditerranéen qui est l'amélioration de sa compétitivité et l'adaptation aux nouvelles demandes, est maintenant en train de se déplacer vers d'autres régions et des produits touristiques alternatifs.

### 2.1.3 ÉTAT DE L'ENVIRONNEMENT ET CHIFFRES CLES

Les pays méditerranéens font face à un certain nombre de défis et de pressions environnementales. En répondant à ces pressions, les pays de la zone de coopération peuvent préserver et valoriser un patrimoine naturel et culturel unique et tirer profit de son potentiel, qui reste encore non pleinement exploité. L'écologisation de l'économie par la réalisation de son potentiel d'énergie renouvelable, et la valorisation des atouts naturels pour aider à revitaliser l'industrie du tourisme, peuvent apporter des avantages économiques et environnementaux.

Au cœur de l'idée de préserver les zones côtières de la Méditerranée, il y a l'approche écosystémique appliquée à travers la **Gestion intégrée des zones côtières** (GIZC), un processus qui prend en compte l'ensemble complexe des interactions de différents moteurs et de la concurrence environnementale, économique, sociale, culturelle et récréative, objectifs qui peuvent affecter les écosystèmes.

Les principales pressions exercées sur l'environnement de la Méditerranée comprennent :

- des densités de population élevées, spécialement le long des côtes (qui représentent moins de 12 % de la surface disponible, mais plus d'un tiers de la population totale de la zone du Programme) et l'étalement urbain associé et l'expansion incontrôlée à la fois dans les zones résidentielles et dans les zones construites ;
- la surpêche et l'exploitation excessive des ressources naturelles (les débarquements de poissons de la Méditerranée représentent 1 % du débarquement total mondial, mais leur surface est de seulement 0,8 % de la surface globale des océans) ;
- la prolifération de ports de plaisance et l'infrastructure touristique ;
- les déchets marins et les déchets non traités (69 % des villes côtières méditerranéennes de plus de 10 000 habitants sont raccordées à des stations de traitement des eaux usées, tandis que 40 % des villes avec une population entre 2 000 et 10 000 habitants n'est pas relié à des stations de traitement des eaux usées), qui mettent une pression énorme sur les écosystèmes côtiers méditerranéens, conduisant à l'eutrophisation et à la perte de la biodiversité ainsi qu'à la destruction de l'habitat.

Pour contribuer efficacement à la GIZC, avec son ensemble complexe d'interactions entre les différents moteurs et concurrents des objectifs environnemental, économique, social, culturel et récréatif, la planification sectorielle se concentrant sur un seul type d'utilisation ne suffit pas. La situation nécessite une approche systémique et holistique de la planification, pour prendre en compte la façon dont les utilisations concurrentielles et cumulatives peuvent affecter les écosystèmes et pour établir un équilibre entre les différents intérêts représentés par une multiplicité d'acteurs institutionnels impliqués - y compris les responsables du littoral, les autorités de gestion des bassins versants, les autorités d'expédition, les ministères, les communautés locales et beaucoup d'autres parties prenantes.



Les domaines clés à aborder comprennent la gestion des déchets, de l'eau et de l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique.

**La gestion des déchets** représente une pierre angulaire dans l'effort pour préserver les villes méditerranéennes et les zones côtières et pour garantir un environnement de vie sain pour les communautés. La gestion des déchets municipaux, qui représente un grand défi pour la région, est directement affectée par la croissance démographique et par la concentration de la population, par l'urbanisation et par le tourisme. La production municipale de déchets solides en Europe a connu une augmentation constante, avec la croissance du PIB, de 1995 à 2002. Après 2002, l'augmentation des ordures solides municipales a commencé à ralentir, se stabilisant à environ 520 kg / habitant / an, soit un taux moyen d'augmentation de 0,2 %, alors même que la croissance économique en Europe a continué à un rythme beaucoup plus élevé. En 2011, la croissance de ce type de déchets a été réduite à 500 kg / habitant / an, ce qui correspond à 1,36 kg / habitant / jour. En effet, l'Europe a réussi dans le découplage, ce vise à casser le lien entre la production de richesses matérielles et la production de déchets. Et les PMUE ont le potentiel pour réduire encore leur production de déchets pour l'aligner sur la moyenne de l'UE (500 kg / habitant / an) ; ceci est particulièrement vrai dans des pays tels que Malte, Chypre, Italie et Espagne. Dans les PPM, les estimations indiquent une augmentation significative du taux de production de déchets municipaux de 1998 à 2010.

La disponibilité en **Eau** dans le bassin méditerranéen est limitée - principalement à cause du ruissellement des zones de montagne - et donc la zone est l'une des zones les plus vulnérables à la « crise hydrique ». Les ressources sont inégalement réparties entre les pays : près des deux tiers des ressources en eau - 1,2 % des ressources en eau renouvelables de la planète, soit environ 550 km<sup>3</sup> par an - sont concentrées dans les pays de la rive nord. Pendant ce temps, la plupart des pays de la rive sud et est de la Méditerranée sont en « stress hydrique »<sup>17</sup> (pénurie d'eau), avec moins de 1 000 m<sup>3</sup> / habitant / an. La Libye, Malte, la Jordanie, la Palestine, Israël, la Tunisie et l'Algérie, avec une population totale d'environ 80 millions de personnes, font face à une « pénurie structurelle » d'eau, avec moins de 500 m<sup>3</sup> / habitant / an. Les changements climatiques, la croissance démographique et les activités humaines (agriculture, tourisme et développement industriel) affectent directement la disponibilité de l'eau. L'eau potable représente environ 16 % à 18 % du total des prélèvements d'eau. La partie la plus significative est constituée par l'agriculture irriguée, qui représente environ entre 49 % et 78 % du total des prélèvements, respectivement dans les pays du nord de la Méditerranée et dans les PPM. L'eau pour l'industrie et l'énergie est la deuxième utilisation la plus courante, avec une part d'environ 10 % dans les PPM et de 32 % dans les PMUE.

Malgré quelques progrès encourageants, les efficacités d'utilisation de l'eau dans les secteurs de l'eau potable et d'irrigation représentent encore un défi pour la région. En effet, les pertes et les fuites pendant le transport et la distribution, combinées à l'inefficacité et au gaspillage à la fois dans l'irrigation et dans l'usage domestique, sont estimées à près de 100 km<sup>3</sup> par an, soit 45 % de la demande totale d'eau pour ces deux secteurs (220 km<sup>3</sup> par an). En effet, l'amélioration du rendement de l'eau, avec un accent particulier sur l'agriculture, ainsi que l'augmentation de l'approvisionnement en eau par les ressources en eau non conventionnelles, font partie des principales priorités pour la zone de coopération IEV CTF Med.

**Les énergies renouvelables** représentent un avantage concurrentiel naturel pour la région et - conjointement avec l'amélioration de l'**efficacité énergétique** - offrent un grand potentiel de réduction des

<sup>17</sup> L'indicateur de stress hydrique de Falkenmarke est basé sur le calcul des ressources en eau par habitant et par an, dans *Water Demand Management (Gestion des besoins en eau) : The Mediterranean Experience (L'expérience de la Méditerranée)*, TECHNICAL FOCUS PAPER 1, Blue Plan and Global Water Partnership, 2012.



émissions. Les gaz à effet de serre (GES) dus aux émissions de CO<sub>2</sub> liées à la consommation d'énergie sont plus de 70 % dans la région méditerranéenne (qui représente environ 7 % des émissions totales de CO<sub>2</sub> dans le monde). Les émissions de CO<sub>2</sub> ont augmenté dans les PPM à un rythme rapide (18,7 %, sur la période 2005-2010), tandis que les PMUE ont connu une réduction des émissions totales (-14 %, sur la même période). Dans l'optique de la COP 21 organisé dans le cadre de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), l'EU et les Pays Partenaires Méditerranéens ont proposé une variété d'engagements en termes de réduction des gaz à effet de serre, et en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique.

Les bâtiments sont responsables d'environ un tiers de la consommation totale d'énergie dans les PPM et de 40 % de la consommation totale d'énergie de l'Union européenne. À cet égard, l'Europe a publié une directive ad hoc sur la performance énergétique des bâtiments, et certains règlements PPM (Algérie, Égypte, Turquie, Tunisie, Jordanie, Palestine, Syrie et Liban) ont récemment adopté des règlements dans ce domaine, pour définir les paramètres pour l'efficacité énergétique dans les nouveaux bâtiments, et ont lancé des projets pilotes. En raison des caractéristiques géographiques, climatiques et géologiques communes de ces pays, ils peuvent bénéficier dans un proche avenir de l'échange d'expériences et du transfert d'innovation visant à réduire la demande de chauffage (en termes de bilan énergétique annuel) et en minimisant la puissance de crête de refroidissement, ainsi qu'à soutenir les opérateurs du secteur à identifier des approches rentables de travaux de rénovation pertinents par type de bâtiment et demande de zone climatique.

## 2.2 ENSEIGNEMENTS TIRES DE LA STRATEGIE

Basé sur l'expérience du précédent Programme IEVP CTF Med 2007-2013, le nouveau Programme Opérationnel Conjoint (POC) se concentre sur les défis économiques, sociaux et environnementaux de la plus haute importance pour la zone de coopération : la revitalisation de l'économie par le biais des réseaux d'innovation et euro-méditerranéen et des chaînes de valeur dont le but ultime est de stimuler les possibilités d'emploi et l'inclusion sociale ; et la conservation des écosystèmes uniques de la Méditerranée. Le nouveau cadre stratégique repose sur plusieurs leçons apprises au cours de la mise en œuvre du Programme et des projets approuvés en 2007-2013.

Pour ce qui est du cadre stratégique, le Programme pour la période 2007-2013 prévoyait quatre priorités et dix mesures couvrant largement les objectifs définis ainsi : « Promotion du développement socio-économique et renforcement des territoires » (priorité 1) ; « Promotion de la durabilité environnementale au niveau du bassin » (priorité 2) ; « Promotion de meilleures conditions et modalités de circulation des personnes, des marchandises et des capitaux » (sans la participation de la Tunisie et de l'Égypte) (Priorité 3) ; « Promotion du dialogue culturel et de la gouvernance locale » (priorité 4). Ces priorités fixent la référence commune pour la mise en œuvre de tous les projets standards. En outre, six thèmes ont été identifiés comme stratégiques, à savoir : industrie agro-alimentaire, tourisme durable et gestion intégrée des zones côtières, en vertu de la priorité 1 ; et gestion des eaux, traitement des déchets et recyclage et énergie solaire, en vertu de la priorité 2. Chaque type de projet (standard et stratégique) avait des indicateurs génériques différents résultant en deux cadres différents pour le suivi de leur mise en œuvre.

L'avantage évident d'un large éventail d'objectifs veut dire que les demandeurs de projets standard pouvaient répondre plus efficacement aux questions pertinentes dans un contexte politique et économique en mutation, mais cette flexibilité a également rendu difficile de diriger, orienter et concentrer le nombre





de propositions. Par conséquent, le nouveau POC vise à équilibrer la flexibilité requise par un programme pluriannuel, multi-pays avec une approche plus ciblée et des priorités d'investissements ciblées. Ce choix implique une plus grande efficacité du suivi des projets et un cadre stratégique unique pour le rôle de coordination et de direction du CSC. Le Programme 2014-2020 approfondit son ciblage thématique en sélectionnant quatre objectifs thématiques (OT) et les détails de chaque priorité au niveau des résultats attendus et une liste indicative des réalisations, y compris de leurs indicateurs. Cette approche plus ciblée devrait accroître l'impact et l'efficacité, tout en réduisant les niveaux actuellement élevés de demandes infructueuses de financement.

En effet, dans le Programme précédent, trois appels à propositions - au lieu des cinq attendus - ont été lancés, et un total de 95 projets ont reçu un total de 185,1 millions € (107 millions € pour financer des projets standards 76 et les restants 74,1 millions € pour 19 projets stratégiques). Le nombre de demandes déposées a presque doublé, passant d'un total de 599 demandes en 2009 à 1 095 en 2013. Bien que cette augmentation témoigne du grand intérêt pour le Programme, elle a souligné également les nombreux défis complexes dans la gestion des contraintes administratives et la satisfaction des attentes des demandeurs. La compétition élevée a donné lieu à des taux de réussite très faible dans les appels : moins de 5 % en moyenne.

En plus du nombre élevé de demandes de subvention, le programme IEVP CTF Med a démontré une participation remarquable, notamment des autorités locales, des universités et des organisations de la société civile, dans les projets approuvés. La coopération au niveau des projets mis en place entre un grand nombre d'institutions et d'organisations basées sur les deux rives de la Méditerranée et la répartition équilibrée des fonds, car un minimum de 50 % du budget de l'ensemble du projet a été alloué aux activités mises en œuvre dans les PPM, méritent d'être signalées.

Néanmoins, le rôle de bénéficiaires a été surtout joué par les PMUE, qui ont profité de leur expérience en matière de programmes de coopération financés par l'UE. Pour cette raison, le nouveau Programme investira dans le renforcement des capacités spécifiquement pour soutenir les demandeurs potentiels en dehors de l'UE, mais aussi un meilleur ciblage sur la la qualité des partenariats. Parallèlement à une simplification des processus de présentation des demande de subvention et de gestion, ces mesures devraient accroître la participation des candidats provenant de PPM, permettant un effort plus grand et plus coordonné en matière de gestion des défis liés à des partenariats rassemblant de multiples acteurs. Le Programme IEV CTF Mes permettra d'améliorer la coopération avec les autres programmes méditerranéens et d'autres initiatives, en encourageant les projets à exploiter les synergies existantes ou potentielles.

Dans l'ensemble, la coopération IEVP CTF Med a confirmé certaines grandes tendances ainsi que points faibles mis en évidence dans le Document de programmation et on peut en tirer les leçons suivantes :

- Le ciblage thématique des priorités du Programme doit prendre en considération ceux des besoins à moyen terme qui peuvent être traités efficacement au niveau transfrontalier.
- Les efforts de préparation de projet doivent être mieux soutenus, afin d'assurer un niveau d'engagement de tous les partenaires, en particulier dans les pays du Sud de la Méditerranée.
- Les expériences précédentes de coopération conjointe / réseaux permettent des performances plus élevées, soit à l'étape de l'évaluation ou pendant leur mise en œuvre.
- Les projets traitant des questions de mobilité nécessitent une participation directe des parties prenantes nationales et ils se sont avéré être difficiles à concevoir et à mettre en œuvre.



- Un niveau plus élevé de cohérence et de complémentarité entre les projets de chaque côté de la frontière peut apporter une réelle valeur ajoutée transfrontalière.
- Les activités de capitalisation – déjà commencées dans le Programme précédent – peuvent créer de nouvelles opportunités pour valoriser les projets et élargir leur impact à toute la région couverte par le Programme IEV CTF Med.

D'autres leçons apprises sur la gestion et la mise en œuvre du Programme sont énumérées dans le paragraphe dédié concernant les structures et les procédures de gestion.

## 2.3 OBJECTIF GENERAL, OBJECTIFS PRIMORDIAUX ET THEMATIQUES

L'objectif général du Programme IEV CTF Med 2014-2020 est de favoriser un développement économique, social et territorial juste, équitable et durable, qui peut faire avancer l'intégration transfrontalière et valoriser les territoires et les valeurs des pays participants.

Les objectifs primordiaux (OP) du Programme ont été sélectionnés par les délégations nationales participant au Comité de Programmation Conjoint (CPC) selon les étapes méthodologiques illustrées dans l'introduction d'une liste commune de trois objectifs primordiaux. Ces objectifs ont été précisés en dix objectifs thématiques (OT), proposés dans le Document de programmation CTF 2014-2020, qui fixe le cadre général des programmes de IEV CTF 2014-2020.

Les délégations nationales ont d'abord évalué la pertinence, puis discuté et convenu les huit secteurs les plus pertinents sur lesquels le Programme IEV CTF Med pourrait se concentrer. Les secteurs identifiés ont été : l'innovation et la technologie, les énergies renouvelables, la gestion de l'eau, les micros, petites et moyennes entreprises, le traitement des eaux usées, le tourisme, la gestion intégrée des zones côtières, l'inclusion sociale et la lutte contre la pauvreté<sup>18</sup>.

Grâce à un nouveau processus de consultation basé sur l'analyse détaillée du secteur, deux OP - compatibles avec les besoins des territoires - ont été sélectionnés parmi les trois proposés par le Document de programmation :

### **A - Promouvoir le développement économique et social<sup>19</sup>**

### **B - Relever les défis communs en matière d'environnement**

En ligne avec les OP du Programme, quatre OT ont été choisis dans la liste des dix de ces objectifs fournis par le Document de programmation pour former la colonne vertébrale de la stratégie de IEV CTF Med. Ces quatre OT sont considérés comme les plus pertinents et appropriés pour consolider la coopération initiée par le Programme 2007-2013. Ils sont :

#### **A.1 - Développement des entreprises et des PME**

#### **A.2 - Soutien à l'éducation, à la recherche, au développement technologique et à l'innovation**

<sup>18</sup> Chaque délégation pouvait noter la pertinence de chaque secteur de 1 (pas pertinent) à 4 (très pertinente). Les autres secteurs inclus dans la consultation, mais non pris en compte pour une analyse plus approfondie ont été : le développement rural, le patrimoine culturel, les réseaux de transport, la pêche, la santé publique et la migration.

<sup>19</sup> Le projet de Document de programmation comprend le premier et le deuxième objectif général comme suit : « Promouvoir le développement économique et social des régions des deux côtés des frontières communes » et « Relever les défis communs en matière de santé publique et de prévention et lutter contre la criminalité ». L'objectif thématique 4 « Protection de l'environnement, adaptation au changement climatique » a été modifié en ajoutant « et d'atténuation ». Toutes les définitions des objectifs inclus dans ce POC ont été convenues entre les membres du CPC et notifiées à la Commission européenne.





### **A.3 - Promotion de l'inclusion sociale et lutte contre la pauvreté**

### **B.4 - Protection de l'environnement, adaptation au et atténuation du changement climatique**

Les OT A.1, A.2 et A.3 traitent directement et contribuent à la réalisation de l'OP A tandis que OT B.4 est étroitement lié à OP B. En particulier :

- Soutenir la création et le renforcement de la compétitivité des MPME, en particulier les chaînes de valeur innovantes et euro-méditerranéennes qui pourraient avoir des impacts directs en termes de nouveaux emplois et d'opportunités et retombées potentielles sur le développement socio-économique de la région. Renforcer le rôle des plus démunis dans l'économie, en particulier des jeunes et des NEET durement touchés par les crises qui ont touché la région au cours des dernières années, peut contribuer à assurer que ce processus de développement soit équitable et juste.
- Les mesures prises pour anticiper et atténuer les effets négatifs du changement climatique (comme l'amélioration de l'efficacité de la gestion de l'eau et énergétique) et l'amélioration de la protection de l'environnement (par une gestion plus rationnelle des déchets, et la planification intégrée basée sur le PAEC pour les zones côtières) pourrait servir l'objectif d'aborder les défis communs environnementaux de la région.

Une description détaillée des OT et de leurs priorités est présentée au paragraphe 2.4 ci-dessous.

## **2.4 PRIORITES DU PROGRAMME, RESULTATS ATTENDUS ET INDICATEURS PERTINENTS**

Les priorités du Programme ont été élaborées sur la base des besoins les plus pertinents à moyen terme (BMT), identifiés par le biais de huit analyses documentaires sectorielles - incluant des données analytiques et des tableaux synoptiques de besoins à moyen terme et les forces connexes et les faiblesses - et un processus de consultation plus large des parties prenantes nationales concernées pour chacun des secteurs thématiques identifiés ci-dessus.

Le CPC a convenu d'une révision finale de ces priorités, qui ont également été rationalisées et vérifiées pour s'assurer de leur cohérence et approuvées au titre de la stratégie du Programme.

Parallèlement aux priorités suivantes du programme, les territoires participant devraient concentrer leur coopération sur la base de deux orientations clés, une approche interculturelle entre les personnes et la reconnaissance de la nécessité du renforcement des capacités institutionnelles. Ces concepts peuvent être résumés comme suit :

**Coopération interculturelle (*people-to-people cooperation*).** En accord avec le document de programmation IEV CTF, le Programme CTF MED considère la coopération interculturelle comme étant essentielle pour renforcer l'appropriation et encourager la participation active de la société civile dans les pays riverains de la Méditerranée. Cette approche est donc une condition préalable à la réalisation des objectifs du Programme et est particulièrement pertinente pour les priorités spécifiques où les défis sociétaux doivent être abordés. En effet, plusieurs priorités du Programme, décrites dans les paragraphes à venir, impliquent la mobilisation des personnes en termes de créativité et de coopération pour développer des solutions et pour faire usage de ressources limitées.

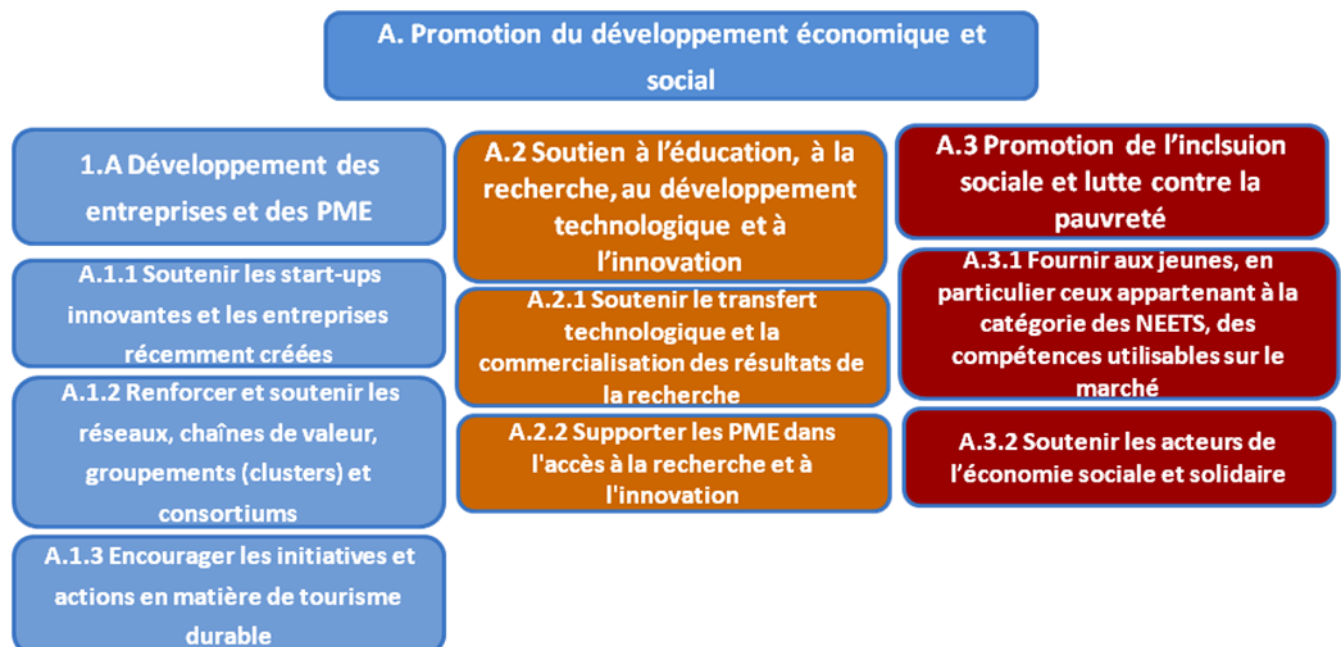
**Renforcement des capacités institutionnelles.** Les institutions locales ont un rôle clé dans le développement économique, non seulement en termes d'investissements directs, mais aussi en tant que catalyseurs pour le développement durable. Dans les pays méditerranéens les institutions locales opèrent



dans différents cadres législatifs et opérationnels, et pourtant les villes de la région et d'autres organismes locaux font face à des défis communs, tels que ceux liés au développement urbain non contrôlé, la prolifération de l'habitat informel / bidonvilles à la périphérie des grandes villes, la pauvreté et le chômage, la pollution, etc. Les besoins les plus pressants de la plupart des villes de la région : encourager l'échange de bonnes pratiques et d'expériences entre les institutions locales, le renforcement des capacités pour la prestation des services publics de qualité, l'amélioration des capacités d'exercer des activités qui peuvent créer des opportunités d'emploi, générant des revenus et l'amélioration des capacités pour assurer la participation des sociétés civiles locales et des acteurs socio-économiques dans les processus de planification locale.

Le chômage, le manque d'emploi et la rareté des opportunités représentent quelques-uns des défis les plus importants pour l'ensemble de la région à l'heure actuelle, impactant toutes les populations, indépendamment de l'âge et de l'éducation. Certains groupes défavorisés, tels que les femmes et les jeunes, souffrent particulièrement en raison de la difficulté d'entrer dans le cycle de travail. Cette condition est aggravée par la crise économique qui a frappé les pays de la zone. La reprise économique actuelle est faible et a laissé de nombreux pays dans une situation de récession ou de stagnation. Promouvoir l'auto-emploi et soutenir les entreprises qui, en vertu de leurs caractéristiques intrinsèques peuvent conduire à la création de nouveaux emplois et générer un effet de débordement en termes de nouvelles connaissances, pourrait créer les conditions pour sortir de la crise économique et pour stimuler la croissance de l'économie.

#### APERÇU DE L'OBJECTIF PRIMORDIAL A, OBJECTIFS THEMATIQUES ET PRIORITES



#### OT A.1 - DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES ET DES PME

Un des plus grand défi de la zone du Programme est la création d'opportunités économiques et d'emplois pour réduire les taux élevés de chômage, surtout chez les jeunes, que les pays de la région connaissent, et pour absorber le nombre élevé de nouveaux entrants dans le marché du travail, en particulier dans les



PPM. La nécessité de répondre de manière adéquate au défi de l'emploi est encore plus pressante dans cette phase de transformation politique et de crise économique.

Il est largement reconnu que les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) - plus de 90% du total des entreprises de la région - représentent un moteur économique et d'emploi important pour la région, car elles peuvent générer des emplois et jouer un rôle de levier pour stimuler la croissance et les processus d'innovation.

L'analyse sectorielle portant sur les MPME et les forces, les faiblesses et besoins à moyen terme pertinents, montrent clairement que les MPME méditerranéennes font face à un certain nombre de défis qui pourraient nuire à leur compétitivité sur les marchés nationaux et étrangers, ainsi qu'à leur durabilité globale. Afin de soutenir la compétitivité à moyen et à long terme, le Programme cible certains aspects qui pourraient contribuer à améliorer le cadre global de l'entreprise en Méditerranée.

Un aspect est lié à l'innovation, y compris la mise à niveau des processus et des produits. En effet, l'innovation technologique, managériale et opérationnelle continue est un facteur majeur pour la compétitivité et pour les gains de productivité et, par conséquent, pour assurer la durabilité et la croissance des MPME. Ceci permet aux entreprises de s'adapter à l'évolution du marché final et peut stimuler la croissance économique endogène à long terme.

Un autre aspect est lié au défi de la mondialisation. L'export est un précurseur fort de croissance. L'établissement de liens internationaux, des groupements et d'autres formes de coopération entre les MPME est indispensable pour surmonter les limites dimensionnelles intrinsèques des MPME et pour réaliser des économies d'échelle au-delà de la portée des entreprises individuelles. Mais cette coopération a également l'avantage indirect de stimuler les entreprises à apprendre les unes des autres et à échanger des expériences, partager l'accès à des installations de recherche et d'essai, etc.

Un secteur qui mérite une attention particulière, étant donné son importance dans la région, est le tourisme. En effet, le tourisme est un pilier majeur de l'économie de la région, à la fois en termes de contribution au PIB et à l'emploi. Le tourisme est confronté à des défis importants que le Programme traitera et qui sont principalement liés à la saisonnalité des produits touristiques en Méditerranée.

En tenant compte des défis mentionnés ci-dessus, trois priorités ont été sélectionnées au titre de l'OT1 : les deux premières sont censées être une réponse ciblée à certains des principaux défis auxquels les MPME sont confrontées, tandis que la troisième est une thématique axée sur un secteur spécifique, d'une importance cruciale dans le contexte euro-méditerranéen, à savoir le tourisme.

#### **PRIORITE A.1**

**Soutenir les start-ups innovantes et les entreprises récemment créées, avec un accent particulier sur les jeunes et les femmes entrepreneurs, et faciliter la protection de leurs droits de propriété intellectuelle et de commercialisation, le cas échéant**

La priorité A.1 se concentre sur les start-ups innovantes et les entreprises récemment établies en raison de leur contribution potentiellement forte à la compétitivité des MPME et pour leur capacité à innover et à créer de nouvelles connaissances qui sont transmises à d'autres entreprises.

Les innovations technologiques, managériales et opérationnelles menées par les start-ups et les entreprises récemment établies qui ont les capacités de s'engager dans des processus d'innovation peuvent contribuer de manière significative à améliorer l'écosystème de l'entrepreneuriat méditerranéen, car beaucoup de



MPME fonctionnent toujours dans des secteurs à faible productivité, davantage motivées par les besoins et par la subsistance plutôt que par des possibilités économiques. Mis à part les entreprises qui seront créées au cours du nouveau Programme CTF Med, le Programme se concentrera également sur les entreprises qui ont été établies depuis le début des changements du printemps arabe (2011), mais qui ont rencontré des difficultés pour continuer à œuvrer dans le sillage d'autres développements, d'une nouvelle instabilité et d'un ralentissement économique. Ces entreprises sont importantes dans le contexte méditerranéen, en particulier pour leur rôle potentiel en tant que créateurs d'emplois.

L'accès au financement, en particulier pour les petites et micro-entreprises, est difficile. Dans les PMUE et les PPM, les exigences de garanties plus élevées, le coût plus élevé du capital en général, ainsi que les taux élevés de rejet entravent l'accès au crédit et, en effet, seulement environ 20 % des MPME de la région ont accès au financement. En Europe, la crise financière a eu un effet négatif sur les prêts bancaires, avec un resserrement des conditions de crédit, en particulier pour les PME.

Cette priorité peut inclure une variété de programmes et d'initiatives pour soutenir ces types d'entreprises. Ces initiatives peuvent porter sur l'amélioration de l'accès au financement (également grâce à des programmes et la fourniture de capital-risque ad hoc) ; sur la formation dédiée, des programmes de coaching et de mentorat afin de renforcer les entreprises et les connaissances en matière de gestion; et la création de pôles et d'accélérateurs locaux pour former / coacher et accueillir des talents. En outre, ils peuvent s'étendre à des services annexes spécialisés : services de R&D, services sectoriels de développement de produits, recherche de partenaires scientifiques, programmes de commercialisation à un stade précoce, etc.

Un autre aspect important est lié aux droits de propriété intellectuelle (DPI). Le Programme a l'intention d'aborder cette question, en améliorant les capacités des pouvoirs publics à valoriser les jeunes et les femmes entrepreneurs en leur facilitant l'accès aux droits de propriété intellectuelle et à des systèmes de commercialisation.

Une attention particulière est accordée aux catégories de la population qui, sur la base de l'analyse du contexte socio-économique, ont le plus souffert de la récession économique et ont des difficultés à entrer dans le cycle de travail : les femmes et les jeunes. Plus précisément, les initiatives cibleront les jeunes diplômés - de préférence - des personnes dans le groupe d'âge 24-35. Un accès préférentiel est également à accorder aux femmes chefs d'entreprise, par exemple, programmes de support et de mentorat aux femmes par des femmes.



Objectif primordial A: <b>PROMOUVOIR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL</b>			
Objectif thématique <b>A.1 : DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES ET DES PME</b>			
Priorité A.1.1 : <b>Soutenir les start-ups innovantes et les entreprises récemment créées, avec un accent particulier sur les jeunes et les femmes entrepreneurs, et faciliter la protection de leurs droits de propriété intellectuelle et de commercialisation, le cas échéant</b>			
Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Liste indicative de réalisations	Indicateurs de réalisation
Les entreprises start-up innovantes ayant une dimension transfrontalière gérées par des jeunes (diplômés ou équivalents de 24 à 35 ans) et par des femmes (de tout âge) augmentent durablement dans les secteurs traditionnels et non traditionnels.	Nombre de nouveaux emplois (contrats) créés dans des MPME intensives en connaissance pour les jeunes et les femmes dans les secteurs économiques traditionnels et non traditionnels, où sont entrées des start-up innovantes.	Formation, mentorat, tutorat fournis aux jeunes entrepreneurs (24-35 ans) et aux femmes (de tout âge) par le biais des jeunes pour les jeunes et des femmes pour les femmes, réseaux de soutien et de mentoring.	Nombre de formations fournies aux jeunes (diplômés âgés de 24 à 35 ans) et aux femmes (de tout âge).
	Valeur des ventes sur les marchés existants et nouveaux, de nouvelles entreprises dirigées par des jeunes/femmes de start-up innovantes qui sont légalement établies et qui impliquent continuellement au moins deux pays méditerranéens qui ont une dimension transfrontalière.	Régimes d'investissement à capital risque dédié et accessible aux start-ups.  Création de centres locaux ( <i>hubs</i> ) et d'accélérateurs pour la formation / coaching et pour accueillir les talents dans les secteurs créatifs.	Nombre d'idées d'entreprise identifiées dans l'étape de recherche et pris en charge.  Volume de capitaux à risques (en euros) levé par des centres( <i>hubs</i> ) et des accélérateurs de start-ups.  Nombre d'entrepreneurs qui a lancé avec succès de nouvelles entreprises/projets dans un secteur créatif.
Augmentation de la part du personnel de jeunes/femmes occupant des postes de direction dans des sociétés établies récemment (depuis 2011) qui accède et développe des marchés innovants au niveau national et/ou dans d'autres pays méditerranéens.	Entreprises, avec le personnel des jeunes/femmes occupant des postes de direction, qui ont signé des contrats commerciaux (au niveau national et à l'exportation) pour la première fois (pourcentage du nombre total des entreprises prises en charge).	Services de soutien spécialisés fournis, tels que dans les services de R&D, les services de développement de produit dans un secteur spécifique, recherche de partenaires scientifiques etc. s'adressant surtout aux besoins du personnel jeune/femmes dans les entreprises récemment créées.	Nombre de jeunes et de femmes qui participent à des activités de formation et à des réunions d'affaires.
	Nombre de nouveaux produits et services vendus sur les marchés intérieurs et étrangers.	Nouveaux produits/services/outils pour les entreprises pour favoriser la distribution, la vente au détail et l'accès aux produits par de nouveaux clients.  Initiatives d'open data/ sites web ou plates-formes d'apprentissage lancées/développées.	Nombre d'organisations de développement d'entreprises recevant le support (IEV CTF 1) <sup>20</sup> pour des programmes de coaching et d'accélération.  Nombre de sites web lancés / développés et opérationnels et/ou de plateformes en ligne opérationnelles.
Une plus grande capacité des pouvoirs publics de faciliter l'accès et de protéger les droits de propriété intellectuelle (DPI) et des contrats	Nombre de personnel des autorités publiques activement et directement impliqué dans les droits de propriété intellectuelle et commerciale des projets transfrontaliers.	Guide pour le développement commercial bilingue (arabe/anglais) et arabe/français)  Campagnes de sensibilisation aux DPI conçues et mises en œuvre.  Fournisseurs de services existant « one-stop-shop » spécialisés dans	Nombre de guides bilingues (arabe/anglais et (arabe/français) achetés par le personnel des pouvoirs publics et par les chefs d'entreprise.  Nombre de formations pour les pouvoirs publics et les

<sup>20</sup> Tous les indicateurs reporté sous chaque priorité / tableau et codifiés (IEV + n.) font partie de la « Liste des indicateurs des résultats communs pour IEV CTF 2014-2020 », édité par Interact et par le Service européen pour l'action extérieure. Le nombre de résultats attendus et d'indicateurs inscrits au titre de chaque Priorité peut être réduit par le Comité de Suivi Conjoint conformément aux dispositions spécifiques des appels à propositions.



commerciaux, des jeunes et des femmes entrepreneurs.	Nombre de produits enregistrés et protégés par les lois et règlements sur les DPI.	les services de soutien aux start-ups et aux entreprises récemment créées (par exemple pour les projets de transfert de technologie et de preuve de concept), renforcés ou nouvellement créés.	courtiers (par ex. bureaux de transfert de technologie basés dans les universités) qui visent l'élaboration de nouveaux services (par ex. Support pour projets de preuve de concept).
	Lois et règlement sur les DPI revus et mis au point afin de tenir compte des meilleures pratiques internationales.		

#### **PRIORITE A.1.2**

**Renforcer et soutenir les réseaux, chaînes de valeur, groupements (clusters) et consortiums euro-méditerranéens dans les secteurs traditionnels (agro-alimentaire, tourisme, textile/habillement, etc.) et les secteurs non traditionnels (idées innovantes pour le développement urbain, éco-habitat, technologies durables liées à l'eau et à d'autres technologies propres, énergies renouvelables, industries créatives, etc.)**

Compte tenu des limites dimensionnelles des MPME et des défis représentés par l'ouverture des marchés et par la mondialisation, comme il a été souligné par l'analyse sectorielle et les forces, faiblesses et les besoins à moyen terme associés, les pays partenaires ont conjointement décidé de centrer la priorité A.1.2 sur toutes les formes de partenariats transfrontaliers d'entreprise et notamment les groupements euro-méditerranéen, les consortiums, les réseaux et les chaînes de valeur. Les résultats possibles associés à cette priorité ont des conséquences tout à fait évidentes et un impact au niveau transfrontalier et peuvent efficacement contribuer à consolider « une zone de prospérité partagée ». Mettre en commun les forces des MPME dans un partenariat organisé tend à offrir des avantages positifs aux travailleurs, aux entreprises et à toute la région, en termes de flux de connaissances et de retombées positives.

La priorité A.1.2 est ouverte à la fois à des secteurs traditionnels (agro-alimentaire, tourisme, textile/habillement, etc.) et à des secteurs non traditionnels (solutions innovantes pour le développement urbain, éco-habitats, technologies durables liées à l'eau et à d'autres technologies propres, énergies renouvelables, industries créatives, etc.). Cette souplesse est particulièrement importante étant donné que le Programme IEV CTF Med s'étend sur une période de mise en œuvre d'environ 7 ans.

Les initiatives dans le cadre de cette priorité devraient soutenir la mise en place, la structuration et la gestion des groupements de MPME, ou le renforcement de partenariats existants. Le type de soutien apporté peut varier de services de conseil en affaires (par ex., marketing, logistique, internationalisation, applications TIC, gouvernance, groupements, etc.) aux services de formation/coaching etc. Un modèle particulier de gestion et de partenariat que le Programme examinera est également le partenariat public-privé (PPP), par le biais de modules de formation ad hoc adressés aux acteurs de l'entreprise, aux fonctionnaires, aux autorités publiques responsables au niveau régional et à d'autres parties prenantes.





Objectif primordial A: <b>PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL</b>			
Objectif thématique <b>A.1 : DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES ET DES PME</b>			
Priorité A.1.2 : <b>Renforcer et soutenir les réseaux, chaînes de valeur, groupements (<i>clusters</i>) et consortiums euro-méditerranéens dans les secteurs traditionnels (agro-alimentaire, tourisme, textile/habillement, etc.) et les secteurs non traditionnels (idées innovantes pour le développement urbain, éco-habitat, technologies durables liées à l'eau et à d'autres technologies propres, énergies renouvelables, industries créatives, etc.)</b>			
Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Liste indicative de réalisations	Indicateurs de réalisation
Augmentation du nombre des MPME participant à des alliances d'entreprise euro-méditerranéennes.	<p>Nombre d'alliances commerciales nouvellement établies dans les secteurs traditionnels et non traditionnels (au niveau local et international).</p> <p>Nombre de nouveaux produits et services vendus sur les marchés intérieurs et étrangers.</p>	<p>Services de conseil qualité fournis aux PME (par exemple le marketing, conseils logistiques, internationalisation, applications des TIC, gouvernance, groupements, etc..).</p> <p>Événements commerciaux internationaux / initiatives visant à élargir les activités à de nouveaux marchés des entreprises impliquées dans des projets de CTF Med.</p> <p>Nouveaux produits conjoints / marques développées dans des secteurs clés ou lieux, qui apportent une valeur ajoutée.</p>	<p>Nombre d'entreprises largement et activement impliquées dans des projets de CTF Med aidées par des services de consulting et ayant demandé un suivi (IEV CTF 2).</p> <p>Nombre d'entreprises participant à des rencontres d'affaires transfrontalières (IEV CTF 3).</p> <p>Nombre d'entreprises impliquées dans des projets CTF Med qui partagent une connaissance commune sur des éléments spécifiques (par ex. la sécurité alimentaire, le tourisme durable, l'éco-innovation, les technologies vertes et durables de l'eau, les processus d'internationalisation etc.).</p>
Alliances transfrontalières d'entreprises renforcées grâce au soutien des et à la coopération avec les pouvoirs publics.	<p>Nombre de partenariats public-privé créés de promotion de l'innovation axés sur la demande dans le secteur public et privé et sur la mise en œuvre de nouveaux investissements à moyen-long terme.</p>	<p>Partenariats public-privé (PPP) entre les acteurs publics et des entreprises impliqués dans des projets CTF Med formellement établis pendant l'exécution des projets et existant au-delà de la clôture du projet.</p>	<p>Nombre d'appels d'offres publics attribués à la suite de collaborations conjointes et autres ressources supplémentaires allouées.</p>
	<p>Ressources publiques et privées supplémentaires investies par les PPP créés en tant que cofinancement des activités de projet (en euros).</p>	<p>Formations fournies à et initiatives pilotes conjointes entreprises par des acteurs du secteur privé, fonctionnaires, autorités publiques responsables et parties prenantes au niveau régional sur l'adoption des modèles de PPP.</p> <p>Alliances efficaces mises en place impliquant les parties prenantes, les entreprises, le secteur public et les organisations à but non lucratif pour promouvoir l'activité économique transfrontalière.</p>	<p>Nombre d'acteurs publics et privés impliqués dans des activités de formation et projets pilotes conjoints qui ont pris des engagements écrits à s'engager dans des PPP.</p> <p>Nombre de campagnes (par exemple forums mondiaux, séminaires, plates-formes etc.) où le secteur public et les membres des PPP échangent des connaissances pour soutenir les chaînes de valeur et leur activité économique.</p>



### **PRIORITE A.1.3**

#### **Encourager les initiatives et actions en matière de tourisme durable visant à la diversification dans de nouveaux segments et niches**

Reconnaissant l'importance du tourisme pour l'économie de la zone, comme souligné dans l'analyse sectorielle, les pays partenaires ont souhaité mettre en avant une priorité spécifique sur le tourisme dans le cadre de l'OT A.1 « Développement des entreprises des PME ».

Parmi les principaux défis auxquels fait face le tourisme, l'analyse des forces, des faiblesses et des besoins à moyen terme pour ce secteur a montré la part décroissante de la Méditerranée sur le marché international, avec une évolution de la demande vers d'autres régions et des produits touristiques alternatifs. Le Programme vise à répondre au besoin de diversification du secteur dans de nouveaux segments et niches, comme un moyen d'aider à relancer et repositionner la destination Méditerranée (au-delà du produit traditionnel « saisonnier » soleil, plage et mer) afin de la rendre plus compétitive sur le marché mondial et réduire la saisonnalité pour faciliter l'augmentation des flux touristiques pendant les saisons à faible et moyen trafic.

Dans ce contexte, l'éco-tourisme<sup>21</sup> et le tourisme durable<sup>22</sup> pourraient représenter un moyen pour créer des emplois et réduire la pauvreté tout en améliorant les conséquences sur l'environnement. Conformément à cette priorité, le Programme soutient toutes les initiatives visant à créer de nouveaux produits touristiques et à diversifier l'offre touristique basée sur la valorisation d'une variété de ressources locales et méditerranéennes. Cela pourrait comprendre : i. gastronomie et spécialités culinaires, y compris la cuisine traditionnelle locale et la dégustation de vin; ii. paysages et ressources naturelles; iii. produits de tourisme d'aventure; iv. tourisme adapté au handicap; v. produits de sport et bien-être. vi. produits de tourisme rural.

Le Programme se penchera également sur des partenariats publics et privés transnationaux, pour développer conjointement de nouveaux produits touristiques, en ligne avec les caractéristiques des territoires concernés, et les plans et stratégies de promotion et de développement.

Les initiatives dans le cadre de la priorité A.3 peuvent également inclure des services de soutien (assistance technique et financière) fournis aux communautés locales, aux MPME, aux voyagistes, aux organismes de gestion des zones protégées, et aux autres parties prenantes impliquées dans le développement et la gestion de nouveaux produits touristiques ; la formation adressée à divers groupes de fournisseurs de services commerciaux (par exemple les gestionnaires, le personnel, etc.); et des campagnes de sensibilisation (séminaires thématiques, etc.) ciblant les communautés locales et le secteur privé.

<sup>21</sup> « Toutes les formes de tourisme dont la motivation principale des touristes est l'observation et l'appréciation de la nature ainsi que les cultures traditionnelles des zones naturelles basées sur la nature ». Pour une définition complète de l'éco-tourisme, veuillez vous reporter à : <http://sdt.unwto.org/en/content/ecotourism-and-protected-areas>

L'écotourisme est une forme de tourisme durable - toutes les formes de tourisme peuvent devenir plus durables, mais toutes les formes de tourisme ne sont pas de l'écotourisme.

<sup>22</sup> « Un tourisme qui tient pleinement compte de ses impacts économiques, sociaux et environnementaux actuels et futurs, en répondant aux besoins des visiteurs, des professionnels, de l'environnement et des communautés d'accueil. », OMT <http://sdt.unwto.org/en/content/about-us-5>





Objectif primordial A: <b>PROMOUVOIR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL</b>			
Objectif thématique <b>A.1 : DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES ET DES PME</b>			
Priorité A.1.3 : <b>Encourager les initiatives et actions en matière de tourisme durable visant à la diversification dans de nouveaux segments et niches</b>			
Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Liste indicative de réalisations	Indicateurs de réalisation
Une plus grande attractivité des destinations touristiques moins connues.	Une augmentation des flux touristiques nationaux et internationaux visitant la zone ciblée.	Services de soutien de qualité (assistance technique et financière) fournis aux communautés locales, aux PME, aux voyageurs, aux gestionnaires d'aires protégées, et aux autres parties prenantes concernées pour les différents types de tourisme (par ex. tourisme côtier et de croisière, l'éco-tourisme, le tourisme d'aventure, le tourisme médical, le tourisme oenogastronomique, le tourisme historique, culturel et religieux, etc.).  Augmentation de l'accessibilité et de la visibilité ainsi que amélioration de l'environnement des régions touristiques moins développées.	Nombre d'entreprises impliquées de façon substantielle et activement dans les projets CTF Med (IEV CTF 2).  Nombre de sites culturels et historiques améliorés comme conséquence directe du soutien du Programme (IEV CTF 7).  Nombre d'initiatives de visibilité / marketing pour attirer les touristes dans les zones ciblées.
Augmentation de la diversification de l'offre touristique à travers la promotion des atouts locaux et territoriaux / moteurs dans les périodes hors saison.	Nombre de nouveaux produits durables touristiques dans les périodes hors saison créés dans des niches spécifiques avec une dimension transfrontalière (par ex. l'éco-tourisme, le tourisme d'aventure, le tourisme médical, le tourisme oenogastronomique, le tourisme historique, culturel et religieux, etc.), et conçus conjointement avec les communautés locales (approche de <i>bottom-up</i> ).  Nombre de personnes directement et activement impliquées dans les activités de projet ayant acquis plus de compétences / profils dans la gestion du tourisme (en particulier dans le domaine de l'éco-tourisme, gestion de la destination et marketing, etc.).	Produits / outils diversifiés créés pour répondre à une demande sélective hors saison.  Pratiques durables promues dans les processus de planification et de prise de décision des opérations quotidiennes des gouvernements nationaux, régionaux et locaux, ainsi que de l'industrie du tourisme.  Formation / initiatives adressées à divers groupes de fournisseurs de services commerciaux (par exemple, propriétaires de ferme, gestionnaires de site touristique, personnel, etc.).  Formation et campagnes de sensibilisation (séminaires	Nombre d'acteurs privés participant substantiellement et activement à de nouvelles initiatives touristiques.  Nombre de plans d'action adoptés par les autorités locales sur la base des activités participatives.  Nombre d'accords transfrontaliers signés par les organes compétents pour promouvoir les réseaux ds destinations de basse saison et / ou le nombre d'initiatives de basse saison proposées dans les pays participants.  Nombre d'entreprises



		thématiques, etc.) visant à sensibiliser les communautés locales (visites scolaires et démonstrations, salons, etc.) et le secteur privé.	participant à des événements entrepreneuriaux transfrontaliers (IEV CTF 3).  Nombre d'entreprises et collectivités locales participant à des formations et des événements de sensibilisation.
--	--	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

#### OT A.2 - SOUTIEN A L'EDUCATION, A LA RECHERCHE, AU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE ET A L'INNOVATION

L'analyse sectorielle portant sur l'innovation, et ses forces, faiblesses et besoins à moyen terme, souligne que l'innovation est un moteur important pour la compétitivité et la croissance. Les pays méditerranéens sont très hétérogènes en termes de politiques et d'investissements liées à l'innovation. Améliorer les liens entre les différents acteurs de l'innovation, notamment le système de la science et de l'enseignement supérieur, le gouvernement, le secteur privé, et aussi le secteur sans but lucratif, est considéré comme l'un des principaux défis dans ce domaine thématique.

À la lumière de ce qui précède, les pays participants ont souligné la nécessité de créer et de renforcer un système pour optimiser les investissements de recherche, améliorer l'efficacité des résultats de la recherche, et étendre ses avantages sociaux, économiques et commerciaux. Ce système intégré pourrait améliorer les opérations et les synergies entre les différents acteurs (notamment le système de la science et de l'enseignement supérieur, le gouvernement et le secteur privé). Chaque entité publique et privée opérant dans le domaine de l'innovation joue un rôle différent, mais complémentaire, vis-à-vis de l'innovation et de la recherche : les gouvernements et les institutions publiques sont des acteurs clés pour créer des conditions favorables à l'innovation, car ils peuvent soutenir les entreprises et les universités innovantes par le biais de primes et d'autres mécanismes ; les organismes de recherche sont généralement impliqués dans la recherche fondamentale et appliquée et génèrent de nouvelles connaissances ; les entreprises sont cruciales pour transformer les connaissances en nouveaux produits et services, et sont actives notamment dans le cadre de la R&D pour la commercialisation à travers les tests de développement, la conception de prototypes, etc. La coordination et les synergies entre ces acteurs sont essentielles pour construire un système efficace.

Un autre aspect important sur lequel les pays partenaires sont d'accord et qui est très pertinent pour la région méditerranéenne est l'accès des PME à l'innovation. Les PME méditerranéennes manquent souvent des capacités et des ressources financières et humaines, pour accéder aux technologies qui pourraient améliorer leurs produits, améliorer leur compétitivité et leur adaptation à l'évolution et aux nouveaux besoins des marchés finaux.

En ce qui concerne certaines technologies spécifiques indiquées comme pertinents par les pays partenaires, le Programme IEVCTF Med pourrait se concentrer notamment sur: les technologies environnementales / propres, des énergies renouvelables à l'eau, en passant par l'éco-construction, etc. ; d'autres technologies spécifiques liées aux nouvelles technologies appliquées au patrimoine culturel, telles que les techniques de conservation, les nouvelles technologies pour les illustrations 3D, l'apprentissage en ligne et les technologies interactives pour les musées. En outre, il est également important de mentionner



l'importance des technologies clés génériques, compte tenu de leur valeur intrinsèque et systémique et du rôle qu'elles peuvent jouer dans la construction d'une économie de la connaissance.

Compte tenu de ces considérations, les pays participant au Programme ont identifié deux priorités comme les plus pertinentes et qui reflètent les défis communs auxquels les pays méditerranéens doivent faire face en vertu du présent OT. Ces priorités sont décrites plus en détail ci-dessous.

### **PRIORITE A.2.1**

#### **Soutenir le transfert technologique et la commercialisation des résultats de la recherche, en renforçant les liens entre la recherche, l'industrie et d'autres acteurs du secteur privé**

La priorité A.2.1 reflète pleinement la vision illustrée ci-dessus, qui cherche à créer et renforcer un cadre propice à l'innovation et le développement technologique, en complément de l'investissement dans la recherche, un thème qui est soutenu par d'autres programmes financés par l'UE (Horizon 2020, Tempus, Erasmus+, etc. ).

Cette priorité vise également à faciliter le partage de connaissances et les initiatives conjointes entre les organismes de recherche et les acteurs du secteur privé, pour déclencher le développement de la connaissance, construit autour des innovations et des technologies adaptées au contexte méditerranéen et compatibles avec les forces et les vocations de ses territoires. Le Programme peut déjà compter sur une population active bien formée et une tradition de recherche scientifique qui représente un avantage concurrentiel potentiel sur lequel les pays de la zone de coopération devrait investir.

Le processus de partage des connaissances a aussi des retombées positives qui doivent être prises en compte. En effet, en participant à des réseaux internationaux de R&D et en coopérant au niveau technologique, les institutions impliquées et les entreprises peuvent puiser dans les connaissances acquises à l'étranger avec un effet positif potentiel sur la quantité et la qualité de leur propre innovation.

Les principaux résultats attendus de cette priorité sont la création d'un système propice à l'innovation et à l'augmentation de la commercialisation des produits de la recherche, mais d'autres résultats importants sont liés à la mise en valeur du rôle des institutions publiques pour faciliter et soutenir les partenariats pour l'innovation, en synergie avec les institutions du secteur privé et de la recherche. Étant donné la nature du Programme, la dimension transnationale est particulièrement importante.

Les initiatives au titre de cette priorité peuvent aussi inclure des laboratoires vivants ou d'autres plateformes de collaboration où les communautés scientifiques et d'affaires ont la possibilité d'innover ensemble ; co-brevets<sup>23</sup>, *brokerage*, événements de mise en réseau entre monde scientifique et entreprises (par exemple, sur les opportunités de marché pour les acteurs de la recherche et pour les acteurs économiques) ; la formation des fonctionnaires et des professionnels du transfert de technologie, etc.

---

<sup>23</sup> Selon l'OCDE, « les co-brevets sont les demandes de brevet effectuées par plusieurs acteurs (par exemple, les entreprises, les organisations universitaires et professionnelles, les industries, etc.) qui peuvent être situés dans la même région, une autre région ou des régions dans les pays étrangers. Les Co-brevets indiquent la coopération dans la commercialisation du savoir et pourraient donc indiquer les liens existant entre les régions en ce qui concerne l'échange des connaissances et des innovations ». Examens territoriaux de l'OCDE: Suisse 2011. Parce que les co-brevets représentent des interactions réelles entre les partenaires, ils impliquent des investissements conjoints, une communauté d'intérêts, et le partage d'informations en face-à-face.



Objectif primordial A: <b>PROMOUVOIR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL</b>			
Objectif thématique <b>A.2 : APPUI A L'EDUCATION, A LA RECHERCHE, AU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE ET A L'INNOVATION</b>			
Priorité A.2.1 : <b>Soutenir le transfert technologique et la commercialisation des résultats de la recherche, en renforçant les liens entre la recherche, l'industrie et d'autres acteurs du secteur privé</b>			
Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Liste indicative de réalisations	Indicateurs de réalisation
Demande accrue de transfert technologique entre la recherche, l'industrie et les PME dans les domaines des technologies propres / environnementales, nouvelles technologies liées au patrimoine culturel et technologies clés génériques (TCG).	Nombre de laboratoires vivants transfrontaliers créés pour la R&D et le transfert technologique entre la recherche, l'industrie et les PME.	<p>Laboratoires vivants établis, où les communautés industrielles, commerciales et scientifiques peuvent travailler et innover ensemble en faisant correspondre les exigences de l'innovation (PME) et l'offre de solutions technologiques (acteurs de la recherche / universités).</p> <p>Renforcement des capacités institutionnelles pour la gestion des projets de secteurs croisés impliquant à la fois la science et l'industrie.</p>	<p>Nombre d'institutions utilisant le soutien du Programme pour une coopération dans les domaines de l'éducation, la R&amp;D et l'innovation (IEV CTF 4).</p> <p>Nombre d'entreprises coopérant avec les établissements de recherche (IEV CTF 5).</p> <p>Nombre et type (bilatéral, consortium, etc.) d'accords entre monde la recherche et secteur industriel avant, pendant et après l'intervention.</p>
	Nombre de <i>spin off</i> établis comme nouvelles entreprises et opérant à travers les frontières, capables de vendre leurs produits ou services.	<p>Augmentation du personnel spécialisé employé dans les industries et les PME des domaines visés.</p> <p>Capacité accrue des pouvoirs publics et des intermédiaires spécialisés (par ex. bureaux de transfert de technologie situés dans les universités) qui visent l'élaboration de nouveaux services (par ex. Support pour projets de preuve de concept).</p> <p>Co-publications (dans des domaines technologiques spécifiques).</p>	<p>Nombre de chercheurs du secteur industriel et des PME formés pour lancer / créer des entreprises.</p> <p>Nombre de chercheurs et de personnel spécialisé au sein des autorités publiques impliqué dans / recruté pour des activités conjointes avec les industries et les PME.</p> <p>Nombre et domaine de co-publications.</p>
Augmentation des possibilités de commercialisation de produits dans les secteurs des technologies propres /	Valeur prévue des ventes de produits / services innovants nouvellement identifiés.	<p>Nouveaux produits / services développés pour la commercialisation dans les domaines technologiques.</p> <p>Plates-formes efficaces permettant une analyse pré-concurrentielle des produits et des services prometteurs.</p>	<p>Nombre de nouveaux produits / services développés.</p> <p>Nombre de plates-formes permettant une analyse pré-concurrentielle des produits et des services prometteurs mises</p>



environnementales, nouvelles technologies liées au patrimoine culturel et technologies clés génériques (TCG).	Nombre de co-brevets déposés.	Organisation de manifestations/foires de rencontres et mise en réseau entre monde de la science et des affaires (par exemple sur les opportunités de marché pour la recherche et les acteurs économiques).	en place et fonctionnant.  Nombre d'événements de partenariat pour les scientifiques / chercheurs et les organisations d'entrepreneurs.  Nombre de supports de transfert de technologie et nouveaux services de courtage de propriété intellectuelle livrés.
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

### PRIORITE A.2.2

#### Supporter les PME dans l'accès à la recherche et à l'innovation, notamment au moyen du regroupement d'entreprises (*clustering*)

La priorité A.2.2 met l'accent sur l'accès des PME à l'innovation et aux technologies.

Les forces et faiblesses du secteur et l'analyse des besoins à moyen terme soulignent que la capacité actuelle des PME à être activement engagées dans l'innovation et dans les processus de recherche, est limitée par plusieurs contraintes liées à leur taille (notamment les ressources humaines et financières). Il est important de considérer le rôle de l'innovation comme un facteur majeur de compétitivité en encourageant les PME à accéder à des connaissances nouvelles et externes pour accélérer l'innovation. Ceci peut être poursuivi, par exemple, grâce à l'appui / accompagnement financier et technique adéquat des PME (grâce à des primes/vouchers ou autres mécanismes), par le biais de réseaux et de groupements qui partagent les coûts et les charges entre les entreprises participantes, ou par une combinaison de ceux-ci. Les bons d'innovation visent à fournir aux petites entreprises l'accès à faible risque aux technologies et à l'innovation. Il serait également important d'encourager les partenariats pour l'innovation entre les différentes PME, et entre les PME et les grandes entreprises établies, qui peuvent être un moteur pour les petites entreprises.

La priorité A.2 est entièrement compatible et complémentaire avec d'autres priorités incluses dans la présente stratégie, en particulier la priorité A.1.1. En effet, la priorité A.1.1 se focalise sur les entreprises innovantes qui jouent un rôle actif et proactif dans l'innovation, étant elles-mêmes des « innovateurs » ou « générateurs de connaissance », tandis que la priorité A.2.2 se focalise plutôt l'accès aux nouvelles connaissances générées en externe et à l'innovation pour les PME qui ne disposent pas de compétences internes et des ressources financières pour innover : elles peuvent acquérir des connaissances et adapter des solutions technologiques qui correspondent à leur contexte et besoins.



Objectif primordial A: <b>PROMOTION DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL</b>			
Objectif thématique <b>A.2 : APPUI A L'EDUCATION, A LA RECHERCHE, AU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE ET A L'INNOVATION</b>			
Priorité <b>A.2.2 : Supporter les PME dans l'accès à la recherche et à l'innovation, notamment au moyen du regroupement d'entreprises (<i>clustering</i>)</b>			
Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Liste indicative de réalisations	Indicateurs de réalisation
Capacité d'innovation améliorée des PME participant à des projets de CTF Med dans les processus, les produits et les systèmes de gestion pour l'absorption des résultats de recherche.	Nombre de produits / services innovants créés par des clusters de PME à travers ou au sein des frontières.	Nouveaux et/ou services adaptés de soutien développés en conformité avec les besoins des PME pour augmenter leurs capacités d'innovation et d'efficacité de gestion (par exemple, mentorat, formation, systèmes de coaching, etc.).	Nombre de PME sensiblement et activement impliquées dans les projets en tant que bénéficiaires (IEV CTF 2).
	Investissements (en euros) dans les PME ciblées pour de nouvelles connaissances et de l'équipement (matériel et logiciel) et une R&D et des activités d'innovation conjointes.	Services transfrontaliers de soutien et de conseil en matière d'innovation développés (par exemple bons d'innovation, développement de produits et idées, études de marché, ventes, finances et financement, mise en réseau, etc.).	Nombre de PME utilisant le soutien du Programme pour coopérer avec les organismes de recherche (IEV CTF 5).
	Nouveaux (étrangers) investissements (en euros) dans les PME ciblées.	Activités de formation sur mesure pour les PME, autorités publiques, chercheurs, gestionnaires, entreprises concernées et utilisateurs finaux.	Nombre de PME bénéficiant de subventions pour instruments opérationnels (d'équipement) afin de favoriser leur innovation.  Nombre de PME utilisant le soutien du Programme pour coopérer dans l'éducation, la R&D et innovation (IEV CTF 4).

### OT A.3 - PROMOTION DE L'INCLUSION SOCIALE ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

L'OT A.3 cherche à aborder une question cruciale pour la zone qui comprend deux phénomènes complexes, mais interdépendants : l'exclusion sociale et la pauvreté.

La pauvreté est un phénomène multidimensionnel qui peut être défini comme la privation due à un manque / rareté des ressources matérielles et non matérielles, par exemple, le revenu, le logement, la santé, l'éducation, la connaissance et la culture. L'exclusion sociale est l'effet d'une série de difficultés qui agissent comme des obstacles aux opportunités de la vie et survient quand quelqu'un est exclu de la société en général ou est privé de quelque façon de la possibilité de participer pleinement à la société. Les conditions qui empêchent les personnes de participer pleinement à la société peuvent inclure la pauvreté économique, la mauvaise santé, le handicap, le manque d'éducation ou de compétences, et le traitement discriminatoire ou non-équitable.

Les gens sont exclus non seulement en raison de leur situation économique, mais aussi en raison du lieu où ils vivent, et, par conséquent, ils sont exclus de toute perspective de développement. L'insuffisance des revenus et des ressources peut empêcher les personnes de participer pleinement à la vie sociale et politique.

Ainsi, le terme d'inclusion sociale fait référence à un phénomène multidimensionnel ou un processus qui va au-delà de la pauvreté matérielle pour englober une vaste gamme de concepts, qui incluent également l'intégration des minorités (sexe, handicap, âge, etc.), l'accès aux services, l'accès aux besoins de base



(nourriture et logement), à l'emploi, à la participation politique, à la citoyenneté et aux réseaux civils (organisation populaire et solidaire), et l'accès à l'information.

L'analyse socio-économique a souligné que la pauvreté et l'exclusion sociale sont des questions cruciales pour les pays européens et pour les pays partenaires méditerranéens. En raison de la récente crise économique, le pourcentage de la population à risque de pauvreté et d'exclusion sociale a grimpé en flèche dans les PMUE, et les inégalités régionales se sont creusées. L'incidence de la pauvreté a augmenté également dans les PPM, où il y a des différences marquées entre les zones rurales - qui n'ont pas accès à l'eau potable et qui ont peu de dispositifs éducatifs, qui ont des services de santé inadéquats et des infrastructures insuffisantes - et les zones urbaines côtières, qui jouissent d'un niveau de vie plus élevé.

Les femmes et les jeunes, en particulier ce qu'on appelle les NEET (jeunes sans emploi, ni éducation et formation), sont parmi les catégories les plus défavorisées à travers la région et ont été sévèrement touchées par la crise économique.

Les pays partenaires soutiennent également la vision que l'amélioration de la sensibilisation, de l'efficacité et l'efficacité des services à la population est un autre aspect important qui doit être dûment pris en compte par le Programme.

En considération de ce qui précède, deux priorités ont été choisies dans le cadre de cette priorité.

### **PRIORITE A.3.1**

#### **Fournir aux jeunes, en particulier ceux appartenant à la catégorie des NEETS, des compétences utilisables sur le marché**

L'analyse socio-économique et les données relatives ont incontestablement montré qu'il y a deux catégories qui sont les plus défavorisées et qui ont été les plus touchées par la crise : les femmes dans tous les groupes d'âge et les jeunes (dans le groupe d'âge 18-24 ans), et notamment les NEETS. La population active des femmes a de bas salaires, en particulier dans certains pays de la région, et ces deux groupes ont des difficultés à entrer sur le marché du travail. Il a été démontré que le chômage chez les jeunes est susceptible d'avoir des effets permanents sur les revenus et sur la stabilité de l'emploi. En outre, ceci est aussi la preuve que les coûts sociaux directs et indirects du chômage sont élevés et incluent le phénomène de fuite des cerveaux, qui, à son tour, a des répercussions sur la performance économique et sur le dynamisme, et qui peut affecter la reprise économique.

Les pays participants partagent l'idée que le Programme doit cibler spécifiquement ces groupes en élargissant les possibilités de participation économique des femmes et en luttant contre le chômage des jeunes.

Le problème de l'inadéquation des compétences est considéré comme l'un des principaux obstacles, à la fois dans les PMUE et dans les PPM. Une polarisation se produit dans les marchés du travail sur les deux rives de la Méditerranée, causée par deux tendances liées :

- les emplois basés sur la connaissance et sur les compétences sont de plus en plus nombreux, ce qui réduit les opportunités de travail pour les travailleurs les moins qualifiés, en laissant pour compte ceux qui sont marginalisés, les NEET. Cependant, il est généralement vrai que ceux qui ont fait des études, avec des connaissances générales ou théoriques, rencontreront des difficultés quand ils postuleront pour un poste nécessitant des compétences pratiques ou techniques.





- il y a une pénurie de certains types de compétences et une sous-utilisation des compétences existantes, avec plus de jeunes qualifiés qui ont des difficultés à trouver un emploi cohérent avec leurs attentes et compétences.

Par conséquent, cette priorité poursuit la vision, soutenue par les pays partenaires, que l'employabilité des jeunes jusqu'à 30 ans, et des femmes, devrait être renforcée à travers une série d'interventions, pouvant inclure des cours de formation orientés vers le marché du travail ; des groupes de travail sur la créativité et les initiatives personnelles ; et des actions de coaching et tutorat avec pour principaux mentors, en particulier les femmes, des personnes disposant d'une expérience réussie aussi bien dans le monde de l'entreprise que de la société civile.

Un autre résultat important est lié au système d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP)., que cette priorité vise à soutenir pour l'aligner sur les exigences et besoins du marché , par le biais de mécanismes tels que le partenariat avec le secteur privé.

Objectif primordial A: <b>PROMOUVOIR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL</b>			
Objectif thématique <b>A.3 : PROMOTION DE L'INCLUSION SOCIALE ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETE</b>			
Priorité A.3.1 : <b>Fournir aux jeunes, en particulier ceux appartenant à la catégorie des NEETS, des compétences utilisables sur le marché</b>			
Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Liste indicative de réalisations	Indicateurs de réalisation
Augmentation de l'employabilité des femmes (de tout âge) et des jeunes jusqu'à l'âge de 30 ans, en particulier ceux appartenant à la catégorie des NEETS.	Nombre de femmes (de tout âge) et de jeunes jusqu'à 30 ans, en particulier ceux appartenant aux NEETS, soutenus par le Programme et qui ont trouvé un emploi.	<p>Campagnes de marketing pour améliorer les services qui favorisent l'emploi des jeunes.</p> <p>Cours de formation ciblés orientés vers le marché du travail s'adressant aux jeunes (18-24 ans) et aux femmes (de tout âge), en particulier ceux appartenant à des groupes vulnérables.</p> <p>Outils méthodologies d'apprentissage innovants et soutenus par les nouvelles technologies (réseaux sociaux, mobiles).</p> <p>Actions de coaching et tutorat avec les principaux mentors, en particulier les femmes, disposant d'une expérience réussie aussi bien dans le monde de l'entreprise que de la société civile.</p> <p>Initiatives visant à mieux relier l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) aux besoins du marché et des secteurs socio-professionnels.</p> <p>Initiatives d'emploi social mises en œuvre conjointement par les institutions publiques et les organisations de la société civile.</p>	<p>Nombre de représentants socio-professionnels ou sectoriels impliqués dans des actions et des réseaux d'inclusion sociale.</p> <p>Nombre de programmes d'études proposant de nouvelles compétences requises par le marché du travail (nouvelles professions).</p> <p>Nombre de cours de formation conçus et ciblés pour les jeunes (18-24 ans) (en particulier ceux appartenant aux NEETS) et les femmes.</p> <p>Nombre de jeunes, NEETS et des femmes formés.</p> <p>Nombre de réseaux sociaux ciblant spécifiquement l'apprentissage des jeunes au chômage et des femmes.</p> <p>Nombre d'associations (civiques, sports, arts du spectacle) lancées par les jeunes, les NEETS et les femmes.</p> <p>Nombre d'accords entre établissements de EFTP et secteur des entreprises.</p> <p>Nombre d'institutions publiques engagées (par exemple à travers des chartes, protocoles, protocoles d'entente) dans les programmes de soutien à l'emploi pour favoriser l'employabilité des jeunes et des femmes.</p>





## PRIORITE A.3.2

### Soutenir les acteurs de l'économie sociale et solidaire, notamment en termes d'amélioration de leurs capacités et de la coopération avec les administrations publiques pour la fourniture de services

Les pays partenaires attachent une grande importance au thème de l'éradication de la pauvreté et aux questions sociales relatives. Avec les institutions publiques, une pluralité d'acteurs est engagée dans la lutte contre ces problèmes complexes. Ces organisations, qui peuvent travailler en partenariat avec les institutions publiques, comprennent : les ONG, les coopératives, les mutuelles, les entreprises sociales, les fondations, les associations et autres entreprises et organisations similaires. Elles ont émergé comme un pôle d'utilité sociale que le Programme entend soutenir, car elles peuvent apporter une contribution efficace à la résolution des nouveaux problèmes sociaux, et elles sont indispensables si on doit donner une réponse adéquate aux nouveaux défis de l'économie mondiale et de la société.

Compte tenu de la complexité des défis sociaux d'aujourd'hui et des effets alarmants de la crise économique sur les pays et les sociétés méditerranéennes, étendre la sensibilisation et améliorer la qualité des services à la population en général est devenu impératif. L'accès aux services par les populations qui se trouvent les plus dans le besoin doit être soigneusement planifié et traité.

Dans ce cadre, et compte tenu de la nature transfrontalière du Programme, il est largement admis que le renforcement de la coopération transnationale et l'amélioration des partenariats et des actions conjointes entre les administrations locales et les acteurs économiques et sociaux et de solidarité doit être encouragé, y compris à travers la planification et la consolidation des capacités opérationnelle de ces acteurs. L'échange d'expériences, la consolidation des meilleures pratiques et la recherche de nouvelles solutions aux défis communs sont les points sur lesquels le Programme peut faire la différence et peut représenter une porte d'entrée importante pour le développement de la région. En effet, les institutions, les politiques et les normes sont des facteurs importants qui peuvent influencer sur le risque d'exclusion sociale, représenté par l'appartenance à certaines catégories (chômeurs, personnes illettrées, personnes handicapées, etc.).

Objectif primordial A: <b>PROMOUVOIR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL</b>			
Objectif thématique <b>A.3 : PROMOTION DE L'INCLUSION SOCIALE ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETE</b>			
Priorité A.3.2 : <b>Soutenir les acteurs de l'économie sociale et solidaire, notamment en termes d'amélioration de leurs capacités et de la coopération avec les administrations publiques pour la fourniture de services</b>			
Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Liste indicative de réalisations	Indicateurs de réalisation
Accès élargi à et qualité améliorée des services sociaux existants en faveur des personnes vulnérables.	Population couverte par les services sociaux améliorés comme conséquence directe de l'appui au Programme (IEV CTF 9).	Projets sociaux pilotes développés conjointement pour les services sociaux au profit des populations vulnérables.  Evénements transfrontaliers d'apprentissage et partage entre différents acteurs abordant des problèmes sociaux spécifiques.  Établissement et/ou renforcement des acteurs sociaux et de solidarité.	Nombre de professionnels des services sociaux participant à des échanges ou activités transfrontaliers (IEV CTF 13).  Nombre de manifestations transfrontalières des services sociaux prises en charge par les projets de CTF Med.  Nombre de nouvelles entreprises sociales établies et renforcées.



Capacités opérationnelles de planification et de coopération des administrations publiques et des parties prenantes à fournir des services sociaux renforcées.	Nombre d'accords entre les administrations publiques et les parties prenantes pour la planification et la mise en œuvre coordonnée des services sociaux.	<p>Ateliers, plateformes en ligne, etc., d'apprentissage et de partage d'informations sur les modalités de coopération pour la prestation des services sociaux.</p> <p>Études de cas, rapports et analyses des modalités de prestation des services sociaux.</p> <p>Échanges de personnel transfrontalier et formations communes entre les autorités publiques pour planifier, mettre en œuvre et coordonner la prestation des services sociaux.</p>	<p>Nombre d'institutions publiques impliquées dans l'inclusion sociale au titre de projets CTF Med.</p> <p>Nombre de plans d'action pour coordonner la prestation de services sociaux.</p> <p>Nombre de professionnels des services sociaux participant à des échanges ou activités à caractère transfrontalier (IEV CTF 13).</p>
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------



## APERÇU DE L'OBJECTIF PRIMORDIAL 2, OBJECTIF THEMATIQUE ET PRIORITES



### OT B.4 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, ADAPTATION AU ET ATTENUATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

En tenant compte des caractéristiques du Programme, ainsi que des résultats de l'analyse de forces, faiblesses et des besoins à moyen terme, les pays partenaires ont conjointement décidé de consacrer une priorité spécifique aux défis environnementaux, en se concentrant sur un certain nombre de questions qui sont considérées comme de la plus grande importance pour la région, à savoir l'eau, la gestion des déchets, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, ainsi que la gestion intégrée des zones côtières. Ces quatre questions font partie des six thèmes identifiés pour les projets stratégiques dans le cadre du Programme 2007-2013.

L'analyse sectorielle et des données relatives a souligné que la disponibilité de l'eau dans le bassin méditerranéen est limitée et les ressources sont réparties de manière inégale parmi les pays souffrant de pénurie d'eau. L'eau est une ressource renouvelable, mais sa capacité à s'auto-générer varie en fonction de l'espace et du temps ; la surexploitation de cette ressource pourrait conduire à un déséquilibre dans l'équilibre de l'eau. Certains pays de la région se rapprochent, ou dépassent, du volume annuel moyen de ressources naturelles renouvelables.

Les déchets, et en particulier la nécessité d'établir des systèmes efficaces de gestion des déchets solides municipaux (en intégrant les mesures pour la réduction, la réutilisation et le recyclage), représentent toujours un défi important pour les municipalités de la zone du Programme. L'Europe a réussi le découplage, qui consiste à briser le lien entre la production de la richesse matérielle et la production de déchets, mais les PMUE ont de la marge pour réduire encore leur production de déchets pour l'aligner sur la moyenne des pays de l'UE (500 kg / habitant / an). Dans les PPM, les estimations indiquent une augmentation significative du taux de production de déchets municipaux de 1998 à 2010.

Le CO<sub>2</sub> généré par la consommation d'énergie est apparemment responsable de plus de 70 % des émissions de gaz à effet de serre dans la région méditerranéenne, ce qui représente environ 7 % des émissions totales de CO<sub>2</sub> dans le monde. La demande d'énergie dans les pays méditerranéens a augmenté de 1,8 % par an de 1990 à 2009 - entraînée par le transport dans les PMUE et par les secteurs industriels et



résidentiels dans les PPM - et on prévoit qu'elle augmente d'au moins 1,7% par an en moyenne jusqu'en 2030. Il est impératif d'essayer de répondre à ces besoins croissants, mais en même temps de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> (pour contrôler le réchauffement climatique), notamment dans l'optique de l'accord COP21 de Paris et d'aborder les questions de durabilité économiques (liées à la rareté et à la volatilité des prix).

Malgré un cadre juridique complet, qui est clairement un signe de l'engagement politique des pays méditerranéens envers la protection de l'environnement, la Méditerranée continue d'être une région précieuse, pourtant encore menacée. Par conséquent, il y a un fort besoin de gérer les zones côtières d'une manière intégrée et à faire des efforts de planification conformes à l'approche éco-systémique.

Compte tenu de toutes ces considérations, l'OT B.4 se concentre sur les quatre priorités suivantes.

#### **PRIORITE B.4.1**

**Soutenir les initiatives durables visant à trouver des solutions innovantes et technologiques pour accroître la gestion efficace de l'eau et encourager l'utilisation de ressources en eau non conventionnelles**

En accord avec la conclusion de l'analyse sectorielle pertinente et des données quantitatives liées, les pays partenaires ont décidé de concentrer cette priorité à la fois sur la demande et sur l'offre de ressources hydriques. Cette approche reconnaît l'importance d'un système de gestion intégrée de l'eau qui prend en compte simultanément ces deux aspects.

L'efficacité de l'utilisation de l'eau est la clé d'une gestion efficace de la demande d'eau. La principale opportunité quantitative des économies concerne le secteur agricole et l'usage domestique. Des progrès ont déjà été réalisés dans presque tous les pays de la zone du Programme à l'égard de l'efficacité globale de l'utilisation des eaux (domestique et irrigation combinées), mais il y a encore de nombreux défis à relever. Améliorer le rendement de l'eau peut comprendre un large éventail d'interventions et de solutions technologiques. Dans l'agriculture, par exemple, des initiatives peuvent associer une meilleure maîtrise de l'eau, la gestion améliorée des terres et une gamme de pratiques agronomiques. Les initiatives de formation ciblant les agriculteurs et les campagnes de sensibilisation destinées aux citoyens sont également des aspects importants qui doivent être pris en considération.

Du côté de l'offre, étendre la sensibilisation de l'approvisionnement en eau et l'accès à l'eau potable à la plupart de la population est un défi important pour le Programme. Il est important de se rappeler que près de 20 millions de personnes de la Méditerranée n'ont toujours pas accès direct à l'eau potable, en particulier dans les zones rurales de la rive sud. L'approvisionnement en eau par des sources non conventionnelles a l'avantage direct de réduire la pression sur l'eau pilotable. Ces solutions peuvent inclure un large éventail de technologies, comme l'utilisation de l'eau de retour de drainage agricole, la réutilisation des eaux usées traitées à des fins d'irrigation, stations de dessalement, etc.

Un avantage supplémentaire important qui constitue un des résultats attendus de cette priorité est le renforcement de la coopération et des efforts entre les administrations de la Méditerranée et des institutions spécialisées. Cette coopération peut promouvoir des initiatives intégrées de planification basées sur les technologies adaptées au contexte, ainsi que les réseaux de l'eau dans l'agriculture avec une large participation des praticiens et d'autres intervenants dans toute la région méditerranéenne qui peuvent établir, diffuser et développer des solutions technologiques.



Objectif primordial B: <b>RELEVER LES DEFIS COMMUNS EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT</b>			
Objectif thématique B.4 : <b>PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, ADAPTATION AU ET ATTENUATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE</b>			
Priorité B.4.1 : <b>Soutenir les initiatives durables visant à trouver des solutions innovantes et technologiques pour accroître la gestion efficace de l'eau et encourager l'utilisation de ressources en eau non conventionnelles</b>			
Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Liste indicative de réalisations	Indicateurs de réalisation
Adoption accrue de technologies et systèmes innovants et durables de gestion efficace de l'eau dans l'agriculture par les pouvoirs publics, les institutions spécialisées et les autres parties prenantes concernées.	Surface en hectare de terres irriguées avec des eaux usées et des sources d'eau non-conventionnelle ou équipées de systèmes d'irrigation modernes et efficaces.	Réseaux de recherche fonctionnels transfrontaliers sur l'utilisation efficace de l'eau et sur l'utilisation de ressources en eau non conventionnelles à des fins d'irrigation.	Nombre de solutions TIC nouvelles ou améliorées pour la gestion des ressources en eau dans l'agriculture.
	Nombre de mesures et initiatives pour présenter, échanger, tester et transmettre des solutions de gestion de l'eau aux utilisateurs finaux dans le secteur agricole en vue d'améliorer l'utilisation efficace de l'eau et la qualité et l'utilisation des ressources en eau non conventionnelles dans les pratiques agricoles.	Création/amélioration de réseaux d'experts sur les thématiques de l'eau dans l'agriculture avec une large participation des différentes parties prenantes compétentes pour recueillir, diffuser et développer davantage des solutions technologiques et le dialogue des parties prenantes et des approches de gouvernance de l'eau	Nombre d'alliances d'acteurs publics / privés engagés dans des plans non-conventionnels et efficaces de gestion de l'eau.
	Investissements dans l'amélioration de technologies appropriées pour accroître le rendement de l'eau et l'utilisation de systèmes d'approvisionnement en eau non conventionnelle à des fins d'irrigation.	Activités de formation sur mesure sur l'eau et l'efficacité d'utilisation de l'eau non-conventionnelle, adressées aux agriculteurs, aux praticiens et aux autres parties prenantes.  Initiatives / projets pilotes pour mettre en valeur, échanger et tester des solutions de gestion de l'eau (irrigation économe en eau, l'irrigation goutte-à-goutte, stations d'épuration des eaux usées domestiques/eaux usées).  Gestion de l'eau et plans de gouvernance locale dans les pays participants qui intègrent les ressources en eau non conventionnelles et les la gestion efficace de	Nombre de collectivités locales appliquant des approches de gestion du cycle de l'eau dans l'agriculture intégrée.  Nombre de personnes formées par différents intervenants qui sont impliqués dans des projets de CTF Med.  Nombre de technologies reproductibles pour l'utilisation efficace de l'eau et pour l'utilisation de l'eau non-conventionnelle.  Nombre d'organisations impliquées dans la gestion des ressources hydriques appliquant des technologies innovantes et durables et non conventionnelles d'efficacité hydrique dans le cadre de gouvernance locale de l'eau.



		l'eau.	
Soutenir la recherche et le développement pour les technologies applicables localement et à faible coût pour l'utilisation des ressources en eau non conventionnelles à des fins domestiques.	Nombre de technologies appliquées pour l'utilisation des ressources en eau non conventionnelles à des fins domestiques.	Formations et événements sur mesure pour sensibiliser à l'utilisation des ressources en eau non conventionnelles pour l'approvisionnement en eau domestique.	<p>Nombre de personnes formées par différents intervenants qui sont impliqués dans des projets de CTF Med.</p> <p>Nombre de collectivités locales appliquant des approches de gestion du cycle de l'eau dans la fourniture de l'eau domestique.</p> <p>Nombre de solutions TIC nouvelles ou améliorées pour la fourniture et la demande en eau dans les zones urbaines.</p>
	Nombre de mesures et initiatives pour présenter, échanger, tester et transmettre des solutions d'approvisionnement et de demande en eau aux utilisateurs finaux en vue d'améliorer l'utilisation efficace de l'eau et la qualité et l'utilisation des ressources en eau non conventionnelles pour des finalités domestiques.	Création/amélioration de réseaux de praticiens sur les thématiques de l'approvisionnement en eau domestique dans l'agriculture avec une large participation des parties prenantes compétentes pour recueillir, diffuser et développer des solutions technologiques et le dialogue des parties prenantes et des approches de gouvernance de l'eau	
	Volume (m3) de l'approvisionnement en eau non conventionnelle utilisée à des fins domestiques.	Initiatives / projets pilotes pour mettre en valeur, échanger, tester et transmettre des solutions de gestion de l'eau. (Toit pour collecter l'eau de pluie, stations de traitement des eaux usées domestiques/eaux usées, usines de dessalement)	



#### **PRIORITE B.4.2**

##### **Réduire la production de déchets municipaux, promouvoir le tri sélectif à la source et l'exploitation optimale, notamment de la composante organique**

L'analyse sectorielle pertinente a souligné que, en général, les PMUE ont des systèmes de gestion intégrée et ont une couverture de 100 % de collecte des déchets solides municipaux, mais avec différents niveaux d'efficacité. À l'exception de certains pays, qui reposent encore trop sur les sites d'enfouissement, les PMUE gèrent les déchets municipaux avec un mélange très varié de technologies, mais ils doivent toujours réduire l'utilisation des décharges par rapport aux autres pays européens. Les PPM doivent encore améliorer sensiblement leur performance dans la gestion des déchets, car ils souffrent d'une faible couverture de collecte et d'un niveau élevé de mauvaise élimination.

Les pays participants partagent l'opinion que des systèmes efficaces de gestion des déchets municipaux représentent un grand défi pour la région et une priorité spécifique devrait traiter cette question de manière exhaustive, surtout si l'on considère que la gestion inadéquate des déchets entraîne des menaces graves pour la santé publique et l'environnement.

La priorité B.4.2 reflète une tentative de s'attaquer de façon globale à la question de la gestion des déchets municipaux, en mettant l'accent sur deux aspects : d'un côté, une plus faible production de déchets et, de l'autre côté, le tri sélectif à la source et traitement biologiques la composante organique. Les deux aspects constituent des piliers des systèmes de gestion des déchets municipaux.

La réduction de la production de déchets par le biais de la prévention et la minimisation peut être poursuivie en appliquant le principe du « plus avec moins » – qui fournit plus de marchandises et de services en utilisant moins de ressources et en produisant moins de pollution et moins de déchets. Il est également important de sensibiliser et d'appuyer les changements dans les modes de consommation des citoyens, par exemple en les incitant à l'achat de biens ou produits durables et de produits avec des petits emballages, en incitant à éviter les articles à usage unique, etc.. Un changement de comportement des consommateurs est considéré comme ayant un impact potentiel sur le comportement des entreprises, donc il peut induire des changements à la fois des procédés de production et des caractéristiques des marchandises (par exemple, les entreprises utilisant le recyclage interne des matériaux ou la récupération d'énergie sur site dans le cadre des régimes de minimisation des déchets solides).





Le recyclage et le compostage (traitement biologique des déchets organiques) des déchets solides est un élément important pour une approche durable de gestion des déchets solides, car il réduit la demande de matières premières. En particulier, le traitement des déchets biodégradables (déchets de nourriture et verts) à l'aide de procédés biologiques contrôlés (pour la production de compost et digestat, biogaz ou combustible dérivé de déchets) est considéré comme une étape essentielle par les pays participants. Les déchets en mer peuvent également être concernés.

Le renforcement des capacités techniques et opérationnelles des administrations publiques et des acteurs institutionnels pertinents en termes de planification et de gestion des déchets municipaux est considéré par les pays participants comme une question extrêmement importants que le Programme devrait chercher à atteindre. Dans ce cadre, les pays participants attachent une grande importance à l'échange d'expériences et de bonnes pratiques entre les administrations méditerranéennes.

Objectif primordial B: <b>RELEVER LES DEFIS COMMUNS EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT</b>			
Objectif thématique B.4 : <b>PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, ADAPTATION AU ET ATTENUATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE</b>			
Priorité B.4.2 : <b>Réduire la production de déchets municipaux, promouvoir le tri sélectif à la source et l'exploitation optimale, notamment de la composante organique</b>			
Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Liste indicative de réalisations	Indicateurs de réalisation
Des systèmes de gestion intégrée efficaces et efficaces des déchets municipaux sont prévus et exploités à l'échelle de projets pilotes.	Nombre de collectivités locales, adoptant et appliquant de nouveaux plans de gestion des déchets solides (par exemple les systèmes de ramassage sélectif des déchets municipaux).	Jumelage et autres programmes d'échange pour améliorer les capacités techniques et opérationnelles des administrations publiques et institutions/organismes pertinents.	Nombre de fonctionnaires des administrations publiques et autres acteurs concernés formés à la gestion intégrée des déchets municipaux.
	Nombre d'entreprises impliquées dans la réutilisation des déchets et dans le recyclage.	Formations et événements sur mesure destinés à des fonctionnaires et au personnel municipal.	Nombre de plans de gestion intégrée des déchets municipaux.
	Nombre de nouvelles technologies de gestion des déchets adoptées.	Plans et actions pilotes mise en place au niveau transfrontalier sur la gestion intégrée des déchets municipaux, en étroite collaboration avec des sociétés privées.	Capacité supplémentaire de recyclage des déchets (IEV / CTF 18)
		Solutions et approches communes développées pour l'optimisation du système de gestion des déchets municipaux.	Déchets municipaux biodégradables (m3 / tonnes) réutilisés comme engrais.
		Sensibilisation accrue des citoyens, des industries et des PME envers la réduction de la production de déchets et la valorisation de la réutilisation des produits.	Quantité d'énergie produite (kph) basée sur la conversion des déchets.
			Nombre d'actions et d'approches communes pour réduire les déchets alimentaires, les déchets municipaux et les matériaux d'emballage générés à des stades importants du système alimentaire.
			Nombre d'initiatives de sensibilisation soutenues (événements, réunions, campagnes, spots diffusés sur TV/radio/internet, etc.) favorisant la collecte des déchets efficace.



### PRIORITE B.4.3

#### Soutenir les rénovations énergétiques économiquement rentables et innovantes en fonction du type de bâtiment et des zones climatiques, en mettant l'accent sur les bâtiments publics

Conformément à l'analyse sectorielle pertinente, les pays partenaires ont décidé de concentrer une des priorités de l'OT B.4 sur l'efficacité énergétique et les rénovations, particulièrement pour les bâtiments publics.

Comme le montre l'analyse des forces, des faiblesses et des besoins à moyen terme, le secteur du bâtiment représente environ un tiers de la consommation totale d'énergie des PPM et 40 % de la consommation totale d'énergie au sein de l'Union européenne. À cet égard, l'Europe a publié une directive ad hoc sur la performance énergétique des bâtiments, et les PPM - en particulier Algérie, Égypte, Turquie, Tunisie, Jordanie, Palestine, Syrie et Liban - ont récemment adopté des réglementations pour définir les paramètres en matière d'efficacité énergétique dans les nouveaux bâtiments, et ont aussi lancé des projets pilotes.

En raison de leurs caractéristiques géographiques, climatiques et géologiques communes, les pays participants considèrent l'échange d'expériences et le transfert de l'innovation visant à réduire la demande de chauffage (en termes de bilan énergétique annuel) et à minimiser la demande de climatisation comme très pertinent pour une coopération dans l'espace du Programme. Aider les opérateurs du secteur à identifier des approches rentables pour des rénovations pertinentes par rapport aux types de bâtiment et des zones climatiques est aussi considéré comme important. En ce qui concerne les autres priorités, la création d'un système efficace impliquant les institutions publiques, les opérateurs du secteur et les autres parties prenantes est fortement soutenue, et un résultat attendu est l'amélioration des capacités des pouvoirs publics à planifier et mettre en œuvre des mesures et des politiques énergétiques durables.

En complément à la rénovation purement « éconergétique », cette priorité se concentre sur l'augmentation des énergies renouvelables, en particulier dans les bâtiments publics.

Objectif primordial B: RELEVÉ LES DEFIS COMMUNS EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT			
Objectif thématique B.4 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, ADAPTATION AU ET ATTENUATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE			
Priorité B.4.3 : Efficacité énergétique et énergies renouvelables - Soutenir les rénovations énergétiques économiquement rentables et innovantes en fonction du type de bâtiment et des zones climatiques, en mettant l'accent sur les bâtiments publics			
Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Liste indicative de réalisations	Indicateurs de réalisation
Une plus grande capacité des institutions publiques à planifier et de mettre en œuvre des politiques énergétiques durables et des mesures concernant les bâtiments publics.	Nombre d'institutions publiques qui ont adopté des plans/stratégies efficaces en s'appuyant sur des sources d'énergie mixtes.		Nombre de procédures nouvelles ou révisées (juridique, réglementaire, économique, etc.) lancées suite à un transfert de bonnes pratiques.
	Nombre d'institutions publiques coopérant pour le renforcement de la gouvernance multi-niveaux (relier les niveaux locaux, régionaux et nationaux) pour fournir des plans d'action intégrés et des mesures en matière d'énergie durable.		<p>Nombre de plans/stratégies d'efficacité énergétique reposant sur des de sources d'énergie mixtes approuvées.</p> <p>Nombre de solutions de rénovation innovantes et financièrement abordables et de technologies pour les bâtiments publics pouvant</p>



			fournir des améliorations significatives dans les performances énergétiques tout en assurant des exigences de confort intérieur et tout en étant non invasives et réversibles.  Nombre d'outils de planification et de mise en œuvre de rénovation de bâtiments publics.
Consommation d'énergie réduite et plus propre dans les bâtiments publics grâce à l'utilisation des énergies renouvelables et d'interventions visant aux économies d'énergie.	Réduction annuelle estimée de gaz à effet de serre grâce aux énergies renouvelables et mesures d'efficacité énergétique mises en place dans les bâtiments publics (IEV CTF 23).	Mise en œuvre de technologies pilotes rentables pour l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables.  Certificats de performance énergétique.  Application des systèmes d'énergie renouvelable (solaire, etc.) à des édifices publics.	Nombre de technologies rentables pour l'efficacité énergétique et solutions d'énergie renouvelable mises en place à l'échelle pilote.  Capacité supplémentaire de production d'énergie renouvelable (IEV CTF 22).  Nombre d'audits énergétiques effectués sur des bâtiments publics.  Nombre de bâtiments publics et/ou d'installations bénéficiant des mesures d'efficacité énergétique.
	Total de kWh produits (exprimés en réductions budgétaires) utilisant des énergies renouvelables appliquées aux bâtiments publics.		
	Total de kWh économisés (exprimés en réductions budgétaires) utilisant des énergies renouvelables appliquées aux bâtiments publics.		

#### PRIORITE B.4.4

**Incorporer l'approche de gestion éco-systémique à la GICZ dans la planification du développement local, à travers l'amélioration de la coordination intra-territoriale entre les différentes parties prenantes.**

Comme indiqué dans l'analyse des forces, des faiblesses et des besoins à moyen terme, réalisée pour le thème de la Gestion Intégrée des Zones Côtières, la Méditerranée est soumise à un large éventail de pressions, principalement de nature anthropique, qui représentent une menace sérieuse pour la mer et le littoral. Toutes ces pressions doivent être prises en compte pour la planification systémique, la gestion durable, l'utilisation et la surveillance des écosystèmes côtiers.

L'un des principaux défis associés à la GIZC et la planification de l'espace maritime est la multiplicité des acteurs institutionnels impliqués – y compris les planificateurs côtiers responsables de la gestion des bassins hydrographiques, autorités responsables de l'expédition des marchandises, ministères et communautés locales, pour n'en citer que quelques-uns. Cette séparation des responsabilités et des compétences peut résulter en une approche sectorielle de la gestion des zones côtières, qui cible uniquement une simple utilisation (ou ensemble d'utilisations connexes) à la fois. Aborder efficacement la GIZC – avec son système complexe d'interactions entre différentes exigences et des objectifs environnementaux, économiques, sociaux, culturel et récréatifs concurrents – nécessite une planification systémique et holistique, qui prend en compte comment ces utilisations simultanées et cumulatives peuvent affecter les écosystèmes et permettre les compromis nécessaires et l'équilibre entre les différents



intérêts. Dans cette perspective, suite au Sommet mondial sur le développement durable, plusieurs Conventions internationales et Organisations régionales ont décidé d'adopter l'approche écosystème (PAEC). En particulier, les Parties contractantes à la Convention de Barcelone<sup>24</sup> l'ont adopté en janvier 2008.

Être informé de la participation de tous les intervenants dans les différents secteurs est une condition préalable importante pour assurer un large soutien pour prendre des mesures permettant d'atteindre ces objectifs.

Par conséquent, cette priorité met l'accent sur le renforcement de la coordination et des capacités, entre les différentes administrations concernées et les parties prenantes, en particulier dans les domaines de la planification et du suivi. Les initiatives conjointes visant à partager des expériences et des technologies, y compris celles qui ont trait à l'aménagement du territoire, sont également prises en compte. Toutes les initiatives dans le cadre de cette priorité doivent être conçues en harmonie avec les différentes législations nationales pertinentes et les cadres opérationnels.

Objectif primordial B: RELEVÉ LES DEFIS COMMUNS EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT			
Objectif thématique B.4 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, ADAPTATION AU ET ATTENUATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE			
Priorité B.4.4 : Gestion intégrée des zones côtières - Incorporer l'approche de gestion éco-systémique à la GICZ dans la planification du développement local, à travers l'amélioration de la coordination intra-territoriale entre les différentes parties prenantes.			
Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Liste indicative de réalisations	Indicateurs de réalisation
Renforcement des capacités des pouvoirs publics pour planifier, gérer durablement, utiliser et surveiller leurs écosystèmes côtiers, en utilisant une approche participative efficace impliquant les parties prenantes concernées et les collectivités locales.	Stratégies et outils intégrés pour la gestion durable des zones côtières etc., récemment adoptés, qui prennent en compte de façon appropriée l'approche éco-systémique et qui ont été développés à travers un exercice participatif.	<p>Activités et ateliers de formation s'adressant aux différentes parties prenantes pour soutenir la planification et la gestion basée sur l'écosystème des zones côtières.</p> <p>Logiciel de planification spatiale, outils d'information (SIG) et outils d'analyse des données, d'intégration de données et de prévision à l'appui des décideurs qui contribuent à l'évaluation de l'écosystème et à la surveillance des zones côtières méditerranéennes.</p> <p>Plateformes de partage des connaissances pour aider les acteurs locaux impliqués dans la planification et la gestion</p>	<p>Nombre d'actions reproductibles ou transférables pour améliorer ou restaurer l'écosystème ciblé.</p> <p>Nombre d'organisations qui collaborent pour améliorer la gouvernance locale dans les zones côtières.</p> <p>Nombre d'organisations et de personnel participant à des ateliers / formations.</p> <p>Nombre de mesures adoptées pour prévenir les impacts négatifs des risques côtiers.</p> <p>Nombre d'outils systémiques disponibles pour renforcer la planification, surveiller et gérer les zones côtières.</p> <p>Nombre d'événements de communication et de sensibilisation.</p>
	Nombre de villes côtières, d'autorités publiques compétentes et d'autres parties prenantes clés adoptant de nouveaux plans de GIZC / lignes directrices pour la gestion et l'utilisation durable des zones côtières.		

<sup>24</sup> Convention pour la Protection du milieu marin et du littoral des régions côtières de la Méditerranée.



		des zones côtières.  Matériel de communication pour la diffusion et l'engagement d'acteurs de la société civile et du grand public, par exemple via les écoles, les aquariums, les musées maritimes et de la science, etc.  Activités d'études et de collecte de données visant à améliorer la connaissance des écosystèmes marins et leurs interactions avec les activités humaines.	Surface des habitats soutenue afin d'atteindre un meilleur état de conservation (IEV / CTF 15).  Nombre d'études, basées sur les activités de collecte de données, étudiant les liens entre les activités humaines et l'environnement.
--	--	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

## 2.5 ANALYSE DES RISQUES ET MESURES D'ATTENUATION

L'analyse des risques et les mesures d'atténuation identifiées sont signalées dans les tableaux ci-dessous pour chaque objectif thématique, avec une estimation du risque d'occurrence, de l'impact négatif potentiel et de la responsabilité des parties prenantes concernées. Chaque tableau comporte des risques particuliers liés au contexte et au contenu.

Les premiers (liés au contexte) peuvent affecter un ou plusieurs territoires où il est prévu de mettre en place des activités. Si cela se produit, l'impact négatif ira au-delà de la responsabilité et des capacités de structures du Programme. Cependant, une approche flexible au cas par cas, en étroite coopération avec les collectivités locales et nationales concernées sera ensuite appliquée afin de maintenir la mise en œuvre du(des) projet(s) autant que possible. La seconde typologie de risques (contenu / projet spécifique) doit être soigneusement examinée lors de la planification des projets et principalement abordée par les bénéficiaires, en cas d'apparition. Au cours de la mise en œuvre, des mesures d'atténuation pourraient être définies avec le soutien du STC, de l'AG, et des autorités locales, le cas échéant. Dans tous les cas de changements majeurs dans la conception du projet (par ex. révision de la composition du partenariat et/ou modification des résultats attendus) la décision finale doit être prise par le CSC.

Les risques techniques mineurs, tels que les pertes financières résultant de la fraude ou d'une mauvaise gestion financière, sont considérés à la fois comme ayant un faible risque d'apparition et un faible impact potentiel, et ne sont donc pas signalés.

Enfin, l'AG informera le CSC de toutes les procédures clés (appel à propositions, préfinancements, évaluation des rapports d'avancement, etc.) et mettra en place toutes les mesures nécessaires pour réduire leur durée et accroître l'efficacité globale du Programme.



## OT A.1 - DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES ET DES PME

TO1 - Développement des entreprises et des PME					
RISQUES	OCCURRENCE DU RISQUE (E / M / F)	IMPACT NEGATIF POTENTIEL	IMPACT DU NIVEAU DE RISQUE (E / M / F)	MESURES D'ATTENUATION	RESPONSABILITE
<b>Liés au contexte</b>					
<p>Détérioration de la situation politique et sécuritaire dans les territoires concernés*</p> <p>*Territoires concernés par la mise en œuvre des activités des projets</p>	M	<p>Ralentissement des activités commerciales et des investissements</p> <p>Difficultés graves pour les voyages de / à / dans les territoires exposés au risque</p> <p>Réduction importante des flux touristiques dans les pays de la région méditerranéenne</p>	E	<p>Une fois que le risque apparaît, suivre l'évolution de la situation et déterminer les mesures en coopération avec les autorités locales concernées</p> <p>Intensifier l'utilisation des outils TIC tant que l'accès à internet le permet</p> <p>Réviser les plans d'action et déplacer, le cas échéant, des activités dans les territoires non touchés par les problèmes de sécurité graves</p> <p>Participer à des activités qui préparent un meilleur avenir pour le milieu du tourisme</p> <p>Propositions et modifications apportées par l'équipe de gestion de projet en étroite collaboration avec les co-bénéficiaires concernés</p>	<p>Les principaux co-bénéficiaires doivent informer le STC et l'AG dès que l'impact négatif apparaît</p> <p>Les autorités nationales et locales concernées surveillent les risques et soutiennent l'identification des mesures d'atténuation adéquates conformément à la législation nationale en vigueur</p> <p>Les propositions et les modifications apportées par le bénéficiaire principal - en étroite collaboration avec les co-bénéficiaires concernés - sont évaluées par le STC et approuvées par l'AG tant qu'il n'y a pas de changements en termes de composition du partenariat et/ou des résultats attendus</p> <p>En cas de changements majeurs dans la conception du projet (par ex. révision de la composition du partenariat et/ou modification des résultats attendus) la décision finale doit être prise par le CSC</p>



Détérioration des perspectives économiques et financières dans les territoires concernés	<b>M</b>	Ralentissement des activités commerciales et des investissements  Persistance et intensification du ralentissement de la demande pour les produits et services	<b>M</b>	Continuer du mieux possible avec les MPME impliquées  Réviser/adapter l'approche commerciale et explorer de nouveaux produits et marchés  Participer à des activités qui préparent un meilleur avenir pour les entreprises	
<b>Spécifiques au contenu/projet</b>					
Incapacité des institutions publiques à émettre, examiner et appliquer des lois et des réglementations, si applicables	<b>M</b>	Difficultés à soutenir efficacement les MPME et assurer leur accès aux et protection des droits de propriété intellectuelle	<b>M</b>	Continuer à travailler avec le contexte réglementaire et législatif donné ; préconiser des politiques et des règlements adéquats pour améliorer le cadre  Continuer du mieux possible avec les MPME impliquées	Les principaux co-bénéficiaires doivent inclure et proposer des solutions pour assurer la durabilité future des résultats du projet  L'/Les impact(s) indésirable(s) est(sont) contrôlé(s) par le STC et l'AG qui soutiendront les bénéficiaires dans l'identification des mesures d'atténuation, également en coopération avec les autorités nationales
Instabilité / changements pouvant affecter les partenaires de projet, et entraver la mise en œuvre du projet	<b>E</b>	Incapacités ou retards dans la fourniture de soutien et de la contribution nécessaire vers les résultats attendus  Capacités limitées du partenariat à atteindre le niveau prévu de dépenses, réduisant le(s) préfinancement(s) futur(s)	<b>M</b>	Continuer à travailler avec les autres acteurs engagés  Continuer avec les acteurs qui ne sont pas touchés par l'instabilité / les changements dans le cadre institutionnel / organisationnel  Changement dans la composition du partenariat	En cas de changements majeurs dans la conception du projet (par ex. révision de la composition du partenariat et/ou modification des résultats attendus) la décision finale doit être prise par le CSC





OT A.2 - SOUTIEN A L'EDUCATION, A LA RECHERCHE, AU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE ET A L'INNOVATION

OT A.2 - Soutien à l'éducation, à la recherche, au développement technologique et à l'innovation					
RISQUES	OCCURRENCE DU RISQUE (E / M / F)	IMPACT NEGATIF POTENTIEL	NIVEAU DE RISQUE (E / M / F)	MESURES D'ATTENUATION	RESPONSABILITE
<b>Liés au contexte</b>					
<p>Détérioration de la situation politique et sécuritaire dans les territoires concernés*</p> <p>*Territoires concernés par la mise en œuvre des activités des projets</p>	<b>M</b>	<p>Ralentissement du transfert de technologie et de la recherche</p> <p>Difficultés graves pour les voyages de / à / dans les territoires exposés au risque</p>	<b>E</b>	<p>Une fois que le risque apparaît, suivre l'évolution de la situation et déterminer les mesures en coopération avec les autorités locales concernées</p> <p>Intensifier l'utilisation des outils TIC tant que l'accès à internet le permet</p> <p>Réviser les plans d'action et déplacer, le cas échéant, des activités dans les territoires non touchés par les problèmes de sécurité graves</p> <p>Propositions et modifications apportées par l'équipe de gestion de projet en étroite collaboration avec les co-bénéficiaires concernés</p>	<p>Les principaux co-bénéficiaires doivent informer le STC et l'AG dès que l'impact négatif apparaît</p> <p>Les autorités nationales et locales concernées surveillent les risques et soutiennent l'identification des mesures d'atténuation adéquates conformément à la législation nationale en vigueur</p> <p>Les propositions et les modifications apportées par le bénéficiaire principal - en étroite collaboration avec les co-bénéficiaires concernés - sont évaluées par le STC et approuvées par l'AG tant qu'il n'y a pas de changements en termes de composition du partenariat et/ou des résultats attendus</p> <p>En cas de changements majeurs dans la conception du projet (par ex. révision de la composition du partenariat et/ou modification des résultats attendus) la décision finale doit être prise par le CSC</p>



Spécifiques au contenu/projet					
Faible efficacité des investissements de recherche avec des avantages sociaux, économiques et commerciaux limités	M	Comme la recherche dans certains pays est fortement tributaire du financement public limité, le suivi des activités de R&D pourrait être en danger	M	Assurer la cohérence avec les politiques et les financements publics nationaux  Améliorer le financement de l'innovation des secteurs non publics pour diversifier et soutenir les investissements de recherche plus efficaces	Les principaux co-bénéficiaires doivent inclure et proposer des solutions assurer la durabilité future des résultats du projet  L'/Les impact(s) indésirable(s) est(sont) contrôlé(s) par le STC et l'AG qui soutiendront les bénéficiaires dans l'identification des mesures d'atténuation, également en coopération avec les autorités nationales
Instabilité / changements  pouvant affecter les partenaires de projet, et entraver la mise en œuvre du projet	E	Incapacités ou retards dans la fourniture de soutien et de la contribution nécessaire vers les résultats attendus  Capacités limitées du partenariat à atteindre le niveau prévu de dépenses, réduisant le(s) préfinancement(s) futur(s)	M	Continuer à travailler avec les autres acteurs engagés  Continuer avec les acteurs qui ne sont pas touchés par l'instabilité / les changements dans le cadre institutionnel / organisationnel  Changement dans la composition du partenariat	En cas de changements majeurs dans la conception du projet (par ex. révision de la composition du partenariat et/ou modification des résultats attendus) la décision finale doit être prise par le CSC

### OT A.3 - PROMOTION DE L'INCLUSION SOCIALE ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

TO A.3 - Promotion de l'inclusion sociale et lutte contre la pauvreté					
RISQUES	OCCURRENCE DU RISQUE (E / M / F)	IMPACT NEGATIF POTENTIEL	NIVEAU DE RISQUE (E / M / F)	MESURES D'ATTENUATION	RESPONSABILITE
Liés au contexte					
Détérioration de la situation politique et sécuritaire dans les territoires		Ventilation des structures et des organisations sociales		Une fois que le risque apparaît, suivre l'évolution de la situation et déterminer les mesures en coopération avec les	Les principaux co-bénéficiaires doivent informer le STC et l'AG dès que l'impact négatif apparaît



concernés*	<b>M</b>	Difficultés graves pour les voyages de / à / dans les territoires exposés au risque	<b>E</b>	<p>autorités locales concernées</p> <p>Intensifier l'utilisation des outils TIC tant que l'accès à internet le permet</p> <p>Réviser les plans d'action et déplacer, le cas échéant, des activités dans les territoires non touchés par les problèmes de sécurité graves</p>	<p>Les autorités nationales et locales concernées surveillent les risques et soutiennent l'identification des mesures d'atténuation adéquates conformément à la législation nationale en vigueur</p> <p>Les propositions et les modifications apportées par le bénéficiaire principal - en étroite collaboration avec les co-bénéficiaires concernés - sont évaluées par le STC et approuvées par l'AG tant qu'il n'y a pas de changements en termes de composition du partenariat et/ou des résultats attendus</p>
Détérioration des perspectives économiques et financières dans les territoires concernés	<b>M</b>	<p>Ralentissement des activités sociales et de soutien aux parties prenantes</p> <p>Persistance et intensification du ralentissement de l'offre de services sociaux</p>	<b>M</b>	<p>Continuer du mieux possible avec les organismes de formation concernés et les prestataires de services sociaux</p> <p>Intensifier l'utilisation des outils TIC tant que l'accès à internet le permet</p>	<p>En cas de changements majeurs dans la conception du projet (par ex. révision de la composition du partenariat et/ou modification des résultats attendus) la décision finale doit être prise par le CSC</p>
<b>Spécifiques au contenu/projet</b>					
Systèmes de protection sociale mis en œuvre avec un impact limité et à court terme	<b>M</b>	<p>Groupes cibles dispersés bénéficiant des activités mises en œuvre</p> <p>Augmentation des inégalités liées au genre</p> <p>Suivi institutionnel et durabilité en jeu</p>	<b>M</b>	<p>Première définition de mécanismes efficaces de coopération entre les secteurs de l'administration publique, privés et communautaires pour assurer une diffusion ciblée et une gouvernance durable des systèmes et des actions socio-économiques</p>	<p>Les principaux co-bénéficiaires doivent inclure et proposer des solutions pour assurer la durabilité future des résultats du projet</p> <p>L'/Les impact(s) indésirable(s) est(sont) contrôlé(s) par le STC et l'AG qui soutiendront les bénéficiaires dans l'identification des mesures d'atténuation, également en coopération avec les autorités nationales</p>
Instabilité / changements pouvant affecter les		Incapacités ou retards dans la fourniture de soutien et de la		Continuer à travailler avec les autres acteurs	En cas de changements majeurs dans la conception du



projets partenaires de projet, et entraver la mise en œuvre du projet	<b>E</b>	contribution nécessaire vers les résultats attendus  Capacités limitées du partenariat à atteindre le niveau prévu des dépenses, réduire le(s) préfinancement(s) futur(s)	<b>M</b>	engagés  Continuer avec les acteurs qui ne sont pas touchés par l'instabilité / les changements dans le cadre institutionnel / organisationnel  Changement dans la composition du partenariat	projet (par ex. révision de la composition du partenariat et/ou modification des résultats attendus) la décision finale doit être prise par le CSC
-----------------------------------------------------------------------	----------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

#### OT B.4 - PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, ADAPTATION AU ET ATTENUATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

OT B.4 - Protection de l'environnement, adaptation au changement climatique et atténuation					
RISQUES	OCCURRENCE DU RISQUE (E / M / F)	IMPACT NEGATIF POTENTIEL	NIVEAU DE RISQUE (E / M / F)	MESURES D'ATTENUATION	RESPONSABILITE
<b>Liés au contexte</b>					
Détérioration de la situation politique et sécuritaire dans les territoires concernés*  *Territoires concernés par la mise en œuvre des activités des projets	<b>M</b>	De graves difficultés pour investir dans des travaux d'infrastructure et de mise en œuvre dans l'irrigation, l'approvisionnement en eau domestique, la gestion des déchets et les bâtiments publics (pour l'énergie)  Difficultés graves pour les voyages de / à / dans les territoires exposés au risque	<b>E</b>	Une fois que le risque apparaît, suivre l'évolution de la situation et déterminer les mesures en coopération avec les autorités locales concernées  Intensifier l'utilisation des outils TIC tant que l'accès à internet le permet  Réviser les plans d'action et déplacer, le cas échéant, des activités dans les territoires non touchés par les problèmes de sécurité graves	Les principaux co-bénéficiaires doivent informer le STC et l'AG dès que l'impact négatif apparaît  Les autorités nationales et locales concernées surveillent les risques et soutiennent l'identification des mesures d'atténuation adéquates conformément à la législation nationale en vigueur  Les propositions et les modifications apportées par le bénéficiaire principal - en étroite collaboration avec les co-bénéficiaires concernés - sont évaluées par le STC et approuvées par l'AG tant qu'il n'y a pas de changements en termes de composition du partenariat et/ou des



Détérioration des perspectives économiques et financières dans les territoires concernés	<b>M</b>	De graves difficultés pour investir dans des travaux d'infrastructure et de mise en œuvre dans l'irrigation, l'approvisionnement en eau domestique, la gestion des déchets et des bâtiments publics (pour l'énergie)	<b>M</b>	Continuer du mieux possible avec les partenaires et les principales parties prenantes impliquées  Réviser les plans d'action et déplacer, le cas échéant, des activités dans les territoires non touchés par les problèmes de sécurité graves	résultats attendus  En cas de changements majeurs dans la conception du projet (par ex. révision de la composition du partenariat et/ou modification des résultats attendus) la décision finale doit être prise par le CSC
<b>Spécifiques au contenu/projet</b>					
Incitation financière insuffisante pour que les institutions locales assurent sur le long terme l'approvisionnement en eau domestique, la gestion des déchets solides et les activités d'économie d'énergie	<b>M</b>	Durabilité et mise à l'échelle des activités du projet en jeu	<b>M</b>	Intensifier les efforts de soutien financier alternatif à mettre en place dans la gestion des déchets solides et dans l'utilisation de sources d'énergie renouvelables	Les principaux co-bénéficiaires doivent inclure et proposer des solutions pour assurer la durabilité future des résultats du projet  L'/Les impact(s) indésirable(s) est(sont) contrôlé(s) par le STC et l'AG qui soutiendront les bénéficiaires dans l'identification des mesures d'atténuation, également en coopération avec les autorités nationales
Développement incontrôlé du tourisme et de l'étalement urbain affectant les zones côtières	<b>F</b>	Neutralisation de la mise en jeu et des efforts de planification et de gestion de la zone côtière concernée	<b>M</b>	Renforcer l'engagement politique et les mesures de planification de l'utilisation des terres à long terme en tenant compte des intérêts multisectoriels et du coût des externalités	En cas de changements majeurs dans la conception du projet (par ex. révision de la composition du partenariat et/ou modification des résultats attendus) la décision finale doit être prise par le CSC
Instabilité / changements pouvant affecter les projets partenaires, et entraver la mise en œuvre du projet	<b>E</b>	Incapacités ou retards dans la fourniture de soutien et de la contribution nécessaire vers les résultats attendus  Capacités limitées du partenariat à atteindre le niveau prévu des dépenses, réduisant le(s) préfinancement(s) futur(s)	<b>M</b>	Continuer à travailler avec les autres acteurs engagés  Continuer avec les acteurs qui ne sont pas touchés par l'instabilité / les changements dans le cadre institutionnel / organisationnel  Changement dans la composition du partenariat	



## 2.6 QUESTIONS TRANSVERSALES

Les Règles d'application disposent que le Programme doit décrire la manière dont les quatre questions transversales seront prises en compte : (i) Démocratie et droits de l'homme, (ii) durabilité environnementale (iii) égalité hommes-femmes (IV) VIH/Sida.

Sur la base du Programme IEV CTF Med, le respect de la démocratie et des droits de l'homme a une valeur transversale renforcée par la coopération interculturelle. La durabilité environnementale est un élément clé pour atteindre l'Objectif Thématique B.4 alors que l'égalité hommes-femmes est prise en compte dans l'Objectif Thématique A.3. Ces principes seront également pris en compte dans le cadre de la mise en œuvre d'autres Objectifs Thématiques. La question de VIH/Sida semble moins pertinente, même si une attention particulière sera consacrée aux personnes en situation d'exclusion sociale en raison de leur santé.

La prise en compte et le respect des questions transversales durant la phase de mise en œuvre des projets seront vérifiées comme suit :

1. Les questions transversales feront partie des critères d'évaluation des projets ;
2. Grâce à des contrôles périodiques sur la base des rapports et des visites auprès des projets.

### *(I) Démocratie et droits de l'homme*

La démocratie fournit un environnement pour la protection et la réalisation efficace des droits de l'homme. Les droits de l'homme et des libertés fondamentales doivent être respectés, protégés et réalisés dans tous les aspects de la mise en œuvre du Programme. Le Programme comprend des priorités spécifiques relatives à la pauvreté, l'exclusion et l'inégalité, et une des trois orientations clés sur lesquelles la coopération entre les territoires participants est inspirée et se concentrera est le renforcement des capacités institutionnelles. Des institutions inclusives et démocratiques seront essentielles pour renforcer la bonne gouvernance et l'état de droit. La mise en œuvre du Programme sera centrée sur les personnes et assurera une approche fondée sur les droits qui englobe tous les droits de l'homme et cherche à lutter contre la discrimination par plusieurs moyens, y compris en renforçant l'égalité entre les sexes. Le Programme intégrera le principe de non-discrimination dans toutes ses activités (y compris les projets), et préviendra toute discrimination fondée sur la race, le sexe, la nationalité, la langue ou la religion. Une attention particulière sera accordée à la promotion du respect des droits des travailleurs et des immigrés ainsi qu'aux personnes affectées par le VIH/Sida, tandis qu'un traitement équitable sera garanti dans l'accès aux opportunités de formation et d'éducation.

### *(ii) Durabilité environnementale*

La durabilité environnementale est une pierre angulaire du développement durable, fortement interconnectée avec ses autres dimensions, à savoir celles sociales et économiques. Il est important de reconnaître que la durabilité environnementale n'est pas un problème à résoudre, mais plutôt une opportunité pour soutenir des objectifs sociaux et économiques plus larges, en plus d'un environnement et d'une société sains. La durabilité environnementale est importante pour l'adaptation et la résilience face à des changements rapides et continus des conditions environnementales et socio-économiques.

Quatre des onze priorités du Programme sont consacrées à l'environnement. En outre, d'autres priorités sont liées, directement ou indirectement, à la durabilité environnementale. Pour donner quelques exemples, on peut citer : la priorité A.1.2, qui inclut le support pour les formes d'associations d'entreprises qui opèrent également dans les domaines de l'éco-habitat, les technologies durables liées à l'eau, et



d'autres technologies propres comme les énergies renouvelables, et la priorité A.1.3 sur le tourisme durable.

Afin de garantir la relation des objectifs environnementaux du Programme, il est essentiel d'intégrer et de prendre en compte les considérations environnementales (conservation et gestion des ressources naturelles et des services écosystémiques, réduction des gaz à effet de serre, etc.), et d'assurer la cohérence et les synergies : en conséquence, tous les projets qui bénéficieront d'un soutien du Programme devront préciser les questions environnementales et prendre en compte l'impact de leurs actions sur l'environnement. Celles qui pourraient avoir des répercussions négatives ne pourront pas bénéficier d'un financement. La durabilité environnementale exige également que les partenaires du Programme envisagent des solutions pour minimiser et / ou atténuer les impacts négatifs potentiels sur les ressources biologiques, le climat et le bien-être de la société. Elle exige également des engagements supplémentaires en termes de sensibilisation sur les principes et pratiques de la durabilité s'adressant aux industries, aux MPME, aux citoyens et aux communautés.

### *(iii) Egalité hommes-femmes*

La prise en compte de l'égalité hommes-femmes est une question transversale importante au sein du Programme. En effet, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et sont des éléments importants pour un développement juste, équitable et durable. Dans l'objectif thématique du Programme consacré à l'éradication de la pauvreté et l'inclusion sociale (OT A.3), une attention particulière est consacrée aux femmes, et aussi à une autre catégorie de personnes défavorisées : les jeunes, en particulier ceux appartenant à la catégorie des NEET. D'autres priorités considèrent aussi directement les aspects liés au genre et à l'autonomisation des femmes, comme la priorité 1.1 sur les start-ups. Le Programme est engagé à poursuivre l'autonomisation et les droits fondamentaux des femmes - afin de mettre fin à toutes les formes de discrimination - et assurer un accès égal aux ressources et à l'égalité des chances dans toutes les sphères de la vie, tant pour les hommes que pour les femmes. À cet égard, le Programme devrait aborder les obstacles juridiques, sociaux et économiques à l'égalité des sexes, et les partenaires et les institutions impliquées sont vivement encouragés à inclure des considérations de genre dans toutes leurs activités, en particulier dans les exercices de planification. En outre, une attention particulière sera accordée à l'élaboration d'indicateurs liés au genre au niveau du Programme et des projets. Il sera demandé à tous les projets de prendre en compte les questions d'égalité hommes-femmes dans la mise en œuvre de leurs activités afin d'assurer l'égalité des chances et une répartition équilibrée des responsabilités et des bénéfices.

### *(iv) HIV/Sida*

Comme décrit brièvement plus-haut, compte tenu du contexte et des objectifs du Programme, la question du VIH/Sida semble marginale. Cependant, le Programme s'attachera à assurer l'égalité des personnes indépendamment de leur condition sociale, garantissant un traitement équitable des personnes affectés par le VIH/Sida.

## **2.7 COHERENCE ET COMPLEMENTARITES**

La stratégie du Programme se concentre sur un nombre limité de priorités pour lesquelles une coopération transfrontalière efficace ajoute aussi bien de la valeur aux politiques locales, nationales et régionales - et porte sur des éléments qui ne sont pas déjà financés ou sont plus convenablement financés par d'autres programmes et initiatives. En particulier, la valeur ajoutée du Programme IEV CTF Med est basée sur la





participation d'un large éventail d'acteurs issus des partenariats internationaux qui rassemblent différents milieux et types d'expertise et qui sont directement engagés dans les processus de gouvernance locale. En effet, les priorités identifiées couvrent tous les enjeux territoriaux majeurs qui nécessitent une large perspective, un haut niveau de connaissances académiques et des capacités administratives locales afin d'identifier les solutions appropriées et atteindre efficacement ces solutions à travers les différents types de projets envisagés (standard, stratégique et de capitalisation). Par conséquent, la stratégie repose sur: l'analyse du contexte social de la situation économique et environnementale ; la cohérence et la complémentarité avec d'autres programmes mis en œuvre dans la même région par l'UE et par d'autres acteurs ; et les principales caractéristiques de la coopération CTF.

Les paragraphes suivants décrivent le cadre général, ainsi que les possibilités de soutenir plus largement la coordination avec d'autres initiatives dans des domaines spécifiques à travers des actions adaptées. En particulier, la cohérence et la complémentarité entre le Programme IEV CTF Med 2014-2020 et les stratégies locales, nationales et régionales et d'autres instruments financiers pertinents de l'UE est assurée par l'Autorité de Gestion (AG). Cela prend en compte à la fois les programmes couvrant l'ensemble de la zone de coopération et ceux qui se concentrent sur une portion réduite de celui-ci. Certains d'entre eux ont une approche multisectorielle, tandis que d'autres se concentrent sur un domaine limité de l'intervention.

Le Programme vise à développer de nouvelles synergies et complémentarités avec d'autres instruments pertinents de l'UE et internationaux (par exemple programmes de coopération ETC, programmes IEV CTF 2014-2020, plusieurs programmes thématiques, le 7ème programme cadre de recherche et développement, la BEI-FEMIP, etc.)<sup>25</sup> sur la base des projets financés par le Programme IEVP CTF Med 2007-2013. Ainsi, des activités de capitalisation portant sur les expériences les plus significatives et sur les réalisations dans le cadre du Programme IEVP CTF Med 2007-2013<sup>26</sup> permettront de stimuler de façon continue de nouvelles synergies et complémentarités avec les principaux acteurs internationaux.

#### 2.7.1 PRINCIPALES POLITIQUES, INITIATIVES ET ACTEURS CONCERNES PAR LA STRATEGIE D'INTERVENTION DU PROGRAMME

Ce paragraphe illustre les principaux acteurs et nouvelles initiatives au niveau euro-méditerranéen qui se rapportent à la stratégie d'intervention du Programme. Il couvre également la cohérence et complémentarité de la stratégie du Programme avec des programmes de l'UE 2014-2020 et d'autres initiatives importantes.

Comme déjà mentionné dans l'introduction, le nouvel Instrument européen de voisinage (IEV), fournit un soutien accru aux 16 pays partenaires à l'est et au sud des frontières de l'UE. Les zones prioritaires de la

<sup>25</sup> En ce qui concerne la période de programmation 2007-2013, une attention particulière est accordée aux programmes financés par l'UE et à d'autres initiatives qui complètent et génèrent des synergies avec le présent Programme, comme suit : IEVP CTF Italie-Tunisie 2007-2013, Programme MED 2007-2013, Programme Ciudad, Euromed Heritage IV, programme Tempus IV (2007-2013), Erasmus Mundus 2009-2013, Programme Invest in Med 2008-2011, Horizon 2020 Renforcement des capacités / Programme méditerranéen pour l'environnement (H2020 CB / MEP), programme d'investissement pour l'élimination des principales sources de pollution en Méditerranée - Projet de Préparation et exécution des projets Facility (MeHSIP-PPIF), FP7-KBBE (SICA), FP7-ENVIRONNEMENT, FP7-SPACE, FP7-NMP, FP7-INCO, FP7-People, FP7-SSH, FP7-Energy, FP7-Régions de la connaissance, Potentiel de recherche FP7, FP7-science dans la société, programme SPRING 2011-2012, Jeunesse en action (2007-2013), Programme MED-ENEC sur Efficacité énergétique dans le secteur de la construction, et le Partenariat stratégique pour la conservation des grands écosystèmes marins des Composants -MEDPOL Méditerranée.

<sup>26</sup> En 2012, sur décision du Comité de Suivi Conjoint (CSC), l'AGC a lancé un processus de capitalisation. Trois événements ont eu lieu respectivement le 29 octobre 2013 (en Jordanie), le 26 novembre 2013 (en Italie) et le 15 janvier 2014 (en Espagne). Les trois événements ont généré de nouvelles relations entre les acteurs participants et en particulier ont contribué à la création de trois groupes thématiques dans le but de renforcer les échanges d'information et de créer des synergies entre les bénéficiaires des projets et toutes les parties prenantes.



coopération régionale EUROMED sont incluses dans le document de programmation<sup>27</sup>. Les programmes bilatéraux, le programme multi-pays pour le partenariat euro-méditerranéen et d'autres programmes de coopération transfrontalière sont en préparation et seront examinés, une fois approuvés, pour identifier les complémentarités et les synergies, notamment en collaboration avec les délégations de l'UE.

Les principaux acteurs concernés dont les initiatives sont conformes à la stratégie d'intervention du Programme comprennent : **l'Union pour la Méditerranée (UpM)**, la **Banque Mondiale**, le **Programme des Nations Unies pour l'Environnement / Plan d'Action pour la Méditerranée (PNUE/PAM)**, **l'Assemblée régionale et locale euro-méditerranéenne (ARLEM)**, et la **Conférence des Régions Périphériques et Maritimes (CRPM)**, en particulier sa Commission Inter-Méditerranéenne (CIM). (Voir aussi le tableau 6 dans du paragraphe suivant).

Parmi les initiatives en cours mises en place par le **Secrétariat de l'UpM**, il existe plusieurs projets qui abordent les défis du changement climatique et de l'environnement, les modes de consommation et de production durables, l'inclusion sociale, le développement des PME, les énergies renouvelables, etc.<sup>28</sup>

La **Banque Mondiale** a aussi joué un rôle central dans le soutien financier à l'emploi, l'eau et aux questions relatives à gestion des déchets, aux projets d'énergie renouvelable et aux initiatives de GIZC dans les pays partenaires méditerranéens<sup>29</sup>. La Banque Mondiale et l'UpM ont déjà exploré de nouvelles possibilités de coopération, y compris la mise en place d'accords conjoints de promotion des projets phare dans le cadre du « Fond pour l'adaptation du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord », un fonds créé dans le cadre du partenariat de Deauville, lancé par le G8 pour soutenir la transition démocratique dans les pays du Moyen-Orient et MENA. Le **Fonds MENA pour la transition** a déjà annoncé un appel à propositions au titre de son programme 2014. En particulier, ce fonds recherche des propositions de projets d'assistance technique axées sur les réformes qui soutiennent l'investissement dans la croissance durable, le développement inclusif et la création d'emplois, une gouvernance économique renforcée ainsi que la compétitivité et l'intégration dans six pays en transition : Égypte, Jordanie, Libye, Maroc, Tunisie et Yémen. Les projets d'assistance technique qui s'appuient sur le financement de l'investissement, et/ou qui pilotent des réformes spécifiques ou des investissements innovants, sont particulièrement encouragés. Cela permettrait aux personnes du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord de bénéficier à long terme de plus de changement, stabilité et croissance.

Le **PNUE/PAM**<sup>30</sup> est un cadre basé sur la Convention de Barcelone impliquant 21 pays<sup>31</sup> et l'Union européenne afin d'encourager une coopération régionale en matière de protection de l'environnement marin et côtier tout en dynamisant les plans régionaux et nationaux ciblant le développement durable. D'autres domaines d'intervention incluent : la réduction de la pollution venant de sources situées à terre ; la prévention des catastrophes maritimes et les déversements illégaux des navires ; la gestion des zones

<sup>27</sup> Nous nous référons ici au Document de stratégie régionale de la Commission européenne (2014-2020), aux documents de stratégie nationale et régionale (DSP/DSR) et aux programmes indicatifs nationaux et régionaux (PIN / PIR).

<sup>28</sup> De plus amples informations sont disponibles à : <http://ufmsecretariat.org/four-new-regional-projects-are-labelled-by-the-union-for-the-mediterranean/>

<sup>29</sup> Parmi les exemples pertinents « Le projet d'investissement Intensive du travail pour l'Égypte (2012-2015) », le « Projet de traitement des eaux usées au nord de Tunis, Tunisie Banque Mondiale - (2010-2015) », « Projet Maroc secteur des déchets solides DPL3 P127955 », le projet pilote « Gestion des déchets solides en Cisjordanie (2013) », le « Projet de récupération de gaz d'enfouissement Jordan Amman (2013) », le « projet efficacité énergétique Jordanie », « Projet d'efficacité énergétique pour la Tunisie », le « Projet de développement éolien - Égypte », le « projet de gestion des zones côtières Alexandrie (PFS : EG007) ».

<sup>30</sup> Albanie, Algérie, Bosnie-Herzégovine, Chypre, Croatie, Égypte, Espagne, France, Grèce, Israël, Italie, Liban, Libye, Malte, Maroc, Monaco, Monténégro, Slovaquie, Syrie, Tunisie et Turquie.



côtières ; la protection de la biodiversité marine et côtière ; l'information et la communication ; la protection du patrimoine culturel.

L'ARLEM<sup>32</sup> a lancé plusieurs initiatives et études dans différents domaines, comme l'eau, les énergies renouvelables, le développement urbain, les PME, etc. pour faciliter la coopération entre les autorités régionales afin d'établir des partenariats fructueux et durables pour l'échange de bonnes pratiques et de savoir-faire<sup>33</sup>. Comme mentionné dans le dernier rapport annuel<sup>34</sup>, les objectifs et les priorités du mandat 2012-2015 de l'ARLEM sont : promouvoir la territorialisation des priorités sectorielles de l'UPM, combler l'écart territorial, stimuler le développement territorial comme un levier pour la croissance et l'emploi dans les régions et promouvoir le principe de subsidiarité et de renforcement des capacités institutionnelles nécessaires à gérer des structures de services publics locaux et des fonds pour la coopération. En ce qui concerne les synergies dans la coopération euro-méditerranéenne, l'ARLEM, par exemple, développe des lignes d'action et de coopération avec l'Université EMUNI et la Fondation européenne de la formation (ETF), notamment en matière de création d'emplois, formation et développement des PME.

La Commission Interméditerranéenne (CIM) mérite une attention particulière dans le contexte de l'avenir des relations euro-méditerranéennes, et devrait également être prise en compte afin de trouver des éléments clés qui sont cohérents avec la nouvelle stratégie d'intervention du Programme. En particulier, la Déclaration Politique « *Vers une nouvelle gouvernance pour une Méditerranée tournée vers plus de développement durable, de cohésion et de compétitivité* »<sup>35</sup> – adoptée par le dernier Bureau politique de cette commission tenue à Patras (Dytiki Ellada-Grèce) les 13 et 14 mars 2014 – contient des recommandations et propositions centrées sur la Politique Maritime Intégrée et la stratégie<sup>36</sup>, et en particulier sur les autres grandes priorités pour la Méditerranée, comme l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, l'eau, le transport, les PME et les politiques de la jeunesse.

Le programme IEV CTF Med accorde une attention particulière à la cohérence et la complémentarité des **programmes de l'UE 2014-2020** qui peuvent alimenter les actions de coopération transfrontalière et bénéficier de ses activités et ses résultats. Synergies, complémentarités et coordination des activités entre le Programme IEV CTF Med 2014-2020 et d'autres programmes sont envisagées dans le contexte de différents axes prioritaires et de priorités d'investissement soutenus par ces initiatives – y compris les programmes thématiques de l'UE (c'est-à-dire Horizon 2020<sup>37</sup>, ERASMUS+, Creative Europe, etc.), ceux de coopération territoriale européenne (CTE) axés sur la coopération transnationale et interrégionale (c'est-à-

<sup>32</sup> L'objectif principal de l'ARLEM est d'aider les autorités régionales et locales à concevoir et promouvoir des politiques durables, afin de les aider à identifier les projets qui permettent de réduire les impacts négatifs des défis actuels auxquels sont confrontés les citoyens.

<sup>33</sup> Tous ces documents sont disponibles sur le site de l'ARLEM : [www.cor.europa.eu/arlem](http://www.cor.europa.eu/arlem)

<sup>34</sup> Rapport annuel de l'ARLEM sur « la dimension territoriale de l'Union pour la Méditerranée (2012) ».

<sup>35</sup> La déclaration politique vise également à promouvoir trois stratégies macro-régionales, en particulier celle correspondant à la zone « Adriatique-mer Ionienne », une autre pour la « Méditerranée occidentale » et un troisième pour la zone de la « Méditerranée orientale » qui pourraient, à long terme, entraîner la définition d'une stratégie intégrée suprarégionale pour l'ensemble du bassin. Dans ce document, la CIM demande un soutien plus systématique de l'UE pour le démarrage des stratégies macro-régionales dans le bassin méditerranéen par le biais de programmes de coopération transnationaux tels que le nouveau programme MED, ainsi que par l'intermédiaire du futur Programme 'IEV CTF Med 2014-2020.

<sup>36</sup> La stratégie comporte trois volets : 1) des mesures spécifiques intégrées de politique maritime ; 2) des stratégies de bassin maritime pour assurer la combinaison la plus appropriée de mesures visant à promouvoir une croissance durable qui tiennent compte des facteurs climatiques, océanographiques, économiques, culturels et social ; 3) approche ciblée vers des activités spécifiques comme l'aquaculture, le tourisme côtier, les biotechnologies marines, l'énergie des océans et exploitation des fonds marins.

<sup>37</sup> En septembre 2012, la Commission a adopté la Communication de « Renforcement et mise au point de la coopération internationale de l'UE dans la recherche et l'innovation : une approche stratégique » (497 COM(2012) version finale). La Communication définit une nouvelle stratégie de coopération internationale en matière de recherche et d'innovation, s'adressant à la poursuite du développement de la dimension externe de l'espace européen de la recherche (EER). Ce document dit que, Horizon 2020 restera ouvert à la participation d'à travers le monde. Les pays couverts par la politique de voisinage européenne sont inclus dans les propositions d'Horizon 2020. Pour le voisinage, cette stratégie contribuera à développer une « notoriété et espace d'innovation », notamment en améliorant les compétences de recherche et d'innovation de ces pays. La liste des pays voisins dont les bénéficiaires sont automatiquement admissibles à un financement au titre du budget de l'Horizon 2020 est disponible à l'adresse suivante: [https://www.ffg.at/sites/default/files/downloads/h2020-hi-3cpart\\_en.pdf](https://www.ffg.at/sites/default/files/downloads/h2020-hi-3cpart_en.pdf)



dire ETC MED 2014-2020, Programme Opérationnel Italie – Malte 2014-2020, Interreg Europe, etc. et d'autres Programmes de l'IEV (c'est-à-dire IEV CTF Italie-Tunisie 2014-2020). L'AG favorise un renforcement de la coopération avec tous ces programmes afin d'améliorer la qualité globale des projets, de permettre l'échange d'expériences et le transfert des pratiques sur des sujets précis.

Au cours de la rédaction de l'analyse des besoins à moyen terme de chaque secteur, on a tenu compte des Programmes de travail et des Programmes opérationnels suivants : le programme UE de recherche et d'innovation Horizon 2020 ; COSME 2014-2020 pour la compétitivité des entreprises et des PME <sup>38</sup> ; LIFE 2014-2020 pour l'environnement ; ERASMUS+ pour l'éducation, la formation, la jeunesse et le sport ; Creative Europe pour les secteurs culturels et créatifs ; ETC MED 2014-2020 et Interreg Europe pour les programmes liés à la politique de cohésion européenne <sup>39</sup>.

Les aspects de la politique de cohésion de l'UE, qui est l'un des instruments clés pour la réalisation des objectifs à long terme de l'Europe en matière de croissance et d'emploi (« Europe 2020 »), ont été pris en compte lors de l'évaluation de la cohérence du Programme IEV CTF Med avec le contenu de cette politique et de ses programmes connexes. Comme mentionné dans plusieurs documents de l'UE <sup>40</sup>, l'investissement dans le cadre de la **politique de cohésion** se poursuivra dans toutes les régions de l'UE, mais le niveau de soutien et de contribution nationale (taux de cofinancement) sera adapté à leur niveau de développement <sup>41</sup>. Onze thèmes prioritaires ont été convenus. Ces priorités sont : 1) Renforcement de la recherche, du développement technologique et de l'innovation ; 2) Améliorer l'accès, l'utilisation et la qualité des technologies de l'information et de la communication ; 3) Renforcer la compétitivité des PME ; 4) Favoriser la transition vers une économie à faibles émissions de CO<sub>2</sub> ; 5) Promouvoir l'adaptation au changement climatique ainsi que la prévention et la gestion des risques ; 6) Protéger l'environnement et promouvoir l'utilisation rationnelle des ressources ; 7) Promouvoir le transport durable et améliorer les infrastructures de réseaux ; 8) Promouvoir des emplois durables et de qualité, et favoriser la mobilité de la main-d'œuvre ; 9) Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et contre toute forme de discrimination ; 10) Investir dans l'éducation, la formation et l'apprentissage tout au long de la vie ; 11) Renforcer l'efficacité de l'administration publique. Trois fonds, le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds Social européen (FSE) et le Fonds de cohésion (FC), soutiendront toutes les priorités susmentionnées, comme il est indiqué dans le tableau 7.

En ce qui concerne Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP) <sup>42</sup>, qui est l'un des cinq fonds européens structurels et de placement, le Programme IEV CTF MED soutiendra des projets à mettre en œuvre dans les zones côtières méditerranéennes qui se concentrent sur l'aménagement du territoire maritime et sur la gestion intégrée des zones côtières. De plus, les objectifs de protection et de restauration

<sup>38</sup> Comme mentionné dans le site web du Programme, dans la mesure où les pays voisins du Sud (Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Palestine, Tunisie) sont concernés, aucun de ces pays n'a officiellement manifesté son intérêt de se joindre à COSME. En ce moment, seulement trois pays pourraient s'y joindre : Israël, Jordanie et Maroc, cependant ils n'ont pas encore manifesté leur intérêt. L'Algérie, le Liban et la Tunisie sont à différents stades d'une négociation ou d'approbation de la base juridique qui leur permettrait de rejoindre éventuellement des programmes de l'Union européenne, dont COSME. Il est possible que cette année ou par la suite, certains de ces pays manifestent leur intérêt à se joindre à COSME. Plus de détails à l'adresse suivante : [http://ec.europa.eu/enterprise/initiatives/cosme/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/enterprise/initiatives/cosme/index_en.htm)

<sup>39</sup> Comme mentionné au paragraphe 13 du règlement (UE) n. 232/2014, la cohérence entre les dimensions extérieures des politiques internes de l'Union et les instruments devrait également être assurée.

<sup>40</sup> Recentrage de la politique de cohésion de l'UE pour un Impact maximum sur la croissance et l'emploi : La réforme en 10 points, Commission européenne MEMO, Bruxelles, 19 novembre 2013 ; Politique de cohésion 2014-2020 : Momentum builds, WINTER 2013, N. 48, Panorama Info regio.

<sup>41</sup> Le niveau de développement correspond aux catégories suivantes : régions moins développées (PIB < 75 % de la moyenne de l'UE-27), zones de transition (PIB, 75 % à 90 % de la moyenne de l'UE-27) ; régions plus développées (PIB > 90 % de la moyenne de l'UE-27).

<sup>42</sup> RÈGLEMENT (UE) N. 508/2014 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 15 mai 2014 relatif au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant les règlements du Conseil (CE) no 2328/2003, (CE) no 861/2006, (CE) no 1198/2006 et (CE) no 791/2007 et le règlement (UE) no 1255/2011 du Parlement européen et du Conseil.



de la biodiversité marine et les écosystèmes, le tourisme côtier durable, la diversification des activités de pêche, etc., constituent des questions pertinentes pour les projets IEV CTF Med. Les investissements dans le Fonds européen de développement régional (FEDER), qui est le principal instrument à mettre en œuvre *l'objectif de coopération territoriale européenne*, traiteront de quatre domaines clés : 1) innovation et recherche ; 2) informations et technologies de la communication (TIC) ; 3) soutien pour les petites et moyennes entreprises (PME) ; 4) économie à faibles émissions de CO<sub>2</sub>. Parmi les programmes de l'UE inclus dans l'objectif de coopération territoriale européenne, deux, ETC MED 2014-2020 (s'adressant à la coopération transnationale) et Interreg Europe (s'adressant à la coopération interrégionale), sont d'une importance particulière pour le présent Programme IEV CTF Med parce qu'ils impliquent un grand nombre de régions de l'UE et un grand nombre d'États membres qui sont également admissibles au titre du nouveau Programme. Les questions prioritaires abordées dans ces programmes sont indiquées dans le tableau 8.

Parmi les initiatives et les instruments qui caractérisent la région méditerranéenne, il est important de citer **l'Instrument de coopération au développement** de la politique extérieure de l'UE pour la période 2014-2020<sup>43</sup>, qui allouera 545 millions € aux pays des partenaires bénéficiaires de la PEV (c'est-à-dire les pays du Moyen-Orient)<sup>44</sup> pour appuyer la mise en œuvre des activités dans différents domaines d'intervention, comme il est indiqué dans le tableau 7 du paragraphe suivant<sup>45</sup>. L'aide européenne à ces pays est allouée dans le cadre des programmes géographiques dont les objectifs sont cohérents avec la stratégie du Programme, à savoir :

- promouvoir une croissance inclusive et encourager la cohésion sociale et le développement, en particulier création d'emploi, inclusion sociale, un travail décent et l'équité et l'égalité des sexes ;
- promotion des relations économiques durables pour la réforme et la diversification, relations ouvertes et équitables, développement d'une économie sociale de marché réglementé et durable, investissements productifs et durables dans les principaux secteurs (tels que l'énergie, en mettant l'accent sur les énergies renouvelables) ;
- promouvoir une gestion durable et équitable des ressources en eau, ainsi que la protection des ressources en eau ;
- promouvoir des relations de bon voisinage, de coopération régionale, de dialogue et d'intégration, y compris avec les pays couverts par l'IEV en soutenant les efforts d'intégration au sein de la région, à titre indicatif sur l'économie, énergie, eau, etc..

Comme mentionné dans le règlement (UE) n. 232/2014, la **Stratégie conjointe UE-Afrique** est pertinente pour les relations avec les voisins Méditerranéens d'Afrique du Nord. En particulier, le quatrième sommet UE-Afrique, qui s'est tenu les 2-3 avril 2014 à Bruxelles, a adopté une feuille de route pour encadrer les relations UE-Afrique pour 2014-2017. La feuille de route comprend cinq grandes priorités et domaines d'actions conjointes<sup>46</sup> : 1) paix et sécurité ; 2) démocratie, bonne gouvernance et droits de l'homme ; 3) développement humain ; 4) développement durable et propice à la croissance et à l'intégration

<sup>43</sup> RÈGLEMENT (UE) N. 232/2014 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 11 mars 2014 instituant un instrument financier pour la coopération au développement pour la période 2014-2020.

<sup>44</sup> Les ALLOCATIONS FINANCIÈRES INDICATIVES POUR LA PÉRIODE 2014-2020 sont reportées à l'annexe IV du RÈGLEMENT (UE) n. 232/2014.

<sup>45</sup> L'instrument de coopération au développement se concentre sur la lutte contre la pauvreté dans les pays en voie de développement. Il contribuera également à la réalisation des autres objectifs de l'action extérieure de l'UE, en particulier promouvoir le développement économique, social et environnemental durable ainsi que promouvoir la démocratie, l'état de droit, la bonne gouvernance et le respect des droits de l'homme.

<sup>46</sup> QUATRIÈME SOMMET UE-AFRIQUE 2-3 AVRIL 2014, DE BRUXELLES, DE FEUILLE DE ROUTE 2014-2017 ([http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms\\_Data/docs/pressdata/en/ec/142094.pdf](http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/en/ec/142094.pdf))



continentale ; 5) questions émergentes et globales. Pour chacun de ces objectifs, la feuille de route détaille des actions aux niveaux interrégional, continental ou mondial, qui sont censées avoir un impact réel sur la population des deux continents.

En référence au troisième domaine prioritaire, « Développement humain », la stratégie du Programme est cohérente avec la nécessité d'une intervention résultant de cette feuille de route, qui met l'accent sur l'objectif stratégique suivant : promouvoir le développement du capital humain et les connaissances axées sur les compétences des sociétés et des économies, en renforçant les liens entre éducation, formation, science et innovation et mieux gérer la mobilité de personnes – parmi d'autres approches. La coopération UE-Afrique sur la Science, Technologie et Innovation est de nature transversale, en contribuant à la réalisation de tous les autres objectifs du développement socioéconomique. L'UE et l'Afrique vont collaborer pour renforcer la coopération entre les communautés de recherche et la création de programmes communs de recherche académique, avec un accent particulier sur l'innovation et le secteur productif, y compris les infrastructures de recherche.

Le Programme IEV CTF Med est aussi cohérent avec les objectifs de la **Stratégie de l'Union européenne pour la Région Adriatique et Ionienne (EUSAIR)**. Cette stratégie macro-régionale, qui comprend certaines des régions éligibles du Programme en Grèce et en Italie, promeut le développement économique et la prospérité de la Région Adriatique et Ionienne en améliorant son attractivité, sa compétitivité et sa connectivité. Elle vise aussi à préserver l'environnement de l'intérieur des terres et les écosystèmes côtiers et marins. La stratégie repose sur quatre piliers - la croissance bleu, l'interconnexion de la région (réseaux de transport et d'énergie), la qualité environnementale, le tourisme durable - qui seront mis en œuvre dans 10 domaines d'intervention. Des complémentarités et synergies entre l'EUSAI et le Programme sont énumérés dans le tableau 6.

Enfin, la Stratégie UE de l'environnement pour la Méditerranée [COM(2006) 475 final] contient des éléments essentiels pour mettre en place une stratégie coordonnée en Méditerranée afin de protéger l'environnement marin et le littoral, ainsi que de réduire la pollution d'ici 2020. La stratégie présente des synergies avec l'objectif thématique 4 du Programme et vise notamment à : parvenir à une réduction appréciable des niveaux de pollution dans l'ensemble de la région; promouvoir une utilisation plus durable des zones terrestres et maritimes dans la région de la mer Méditerranée ; encourager la coopération régionale entre les pays partenaires sur les questions environnementales ; aider les pays partenaires à créer des institutions environnementales qui fonctionnent bien et à élaborer une politique environnementale saine et efficace ; impliquer les ONG et le public dans les décisions environnementales les affectant. La protection et l'assainissement de la Méditerranée est un des piliers les importants de la Stratégie, en soutien à l'initiative Horizon 2020, afin aux sources qui représentent 80% de la pollution de la Méditerranée. La Stratégie contribue à l'objectif ultime de la Directrice-Cadre de la Stratégie pour le milieu marin et de la Convention de Barcelone (et de ses protocoles), à savoir assurer un « bon état écologique » d'ici 2020-2025 dans les trois domaines suivants : eaux usées, ordures ménagères et pollution industrielle. Cette stratégie constitue l'engagement le plus fort de l'UE afin d'assurer les synergies avec les initiatives existantes et l'ensemble des parties prenantes en Méditerranée, notamment les institutions financières, les organisations internationales, les organisations de la société civile, le monde académique et les responsables politiques. La Stratégie de l'Horizon 2020 a été incorporée dans le mandat de l'UpM.





## 2.7.2 COHERENCE ET COMPLEMENTARITE AVEC LES NOUVEAUX PROGRAMMES DE L'UE ET D'AUTRES INITIATIVES

La sous-section précédente fait référence aux acteurs et aux initiatives qui sont importantes pour créer des synergies et optimiser les efforts visant à atteindre des objectifs communs dans la région méditerranéenne.

Ce paragraphe vise les quatre objectifs thématiques sélectionnés (OT) pour le Programme IEV CTF Med, énumérant les domaines prioritaires pour la coopération avec les programmes pertinents de l'UE 2014-2020.

Les programmes de l'UE pour la période 2014-2020 (c.-à-d., programmes thématiques de l'UE et des programmes de coopération territoriale européenne) comprennent tous des objectifs et activités couvrant différents aspects de la stratégie du Programme. Dans le cadre de ces programmes de l'UE, l'aide financière sera accordée pour soutenir les objectifs spécifiques et les types d'actions qui présentent des synergies et complémentarités avec les quatre objectifs thématiques (OT) et les priorités proposées, telle que résumée pour chaque OT dans les paragraphes qui suivent. Il est à noter que, parmi les 95 projets IEV CTF Med approuvés, 80 projets ont des objectifs spécifiques qui démontrent une cohérence avec les quatre objectifs thématiques sélectionnés (OT) conformément au nouveau Programme. Ces 80 projets financés pour un total de contribution IEVP de 165.391.742,35 € rassemblent plus de 600 acteurs provenant de 13 pays de la Méditerranée en un réseau transfrontalier qui devrait être développé au sein du nouveau Programme.

**Développement des entreprises et des PME :** Soutien aux entrepreneurs (c'est-à-dire l'accès aux marchés) et stimuler la croissance et la création d'entreprise (HORIZON 2020, COSME<sup>47</sup>, Creative Europe). Établissement et renforcement des groupements et des réseaux transnationaux d'innovation et soutien à l'internationalisation. Augmentation de la collaboration entre la recherche, les PME et le secteur public pour stimuler l'innovation et l'entrepreneuriat. Développement du tourisme durable au-delà des frontières (par exemple les modèles d'entreprise) (INTERREG MED 2014-2020). Soutien aux PME dans tous les stades de leur cycle de vie pour développer et réaliser une croissance et pour s'engager dans l'innovation, la création et pour stimuler l'esprit d'entreprise, etc. (Interreg Europe).

**Appui à l'éducation, à la recherche, au développement technologique et à l'innovation :** Encourager la recherche et la coopération en matière d'innovation entre l'Union et les pays voisins du sud de la Méditerranée (HORIZON 2020). Promouvoir la coopération et les partenariats qui ont un impact sur la modernisation et l'internationalisation des systèmes et des établissements d'enseignement supérieur dans les pays partenaires voisins de l'UE (ERASMUS+). Augmentation de la collaboration entre la recherche, les PME et le secteur public pour stimuler l'innovation et l'entrepreneuriat (INTERREG MED 2014-2020). Accroître la commercialisation des résultats de R&D, renforcer les liens entre recherche et industrie, etc. (Interreg Europe).

<sup>47</sup> Le règlement UE n. 1287/2013 établissant un Programme pour la compétitivité des entreprises et des petites et moyennes entreprises (COSME) (2014-2020) se réfère au « Small Business Act (SBA) », qui a été adopté en 2008 et mis à jour en 2011 avec un accent particulier sur l'aide de petites-moyennes entreprises (PME) face à la crise financière. La SBA demande à l'Union et aux États membres de soutenir et encourager les PME à profiter de la croissance des marchés à l'extérieur de l'Union. Il fournit un cadre de politique globale pour les PME et favorise l'entrepreneuriat et la compétitivité des PME. Selon le SBA, il convient de prêter attention à toutes les situations auxquelles les entrepreneurs sont confrontés, notamment le démarrage, la croissance, la transmission et la faillite, etc. Comme mentionné dans la communication conjointe de la Commission européenne et du haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, en date du 27 mars 2014 et intitulé « *Voisinage à la croisée des chemins : Mise en œuvre de la politique européenne de voisinage en 2013* », plusieurs pays partenaires de la PEV ont adopté les documents de référence inspirés par le SBA, pour stimuler l'entrepreneuriat et la conjoncture favorable afin de créer la croissance et l'emploi. Dans les pays voisins du Sud, la coopération industrielle euro-méditerranéenne a longtemps fourni un cadre pour l'élaboration de la politique d'entreprise fondée sur la Charte euro-méditerranéenne pour l'entreprise, qui est actuellement en cours d'évaluation et de révision afin d'incorporer également des parties du Small Business Act pour l'Europe (SBA).





**Promotion de l'inclusion sociale et lutte contre la pauvreté :** Favoriser la coopération avec des organisations à l'étranger sur de longues périodes et en assurant des possibilités de mobilité des jeunes et des jeunes travailleurs dans toute l'UE et de et vers les pays partenaires voisins de l'UE (ERASMUS+). Procéder à une analyse approfondie de l'innovation sociale dans l'agriculture, les forêts et le développement rural (HORIZON 2020). Étendre l'aide à l'entrepreneuriat des jeunes, également en partenariat avec le secteur bancaire, par le biais de deux instruments financiers – le mécanisme de garantie de prêt et de la facilité de capitaux propres pour la croissance (COSME). Promouvoir les capacités d'innovation des acteurs publics et privés en Méditerranée afin de développer une croissance intelligente et durable, avec une attention particulière à la croissance bleue et verte, les industries créatives et l'innovation sociale qui représentent un fort potentiel de développement et des emplois potentiels dans les régions méditerranéennes (INTERREG MED 2014-2020). Promouvoir l'entrepreneuriat parmi les groupes cibles confrontés au risque de discrimination (par exemple jeunes au chômage, personnes âgées, femmes, chômeurs de longue durée et migrants) (Interreg Europe).

**Protection de l'environnement, adaptation au et atténuation du changement climatique / gestion de l'eau :** Soutenir l'application, le développement, les essais et la démonstration d'approches intégrées pour la mise en œuvre de plans et programmes en vertu de la politique environnementale de l'Union et de la législation dans les domaines de l'eau (LIFE 2014-2020). Élaboration de stratégies intégrées et d'outils pour la gestion des conflits en ce qui concerne l'utilisation des ressources naturelles, etc.). (INTERREG MED 2014-2020). Amélioration de la gouvernance du traitement et du recyclage de l'eau (Interreg Europe).

**Protection de l'environnement, adaptation au et atténuation du changement climatique / traitement et recyclage des déchets :** Élaborer des stratégies innovantes et viables visant la prévention des déchets et la gestion dans les zones urbaines et péri-urbaines (HORIZON 2020). Développer des approches intégrées pour la mise en œuvre de plans et programmes pour les déchets (LIFE 2014-2020). Élaborer des stratégies intégrées et des outils pour réduire l'utilisation des ressources, améliorer leur efficacité et dissocier la croissance économique de la consommation de ressources, etc. (INTERREG MED 2014-2020). Amélioration de la gouvernance de la gestion des déchets, minimisation des déchets, etc. (Interreg Europe).

**Protection de l'environnement, adaptation au et atténuation du changement climatique / efficacité énergétique et énergie renouvelable :** Stimuler les pouvoirs publics à planifier, financer et mettre en œuvre des plans et politiques énergétiques durables ambitieux (par exemple dans le cadre de l'initiative Pacte des maires<sup>48</sup>), sur la base de données et d'analyses fiables (HORIZON 2020). Permettre au secteur privé de contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'utiliser les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (LIFE 2014-2020). Élaborer des services ou des outils pour augmenter les capacités des pouvoirs publics, des propriétaires et des gestionnaires pour augmenter l'efficacité énergétique dans les bâtiments publics. Élaborer des études de faisabilité, y compris des facteurs juridiques et financiers, pour l'utilisation des sources renouvelables locales pour des types spécifiques de territoires, etc.) (INTERREG MED 2014-2020). Soutenir les actions et les investissements pour augmenter les niveaux de l'efficacité énergétique, y compris dans les bâtiments publics et le secteur du logement et augmenter la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique global, en encourageant et en facilitant la production et la distribution des sources d'énergie renouvelables (Interreg Europe).

---

<sup>48</sup> La Convention des maires est une initiative que la Commission européenne a lancée en février 2008, pour encourager l'engagement des collectivités locales et régionales dans la lutte contre le changement climatique.



**Protection de l'environnement, adaptation au et atténuation du changement climatique / GIZC :**

Renforcer l'approche fondée sur l'écosystème dans la gestion des activités maritimes et contribuer aux objectifs de la directive-cadre « stratégie pour le milieu marin » (HORIZON 2020). Amélioration de l'état de conservation des habitats et des espèces, y compris les habitats marins et espèces, et espèces d'oiseaux, présentant un intérêt pour de l'Union (LIFE 2014-2020). Améliorer la mise en œuvre des stratégies et des outils pour mieux prendre en compte les événements météorologiques, les sécheresses, les inondations, l'érosion des terres et des côtes dans les stratégies de développement de l'économie et du touristique (INTERREG MED 2014-2020 et BLUEMED Initiative). Promouvoir les pratiques régionales pour la gestion intégrée des zones côtières en raison du nouveau règlement-cadre en matière de planification de l'espace maritime ainsi que de GIZC (Interreg Europe).

Compte tenu que la cohérence des objectifs thématiques et des priorités du Programme avec de nombreux programmes et stratégies de l'UE est très significative, l'opportunité de développer des synergies et complémentarités sera prise en compte, notamment avec les projets réalisés dans le cadre de la Politique Européenne de Voisinage. Une attention particulière sera accordée aux programmes régionaux et bilatéraux de l'UE qui ciblent le développement socio-économique et les défis environnementaux. Le Programme IEV CTF Med devrait encourager l'échange d'expériences et d'actions pilotes au niveau régional qui pourront intégrer et/ou renforcer les plans régionaux et locaux.

En particulier, les domaines thématiques suivants (voir aussi le tableau 8) sont d'importance cruciale : promouvoir l'entrepreneuriat et la compétitivité des PME, notamment leur durabilité à moyen et à long terme ; soutenir le dialogue politique et la coopération en matière de recherche et d'innovation ; améliorer l'égalité sociale en renforçant les échanges entre les jeunes ; accroître les opportunités d'emploi pour les femmes. Les synergies dans le domaine environnemental seront considérées sur la base des objectifs thématiques, à savoir : promouvoir la gestion intégrée des ressources en eau ; développer le cadre institutionnel et légal nécessaire pour la mise en place d'une gestion intégrée des déchets ; promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables dans les bâtiments publics ; soutenir la gestion intégrée des zones côtières.

L'AG favorisera une information continue des délégations de l'UE situées dans les pays partenaires pour établir des relations et des liens avec les initiatives et les instruments de l'UE, afin de créer des synergies entre les programmes et éviter la duplication des fonds et le chevauchement des activités. En particulier, l'AG jouera un rôle de coordination en lien avec tous les organismes (autres autorités de gestion, Points focaux, etc.) en charge de la mise en œuvre de ces programmes, afin d'assurer des synergies efficaces parmi ces initiatives.

En outre, lors du lancement des appels à propositions, l'AG organisera des événements d'information dans les pays participants. Ceux qui se dérouleront dans les PPM seront organisés en étroite collaboration avec les délégations de l'UE. Compte tenu des fortes synergies qui existent avec d'autres programmes, les présentations et le matériel d'information contiendront des renseignements sur les initiatives pertinentes financées par l'UE ainsi que celles soutenues par d'autres organisations dans les pays concernés. Tout le matériel réalisé sera publié sur le site web du Programme. Cela permettra notamment d'aider les demandeurs - à un stade initial de leurs propositions - à prendre en compte les actions déjà mises en œuvre ou envisagées, afin d'éviter toute juxtaposition.



En complément des événements d'information, les demandeurs devront préciser, dans les propositions de projet, les synergies et complémentarités potentielles, notamment en indiquant les pays ou zones concernés.

Ces dispositions permettront un meilleur ciblage des interventions proposées mais fourniront aussi des renseignements pour le suivi et l'évaluation des projets. La consultation interservices au niveau de la Commission européenne et toutes les activités de suivi lors de la mise en œuvre des projets contribueront à réduire le risque de double financement.

Des activités supplémentaires en soutien au développement de synergies seront promues par le biais d'ateliers, de réunions, d'événements de capitalisation communs et d'activités de diffusion et autres actions d'information/sensibilisation. L'adoption d'une approche thématique et la mise en place de groupes de travail thématiques avec un rôle consultatif et de suivi sont prévues.

Les quatre tableaux ci-après reflètent la structure de l'analyse développée dans les paragraphes précédents :

1. Échanges et collaboration du nouveau Programme IEV CTF Med avec les stratégies régionales et les initiatives des autres acteurs agissant dans le bassin méditerranéen (tableau 6).
2. Cohérence avec les stratégies et instruments de la Politique de Cohésion et la Politique Commune de la Pêche (tableau 7).
3. Cohérence et complémentarités les stratégies et programmes de la Politique Européenne de Voisinage (tableau 8).
4. Cohérence et complémentarités avec les nouveaux programmes communautaires pour la période 2014-2020 (Objectifs, Axes and Priorités d'intervention) (tableau 9).



TABLEAU 6 - ÉCHANGES avec les stratégies régionales et les initiatives d'autres acteurs agissant dans le bassin méditerranéen		Objectifs thématiques			
		A.1 Développement des entreprises et des PME	A.2 Appui à l'éducation, à la recherche, au développement technologique et à l'innovation	A.3 Promotion de l'inclusion sociale et lutte contre la pauvreté	B.4 Protection de l'environnement, adaptation au et atténuation du changement climatique
UpM	i. Développement des entreprises et création d'emploi ; soutien aux industries et à l'entrepreneuriat verts	X			
	ii. Enseignement supérieur, Recherche et Innovation		X		
	iii. Affaires sociales et civiles ; Autonomisation des femmes			X	
	iv. Politiques durables pour une gestion intégrée des ressources hydriques et adaptation au changement climatique <sup>49</sup>				X
	v. Adoption de modèles de production et consommation durables (réduction des déchets)				X
	vi. Développement de la production d'énergies renouvelables et sécurité énergétique				X
	vii. Combattre la pollution en Méditerranée				X
Banque Mondiale (Fonds de transition)	i. Améliorer l'accès au financement des PME	X			
	ii. Contribuer à l'inclusion sociale et améliorer le bien-être des personnes			X	
	iii. Gestion durable des ressources hydriques				X
	iv. Encourager la gestion et le recyclage des déchets				X

<sup>49</sup> Source: <http://ufmsecretariat.org/projects/>



TABLEAU 6 - ÉCHANGES avec les stratégies régionales et les initiatives d'autres acteurs agissant dans le bassin méditerranéen		Objectifs thématiques			
		A.1 Développement des entreprises et des PME	A.2 Appui à l'éducation, à la recherche, au développement technologique et à l'innovation	A.3 Promotion de l'inclusion sociale et lutte contre la pauvreté	B.4 Protection de l'environnement, adaptation au et atténuation du changement climatique
MENA)	v. Accroître l'efficacité énergétique et soutenir les projets sur les énergies renouvelables				X
	vi. Prendre en compte l'application de la GIZC dans la zone du Programme				X
PNUE/PAM	i. Développement durable	X		X	X
	ii. Combattre la pollution venant de sources situées à terre				X
	iii. Prévenir les catastrophes maritimes et les déversements illégaux des navires				X
	iv. Préserver la biodiversité marine et côtière				X
	v. Gestion des zones côtières				X
	vi. Protection du patrimoine culturel	X			
ARLEM	i. Promouvoir le développement des PME	X			
	ii. Promouvoir la « territorialisation » des politiques, programmes et projets de l'UpM dans le domaine de l'Enseignement, de la Recherche et de l'Innovation <sup>50</sup>		X		
	iii. Stimuler le développement régional durable comme levier pour la croissance et la création d'emploi			X	
	iv. Impliquer les autorités locales et régionales dans la lutte contre le changement climatique ; promouvoir la « territorialisation » des politiques, programmes et projets de l'UpM dans les domaines de la gestion de l'eau, des déchets, de l'efficacité énergétique et des énergies				X

<sup>50</sup> Source: <http://cor.europa.eu/en/activities/arlem/Pages/arlem.aspx#>



TABLEAU 6 - ÉCHANGES avec les stratégies régionales et les initiatives d'autres acteurs agissant dans le bassin méditerranéen		Objectifs thématiques			
		A.1 Développement des entreprises et des PME	A.2 Appui à l'éducation, à la recherche, au développement technologique et à l'innovation	A.3 Promotion de l'inclusion sociale et lutte contre la pauvreté	B.4 Protection de l'environnement, adaptation au et atténuation du changement climatique
	renouvelables, et de la gestion intégrée des zones côtières				
CRPM (CIM)	I. Aider les start-up ou les personnes auto-employées ; Définir le cadre, les initiatives politiques et les projets nouveaux en matière tourisme maritime et côtier <sup>51</sup>	X			X
	II. Promouvoir l'innovation dans les régions de la CIM notamment dans des secteurs industriels spécifiques comme le secteur maritime, l'industrie manufacturière, l'automation, l'industrie agro-alimentaire, etc. <sup>52</sup>		X		
	II. Soutenir la formation, la mobilité, l'intégration et l'accès à l'emploi pour les jeunes en Méditerranée <sup>53</sup>			X	
	V. Améliorer la gestion des systèmes et des ressources hydrauliques dans les régions de la Méditerranée <sup>54</sup>				X
	V. Améliorer les processus de gestion des déchets <sup>55</sup>				X
	II. Encourager l'efficacité énergétique et promouvoir les sources d'énergie renouvelable en Méditerranée				X
	II. Développer des stratégies sous-régionales pour les régions côtières de la Méditerranée, en termes de politiques liées à la Gestion Intégrée des Zones Côtières (GIZC), la planification de l'espace maritime, l'adaptation des zones côtières au changement climatique, réduction du risque d'inondations côtières, l'érosion et l'ingression marine <sup>56</sup>				X
MedPAN	i. Faciliter les échanges entre les aires marine protégées de la Méditerranée afin d'améliorer leur gestion <sup>57</sup>				X

<sup>51</sup> Voir le Plan d'Action 2015-2016 Draft 17/02/2015 disponible à l'adresse suivante : [http://www.medregions.com/pub/gpe\\_travail/contenu/10\\_en.pdf](http://www.medregions.com/pub/gpe_travail/contenu/10_en.pdf)

<sup>52</sup> Source: [http://www.medregions.com/pub/gpe\\_travail/contenu/10\\_en.pdf](http://www.medregions.com/pub/gpe_travail/contenu/10_en.pdf)

<sup>53</sup> Source: [http://www.medregions.com/pub/gpe\\_travail/contenu/10\\_en.pdf](http://www.medregions.com/pub/gpe_travail/contenu/10_en.pdf)

<sup>54</sup> Source: [http://www.medregions.com/pub/gpe\\_travail/contenu/8\\_en.pdf](http://www.medregions.com/pub/gpe_travail/contenu/8_en.pdf)

<sup>55</sup> Source: [http://www.medregions.com/pub/doc\\_travail/bp/191\\_en.pdf](http://www.medregions.com/pub/doc_travail/bp/191_en.pdf)

<sup>56</sup> Source: [http://www.medregions.com/pub/doc\\_travail/ag/188\\_en.pdf](http://www.medregions.com/pub/doc_travail/ag/188_en.pdf)

<sup>57</sup> Source: <http://www.aires-marines.com/International/Exchange-Networks/Medpan>; <http://www.medpan.org/>



TABLEAU 6 - ÉCHANGES avec les stratégies régionales et les initiatives d'autres acteurs agissant dans le bassin méditerranéen		Objectifs thématiques			
		A.1 Développement des entreprises et des PME	A.2 Appui à l'éducation, à la recherche, au développement technologique et à l'innovation	A.3 Promotion de l'inclusion sociale et lutte contre la pauvreté	B.4 Protection de l'environnement, adaptation au et atténuation du changement climatique
Stratégie conjointe UE-Afrique	i. Soutenir le développement du secteur privé et des PME <sup>58</sup>	X			
	ii. Stimuler la croissance économique et créer de nouveaux emplois décents			X	
	iii. Renforcer les liens entre éducation, formation, science et innovation au titre du cadre UE-Afrique pour la coopération dans les domaines de la Science, de la Technologie et de l'Innovation (STI) <sup>59</sup>		X		
	iv. Assurer une meilleure gestion des ressources en eau pour améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement, et renforcer le nexus eau-énergie-alimentation <sup>60</sup>				X
	v. Soutenir une croissance à faible intensité en carbone et efficace dans l'utilisation des ressources par le biais de modèles de consommation et de production durables, de l'innovation verte et d'une gestion rigoureuse des déchets				X
	vi. Garantir le progrès vers les objectifs 2020 du Partenariat Énergétique Afrique-UE sur l'accès à l'énergie, la sécurité énergétique, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique				X
	vii. Renforcer la capacité de l'Afrique à surveiller les zones marines et côtières en utilisant les techniques d'observation de la terre				X
Stratégie de l'Union européenne pour la Région Adriatique et	i. Croissance bleue incluant les thèmes suivants : Thèmes 1 – Technologies bleues	X			
	Thème 2 - Pêche et aquaculture				X
	Thèmes 3 - Gouvernance et services maritimes et marines				X

<sup>58</sup> Source: FOURTH EU-AFRICA SUMMIT 2-3 APRIL 2014, BRUSSELS ROADMAP 2014-2017.

<sup>59</sup> Source: [http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms\\_Data/docs/pressdata/en/ec/142094.pdf](http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/en/ec/142094.pdf)

<sup>60</sup> Source: [http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms\\_Data/docs/pressdata/en/ec/142094.pdf](http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_Data/docs/pressdata/en/ec/142094.pdf)





TABLEAU 6 - ÉCHANGES avec les stratégies régionales et les initiatives d'autres acteurs agissant dans le bassin méditerranéen		Objectifs thématiques			
		A.1 Développement des entreprises et des PME	A.2 Appui à l'éducation, à la recherche, au développement technologique et à l'innovation	A.3 Promotion de l'inclusion sociale et lutte contre la pauvreté	B.4 Protection de l'environnement, adaptation au et atténuation du changement climatique
Ionienne (EUSAIR)	ii. Connecter la région incluant les thèmes suivants : Thème 1 – Transport maritime		X		
	Thème 2 – Connections intermodales avec l'arrière-pays				
	Thème 3 – Réseaux d'énergie				X
	iii. Qualité environnementale incluant les thèmes suivants : Thème 1 – Environnement marin				X
	Thème 2 – Habitats terrestres et biodiversité au niveau transnational				X
	iv. Tourisme durable incluant les thèmes suivants : Thème 1 – Diversification de l'offre touristique (produits et services)	X			
	Thème 2 – Gestion durable et responsable du tourisme v. (Innovation and qualité)	X			
Stratégie UE de	i. Réduire les niveaux de pollution dans la région				X



TABLEAU 6 - ÉCHANGES avec les stratégies régionales et les initiatives d'autres acteurs agissant dans le bassin méditerranéen		Objectifs thématiques			
		A.1 Développement des entreprises et des PME	A.2 Appui à l'éducation, à la recherche, au développement technologique et à l'innovation	A.3 Promotion de l'inclusion sociale et lutte contre la pauvreté	B.4 Protection de l'environnement, adaptation au et atténuation du changement climatique
l'environnement pour la Méditerranée	ii. Encourager les pays voisins à coopérer sur les questions environnementales				
	iii. Promouvoir une utilisation durable de la mer et du littoral				X
	iv. Aider les pays partenaires à créer des institutions environnementales qui fonctionnent bien et à élaborer une politique environnementale saine et efficace				X
	v. Impliquer les ONG et le public dans les décisions environnementales les affectant				X



TABLEAU 7. COHERENCE avec les stratégies et instruments de la Politique européenne de cohésion et Politique commune de la pêche (PCP)				Objectifs thématiques			
				A.1 Développement des entreprises et des PME	A.2 Appui à l'éducation, à la recherche, au développement technologique et à l'innovation	A.3 Promotion de l'inclusion sociale et lutte contre la pauvreté	B.4 Protection de l'environnement, adaptation au et atténuation du changement climatique
Politique de cohésion Instruments et priorités par objectif  (Europe 2020 – Stratégie pour une croissance intelligente, durable et	FEDER	Objectif « Investissement pour la croissance et l'emploi »  (Priorités d'investissement) <sup>61</sup>	i. Améliorer la compétitivité des PME ; Stimuler la création de nouvelles entreprises ; Soutenir la capacité des PME à croître sur les marchés régionaux, nationaux et internationaux	X			
			ii. Renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation ; Améliorer l'accès aux TIC, leur utilisation et leur qualité		X		
			iii.				
			iv. Promouvoir l'inclusion sociale, lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination ; Fournir un soutien aux entreprises sociales			X	
			v. Investir dans le secteur de l'eau, de manière à satisfaire aux obligations découlant de l'acquis environnemental de l'Union				X
			vi. Investir dans le secteur des déchets, de manière à satisfaire aux obligations découlant de l'acquis environnemental de l'Union				X
			vii. Soutenir l'efficacité énergétique, la gestion intelligente de l'énergie et l'utilisation des énergies renouvelables dans les infrastructures publiques, y compris dans les bâtiments publics, et dans le secteur du logement				X
			viii. Protéger et restaurer la biodiversité et les sols et en favorisant des services liés aux écosystèmes				X
		Objectif	i. Encourager la coopération entre les entreprises, notamment entre les PME, et soutenir le tourisme durable	X			

<sup>61</sup> SOURCE: Règlement (UE) n° 1301/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen de développement régional et aux dispositions particulières relatives à l'objectif "Investissement pour la croissance et l'emploi", et abrogeant le règlement (CE) n° 1080/2006



**TABLEAU 7. COHERENCE avec les stratégies et instruments de la Politique européenne de cohésion et Politique commune de la pêche (PCP)**

				Objectifs thématiques			
				A.1 Développement des entreprises et des PME	A.2 Appui à l'éducation, à la recherche, au développement technologique et à l'innovation	A.3 Promotion de l'inclusion sociale et lutte contre la pauvreté	B.4 Protection de l'environnement, adaptation au et atténuation du changement climatique
inclusive)		« <b>Coopération Territoriale Européenne</b> » <sup>62</sup>  (Priorités d'investissement) <sup>63</sup>	ii. Développer une économie fondée sur la connaissance, la recherche, l'innovation, notamment grâce au renforcement de la coopération entre les entreprises		X		
			iii. Promouvoir des emplois durables et de qualité et soutenir la mobilité professionnelle par l'intégration des marchés de l'emploi transfrontaliers			X	
			iv. Promouvoir une économie plus verte, efficace dans l'utilisation des ressources et compétitive				X
	FSE	Promouvoir un emploi durable et de qualité et soutenir la mobilité de la main-d'œuvre	i. Soutenir l'emploi indépendant, l'entrepreneuriat et la création d'entreprise	X			
			ii. Promouvoir l'intégration durable sur le marché du travail des jeunes, en particulier ceux qui ne travaillent pas, ne font pas d'études ou ne suivent pas de formation, en mettant notamment en œuvre la garantie pour la jeunesse			X	
			iii. Faciliter l'accès à l'emploi pour les demandeurs d'emploi et les personnes inactives, notamment les chômeurs de longue durée et les personnes qui se trouvent les plus éloignées du marché du travail			X	
		Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination	i. Promouvoir l'entrepreneuriat social et de l'intégration professionnelle dans les entreprises sociales et soutenir l'économie sociale et solidaire, afin de faciliter l'accès à l'emploi			X	

<sup>62</sup> Cet objectif inclut des programmes transfrontaliers, transnationaux et interrégionaux qui comprennent des régions de l'UE éligibles dans le cadre du Programme IEV CTF Med 2014-2020.

<sup>63</sup> Source : Règlement (UE) no 1299/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions particulières relatives à la contribution du Fonds européen de développement régional à l'objectif "Coopération territoriale européenne"



TABLEAU 7. COHERENCE avec les stratégies et instruments de la Politique européenne de cohésion et Politique commune de la pêche (PCP)				Objectifs thématiques			
				A.1 Développement des entreprises et des PME	A.2 Appui à l'éducation, à la recherche, au développement technologique et à l'innovation	A.3 Promotion de l'inclusion sociale et lutte contre la pauvreté	B.4 Protection de l'environnement, adaptation au et atténuation du changement climatique
		Autres objectifs thématiques	i. Encourager le développement et la compétitivité des micro, petites et moyennes entreprises	X			
			ii. Renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation, par le développement des études de troisième cycle et des compétences entrepreneuriales		X		
	Fonds de cohésion	Priorités d'investissement <sup>64</sup>	i. Investir dans le secteur de l'eau afin de remplir les obligations découlant de l'acquis environnemental de l'Union				X
			ii. Investir dans le secteur des déchets afin de remplir les obligations découlant de l'acquis environnemental de l'Union				X
			iii. Soutenir l'efficacité énergétique, la gestion intelligente de l'énergie et l'utilisation des énergies renouvelables dans les infrastructures publiques, y compris dans les bâtiments publics et dans le secteur du logement				X
			iv. Soutenir les investissements en faveur de l'adaptation au changement climatique, y compris les approches fondées sur les écosystèmes ; Protéger et restaurer la biodiversité				X
	Politique commune de la pêche	FEAMP) Priorités d'investissement <sup>65</sup>	i. Promouvoir une pêche et une aquaculture qui soient compétitives, durables sur les plans environnemental et économique et socialement responsables				X

<sup>64</sup> Source: Règlement (UE) n° 1300/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds de cohésion et abrogeant le règlement (CE) n° 1084/2006 du Conseil

<sup>65</sup> Source: Règlement (UE) n° 508/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relatif au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant les règlements du Conseil (CE) n° 2328/2003, (CE) n° 861/2006, (CE) n° 1198/2006 et (CE) n° 791/2007 et le règlement (UE) n° 1255/2011 du Parlement européen et du Conseil



**TABLEAU 8 - COHERENCE et COMPLEMENTARITES avec les stratégies et programmes de la Politique Européenne de Voisinage**

		Objectifs thématiques			
		A.1 Développement des entreprises et des PME	A.2 Appui à l'éducation, à la recherche, au développement technologique et à l'innovation	A.3 Promotion de l'inclusion sociale et lutte contre la pauvreté	B.4 Protection de l'environnement, adaptation au et atténuation du changement climatique
<b>PEV</b> (Agenda)	i. Promouvoir l'entrepreneuriat et la compétitivité des PME sur la base du <i>Small Business Act for Europe</i> (SBA) <sup>66</sup> ; Soutenir le pays partenaires dans l'alignement de leurs politiques en faveur des PME avec les politiques de l'UE et renforcer l'intégration économique <sup>67</sup> ; Soutenir la coopération industrielle <sup>68</sup> ; Promouvoir le commerce ainsi que le développement économique inclusif et durable	X			
	ii. Promouvoir la création d'emploi; Améliorer l'égalité sociale; Renforcer l'engagement des jeunes, notamment par le biais d'échanges éducatifs et d'autres réseaux; Accroître les opportunités d'emploi pour les femmes <sup>69</sup>		X		
	iii. Soutenir le dialogue politique et la coopération en matière de recherche et d'innovation grâce au développement d'un espace de connaissance commune et d'innovation <sup>70</sup> ; Soutenir la coopération des pays voisins avec l'UE en matière de recherche et d'éducation <sup>71</sup>			X	
	iv. Améliorer l'accès aux services environnementaux de base tels que l'approvisionnement en eau et le traitement des eaux usées <sup>72</sup>				X
	v. Fournir un accès aux services environnementaux de base tels que la gestion des ordures ménagères				X

<sup>66</sup> Tel que mentionné dans la communication conjointe de la Commission européenne et de la Haute Représentante de l'Union européenne pour les Affaires Etrangères et la Politique de sécurité du 27 mars 2014, intitulée « Le voisinage à la croisée des chemins : mise en œuvre de la politique européenne de voisinage en 2013 », plusieurs pays partenaires de la PEV ont adopté des documents de référence inspirés par le SBA, dans le but de stimuler l'entrepreneuriat et des conditions favorables pour les entreprises pour créer de la croissance et des emplois. Dans le Voisinage Sud, la coopération industrielle euro-méditerranéenne fournit un cadre pour développer des politiques de soutien aux entreprises basées sur la Charte Euro-méditerranéenne pour les Entreprises, document en cours d'évaluation et de révision afin de prendre en compte des éléments du SBA.

<sup>67</sup> COMMUNICATION CONJOINTE AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS Mise en œuvre de la politique européenne de voisinage en 2014 /JOIN/2015/0009 final

<sup>68</sup> Source: DOCUMENT DE TRAVAIL CONJOINT DES SERVICES Rapport sur la mise en œuvre Partenariat pour la démocratie et la prospérité avec le sud de la Méditerranée

<sup>69</sup> Ibidem

<sup>70</sup> Source: <http://ec.europa.eu/research/index.cfm?pg=events&eventcode=91FDCAA2-A341-6B60-2C7EED99D5ABC27F>

<sup>71</sup> DOCUMENT DE CONSULTATION CONJOINT "Vers une nouvelle politique européenne de voisinage", Bruxelles, 4.3.2015 JOIN(2015) 6 final.

<sup>72</sup> COMMUNICATION CONJOINTE AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS Mise en œuvre de la politique européenne de voisinage en 2014 /JOIN/2015/0009 final.



TABLEAU 8 - COHERENCE et COMPLEMENTARITES avec les stratégies et programmes de la Politique Européenne de Voisinage		Objectifs thématiques			
		A.1 Développement des entreprises et des PME	A.2 Appui à l'éducation, à la recherche, au développement technologique et à l'innovation	A.3 Promotion de l'inclusion sociale et lutte contre la pauvreté	B.4 Protection de l'environnement, adaptation au et atténuation du changement climatique
	vi. Soutenir l'intégration des pays voisins dans le marché intérieur de l'énergie ; Promouvoir les énergies renouvelables, y compris l'énergie solaire ; Créer des réseaux d'énergie ; Accroître la sécurité et l'efficacité énergétique ainsi que la sureté énergétique <sup>73</sup>				X
	vii. Promouvoir la protection des ressources marines <sup>74</sup>				X
PEV/IEVP – Plans d'action (Domaines)	i. Promouvoir et accroître les investissements, faciliter l'accès au marché et améliorer l'environnement commercial <sup>75</sup> ; Faciliter l'accès du secteur privé au système financier <sup>76</sup> ; Soutenir le développement de partenariats entre entreprises de l'UE et des pays du voisinage, les réseaux de PME et les structures de soutien à l'investissement <sup>77</sup>	X			
	ii. Approfondir la coopération en matière de science et de technologie en développant l'énorme potentiel offert dans le domaine de la R&D <sup>78</sup> ; Organiser un dialogue entre les acteurs de la recherche et les utilisateurs finaux (industrie, PME) et mettre en œuvre des mécanismes d'interaction entre la recherche et l'industrie et les secteurs public-privé <sup>79</sup> ; Renforcer les liens entre les instituts supérieurs de recherche et les institutions d'enseignement <sup>80</sup>		X		
	iii. Promouvoir la participation égale des femmes dans la vie sociale, économique, politique et culturelle <sup>81</sup> ; Améliorer l'environnement des affaires et de l'investissement afin de permettre aux entreprises d'investir, de créer des emplois et de s'agrandir <sup>82</sup> ; Echanger des informations			X	

<sup>73</sup> DOCUMENT DE CONSULTATION CONJOINT "Vers une nouvelle politique européenne de voisinage", Bruxelles, 4.3.2015 JOIN(2015) 6 final.

<sup>74</sup> Source: EU/JORDAN ACTION PLAN.

<sup>75</sup> Source: EU/JORDAN ACTION PLAN.

<sup>76</sup> Source: EUROPEAN UNION -PALESTINE ACTION PLAN and EUROPEAN NEIGHBOURHOOD POLICY EU-Lebanon Action Plan.

<sup>77</sup> Source: EU/TUNISIA ACTION PLAN.

<sup>78</sup> Source: EU/JORDAN ACTION PLAN.

<sup>79</sup> Source: EU/TUNISIA ACTION PLAN.

<sup>80</sup> Source: EU/EGYPT ACTION PLAN.

<sup>81</sup> Source: EU/JORDAN ACTION PLAN.

<sup>82</sup> Source: EU/Lebanon ACTION PLAN.





**TABLEAU 8 - COHERENCE et COMPLEMENTARITES avec les stratégies et programmes de la Politique Européenne de Voisinage**

		Objectifs thématiques			
		A.1 Développement des entreprises et des PME	A.2 Appui à l'éducation, à la recherche, au développement technologique et à l'innovation	A.3 Promotion de l'inclusion sociale et lutte contre la pauvreté	B.4 Protection de l'environnement, adaptation au et atténuation du changement climatique
	sur les programmes et initiatives existants afin de faciliter l'inclusion sociale et l'intégration des groupes vulnérables sur le marché <sup>83</sup>				
	iv. Promouvoir la gestion intégrée des ressources en eau <sup>84</sup> ; Prendre des mesures pour appliquer les méthodologies et pratiques liées à la gestion intégrée des ressources en eau <sup>85</sup> ; Développer le cadre légal et institutionnel nécessaire pour un système de gestion intégrée de l'eau et des eaux usées afin d'assurer un service d'approvisionnement équitable et la durabilité des ressources <sup>86</sup> ; Renforcer l'efficacité dans l'utilisation de l'eau <sup>87</sup>				X
	v. Adopter et mettre en œuvre des stratégies pertinentes de gestion des déchets (incluant les déchets dangereux) et adopter des législations en matière de gestion des déchets, sur la base des principes politiques et législations de l'UE <sup>88</sup> ; Renforcer le cadre pour la gestion des déchets dangereux et des ordures ménagères <sup>89</sup> ; Intensifier la mise en œuvre de plans nationaux de gestion des déchets, notamment en ce qui concerne le ramassage, la récupération, le recyclage et l'élimination des déchets <sup>90</sup>				X
	vi. Accompagner les développements ultérieurs des politiques d'efficacité énergétique, y compris les politiques sur l'efficacité énergétique dans les bâtiments <sup>91</sup> ; Renforcer les institutions en charge de l'efficacité énergétique et des sources d'énergie renouvelable <sup>92</sup>				X
	vii. Prendre des mesures pour appliquer les méthodologies et pratiques de la gestion intégrée des zones côtières <sup>93</sup> ; Promouvoir une politique responsable et durable de la pêche ainsi qu'une				X

<sup>83</sup> Source: EU/TUNISIA ACTION PLAN.

<sup>84</sup> Source: EU/JORDAN ACTION PLAN.

<sup>85</sup> Source: EU/Lebanon ACTION PLAN.

<sup>86</sup> Source: EU/PALESTINE ACTION PLAN.

<sup>87</sup> Source: EU/EGYPT ACTION PLAN.

<sup>88</sup> Source: EU/JORDAN ACTION PLAN.

<sup>89</sup> Source: EU/PALESTINE ACTION PLAN.

<sup>90</sup> Source: EU/TUNISIA ACTION PLAN.

<sup>91</sup> Source: EU/JORDAN ENP ACTION PLAN.

<sup>92</sup> Source: EU/Lebanon ACTION PLAN.

<sup>93</sup> Source: EUROPEAN NEIGHBOURHOOD POLICY EU-Lebanon Action Plan.



TABLEAU 8 - COHERENCE et COMPLEMENTARITES avec les stratégies et programmes de la Politique Européenne de Voisinage		Objectifs thématiques			
		A.1 Développement des entreprises et des PME	A.2 Appui à l'éducation, à la recherche, au développement technologique et à l'innovation	A.3 Promotion de l'inclusion sociale et lutte contre la pauvreté	B.4 Protection de l'environnement, adaptation au et atténuation du changement climatique
	approche intégrée des questions maritimes <sup>94</sup> ; Développer une politique maritime intégrée qui respecte les conventions internationales et régionales (y compris le rapprochement avec la législation européenne) et prend en compte les structures institutionnelles et l'établissement des zones protégées conformément à la Convention de Barcelone <sup>95</sup>				
Instrument de Coopération au Développement <sup>96</sup>  (Pays partenaires de la PEV)	i. Promouvoir la croissance inclusive et encourager la cohésion sociale et le développement, en particulier par le biais de la création d'emploi, l'inclusion sociale, le travail décent, l'équité et l'égalité hommes-femmes		X		
	ii. Promouvoir une gestion durable et équitable des ressources en eau ainsi que la protection des ressources en eau				X
	iii. Promouvoir l'investissement durable dans les principaux secteurs (tels que l'énergie avec un focus sur les énergies renouvelables)				X

<sup>94</sup> Source: EU/JORDAN ACTION PLAN.

<sup>95</sup> Source: EU/PALESTINE ACTION PLAN.

<sup>96</sup> Source: RÈGLEMENT (UE) N o 233/2014 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 11 mars 2014 instituant un instrument de financement de la coopération au développement pour la période 2014-2020. Ce Règlement institue un instrument (dénommé « instrument de coopération au développement » ou « ICD ») en vertu duquel l'Union peut financer les pays pouvant bénéficier d'un financement de l'Union au titre de l'instrument européen de voisinage institué par le règlement (UE) no 232/2014 du Parlement européen et du Conseil (« instrument européen de voisinage »). Lors de la période 2014-2020, l'ICD destinera 545 millions d'euros aux pays partenaires de la PEV (Moyen-Orient) dans le but de soutenir la mise en œuvre d'activités dans différents domaines d'intervention, tels que mentionnés dans le tableau plus-haut. L'assistance de l'UE à ces pays est fournie dans le cadre de programmes géographiques sur la base d'objectifs qui sont cohérents avec la stratégie d'intervention du Programme.



TABLEAU 9 - COHERENCE et COMPLEMENTARITE avec le contenu des nouveaux Programmes de l'UE pour la période 2014-2020 (Objectifs, Axes and Priorités d'investissement)		Objectifs thématiques			
		A.1 Développement des entreprises et des PME	A.2 Appui à l'éducation, à la recherche, au développement technologique et à l'innovation	A.3 Promotion de l'inclusion sociale et lutte contre la pauvreté	B.4 Protection de l'environnement, adaptation au et atténuation du changement climatique
Interreg MED 2014-2020 <sup>97</sup>	i. Favoriser les investissements des entreprises dans la R&I et le développement des liens et des synergies entre les entreprises (axe prioritaire 1, Priorité d'investissement 1B) ; Accroître l'activité transnationale des clusters et réseaux innovants des secteurs clés de l'espace MED (objectif spécifique 1.) ; Renforcer le développement d'un tourisme côtier et maritime durable et responsable dans l'espace MED (Objectif spécifique 3.1)	X			
	ii. Favoriser les investissements des entreprises dans la R&I et le développement des liens et des synergies entre les entreprises, les centres de recherche et développement et le secteur de l'enseignement supérieur (Priorité d'investissement 1b) ; Accroître les clusters et réseaux innovants (objectif spécifique 1)		X		
	iii. Cohésion sociale et innovation sociale : impliquer les entreprises sociales ou mettre en place des actions qui améliorent les conditions des groupes cibles confrontés à des problèmes d'intégration économique et sociale (Priorité d'investissement 1B)			X	
	iv. Réduire l'impact potentiel des activités humaines sur l'environnement et le patrimoine culturel, et assurer une meilleure protection des ressources humaines (Axe prioritaire 3, PI 6c, OS 3.1)				X

<sup>97</sup> Source: Programme de coopération Interreg MED 2014-2020



TABLEAU 9 - COHERENCE et COMPLEMENTARITE avec le contenu des nouveaux Programmes de l'UE pour la période 2014-2020 (Objectifs, Axes and Priorités d'investissement)		Objectifs thématiques			
		A.1 Développement des entreprises et des PME	A.2 Appui à l'éducation, à la recherche, au développement technologique et à l'innovation	A.3 Promotion de l'inclusion sociale et lutte contre la pauvreté	B.4 Protection de l'environnement, adaptation au et atténuation du changement climatique
	v. Accroître la part des sources locales d'énergies renouvelables dans les plans et stratégies de mix énergétique dans des territoires MED (Axe prioritaire 2, PI 4E, OS 2.2) <sup>98</sup>				X
	vi. Soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de carbone dans l'ensemble des secteurs (OT4, PI 4C) et soutenir l'efficacité énergétique, la gestion intelligente de l'énergie et l'utilisation des énergies renouvelables dans les infrastructures publiques (OS 2.1 et OS 2.2)				X
	vii. Renforcer le développement d'un tourisme côtier et maritime durable et responsable dans l'espace MED (Axe prioritaire 3, OT6, PI6c, OS 3.1)				X
Interreg Europe <sup>99</sup>	i. Soutenir la capacité des SME à s'engager dans une croissance sur les marchés régionaux, nationaux et internationaux, et dans les processus d'innovation (Axe prioritaire 2, PI 3d) ; Soutenir les PME dans toutes les étapes de leur cycle de vie (OS 2.1)	X			
	ii. Favoriser les investissements des entreprises dans la R&I et le développement des liens et des synergies entre les entreprises, les centres de recherche et développement et le secteur de l'enseignement supérieur (Priorité d'investissement 1b) ; Améliorer la mise en œuvre des priorités et programmes de développement régional (SO 1.2)		X		
	iii. Promouvoir l'entrepreneuriat au sein des groupes cibles spécifiques à risque de discrimination (notamment jeunes au chômage, les personnes âgées, les femmes, les chômeurs de longue durée et les migrants (Axe prioritaire 2, OS 2.1)			X	
	iv. Soutenir la transition industrielle vers une économie qui utilise de façon efficace les ressources ; Améliorer la gouvernance du traitement de l'eau (Axe Prioritaire 4, IP 6g, OS 4.2) ; Améliorer la gouvernance de la gestion de l'eau (Axe Prioritaire 4, IP 6g, OS 4.2)				X

<sup>98</sup> Il existe un besoin spécifique d'améliorer l'environnement dans les zones densément peuplées et réduire les effets des activités humaines sur la mer, la terre, l'air et la santé humaine.

<sup>99</sup> INTERREG EUROPE 2014-2020 CCI 2014 TC 16 RFIR 001 Cooperation Programme document Final 6 May 2015.



TABLEAU 9 - COHERENCE et COMPLEMENTARITE avec le contenu des nouveaux Programmes de l'UE pour la période 2014-2020 (Objectifs, Axes and Priorités d'investissement)		Objectifs thématiques			
		A.1 Développement des entreprises et des PME	A.2 Appui à l'éducation, à la recherche, au développement technologique et à l'innovation	A.3 Promotion de l'inclusion sociale et lutte contre la pauvreté	B.4 Protection de l'environnement, adaptation au et atténuation du changement climatique
	v. Soutenir les actions investissements afin d'augmenter les niveaux d'efficacité énergétique, y compris dans les bâtiments publics et le secteur du logement ; Augmenter la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique (Axe Prioritaire 3, PI 4e, OS 3.1)				X
	vi. Promouvoir les pratiques régionales pour une gestion intégrée des zones côtières dans le cadre du nouveau cadre réglementaire en matière de planification de l'espace maritime et de GIZC (Axe Prioritaire 4, PI 6c, OS 4.1)				X
CTE Balkan MED <sup>100</sup>	i. Renforcer la capacité des PME à mettre en œuvre des actions relatives au transfert de technologies afin d'aider les PME à améliorer leur compétitivité (Axe Prioritaire 1, OS 1.1) ; Soutenir/faciliter les modèles d'entreprise innovants et promouvoir la coopération entre clusters et réseaux d'entreprise (Axe Prioritaire 1, OS 1.2) <sup>101</sup>	X			
	ii. Améliorer la capacité d'innovation transnationale des entreprises en développant des schémas de coopération transnationaux de type « quadruple helix » (entre les entreprises, le secteur public, les centres de recherche/académiques, les organisations de la société civile (Axe Prioritaire 1, OS 1.2)		X		
	iii. Encourager la mise en place ou le renforcement des entreprises sociales notamment dans les régions les moins développées, urbaines, rurales, et zones reculées grâce à la formation et au transfert de connaissance (Axe prioritaire 1, OS 1.3)			X	
	iv. Promouvoir le transfert de technologie et le test d'applications pour renforcer la gestion efficiente des ressources (eau, déchets, sol, air et énergie) la résilience au changement climatique (Axe Prioritaire 2, OS 2.2)				X

<sup>100</sup> Source: <http://www.interreg.gr/en/news/multilateral-cooperation-programmes/balkan-mediterranean/798-balkanmed-get-ready-for-the-1st-call-for-project-proposals.html>

<sup>101</sup> Source: Programme Manual Transnational Cooperation Programme Interreg Balkan-Mediterranean 2014-2020 CCI 2014TC16M4TN003 22/06/2015 Version 1.0.

[http://ec.europa.eu/research/participants/portal/desktop/en/opportunities/cosme/index.html#c\\_calls=CallIdentifier.Status/t/FORTHCOMING/1/1/0&CallIdentifier.Status/t/CLOSED/0/1/0&PlannedOpeningDate/asc](http://ec.europa.eu/research/participants/portal/desktop/en/opportunities/cosme/index.html#c_calls=CallIdentifier.Status/t/FORTHCOMING/1/1/0&CallIdentifier.Status/t/CLOSED/0/1/0&PlannedOpeningDate/asc)



TABLEAU 9 - COHERENCE et COMPLEMENTARITE avec le contenu des nouveaux Programmes de l'UE pour la période 2014-2020 (Objectifs, Axes and Priorités d'investissement)		Objectifs thématiques			
		A.1 Développement des entreprises et des PME	A.2 Appui à l'éducation, à la recherche, au développement technologique et à l'innovation	A.3 Promotion de l'inclusion sociale et lutte contre la pauvreté	B.4 Protection de l'environnement, adaptation au et atténuation du changement climatique
	v. Améliorer la protection de l'environnement et l'efficacité des ressources dans le secteur des déchets en mettant en œuvre des technologies respectueuses de l'environnement en matière de gestion efficace des déchets (Axe prioritaire 2, OS 2.2)				X
	vi. Promouvoir le transfert de technologie et le test d'applications pour renforcer la gestion efficiente des ressources (y compris l'énergie) la résilience au changement climatique (Axe Prioritaire 2, OS 2.2)				X
	vii. Renforcer les capacités des acteurs pertinents pour une approche basée sur le développement de l'écosystème (Axe Prioritaire 2, SO 2.1)				X
COSME <sup>102</sup>	i. Soutenir les PME en matière d'accès au financement <sup>103</sup>	X			
	ii. Erasmus pour les jeunes entrepreneurs <sup>104</sup>	X			
Horizon 2020 <sup>105</sup>	i. Leadership industrielle – Thème : entrepreneuriat numérique. ICT-13-2014. A. Entrepreneuriat numérique accéléré en Europe : plateformes en ligne offrant de nouveaux services ; Thème : Stimuler le potentiel d'innovation des PME pour une système énergétique sobre en carbone	X			
	ii. Encourager la coopération en matière d'innovation et de recherche entre l'Union et les partenaires régionales - propositions ciblant les le Voisinage Sud et le Partenariat Oriental INT-02-2015		X		
	iii. Bio-économie innovante, durable et inclusive. Thème : Débloquer le potentiel d'expansion des zones rurales par le biais d'une gouvernance renforcée et de l'innovation sociale. ISIB-03-2015			X	

<sup>102</sup> Source:

[http://ec.europa.eu/research/participants/portal/desktop/en/opportunities/cosme/index.html#c\\_calls=CallIdentifier.Status/t/FORTHCOMING/1/1/0&CallIdentifier.Status/t/OPEN/1/1/0&CallIdentifier.Status/t/CLOSED/0/1/0&PlannedOpeningDate/asc](http://ec.europa.eu/research/participants/portal/desktop/en/opportunities/cosme/index.html#c_calls=CallIdentifier.Status/t/FORTHCOMING/1/1/0&CallIdentifier.Status/t/OPEN/1/1/0&CallIdentifier.Status/t/CLOSED/0/1/0&PlannedOpeningDate/asc)

<sup>103</sup> Source: [http://ec.europa.eu/growth/access-to-finance/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/growth/access-to-finance/index_en.htm)

<sup>104</sup> Plus d'informations à l'adresse suivante : [http://ec.europa.eu/enterprise/magazine/articles/smes-entrepreneurship/article\\_11090\\_en.htm](http://ec.europa.eu/enterprise/magazine/articles/smes-entrepreneurship/article_11090_en.htm)

<sup>105</sup> Source : <http://ec.europa.eu/programmes/horizon2020/>



TABLEAU 9 - COHERENCE et COMPLEMENTARITE avec le contenu des nouveaux Programmes de l'UE pour la période 2014-2020 (Objectifs, Axes and Priorités d'investissement)		Objectifs thématiques			
		A.1 Développement des entreprises et des PME	A.2 Appui à l'éducation, à la recherche, au développement technologique et à l'innovation	A.3 Promotion de l'inclusion sociale et lutte contre la pauvreté	B.4 Protection de l'environnement, adaptation au et atténuation du changement climatique
	iv. Développement de technologies, systèmes, outils et/ou méthodologies d'approvisionnement et d'assainissement en eau WATER-5c-2015 ; WATER-4b-2015 ; WATER-4a-2014				X
	v. Déchets : une ressource pour recycler, réutiliser et récupérer des matières premières. WASTE-2-2014 : Thème : technologies éco-innovantes WASTE-6b-2015 ; Thème : Assurer l'utilisation durable des déchets agricoles, sous-produits et produits dérivés WASTE-7-2015 ; Thème : WASTE-4a-2014 : Une plateforme de parties prenantes « zéro déchet » ; Thème : dimension globale des déchets WASTE-4b-2014				X
	vi. Efficacité énergétique – Commercialisation. Thème : Compétences de construction : EE-04-2014 ; Accroître la performance énergétique des bâtiments existants par le biais d'innovations organisationnelles et de processus. Créer un marché pour les rénovations de fonds EE-05-2014 ; Thème : stratégies énergétiques et solutions pour les rénovations de fonds des bâtiments historiques EE-03-2014.				X
	vii. Croissance bleue. Débloquer le potentiel des mers et des océans. Thème : technologies acoustiques et d'imagerie BG-09-2014				X
Life 2014-2020 <sup>106</sup>	i. Sous-programme pour l'Environnement, priorités thématiques pour l'eau, incluant l'environnement marin : activités pour assurer une utilisation sûre et efficace des ressources en eau, en améliorant la gestion quantitative des ressources en eau, en préservant un haut niveau de qualité de l'eau et en évitant la détérioration des ressources en eau <sup>107</sup>				X

<sup>106</sup> Source : <http://ec.europa.eu/environment/life/>

<sup>107</sup> Source : [http://ec.europa.eu/maritimeaffairs/policy/sea\\_basins/atlantic\\_ocean/atlanticforum/events-2014/brussels/doc/beccsy-laszlo\\_en.pdf](http://ec.europa.eu/maritimeaffairs/policy/sea_basins/atlantic_ocean/atlanticforum/events-2014/brussels/doc/beccsy-laszlo_en.pdf)





TABLEAU 9 - COHERENCE et COMPLEMENTARITE avec le contenu des nouveaux Programmes de l'UE pour la période 2014-2020 (Objectifs, Axes and Priorités d'investissement)		Objectifs thématiques			
		A.1 Développement des entreprises et des PME	A.2 Appui à l'éducation, à la recherche, au développement technologique et à l'innovation	A.3 Promotion de l'inclusion sociale et lutte contre la pauvreté	B.4 Protection de l'environnement, adaptation au et atténuation du changement climatique
	ii. Sous-programme pour l'Environnement, priorités thématiques pour les déchets : activités pour la mise en œuvre des objectifs spécifiques pour les déchets fixés dans la Feuille de Route pour une Europe efficiente dans la gestion des ressources dans le Septième Programme d'Action Environnementale <sup>108</sup>				X
	iii. Atténuation du changement climatique pour contribuer au développement et à la mise en œuvre des politiques et de la législation de l'Union en matière de climat <sup>109</sup>				X
	iv. Sous-programme pour l'Environnement. Priorité Nature et Biodiversité. A) Priorités thématiques pour la Nature : activités pour la mise en œuvre des Directives 92/43/EEC et 2009/147/EC. B) Priorités thématiques pour la Biodiversité : activités pour la mise en œuvre de la Stratégie de l'Union européenne en faveur de la biodiversité à l'horizon 2020 <sup>110111</sup>				X
ERASMUS+ <sup>112</sup>	i. Projets de mobilité pour les jeunes <sup>113</sup> et les jeunes travailleurs <sup>114</sup>	X	X		
	ii. Projets de mobilité pour les étudiants et le personnel universitaire et projets de renforcement des capacités des instituts d'enseignement supérieur <sup>115</sup>		X		

<sup>108</sup> Source : <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:32014D0203&from=EN>

<sup>109</sup> Source : <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:32013R1293&from=EN> ; Voir aussi l'appel 2015 pour les subventions d'action LIFE : lignes directrices (corrigendum) pour le sous-programme Action pour le Climat. Autre source : [http://ec.europa.eu/clima/policies/budget/life/focus/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/clima/policies/budget/life/focus/index_en.htm)

<sup>110</sup> Source : <http://ec.europa.eu/environment/nature/biodiversity/comm2006/2020.htm>

<sup>111</sup> Source : <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:32013R1293&from=EN>

<sup>112</sup> Source : [http://ec.europa.eu/programmes/erasmus-plus/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/programmes/erasmus-plus/index_en.htm)

<sup>113</sup> Plus d'informations à l'adresse suivante : [http://ec.europa.eu/youth/programme/partnerships/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/youth/programme/partnerships/index_en.htm)

<sup>114</sup> Plus d'informations à l'adresse suivante : [http://ec.europa.eu/youth/programme/mobility/youth\\_workers\\_en.htm](http://ec.europa.eu/youth/programme/mobility/youth_workers_en.htm)

<sup>115</sup> Source : [http://ec.europa.eu/education/opportunities/higher-education/business\\_en.htm](http://ec.europa.eu/education/opportunities/higher-education/business_en.htm)



TABLEAU 9 - COHERENCE et COMPLEMENTARITE avec le contenu des nouveaux Programmes de l'UE pour la période 2014-2020 (Objectifs, Axes and Priorités d'investissement)		Objectifs thématiques			
		A.1 Développement des entreprises et des PME	A.2 Appui à l'éducation, à la recherche, au développement technologique et à l'innovation	A.3 Promotion de l'inclusion sociale et lutte contre la pauvreté	B.4 Protection de l'environnement, adaptation au et atténuation du changement climatique
<b>EUROPE CREATIVE – Sous-programme MEDIA<sup>116</sup></b>	i. Les différents dispositifs de financement encouragent les acteurs du secteur audio-visuel, culturel et créatif à opérer à travers l'Europe afin d'atteindre de nouveaux publics, marchés, communautés et développer les compétences nécessaires dans l'ère du numérique <sup>117</sup>	X			
	ii. Au sein des réseaux européens, les actions visent à soutenir les activités d'un nombre limité de réseaux afin de renforcer la capacité des secteurs culturels et créatifs à opérer à l'international, et à s'adapter au changement. Le meilleur exemple est donné par l'appel « The Access to Markets Single actions 2015 call (EACEA/29/2014) ». <sup>118</sup>	X			

<sup>116</sup> Source : [http://eacea.ec.europa.eu/creative-europe\\_en](http://eacea.ec.europa.eu/creative-europe_en). Les pays couverts par la Politique Européenne de Voisinage sont éligibles pour participer au programme Europe Créative.

<sup>117</sup> Plus d'informations à l'adresse suivante : [https://eacea.ec.europa.eu/creative-europe/actions/culture/cooperation-projects\\_en](https://eacea.ec.europa.eu/creative-europe/actions/culture/cooperation-projects_en)

<sup>118</sup> Source : [https://eacea.ec.europa.eu/creative-europe/actions/media/access-markets-single-actions\\_en](https://eacea.ec.europa.eu/creative-europe/actions/media/access-markets-single-actions_en). En particulier, cet appel vise à : a) faciliter les échanges entre entreprises ; b) améliorer la dimension européenne/internationale, l'efficacité des marchés industriels existants et accroître l'impact systémique des initiatives de dimension réduite ; c) augmenter la visibilité des professionnels et œuvres audiovisuelles des pays de l'UE qui ont une capacité de production limitée ; d) augmenter le nombre de co-productions européennes et parvenir à une plus grande diversification des talents et des sources de financement ; e) améliorer la compétitivité et la circulation des œuvres audiovisuelles de l'UE sur les marchés internationaux.



Le tableau ci-dessus montre comment les domaines clés qui seront abordés par le nouveau Programme IEV CTF Med traitent de stratégies sur lesquelles les programmes en cours et d'autres initiatives se concentrent, en soulignant les connexions en termes de cohérence, complémentarité et possibilités de collaboration. La flexibilité du nouveau Programme peut aider l'AG à resserrer les liens entre les différents instruments de coopération de la Commission européenne et à accroître les synergies entre les projets. Cette flexibilité est basée sur le renforcement des structures du Programme (en particulier les Points de Contact Nationaux), pour améliorer l'insertion régionale et locale des PCN et chercher des moyens d'impliquer tous les acteurs (les partenaires de projet et les parties prenantes) dans ce processus de coordination avec les autres instruments de l'UE. En effet, les Points de Contact Nationaux joueront un rôle plus important dans les activités de coordination en augmentant l'impact potentiel des activités de projet et mettront en place des actions synergiques autour de la mise en œuvre du nouveau Programme.

## 2.8 ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE STRATEGIQUE (RESUME)

Selon l'art. 4.5(h) du règlement d'exécution de l'IEV CTF n. 897/2014, le Programme opérationnel conjoint devrait inclure « des informations sur le respect des exigences réglementaires énoncées dans la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil », c'est-à-dire la Directive sur l'évaluation des incidences des plans et programmes sur l'environnement, appelée évaluation environnementale stratégique (EES).

La CE a émis une note d'orientation sur L'EES dans le cadre de l'IEV CTF (juin 2014), dans laquelle il est énoncé qu'il revient à l'état membre qui accueille l'Autorité de Gestion du Programme de déterminer, conformément à sa législation nationale, la façon de mener le processus d'EES et de consulter les autorités pertinentes en matière d'environnement dans les pays participants. Par conséquent, chaque pays a été invité à fournir les coordonnées d'une personne représentant les autorités environnementales afin qu'elles puissent être consultées au sujet d'un rapport environnemental élaboré par un expert externe, recruté par l'Autorité de Gestion.

Le rapport préliminaire est structuré comme suit : tout d'abord, les critères principaux de la Directive EES et de note d'orientation de la CE-INTERACT ENI sur l'EES dans le cadre de l'IEV CTF sont présentés ; ensuite, le déroulement de la procédure de vérification préliminaire est décrit ainsi que les principaux résultats de cet exercice. Enfin, les résultats du processus de consultation impliquant les Autorités Environnementales Nationales des pays participants au Programme sont présentés. Les paragraphes suivants fournissent une synthèse des points mentionnés plus-haut.

### 2.8.1 LA DIRECTIVE EUROPEENNE 2001/42/CE ET LA NOTE D'ORIENTATION SUR L'EES DANS LE CADRE DE L'EIV CTF

La Directive européenne 2001/42/CE (Directive EES) établit que tout plan ou programme qui pourrait avoir des incidences négatives sur l'environnement est sujet à une procédure d'évaluation appelée « Evaluation Environnementale Stratégique » (EES). Le but de l'EES est d'assurer que les questions environnementales sont prises en compte dès le début de l'élaboration de plans ou programmes, et que les incidences sur l'environnement sont identifiées ou bien éliminées/réduites autant que possible. L'EES est un processus inclusif dans le cadre duquel les différentes autorités environnementales sont informées et consultées en cours d'évaluation. La Directive prévoit aussi des



consultations publiques afin de permettre au grand public de s'exprimer sur les plans/programmes avant qu'ils ne soient approuvés.

L'EES est obligatoire pour les plans/programmes suivants :

- qui sont élaborés pour les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche, de l'énergie, de l'industrie, des transports, de la gestion des déchets, de la gestion de l'eau, des télécommunications, du tourisme, de l'aménagement du territoire urbain et rural ou de l'affectation des sols et qui définissent le cadre dans lequel la mise en œuvre des projets énumérés dans la directive 85/337/CEE pourra être autorisée à l'avenir ;

ou

- pour lesquels, étant donné les incidences qu'ils sont susceptibles d'avoir sur des sites, une évaluation est requise en vertu de la directive 92/43/CEE.

Quand il n'est pas évident qu'un plan/programme proposé ait des incidences significatives sur l'environnement, une procédure dite « d'évaluation préliminaire » doit être conduite. Cette procédure prévoit une première évaluation des contenus du plan/programme afin de déterminer si sa mise en œuvre pourrait avoir des incidences négatives.

Afin de faciliter l'implication du grand public et rendre les processus de décision plus ouverts et transparents, la Règlement EES prévoit qu'un rapport non-technique de l'analyse et des évaluations réalisées soient élaborées et rendues public.

Sur la base de ces critères, le but de la note d'orientation CE-INTERACT ENPI est de fournir aux Autorités de Gestion une interprétation de la Directive EES dans le contexte de la coopération transfrontalière, y compris les mesures légales nécessaires du processus d'EES et les différents acteurs devant être impliqués. La note d'orientation ne remplace en aucun cas la Directive EES, et doit être utilisée conjointement avec la Directive.

Selon la note d'orientation, l'EES représente un élément fondamental de l'exercice de programmation : le processus doit démarrer en même temps que le développement de la stratégie du Programme et aura un impact, le cas échéant, sur les contenus du POC.

L'évaluation environnementale inclut les étapes suivantes :

- identification des autorités environnementales pertinentes dans tous les pays participants ;
- décision sur la nécessité ou non de conduire une EES complète.

Si une EES est requise :

- détermination du champ d'application de l'EES et préparation d'un rapport environnemental ;
- consultations des autorités environnementales et du public ;
- inclusion des conclusions du rapport et des résultats des consultations dans le POC ;
- suivi des recommandations ;
- informer les autorités consultées et le public à propos de l'adoption du programme.



L'Etat membre accueillant l'Autorité de Gestion (AG) est responsable de déterminer, conformément à la législation nationale pertinente, comment mener le processus d'EES. Quand une évaluation préliminaire est nécessaire pour déterminer si un programme aura des incidences significatives sur l'environnement, l'AG doit conduire un processus de consultation des Autorités Environnementales Nationales dans les pays qui participent au Programme.

L'évaluation préliminaire doit déterminer si une EES complète est nécessaire ou pas, sur la base des critères de l'Annexe II de la Directive EES. Une déclaration confirmant que l'EES n'est pas applicable, ainsi qu'une note sur les conclusions de l'évaluation préliminaire expliquant les raisons pour lesquelles l'EES n'est pas nécessaire, doit être publiée et incluse dans POC.

## 2.8.2 LA PROCEDURE D'EVALUATION PRELIMINAIRE DU PROGRAMME IEV CTF MED 2014-2020

En Italie, la procédure de l'EES est régie par le décret national n. 152/2006 et ses amendements successifs, qui transpose la Directive 2001/42/CE. La législation italienne en matière d'EES établit une « Autorité responsable » de l'EES (point qui n'est pas envisagé dans la Directive), qui est chargée de publier la déclaration finale sur la compatibilité environnementale du plan/programme concerné. Pour les plans/programmes soumis à une procédure d'évaluation préliminaire, l'Autorité responsable est également en charge de la décision finale sur la nécessité, ou non, de conduire une EES complète. En complément, la législation italienne affecte un rôle important aux autorités régionales qui peuvent à leur tour établir des règlements et dispositions spécifiques concernant les plans et programmes élaborés ou adoptés par les gouvernements régionaux et locaux. En particulier, les régions doivent désigner les autorités responsables de l'EES.

L'Autorité de Gestion du Programme IEV CTF Med 2014-2020 est la Région Autonome de la Sardaigne (Italie), qui encadre l'EES par le biais de la loi régionale DGR 33/34 de 2012. Conformément à la législation régionale, l'Autorité Responsable de l'EES (AR) est le « Servizio sostenibilità ambientale e sistemi informativi » (SAVI) de la Région Autonome de la Sardaigne, qui opère de façon indépendante par rapport à l'AG.

L'AG, avec le soutien de l'expert externe, est responsable de l'élaboration du Rapport Préliminaire.

Suite à un aperçu des caractéristiques environnementales du Bassin Méditerranéen, le Rapport Préliminaire fournit une analyse qui vise à vérifier la cohérence et les complémentarités entre le Programme et le contexte stratégique au sein duquel il est mis en œuvre. Aussi, la stratégie du Programme est cohérente avec les principales politiques de l'UE, nouveaux programmes communautaires et d'autres initiatives pertinentes. Le Programme est concentré sur un nombre limité de priorités autour desquelles une coopération transfrontalière effective peut apporter une valeur ajoutée aux politiques locales, nationales et régionales sans recouper des éléments déjà financés par d'autres programmes et initiatives. En particulier, la valeur ajoutée du Programme réside dans la participation d'une grande variété d'acteurs, composant autant de partenariats internationaux qui partagent différentes expériences et expertises ainsi qu'un engagement dans les processus de gouvernance locale. En outre, tous les résultats attendus des priorités du Programme sont cohérents avec la Stratégie Méditerranéenne pour le Développement Durable.

Suite à une analyse individuelle des priorités du Programme, des résultats attendus relatifs et des actions indicatives, une évaluation préliminaire des interférences potentielles du Programme avec



l'environnement a été conduite par rapport à 5 domaines macro-environnementaux : eau, émissions atmosphériques et changement climatique, gestion des déchets, énergie, écosystème et paysage.

Le but de l'évaluation préliminaire est de vérifier si le Programme est susceptible d'avoir des incidences sur l'environnement, conformément aux critères énumérés dans l'Annexe II de la Directive européenne 2001/42/CE. Cependant, le Programme définit des objectifs et priorités stratégiques très vastes et alloue des ressources financières à toutes ces priorités. Les objectifs du Programme seront poursuivis par la mise en œuvre de projets proposés par des acteurs provenant des deux rives de la Méditerranée ; c'est pour cette raison qu'il n'est pas possible à ce stade de donner une définition précise des éléments suivants :

- les caractéristiques des incidences sur l'environnement dérivant des typologies spécifiques d'intervention (telles que définies par l'Annexe II de la Directive européenne 2001/42/CE : probabilité, durée, fréquence et caractère réversible des incidences ; nature transfrontalière des incidences, risques pour la santé humaine ou pour l'environnement ; magnitude et étendue spatiale géographique des incidences...) ;
- les caractéristiques environnementales spécifiques des zones susceptibles d'être touchées par les projets.

En effet, ces deux aspects ne seront connus que lors suite à la phase de dépôt des candidatures dans le cadre des appels à candidatures.

La procédure d'évaluation préliminaire souligne, d'une part, que les priorités du Programme devraient engendrer des effets positifs dans la poursuite de la durabilité dans les domaines économique, social et environnemental. D'autre part, même s'il est peu probable la mise en œuvre du Programme ait des impacts négatifs sur l'environnement (notamment car les projets seront principalement axés sur des actions intangibles avec un nombre limité d'interventions pilote), les incidences environnementales potentielles doivent être évaluées sur la base d'un niveau suffisant d'informations qui seront fournies par les demandeurs et par des activités de suivi conduites par les bénéficiaires et les organes du Programme. Compte tenu des informations actuellement disponibles, les priorités pour lesquelles plus d'informations et d'activités de suivi sont nécessaires sont les suivantes :

Priorité A.1.1 - Soutenir les start-ups innovantes et les entreprises récemment créées; Priorité A.1.2 - Renforcer et soutenir les réseaux, chaînes de valeur, groupements (clusters) et consortiums euro-méditerranéens ; Priorité 1.3 - Encourager les initiatives et actions en matière de tourisme durable; Priorité B.4.1 – Soutenir les initiatives durables visant à trouver des solutions innovantes et technologiques pour accroître la gestion efficace de l'eau et encourager l'utilisation de ressources en eau non conventionnelles ; Priorité B.4.2 - Réduire la production de déchets municipaux, promouvoir le tri sélectif à la source et l'exploitation optimale, notamment de la composante organique ; Priorité B.4.3 - Soutenir les rénovations énergétiques économiquement rentables et innovantes en fonction du type de bâtiment et des zones climatiques, en mettant l'accent sur les bâtiments publics ; Priorité B.4.4 – Incorporer l'approche de gestion éco-systémique à la GICZ dans la planification du développement local, à travers l'amélioration de la coordination intra-territoriale entre les différentes parties prenantes.



Plus d'informations et d'analyses sont donc nécessaires uniquement quand les propositions atteindront un niveau plus élevé de définition (typologie, localisation) lors du processus d'évaluation.

En outre, une autre mesure visant à garantir la durabilité environnementale du Programme réside dans le fait que les projets financés par le Programme seront sujets aux procédures d'EES et d'évaluation de l'impact sur l'environnement définies par l'UE et les législations nationales/régionales. Le fait que le Programme soit exempté de la procédure complète d'EES n'implique pas nécessairement que les projets financés soient exclus de telles procédures.

Afin d'assurer que toutes les typologies d'intervention ayant une incidence potentielle sur l'environnement soient soumises à une évaluation environnementale, les projets inclus dans le champ d'application des directives SEA et EIE (Evaluation de l'Impact sur l'Environnement) et qui sont réalisés dans les pays qui ne font pas partie de l'UE, peuvent être accompagnés par des Etudes d'Impact Environnemental, comparables dans leurs contenus aux deux directive européennes.

Suite à l'élaboration du Rapport Préliminaire, les consultations avec les Autorités Environnementales Nationales des pays qui participant au Programme ont eu lieu du 22 juillet au 22 août 2015 :

- Algérie            Ministère des Affaires Etrangères
- Chypre            Ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de l'Environnement
- Egypte            Agence égyptienne des affaires environnementales
- Espagne           Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de l'Environnement
- France            Préfecture Régionale PACA
- Grèce              Ministère de l'Environnement, de l'Energie et du Changement climatique
- Israël              Division des relations internationales. Ministère de la Protection de l'Environnement
- Italie              Ministère de l'Environnement
- Jordanie           Ministère de l'Environnement
- Liban               Ministère de l'Environnement / PNUD Liban
- Malte               Focal Point EES
- Palestine           Autorité de la qualité environnementale
- Portugal           Agence Environnementale portugaise
- Tunisie            Ministère de l'Environnement et du Développement Durable

Les documents suivants ont été fournis à toutes les Autorités :

- Le Rapport Préliminaire
- Le Résumé non-technique du Rapport Préliminaire

L'avis des Autorités a été demandé sur les aspects suivants :





- Existence de réglementations nationales sur les questions environnementales applicables aux typologies d'intervention prévues dans le cadre du Programme ;
- Systèmes de planification pouvant influencer la mise en œuvre des interventions financées par le Programme ;
- Zones d'importance environnementale significative, en raison de leurs caractéristiques naturelles ou du paysage, dans lesquelles toute intervention par le Programme devrait être dissuadée ;
- Incidences potentielles supplémentaires sur l'environnement, relatives aux interventions financées par le Programme et qui ne sont pas considérées dans le Rapport Préliminaire.

### 2.8.3 CONCLUSION DU PROCESS D'EVALUATION PRELIMINAIRE

Le Programme IEV CTF Med vise à favoriser un développement économique, social et territorial juste, équitable et durable, qui peut faire avancer l'intégration transfrontalière et valoriser les territoires et les valeurs des pays participants. Une évaluation préliminaire des incidences potentielles de la mise en œuvre du Programme sur l'environnement a été conduite afin de déterminer sur le Programme devrait ou non être soumis à une évaluation environnementale complète.

L'évaluation a démontré que les typologies d'actions prévues par le Programme sont, dans la plupart des cas, neutres par rapport à l'environnement, car elles consistent principalement dans la mise en réseau et actions immatérielles.

Afin d'orienter la mise en œuvre du Programme vers la durabilité environnementale, et afin d'éviter toute incidence négative sur l'environnement, un mécanisme d'évaluation est mis en place pour les futurs projets qui seront déposés par les demandeurs. Ce mécanisme est articulé en cinq principaux niveaux d'attention, qui seront progressivement activés selon les caractéristiques des propositions de projet soumises et leur location.

Comme recommandé par la note d'orientation de la CE-INTERACT ENPI, les consultations avec les Autorités Environnementales Nationales des pays participants au Programme ont été conduites et ses résultats inclus dans l'opinion de l'Autorité Responsable.

Sur la base des résultats des consultations nationales et de l'opinion de l'AR de la Région Autonome de la Sardaigne, il a été conclu que le Programme ne nécessite pas une procédure EES complète pour les raisons suivantes :

- Le Programme ne définit pas en détail les types d'intervention qui seront financées ;
- le Programme ne constitue pas le cadre pour la mise en œuvre d'interventions/types de projets spécifiques pour lesquels une autorisation devrait être accordée par les pas participants ;
- le Programme poursuit des objectifs clairs en matière de durabilité environnementale, notamment : objectif primordial B – Relever les défis communs en matière d'environnement /objectif thématique B.4 - Protection de l'environnement, adaptation au et atténuation du changement climatique. Les priorités identifiées dans le cadre de cet objectif auront principalement des impacts positifs.



La probabilité d'incidences négatives sur l'environnement, en théorie possibles, est basse compte tenu des considérations suivantes :

- dans la plupart des cas elles sont indirectes, et ne sont pas liées aux actions financées par le Programme, la majorité d'entre elles étant de nature immatérielle. Ces incidences négatives peuvent résulter des effets désirés du Programme (à savoir impacts environnementaux en raison du développement de certains secteurs productifs). Dans ces cas, l'évaluation des incidences négatives potentielles sera nécessairement reportée après la phase de mise en œuvre du Programme ;
- les actions matérielles auront un caractère expérimental et démonstratif. Elles concerneront principalement des installations pilotes, mises en place pour tester la viabilité de technologies spécifiques qui pourraient avoir un impact potentiel sur l'environnement. Il n'existe donc pas de risque d'impacts cumulatifs, compte tenu du nombre et de la dimension limités des actions proposées ;
- afin de minimiser la probabilité d'impacts négatifs (qui ne peuvent pas être détectés à ce stade) lors de la définition des appels à propositions, le Programme mettra en place des niveaux multiples d'évaluation environnementale qui prennent en compte les dispositions rédigées par l'Autorité Responsable et impliquant un niveau d'informations devant être détaillées progressivement.

En conséquence, on peut conclure que les critères réglementaires de la directive EES ont été remplis, et que, conformément à la législation nationale en vigueur et à la note d'orientation fournie par le CE, une EES complète n'est pas nécessaire. Des recommandations visant à soutenir la durabilité environnementale et à éviter les impacts négatifs seront appliquées conformément aux dispositions établies par l'Autorité Responsable.



### 3. STRUCTURES CONJOINTES DU PROGRAMME

#### 3.1 LEÇONS APPRISSES SUR LA GESTION DU PROGRAMME ET DES PROCEDURES

Au cours de la période de programmation 2007-2013, trois appels à propositions ont donné lieu à la présentation d'environ 2 000 candidatures et seulement 95 d'entre elles ont été sélectionnées (un taux de réussite de moins de 5 %, comme il a été mentionné précédemment). La durée et la complexité du processus de sélection, en particulier pour le premier appel à projets standards, ont été abordées par le CSC pour les deux appels suivants, en approuvant une procédure en deux étapes, avant que les candidats retenus soient priés de fournir une demande détaillée – et en incluant tous les pays dans le Comité de Sélection des Projets (CSP).

Le grand nombre de propositions déposées a représenté une charge administrative importante pour le programme. L'appel à projets stratégiques a inclus des termes de référence et des règles plus strictes de participation, ce qui s'est avéré efficace pour limiter le nombre de propositions à 300. Par ailleurs, une simplification du paquet de candidature et des informations plus larges sur le dernier appel à projets standards a considérablement réduit le nombre de propositions rejetées pour des raisons administratives. Bien que plus de 1 000 propositions aient été soumises au cours de ce dernier appel, la longueur totale de la procédure en deux étapes a été limitée et tous les contrats avec les projets approuvés ont été signés en décembre 2013.

Malgré les améliorations signalées, la nécessité de réduire davantage la durée de candidature et du processus de sélection, ainsi que le nombre de candidatures et de projets approuvés, constituent des éléments clés pour le nouveau Programme.

Comme pour le Programme précédent – à condition que les principes d'égalité des chances, de transparence et d'absence de conflit d'intérêt sont respectés – tous les pays seront représentés dans le Comité de Sélection de Projets (CSP). Cet organe peut mieux soutenir l'évaluation de la qualité des propositions de projets et garantir également une séparation entre l'évaluation technique réalisée par des évaluateurs externes et les décisions finales à prendre par le CSC. Même si la procédure en deux étapes implique un plus grand nombre de propositions, elle peut faciliter la participation car le dépôt d'une note succincte devrait permettre aux bénéficiaires potentiels de remplir un formulaire simple, tandis qu'un formulaire détaillé ne sera demandé qu'aux bénéficiaires présélectionnés lors de la deuxième étape.

Il convient également de mentionner que, pendant la préparation des propositions et la mise en œuvre des projets, les organismes dédiés à l'amélioration de l'efficacité globale et de l'efficacité des projets approuvés doivent assurer un plus grand soutien au niveau national.

#### 3.2 ORGANES, STRUCTURES ET AUTORITES DU PROGRAMME

Le Programme Bassin Maritime Méditerranée IEV CTF sera organisé avec les autorités et organismes suivants :

- Comité de Suivi Conjoint (CSC) ;
- Autorité de Gestion (AG) ;
- Autorités Nationales (AN) ;



- Autorité d'Audit (AA) ;
- Groupe d'Auditeurs (GoA) ;
- Points de Contact de contrôle (PCC) ;
- Secrétariat Technique Conjoint (STC) ;
- Antennes ;
- Points de Contact Nationaux (PNC) ;
- Comité de Sélection des Projets (CSP).

### 3.2.1 COMITE DE SUIVI CONJOINT (COMPOSITION ET TACHES)

Le Comité de suivi conjoint (CSC) est l'organe de décision du Programme. Il suivra avec l'appui de l'AG la mise en œuvre du Programme et évaluera le progrès de réalisation de ses priorités en utilisant les indicateurs objectivement vérifiables et les valeurs cibles liées définies dans le Programme. Le CSC examinera toutes les questions qui affectent la performance du Programme.

Le CSC peut émettre des recommandations à l'AG concernant la mise en œuvre du Programme et son évaluation. Il surveillera les actions entreprises suite à ses recommandations.

#### **Composition**

Selon l'art. 21 des Règles d'application IEV, le CSC sera mis en place officiellement par les pays participants dans les trois mois suivant la date de l'adoption du Programme par la Commission européenne lors d'une réunion formelle. Sa composition comprendra :

- Une délégation de chaque pays participant au programme, avec un droit de vote par délégation ;
- Le Directeur de l'AG sans droit de vote ;
- Un représentant du STC sans droit de vote ;
- Un secrétaire sans droit de vote ;
- Un représentant de chaque organisation accueillant l'antenne sans droit de vote ;
- Un représentant de la Commission européenne à titre consultatif/d'observateur, sans droit de vote ;
- Des observateurs sans droit de vote.

La présidence du CSC sera assurée par le directeur de l'autorité de gestion (AG), nommé par la région autonome de Sardaigne. Un membre du personnel de l'AG devra être désigné comme secrétaire.

La composition des délégations nationales sera décidée par chaque pays conformément au règlement de procédure du CSC, qui sera approuvé lors de sa première réunion. Chaque délégation disposera d'un maximum de cinq membres nommés par l'autorité nationale. La composition de la délégation qui participera à la première réunion du CSC est communiquée à l'AG dans le mois suivant la notification de la décision de la Commission européenne portant approbation du Programme.



Les pays participants devront veiller, si nécessaire et approprié, à la participation adéquate des parties prenantes concernées, y compris les autorités locales et les organisations de la société civile.

### **Fonctions**

Conformément à l'article 24 des RA l'IEV CTF, les principales fonctions du CSC consisteront à :

1. Approuver le travail de l'AG et son plan financier, notamment l'utilisation de l'assistance technique ;
2. Suivre la mise en œuvre par l'AG du programme de travail et du plan financier ;
3. Approuver les critères de sélection des projets à financer ;
4. Être responsable de la procédure d'évaluation et de sélection des projets à financer ;
5. Approuver toute proposition de révision du Programme ;
6. Examiner tous les rapports présentés par l'AG ;
7. Examiner toutes les affaires contentieuses portées à son attention par l'AG ;
8. Examiner et approuver les rapports annuels mentionnés dans l'article 77 ;
9. Examiner et approuver le plan annuel de suivi et d'évaluation mentionné dans l'article 78 ;
10. Examiner et approuver le plan annuel d'information et de communication mentionné dans l'article 79.

Nonobstant le point 4, le CSC constituera le Comité de sélection de projets qui agira sous sa responsabilité.

### **Fonctionnement**

Le CSC se réunira pour la première fois dans les trois mois suivant la date de l'adoption du Programme opérationnel conjoint par la Commission européenne. Le CSC se réunira aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par an.

Les procédures de fonctionnement du CSC seront définies dans les Règles de procédure (Rdp) à adopter à l'unanimité à la première réunion. Les RdP assureront le bon fonctionnement du CSC en accord avec les principes de confidentialité, d'égalité de traitement, d'impartialité et de respect des règles du Programme.

Le quorum minimum est fixé à 50 % plus un des pays ayant adhéré au Programme, en assurant une participation géographiquement équitable des PMUE et des PPM. En cas d'une présence sous le quorum minimum, une nouvelle convocation du CSC sera nécessaire.

Comme règle générale, le CSC prendra ses décisions par consensus. Toutefois, lorsque le consensus ne peut être atteint, certaines décisions seront soumises au vote, conformément aux RdP. Lors du recours à la procédure de vote, les décisions seront adoptées à la majorité qualifiée avec un nombre minimum de PMUE et de PPM.

Le CSC pourra disposer d'une procédure de décision écrite par acceptation tacite ou par vote écrit dans des délais brefs. Le mécanisme de décision doit être indiqué dans la communication de lancement de la procédure écrite (accord tacite ou vote).



Chaque pays disposera d'un vote unique, qui sera utilisé conformément à l'accord interne de chaque délégation.

Le CSC est convoqué par son président ou sur demande dûment justifiée d'une délégation nationale ou de la Commission européenne.

L'AG est soutenue par le STC pour le secrétariat et l'organisation des réunions du CSC.

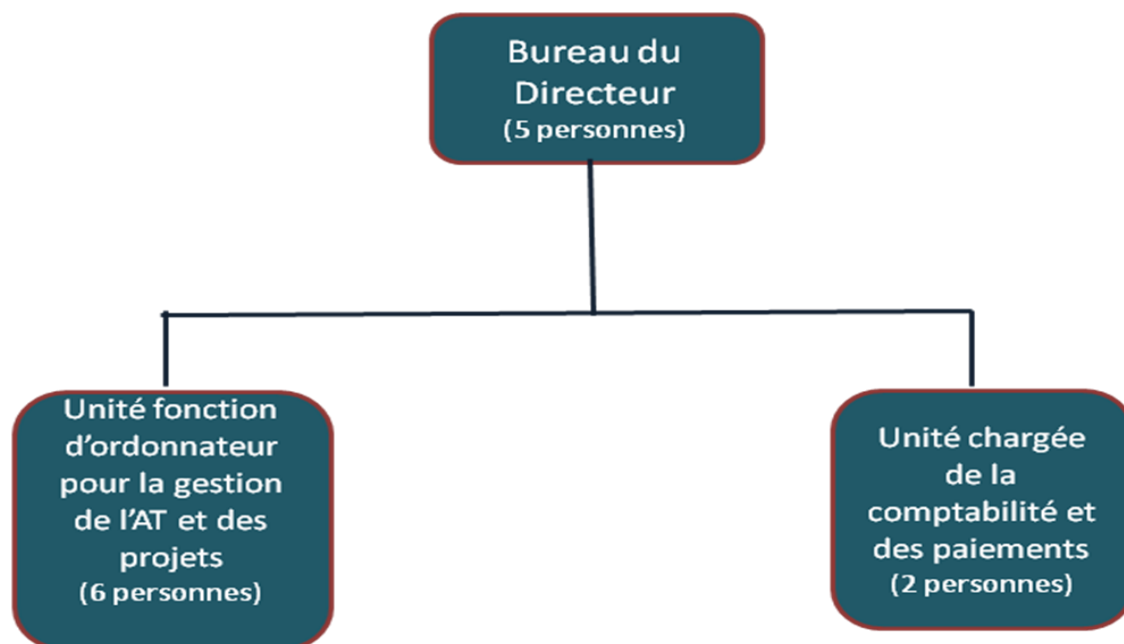
Les procès-verbaux seront établis après chaque réunion du CSC pour signature par le Président et le Secrétaire. Un projet de ces procès-verbaux sera partagé avec les représentants des pays participants, la Commission européenne et tout autre observateur. Le procès-verbal de chaque réunion devra être approuvé par le CSC soit par décision écrite, soit au plus tard lors de sa prochaine réunion.

L'autorité de gestion peut décider de convoquer les chefs de délégation pour des réunions techniques et/ou préparatoires ou pour régler certains problèmes qui seront discutés.

### 3.2.2 L'AUTORITE DE GESTION (STRUCTURE ET TACHES)

Par accord des pays participants au Programme, l'Autorité de Gestion (AG) est la Région Autonome de la Sardaigne (Italie), qui aura sa base opérationnelle à Cagliari (Italie) au sein de la Présidence de la Région Sardaigne<sup>119</sup>. L'AG créera un Secrétariat Technique Conjoint (STC) qui assistera l'AG dans la gestion quotidienne du Programme. Le STC relèvera directement de l'AG. Les coûts de fonctionnement de l'AG seront couverts par le Fonds d'Assistance technique, avec un cofinancement en termes de salaires, des ressources humaines internes dédiées au Programme de 70 % du coût total des ressources humaines internes.

#### Structure indicative de l'Autorité de Gestion



<sup>119</sup> Voir l'annexe C – Organigramme de la Présidence de la Région Autonome de la Sardaigne.



### **Processus de désignation de l'Autorité de Gestion**

Selon l'article 25 des règles d'applications (RA), l'AG sera désignée par l'Italie, qui est l'État membre dans lequel elle se trouve. Selon l'organisation de l'administration italienne, comme l'AG est un organisme régional, le processus de désignation se fondera sur un rapport et un avis émis par l'Autorité d'Audit (AA), nommée pour le Programme, tandis que l'organe responsable autorisée à signer la lettre de désignation est le représentant légal de l'institution accueillant l'AA (à savoir le Président de la Région Autonome de la Sardaigne ou une personne agissant pour son compte).

Toutefois avant que le représentant de la Région Autonome de la Sardaigne puisse procéder à la désignation de l'AG, sur la base du rapport mentionné plus haut et de l'opinion d'audit de l'AA, le Ministère italien de l'économie et des finances (inspection générale pour les Relations avec l'Union européenne, ci-après, IGRUE) doit d'abord s'assurer que l'AA nommée réponde aux exigences fixées par le ministère de l'Économie et des finances lui-même.

Le processus de désignation se déroulera selon les étapes suivantes :

1. les pays participants nomment l'AA du Programme ;
2. le Ministère italien de l'Économie et des Finances vérifie que l'AA désignée pour le Programme réponde aux conditions requises ;
3. l'AA procède à la vérification de l'AG et émet un rapport et un avis de vérification ;
4. le niveau compétent de la région de Sardaigne envoie la lettre de désignation à la CE sur la base du rapport et d'un avis de vérification délivré par l'AA.

Les paragraphes qui suivent apportent d'autres précisions sur ces quatre étapes.

#### **1. *Nomination de l'Autorité d'Audit du Programme.***

Les pays participants ont nommé un bureau dédié spécifique désigné par la région autonome de Sardaigne comme AA du Programme (voir par. 3.2.5).

#### **2. *Vérification de l'Autorité d'Audit (temps nécessaire estimé à 2 mois)***

L'IGRUE est l'organisme habilité à vérifier que l'AA nommée remplisse toutes les conditions nécessaires permettant de garantir au gouvernement italien qu'une structure et des processus appropriés soient mis en place. À cette fin, le Ministère italien de l'Économie et des Finances a adopté le manuel « Période de programmation 2014-2020 – conditions requises pour les Autorités d'Audit », définissant les critères d'évaluation de l'AA.

Selon la version 1.7 (2015), les conditions requises concernent principalement ce qui suit :

- a. **Organisation**, comprenant : l'indépendance fonctionnelle, l'indépendance financière, l'indépendance de ses membres ; répartition claire et séparation des fonctions ; ressources humaines suffisantes au cours de la période de toute la programmation ; compétence du personnel ; et capacité de coordination.
- b. **Procédures**, comprenant : programmation des procédures ; outils d'audit ; et documents d'audit et des critères pour leur archivage.
- c. **Système d'information** comprenant : son contenu ; ses caractéristiques techniques ; et son adaptabilité pour l'échange électronique de données.



L'évaluation de l'AA sera effectuée en deux étapes – une analyse documentaire sur les principaux éléments afin d'exprimer une opinion sur l'AA, suivie de visites sur le terrain effectuées par le personnel d'IGRUE, pour vérifier tous les éléments au niveau spécifique afin de valider officiellement l'AA. Dans l'évaluation de chaque élément, l'IGRUE attribue des scores aux différents critères mentionnés plus haut conformément à son adéquation pour assurer la capacité de l'AA.

**3. *Audit de l'Autorité de Gestion (temps nécessaire estimé à quatre mois à compter de l'adoption du CSC)***

L'AA signalera et exprimera son avis sur le contrôle interne de l'AG en termes de capacité pour remplir ses tâches. Les éléments du système de contrôle de l'AG qui sera auditée par l'AA sont répertoriés dans l'annexe des règles d'application de Règlement (UE) 897/2014, IEV. Ils comprennent :

- a. Environnement de contrôle interne**, comprenant : une structure organisationnelle couvrant les fonctions de l'AG et le principe de la séparation des fonctions, de notification et de surveillance des procédures pour prévenir, détecter et corriger les irrégularités et pour récupérer les sommes indûment versées ; un plan d'allocation de ressources humaines appropriées avec les compétences requises.
- b. Gestion des risques**, comprenant : un exercice périodique de gestion des risques.
- c. Activités de gestion et contrôle**, comprenant les procédures pour : la sélection des projets, assurer les principes de transparence, d'égalité de traitement, de non-discrimination, d'objectivité et d'une concurrence loyale ; la gestion des contrats, vérification à l'égard de chaque demande de paiement par les bénéficiaires ; autorisation des paiements, un système sécurisé pour collecter, enregistrer et stocker des données électroniques pour chaque projet ; systèmes comptables distincts par bénéficiaire ; mesures antifraude ; établissement de comptes vérifiables, complets et exacts, avec des dépenses qui soient conformes aux règles applicables, une piste d'audit adéquate et un système d'archivage ; une déclaration d'assurance de gestion, un rapport sur les contrôles effectués et un sommaire annuel des contrôles finaux.
- d. Information et communication**, comprenant : utilisation de l'information pertinente ; diffusion interne nécessaire pour soutenir le fonctionnement des autres composants du contrôle interne ; communication avec des entités externes au sujet sur des questions qui affectent le fonctionnement des autres composantes du contrôle interne.
- e. Suivi**, comprenant : des procédures documentées des vérifications et des évaluations effectuées pour s'assurer que les composantes du contrôle interne existent et fonctionnent.

L'AA enverra son rapport et son avis de vérification au Ministère italien de l'Économie et des finances.

**4. *Lettre de désignation***

Dans son manuel pour les Autorités d'Audit des programmes communautaires, le Ministère italien de l'Économie et des Finances (comprenant IGRUE) habilite le représentant légal de l'établissement d'accueil de l'AA (à savoir le Président de la région ou une personne agissant en son nom) à envoyer la lettre de désignation à la CE. Cette lettre contiendra la référence au rapport d'audit et avis de l'AA. Une copie sera envoyée au Ministère italien de l'Économie et des finances.





### **Fonctions de l'Autorité de Gestion**

Tel que défini à l'article 26 des RA de l'IEV, l'AG sera responsable de la gestion du Programme, conformément au principe de bonne gestion financière et s'assurera que les décisions du Comité de suivi conjoint (CSC) respectent les lois, règlements et dispositions en vigueur. Les principales fonctions de chaque unité responsable de l'AG sont décrites ci-dessous.

#### ***Bureau du directeur (cinq personnes, y compris le directeur, un assistant et trois agents, indicatif)***

Il garantit la coordination générale du Programme et en particulier, il sera responsable de :

- a. Soutenir le travail du CSC en lui fournissant toutes les informations nécessaires pour lui permettre d'accomplir ses tâches (telles que les données liées à l'état d'avancement du Programme dans la réalisation de ses objectifs et ses résultats escomptés). Le Bureau du directeur donnera tout son soutien pour permettre au CSC d'assumer ses responsabilités.
- b. Établir et, après approbation par le CSC, soumettre les rapports annuels et le rapport final à la Commission européenne, y compris une déclaration de gestion ainsi qu'un résumé annuel.
- c. Partager toutes les informations se rapportant à l'exécution de leurs tâches ou de la mise en œuvre des projets avec d'autres organes de gestion (par exemple, STC, Autorité d'Audit et autres organes compétents) et les bénéficiaires.
- d. Coordonner la mise en œuvre des plans d'information et de communication conformément à l'art. 79 des règles d'application
- e. Assurer la capitalisation, les complémentarités et les synergies avec d'autres programmes ou instruments dans le bassin méditerranéen (programmes régionaux IEV, ETC MED etc.) et mettre en place des mécanismes de coordination pour éviter un double financement.
- f. Tenir compte des résultats de toutes les vérifications effectuées par ou sous la responsabilité de l'AA, lorsque ces résultats sont pertinents pour les fonctions exercées.
- g. Assurer la mise en œuvre des plans de surveillance et d'évaluation conformément à l'art. 78 des règles d'application
- h. Réalisation de l'évaluation du rendement du personnel interne, conformément aux dispositions internes en vigueur de la région de Sardaigne.
- i. Assurer la coordination de l'AG avec d'autres entités de programme (NA, CCA, PCN, AA) afin de garantir une bonne exécution du Programme.

#### ***Unité de certification : (six personnes, y compris un chef d'unité et cinq agents, indicatif)***

Cette unité sera chargée des activités suivantes :

##### **1. Sélection et gestion de projets et en particulier elle est responsable de :**

- a. Établir et, une fois approuvé, lancer les procédures de sélection, y compris la rédaction du dossier de candidature et le contrat de subvention qui doit être approuvé par le CSC.
- b. Gérer les aspects administratifs des procédures de sélection des projets.



- c. Fournir aux principaux bénéficiaires un document définissant les conditions d'appui pour chaque projet, y compris un plan financier et les échéances de mise en œuvre.
- d. Signer de contrats avec les principaux bénéficiaires.
- e. Réaliser le suivi opérationnel et gestion de contrats de subvention signés.
- f. Gérer des recouvrements de projets.
- g. assurer une piste de contrôle appropriée aux projets.
- h. Établir et maintenir un système informatisé pour enregistrer et stocker les données de chaque projet, afin de permettre le suivi nécessaire, l'évaluation, la gestion financière, de contrôle et d'audit, y compris des données sur les participants aux projets, etc.
- j. Effectuer, le cas échéant, une évaluation de l'impact sur l'environnement au niveau du Programme.

**2. Gérer les fonds d'assistance technique et en particulier être responsable de :**

- a. Gestion des procédures d'attribution des contrats selon la législation italienne (décret législatif 163/2006 et ses modifications, qui a introduit des dispositions découlant des directives communautaires sur les marchés publics et aux procédures internes pertinentes de la région de la Sardaigne).
- b. Signature de contrats avec les prestataires de services.
- c. Gérer les contrats.
- d. Lancer et gérer les procédures de recrutement du personnel temporaire (AG et STC) selon la législation italienne en vigueur.
- e. Signer et gérer des contrats avec le personnel recruté selon la législation italienne.

**3. Assurer le contrôle et la gestion financière et notamment d'être responsable de :**

- a. Vérifier que les services, les fournitures ou les travaux ont été effectués, livrés et/ou installés, et veiller à ce que les dépenses déclarées par les bénéficiaires ont été payées par eux et que les paiements soient conformes aux lois applicables, aux règles du programme et aux conditions d'appui aux projets.
- b. Veiller à ce que les bénéficiaires impliqués dans la mise en œuvre du projet maintiennent soit un système de comptabilité séparée, soit un code de comptabilité adapté pour toutes les transactions liées à un projet.
- c. Mettre en place des mesures antifraude efficaces et proportionnées, en tenant compte des risques identifiés.
- d. Mettre en place des procédures pour s'assurer que tous les documents des dépenses et d'audit nécessaires pour assurer une piste de contrôle appropriée soient conservés, conformément aux critères de l'article 30 des RA.
- e. Assurer une piste de vérification appropriée aux fonds d'assistance technique.



- f. Tenir compte des résultats de toutes les vérifications effectuées par ou sous la responsabilité de l'AA, lorsque ces résultats sont pertinents pour les fonctions exercées.

**4. Assurer la vérification et notamment d'être responsable de :**

- a. Effectuer les vérifications administratives à l'égard de chaque paiement demandé par les bénéficiaires.
- b. Effectuer les vérifications sur le terrain en collaboration avec les Points de Contact de contrôle.

La fréquence et la couverture de la vérification sur place doivent être proportionnelles au montant de la subvention que reçoit un projet et au niveau de risque identifié par l'AG pour la gestion et le système de contrôle dans son ensemble. La vérification du projet sur le terrain peut être effectuée sur la base d'un échantillon.

L'unité de certification mènera ses activités indépendamment et conformément à l'art. 66 du règlement financier. Pour chaque intervention, le chef de l'unité de certification identifiera un agent chargé de l'initiation du processus et un autre agent en charge de sa vérification. En outre, l'unité de certification garantit la séparation des fonctions entre l'initiateur et le vérificateur, qui est chargé de faire un contrôle préalable.

L'unité d'autorisation est également chargée de prendre des engagements budgétaires et juridiques, de valider les dépenses, d'autoriser des paiements et d'entreprendre les étapes préliminaires pour l'exécution des crédits.

***Unité comptable et de paiement (deux personnes y compris un chef d'unité et un agent, indicatif)***

Cette unité sera indépendante de l'Unité de certification et elle sera en charge de la tenue des comptes du programme et de la gestion des paiements. En particulier elle sera responsable de :

- a. Établir et soumettre les demandes de paiement à la CE, conformément à l'article 60.
- b. Établir les comptes annuels.
- c. Effectuer les paiements aux contractants.
- d. Effectuer les paiements des projets
- e. Tenir les registres comptables informatisés pour les dépenses déclarées à la Commission et pour les paiements aux bénéficiaires.
- f. Tenir une comptabilité des montants à recouvrer et des montants réduits suite à l'annulation de tout ou en partie d'une subvention.
- g. Tenir compte des résultats de toutes les vérifications effectuées par ou sous la responsabilité de l'AA, lorsque ces résultats sont pertinents pour les fonctions exercées.

L'Unité de la comptabilité et de paiement mènera ses activités en conformité avec l'art. 68 du règlement financier, et en particulier la personne agissant comme agent comptable sera responsable de :

- a. effectuer correctement les paiements ;
- b. collecter les recettes et recouvrer les montants qui sont à recevoir ;

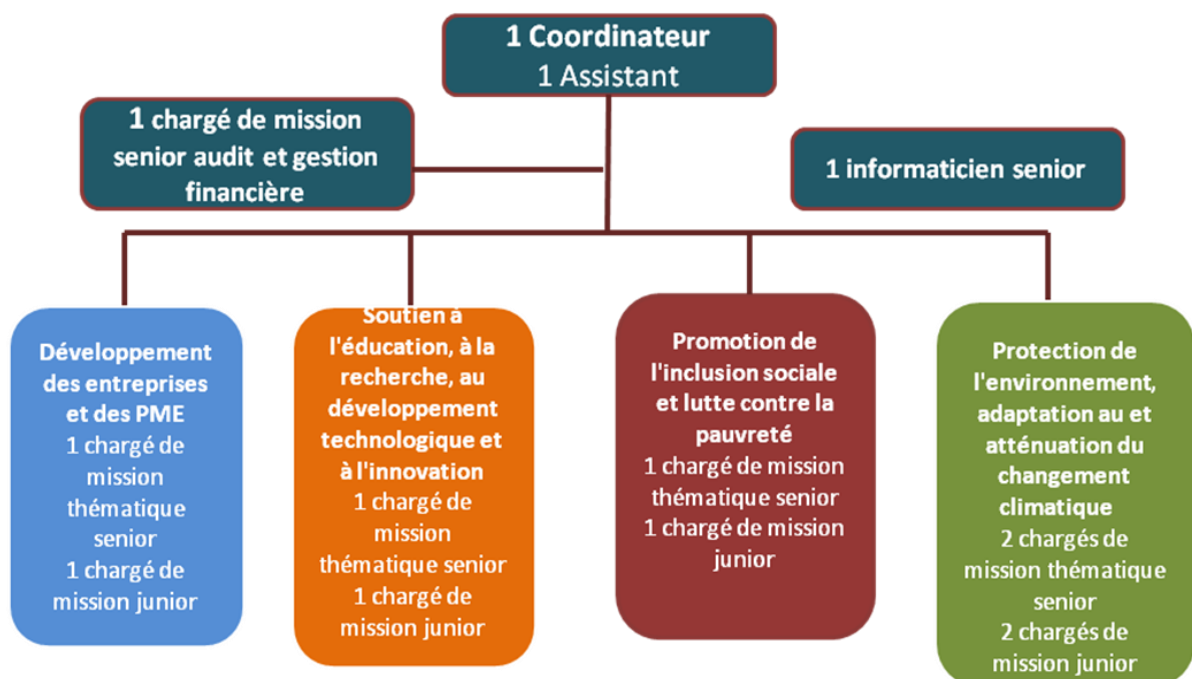


- c. tenir les comptes et préparer et présenter des comptes conformément aux dispositions du Règlement financier ;
- d. définir les règles et les méthodes comptables ainsi que le plan comptable ;
- e. définir et valider les systèmes comptables;
- f. garantir la gestion de la trésorerie.

### 3.2.3 SECRETARIAT TECHNIQUE CONJOINT (STRUCTURE ET TACHES)

Suite à une décision prise par le CSC, l'AG mettra en place un secrétariat technique conjoint pour aider dans la gestion quotidienne du Programme. Il sera géré par la Région autonome de Sardaigne et basé à Cagliari (Italie). Le coût du personnel du STC sera totalement couvert par les ressources de l'Assistance Technique.

#### Structure indicative du STC<sup>120</sup>



#### Personnel et modalités de recrutement

Le STC sera composé de personnel international recruté par le biais d'une procédure publique visant à assurer la transparence et la non-discrimination, et à garantir, autant que possible, une représentation équilibrée des pays participants. La structure sera mise en place progressivement, et le personnel sera recruté sur la base des besoins et de la charge de travail de chaque phase du cycle du programme.

Le personnel du STC sera contracté conformément à la loi italienne, à la fois en termes de procédures administratives pour son recrutement et pour son type de contrat.

<sup>120</sup> Le cas échéant, le CSC pourra décider de revoir la structure du STC en cours de mise en œuvre du Programme.



## **Fonctions**

Le STC effectuera deux types de fonctions : appui des fonctions pour aider l'AG et les autres organes du Programme, et fonctions directes en coordination avec l'AG. Ces fonctions sont les suivantes :

**Fonctions de soutien** à l'AG, le CSC, AA et tout autre organe de programme pertinent dans l'exercice de leurs fonctions respectives. En particulier, les STC fournira un soutien pour :

- l'exercice des fonctions de secrétariat et de logistique du CSC et de l'AA et le Groupe d'auditeurs, y compris la préparation et la soumission de documents et de rédaction des procès-verbaux ;
- la rédaction de rapports annuels (y compris le rapport final) qui seront soumis au CSC et à la Commission européenne ;
- la rédaction du dossier de candidature pour les appels à propositions, y compris le contrat de subvention et les annexes qui doivent être approuvés par le CSC ;
- supporter l'AG à effectuer les tâches du président et du secrétaire du Comité de sélection des projets ;
- gérer les services et assurer les fonctions liées à la gestion de l'information et aux systèmes d'information du Programme et des projets; également la traduction de documents, etc.;
- aider l'AG et les bureaux de la Direction générale de l'organisation d'événements, à la fois pour le programme et au niveau national (y compris le lancement du programme, le lancement des appels et des événements pour les bénéficiaires du projet) ;
- contribuer à l'évaluation des propositions de projets en effectuant les vérifications administratives et d'éligibilité des propositions reçues;
- effectuer la négociation technique et financière des contrats de subvention ;
- assurer le renforcement des capacités des bénéficiaires du projet et de leurs auditeurs ;
- appuyer l'AG dans les procédures de paiement aux bénéficiaires, y compris l'examen des rapports intermédiaires et finaux du projet ;
- examiner les demandes de modification des conditions contractuelles de projets ;
- appuyer l'AG dans le suivi des projets, y compris les visites sur le terrain.

### **Fonctions directement effectuées par le STC :**

- préparer des questions et réponses durant toute la phase de lancement des appels à propositions ;
- préparer un manuel sur la mise en œuvre du projet et le mettre à jour ;
- aider les bénéficiaires à mettre en œuvre les projets et à mettre à jour constamment le système de suivi du projet ;
- examiner et finaliser les modifications mineures proposées par les bénéficiaires du projet pendant l'exécution du projet.



Le coordinateur du STC, soutenu par l'assistant STC, garantira la coordination globale des agents thématiques, des agents TI et de vérification et des finances. Le coordinateur référera à l'AG, au CSC et à l'AA sur le travail effectué par le STC.

Des agents thématiques seniors, assistés par des agents juniors, assureront le suivi de la mise en œuvre quotidienne des projets, y compris les aspects techniques, financiers et de communication.

En coordination avec l'AG, l'agent de TI sera chargé de l'élaboration, , du système de gestion des TI et de l'information, permettant d'assurer un suivi rapide du Programme et des projets.

L'agent de contrôle et des finances sera chargé d'appuyer l'AG dans les aspects financiers de présentation et mise en œuvre des projets.

Une description détaillée de tâches pour chaque poste est incluse dans la DSGC.

### 3.2.4 ANTENNES (COORDINATION AVEC AG ET TACHES)

Suivant le principe de la continuité, le programme aura une antenne à Aqaba (Jordanie) pour la Méditerranée orientale, et une autre à Valence (Espagne) pour la Méditerranée occidentale. Le coût des antennes sera couvert par les fonds d'assistance technique et cofinancé par les institutions d'accueil selon le tableau financier AT.

Les institutions d'accueil pour les antennes seront :

- Méditerranée orientale : Autorité de la Zone économique spéciale d'Aqaba (ASEZA).
- Méditerranée occidentale : Région Autonome de Valence (Generalitat de la Comunitat Valenciana), Direction générale des relations avec l'Union européenne.

Chaque antenne fournira un programme de travail annuel, élaboré en coordination avec l'AG et les autorités nationales et les Points de contact nationaux pertinents. Le programme de travail et le budget correspondant doivent faire partie du plan de travail annuel et du plan financier du programme qui seront approuvés par le CSC.

L'antenne sera responsable de deux types de fonctions, les fonctions déléguées et les fonctions support. De manière plus détaillée, celles-ci sont :

#### **Fonctions déléguées**

L'antenne sera responsable de l'organisation d'événements qui se tiendront dans sa propre zone géographique et qui concernent les principales activités suivantes du programme :

- lancement et la mise en œuvre du Programme ;
- promotion des appels à propositions ;
- mise en œuvre du projet (par ex. formation et ateliers).

Chaque antenne sera responsable, en coordination avec l'AG, de la gestion de l'organisation des différents types d'événements, y compris la logistique, les invitations, la préparation du matériel et le suivi de l'événement. Les antennes devront coordonner avec l'AG, les autorités nationales et/ou les points de contact nationaux, selon le type d'événement devant être organisé. Les événements qui



devront être organisés par les antennes seront détaillés dans un document annexé au plan annuel de communication et d'information approuvé par le CSC.

Dans l'exercice de leurs fonctions déléguées, les antennes peuvent être aidées par l'AG, le STC et AN.

### **Fonctions d'appui à l'AG et au STC**

Chaque antenne devra soutenir l'AG et le STC dans les activités suivantes :

- organisation de grands événements du Programme s, tels que les événements de capitalisation, les conférences annuelles du Programme, etc. ;
- activités de communication durant le lancement des appels à propositions et la mise en œuvre des projets;
- évaluation des propositions de projets en fonction des besoins (vérifications administratives et d'éligibilité) ;
- activités de capitalisation et de coordination avec d'autres programmes ou instruments dans la région méditerranéenne ;
- soutien dans la préparation du rapport annuel du Programme ;
- support dans la traduction de tous les documents en arabe (antenne d'Aqaba).

Dans l'exercice de ces activités, les antennes devront travailler sous la coordination de l'AG et/ou du STC, en fonction du type d'activité. Le personnel de l'antenne peut être invité à assister à des événements de formation ou à des réunions, présentations, ou à suivre certaines activités de communication du projet, en cas de besoin.

### **Responsabilités – obligations des Antennes**

Dans l'exercice des fonctions mentionnées ci-dessus, chaque antenne aura les responsabilités suivantes :

- Gestion des fonds d'assistance technique dans le respect de l'article 37.3 des RA, des règles du programme et de la législation nationale en fonction des besoins. Chaque antenne devra rendre compte, chaque année, des activités mises en œuvre et des coûts totaux à l'AG pour qu'ils soient vérifiés selon les procédures de vérification du programme. En particulier, chaque Antenne permettra à l'AG (unité fonction d'ordonnateur) à réaliser des contrôles sur place et, au moins une fois par an, l'auditeur externe contractuel par l'Autorité d'Audit à effectuer la vérification des dépenses afin d'inclure les dépenses encourues dans le rapport annuel transmis à la CE. En plus, l'Autorité d'Audit, en collaboration avec le membre respectif du Groupe d'Auditeurs, effectuera des audits de système sur les circuits des Antennes.
- Assurer l'organisation et la logistique des événements, y compris le lieu, la restauration, la publicité, l'hébergement de l'AG et des PCN, etc.
- Garantir le cofinancement des salaires du personnel interne, selon les mêmes critères utilisés par l'AG dans les fonds d'aide de cofinancement de son personnel interne. Chaque antenne devra mettre à la disposition du Programme un espace de bureau adéquat, de l'équipement et de la logistique appropriée pour toute l'équipe.



- Proposer un plan d'information et de communication, en ligne avec les exigences décrites dans le Programme Opérationnel Conjoint (POC), pour les activités de communication devant être effectuée par chaque antenne. Ce plan sera suivi par l'AG, sera proposé et soumis au CSC pour approbation.
- Mise à jour, sur une base régulière, des informations nécessaires pour le système de suivi, en lien avec les activités mises en œuvre par l'antenne.
- Assurer une coordination adéquate avec l'AG et le STC, les Points de contact nationaux (PCN), les responsables de délégations de l'UE ou d'autres intervenants clés dans leur zone géographique.
- Contribuer à l'élaboration des documents d'information et de communication, en particulier des matériaux de contenu pour les événements, mise à jour du site Web, préparation de dépliants et de brochures virtuelles ou imprimées, etc.
- Appuyer les candidats potentiels et les co-candidats dans l'utilisation de la base de données obligatoire pour l'enregistrement des institutions qui ont l'intention de soumettre des propositions, en tant que bénéficiaires et co-bénéficiaires.
- Animer les événements, avec l'AG et d'autres intervenants convenus.
- Collaborer à la vérification administrative des propositions durant le processus d'évaluation et ce sous la supervision de l'AG.
- Collaborer dans la vérification d'éligibilité des documents téléchargés par les institutions enregistrées sur la base de données susmentionnées, en coordination avec le PCN et sous la supervision d'AG.
- Contribution à toutes les activités de capitalisation et aux mécanismes de coordination, comme demandé par l'unité responsable de l'AG.

#### **Personnel et modalités de recrutement**

Les Antennes doivent recruter du personnel avec un profil adéquat pour l'exercice des fonctions à travers une procédure internationale, ouverte. Les critères de recrutement du personnel des antennes seront approuvés par le CSC pendant sa première réunion.

Chaque antenne recrutera deux personnes en charge des tâches décrites ci-dessus. Chacune établira des contrats avec son personnel à l'aide de la législation nationale respective. En particulier, l'antenne Aqaba va utiliser les « règlements ASEZA, règles et instructions pour son personnel », et ceux-ci seront appliqués également aux deux personnes à recruter, alors que l'antenne de Valence appliquera les « Estatuto de los Trabajadores » (législation nationale espagnole pour le travail ou le travail social).





### 3.2.5 AUTORITE D'AUDIT ET GROUPE D'AUDITEURS (STRUCTURE ET TACHES)

Sur proposition de l'Italie et par accord des pays participants, l'Autorité d'Audit est la Région Autonome de la Sardaigne, et un bureau dédié a été créé au sein de la Présidence de la Région (une unité de projet, directement auprès du Président de la Région<sup>121</sup>).

L'indépendance fonctionnelle entre l'AA et l'AG est garantie par la loi régionale n. 31/1998 sur l'organisation de la Région Autonome de la Sardaigne, dont l'article 3 dispose que « ...les directeurs ont des pouvoirs autonomes et sont exclusivement responsables de l'activité, de la gestion administrative et des résultats ». En outre, l'article 4 dispose que « les directions sont responsables directement à l'égard de l'autorité politique ». Cela les rend autonomes et indépendants les uns des autres<sup>122</sup>.

L'indépendance fonctionnelle est représentée dans l'organigramme ci-dessous.



L'AA veillera à ce que les systèmes de gestion et de contrôle soient vérifiés sur la base d'un échantillon approprié des projets et concernant les comptes annuels du Programme.

L'AA du Programme sera assistée par un groupe d'auditeurs, composé d'un représentant de chaque pays participant au Programme. L'AA, présidera le groupe d'auditeurs.

L'AA est autorisée à exécuter directement ou sous-traiter à des sociétés d'audit ses fonctions sur l'ensemble du territoire du Programme, selon des modalités spécifiques fixées dans la stratégie d'audit.

En approuvant le POC, chaque pays participant assure la possibilité d'effectuer les vérifications susmentionnées sur son territoire, conformément à sa législation et aux modalités à convenir avec l'AA.

Afin de remplir ses fonctions, l'AA va sous-traiter une partie ou toutes les procédures de vérification suivantes à des sociétés d'audit externe grâce à des appels d'offres ouverts :

- a. Audit des Systèmes de gestion et contrôle ;

<sup>121</sup> Conformément à l'article 26 de la loi régionale n. 31/1998 qui établit l'organisation de la Région Autonome de la Sardaigne, une « unité de projet » est une structure temporaire dédiée à un objectif spécifique et coordonnée par un directeur, directement responsable vis-à-vis de l'autorité politique.

<sup>122</sup> Voir l'annexe C – Organigramme de la Présidence de la Région Autonome de la Sardaigne.



- b. Audit d'un échantillon approprié de projets ;
- c. Audit des comptes annuels du Programme.

Afin de remplir ses fonctions, l'AA aura un nombre indicatif de cinq fonctionnaires (y compris le Directeur de l'Autorité d'Audit) et sera soutenue par un service d'assistance technique, qui est fourni par les entreprises sous-traitées pour effectuer toutes (ou une partie) les fonctions de vérification susmentionnées.

L'AA veillera à ce que le travail d'audit, effectué par la(les) société(s) sous-traitante(s), soit conforme aux normes d'audit internationalement reconnues. Le respect des normes d'audit internationalement reconnues (ci-après « standards ») sera assuré par un système de contrôle strict. Plus en détail :

- a. des standards seront inclus dans le cadre de référence pour chaque procédure d'appel d'offres (audit du système, audit de projet et audit de compte) ;
- b. chaque auditeur qui exécute l'activité respectera les standards ;
- c. le coordinateur du groupe de travail mis en place par chaque fournisseur sera responsable de la surveillance de tous les résultats, en respectant aussi les standards ;
- d. l'agent en charge de chaque ligne d'activité (audit des systèmes, audits de projet et de compte) devra évaluer et préciser la qualité du travail fourni par le cabinet d'audit, en respectant les standards ;
- e. le directeur surveillera le travail des agents et certifiera à la fin le travail fourni par les cabinets d'audit, également en ce qui concerne le respect des standards, afin d'autoriser les paiements.

Une formation spécifique sera également menée en interne, afin de partager l'importance des standards d'audit. Les fournisseurs devront aussi organiser des formations similaires.

Le respect des standards sera pris en compte aussi bien dans les évaluations du personnel que dans les attestations de l'exécution correcte du travail par les prestataires.

Listes de contrôle spécifiques seront établies, afin d'évaluer en permanence le respect des standards dans chaque étape du processus et d'autoriser la nouvelle exécution de chaque étape par d'autres auditeurs ou moniteurs si nécessaire.

### **Fonctions**

Les principales fonctions de l'AA sont :

1. Préparation d'une stratégie d'audit qui définit la méthodologie et les méthodes d'échantillonnage et la stratégie annuelle de mise à jour.
2. Veiller à ce que les audits soient réalisés sur les systèmes de gestion et de contrôle, sur un échantillon approprié des projets et sur les comptes annuels du Programme.
3. Élaborer un avis d'audit des comptes annuels.
4. Élaborer un rapport d'audit annuel
5. Diriger le groupe d'auditeurs



Dans les neuf mois de la signature de la première convention de financement avec les pays partenaires méditerranéens, l'AA doit présenter à la Commission une stratégie pour l'exécution des audits. La stratégie d'audit établira la méthode d'audit des comptes annuels et des projets, la méthode d'échantillonnage pour les audits sur les projets et la planification des audits par rapport à l'exercice en cours et aux deux exercices suivants. La stratégie d'audit doit être rajustée annuellement de 2017 jusqu'à 2024 compris. La stratégie d'audit actualisée devra être soumise avec le rapport annuel du Programme à la Commission.

### **Groupe d'auditeurs**

Le groupe d'auditeurs devrait être établi dans les trois mois de la désignation de l'AG. Il établira ses propres règles de procédures. Il sera présidé par l'autorité d'Audit.

Les membres du groupe d'auditeurs seront nommés par chaque pays et seront fonctionnellement indépendants des autres organismes nationaux participant au Programme. Les principales fonctions de cet organe consultatif sont d'aider l'AA et ses fournisseurs dans leurs fonctions. En particulier, le groupe des auditeurs contribuera à :

- l'élaboration de la stratégie d'audit pour l'exécution des audits de Programme.
- la mise en place des directives et critères pour les audits.
- la définition des critères de sélection des fournisseurs d'audit.
- la discussion de tout rapport publié par les fournisseurs d'audit et des conclusions de tout audit.
- la rédaction des rapports annuels.

Les institutions qui nommeront les membres du groupe d'audit dans chaque pays sont :

- Chypre : Service d'Audit interne de la République de Chypre
- Egypte : Ministère égyptien des finances
- Grèce : Ministère des finances, Office de comptabilité générale, Comité d'audit des États financiers (EDEL)
- France : Région Provence Alpes Côte d'Azur : Inspection générale
- Israël : Ministère des finances, de la terre, du logement et Bureau des affaires intérieures.
- Italie : Pas nécessaire puisque l'autorité d'Audit est italienne.
- Jordanie : Bureau d'audit.
- Liban : Conseil du développement et de la reconstruction
- Malte : Département d'audit interne et des investigations au sein du Bureau du premier ministre
- Palestine : Bureau de contrôle des audits d'état et des audits administratifs
- Portugal : IGF - Inspeção-geral de Finanças (Inspection générale des Finances)



- Espagne : « Intervención General de la Administración del Estado (IGAE) ». Ministère des finances et de l'Administration publique
- Tunisie : Cour des Comptes

Les coûts pour les réunions de groupe des auditeurs, y compris les déplacements et les frais de séjour, seront couverts par les Fonds d'Assistance technique.

### 3.2.6 COMITE DE SELECTION DES PROJETS (COMPOSITION ET TACHES)

#### **Composition**

Les propositions sont évaluées par un Comité de Sélection des Projets (CSP), qui est nommé par le Comité de Suivi Conjoint (CSC) comprenant :

- un président sans droit de vote, nommé par l'autorité de gestion ;
- un secrétaire sans droit de vote, aussi nommé par l'autorité de gestion et ;
- des membres votants et leurs suppléants désignés par les pays participants. Chaque pays désignera un membre avec droit de vote.

Le CSC approuve le règlement intérieur du CSP et les critères de sélection pour les propositions et pour les assesseurs externes.

Les membres votants devront posséder les capacités techniques et administratives suffisantes pour rendre un avis éclairé sur les propositions. Ils doivent avoir une connaissance raisonnable de l'anglais et du français. Des membres suppléants peuvent être nommés selon les mêmes conditions que les membres votants – dans la mesure où la taille et/ou la nature technique de l'appel à propositions le justifient, ou afin d'éviter des retards en cas d'indisponibilité.

Un représentant de la Commission européenne et des représentants de chaque Délégations de l'UE des Pays Partenaires Méditerranéens participants en tant qu'observateurs et sans aucun pouvoir de décision, peuvent participer aux réunions du comité. La Commission européenne pourra également déléguer sa participation à un expert indépendant.

Le CSP travaillera avec l'appui d'une équipe d'assesseurs pour l'évaluation des propositions de projet. Deux types d'assesseurs sont prévus :

- les assesseurs internes : le personnel du STC et des antennes, aident dans la vérification administrative et d'éligibilité des propositions ;
- assesseurs externes : ils sont recrutés par un appel international à manifestation d'intérêt afin de réunir un groupe d'experts. Ces assesseurs seront choisis par l'autorité de gestion selon les critères définis par le CSC.



### 3.3 AUTORITES ET ORGANISMES NATIONAUX

#### 3.3.1 AUTORITES NATIONALES

Conformément aux règles d'application, l'autorité nationale (AN) est la contrepartie nationale et institutionnelle de l'autorité de gestion (AG) de chaque pays participant. Ses principales fonctions sont :

- assumer la responsabilité de l'établissement et le fonctionnement efficace des systèmes de gestion et contrôle au niveau national ;
- assurer la bonne communication et information et la coordination d'ensemble des institutions concernées au niveau national, dans l'exécution du Programme, y compris, *entre autres*, des institutions agissant comme points de contact de contrôle et comme membres du groupe des auditeurs ;
- assurer la représentation du pays au CSC, conformément aux procédures nationales.

Pour les pays partenaires méditerranéens, l'AN est l'organisme responsable ultime lorsqu'il s'agit de l'application des dispositions énoncées dans la Convention de financement signée avec la Commission européenne.

En outre, chaque AN assure, soit directement soit par l'organisme national compétent, que des mécanismes appropriés soient mis en place dans chacun des pays participants afin de prévenir, détecter et corriger les irrégularités sur leurs territoires.

L'AN s'engage également, directement ou par l'intermédiaire de l'organisme national compétent, d'appuyer l'AG dans le processus de recouvrement pour les ordres de recouvrement émis concernant des bénéficiaires situés dans son territoire.

Les détails des mécanismes de coordination et des mesures établies pour remplir les obligations susmentionnées, dérivant des RA, sont spécifiés dans le document décrivant le système de gestion et de contrôle.

Les établissements suivants sont désignés comme autorité nationale pour chaque pays participant :

- Chypre : Direction générale pour la Coordination et le développement des Programmes européens.
- Égypte : Ministère de la Coopération internationale
- Grèce : Ministère du développement et de la compétitivité (autorité de gestion des Programmes de coopération territoriale européenne).
- France : Région Provence Alpes Côte d'Azur (Pôle Europe et International), Mission des Projets et Partenariats Méditerranéens (MPPM).
- Israël : Ministère des affaires étrangères, Division de l'Europe, Département des Institutions européennes multilatérales.
- Italie : Agence pour la cohésion territoriale (ACT).



- Jordanie : Ministère de la planification et de la coopération internationale Division des Programmes de partenariat avec l'UE. Département de coopération internationale.
- Liban : Présidence du Conseil des ministres.
- Malte : Direction des Programmes et Projets au sein de la Division des fonds et des Programmes (DFP), relevant du ministère des affaires européennes et d'application du manifeste électoral.
- Palestine : Cabinet du premier ministre
- Portugal : Agência para o Desenvolvimento e Coesão I.P.(Agence de Cohésion et Développement)
- Espagne : Ministère des affaires étrangères et de la coopération, Direction générale des Affaires générales UE (chef de délégation au sein du CSC) et le Ministère des finances et de l'administration publique - Direction générale des fonds européens - Unité de gestion de la Direction générale adjointe pour la coopération territoriale européenne et pour le développement urbain
- Tunisie : Ministère du développement, de l'investissement et de la coopération internationale

### 3.3.2 POINTS DE CONTACT NATIONAUX (COORDINATION AVEC AG ET TACHES)

Un seul point de Contact National (PCN) par pays participant peut être nommé par l'autorité nationale (AN) compétente et sera fonctionnellement indépendant du Point du Contrôle du Point de Contact et du membre du groupe des auditeurs.

#### **Fonctions indicatives :**

- Informer les bénéficiaires potentiels des possibilités de financement et les appuyer dans la préparation de propositions, dans la recherche de partenaires et dans l'appréhension les règles spécifiques du Programme ;
- Soutenir l'AG dans l'information, la communication et la sensibilisation au niveau national ;
- Soutenir l'AG, le STC et les AN dans la mise en œuvre et le suivi des projets ;
- Soutenir l'AG dans les activités de capitalisation au niveau national ;
- Assister les bénéficiaires au cours de la mise en œuvre de projet.

Les PCN seront formés par l'AG et recevront une assistance leur permettant d'organiser des événements thématiques nationaux spécifiques.

Les fonds d'assistance techniques serviront à contribuer à couvrir uniquement les frais de fonctionnement des PCN des Pays Partenaires Méditerranéens. Les fonds peuvent être équivalents au coût du temps consacré par une personne agissant comme Point de Contact National, interne ou externe sous-traité, qui est remboursée sur présentation des pièces justificatives nécessaires chaque année. Les modalités seront définies par chaque pays.



En outre, les fonds de l'AT peuvent également être utilisés pour couvrir les coûts des activités du PCN pour tous les pays participants, en accord avec chaque PCN, notamment l'organisation d'événements au niveau national, la participation à des événements de programme etc.

### 3.3.3 POINTS DE CONTACT DE CONTROLE (COORDINATION AVEC AG ET TACHES)

Chaque pays participant devra désigner un ou plusieurs Points de Contact de contrôle (PCC), qui soutiendra l'AG (autorité de gestion) dans les tâches de contrôle liées à la vérification des dépenses des projets. Les PCC devront être fonctionnellement indépendants – et si possible appartenant à une autre institution autre que celles des organes participant au contrôle et à la gestion du programme.

Les fonctions communes devant être garanties par chaque pays participant par le biais de son PCC seront de soutenir l'AG en :

- vérifiant que les projets cofinancés aient été exécutés et que les dépenses déclarées par les bénéficiaires ont été payées par eux et que le paiement soit conforme au droit applicable de l'Union et aux lois nationales et selon les règles du Programme. En particulier l'AG peut demander une assistance du PCC dans l'exécution des vérifications administratives à l'égard de chaque demande de paiement par les bénéficiaires (comme la fourniture d'informations à l'AG sur des règles nationales spécifiques, procédures, etc.) et des vérifications sur place des projets (par exemple, en participant à la mission de vérification et en facilitant le contrôle de l'organisation).
- garantissant que les dépenses déclarées par le bénéficiaire à l'appui d'une demande de paiement soient examinées par un auditeur ou par un agent public qualifié et indépendant répondant aux critères fixés par le règlement d'application. En particulier, le Point de Contact de contrôle doit confirmer que l'auditeur mandaté par une organisation de sa nationalité impliquée dans le partenariat d'un projet de financement privé, réunisse au moins un des critères indiqués à l'art. 32.1 des règles d'application IEV-CT

Les fonds d'assistance technique pourront servir à contribuer uniquement aux frais de fonctionnement des PCC de chaque pays participant. Ces fonds doivent correspondre au coût du temps consacré par une personne agissant comme PCC, interne ou externe sous-traité, qui est remboursée sur présentation des pièces justificatives liées chaque année. Les frais de voyage concernant la participation à la vérification sur place peuvent également être couverts par les fonds de l'AT et remboursés à l'institution PCC. Les modalités seront définies avec chaque pays.

Les établissements accueillants des PCC dans chacun des pays participants sont :

- Chypre : Direction générale de la Coordination et du développement des Programmes européens
- Égypte : Ministère des finances
- Grèce : Autorité unique de paiement (Chef d'unité D de l'autorité unique de paiement).
- France : Région Provence Alpes Côte d'Azur (Pôle Europe et International), Direction des Affaires Européennes (DAE)
- Israël : Ministère des Finances, Unité d'audit



- Italie : Agence pour la cohésion territoriale (ACT)
- Jordanie : Ministère des finances
- Liban : Bureau du Premier Ministre
- Malte : Unité de contrôle financier (UCF) au sein de la Division des fonds et des Programmes (DFP), Ministère des affaires européennes et d'application du manifeste électoral. Cette unité rend compte directement au directeur général (DPF) et elle ne s'impliquera pas dans les fonctions relatives à l'autorité nationale
- Palestine : Ministère des finances
- Portugal : Agência para o Desenvolvimento e Coesão I.P., Unidade de Coordenação FEDER e Fundo de Coesão
- Espagne : Ministère des finances et de l'Administration publique - Direction générale des fonds européens – Unité de contrôle de la Direction générale adjointe pour la coopération territoriale européenne et pour le développement urbain
- Tunisie : Contrôle général des services publics CGSP-Présidence du Gouvernement.

Chaque pays participant peut définir des fonctions supplémentaires du PCC, comme :

- Soutien à l'AG dans la formation des auditeurs ;
- Rapports de contrôle de la qualité de la vérification des dépenses, en coordination avec l'AG.

Dans le cas où un pays participant, au cours de la mise en œuvre du Programme, décide d'augmenter le nombre de fonctions à accomplir par son PCC, l'autorité nationale devra le communiquer à l'AG et au Comité de suivi conjoint.

Les PCC seront formés par l'AG et ils recevront l'assistance nécessaire pour organiser des événements nationaux spécifiques.





## 4. MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

### 4.1 RESUME DES SYSTEMES DE GESTION ET CONTROLE

#### 4.1.1 APERÇU

Conformément à l'article 30 des RA de l'IEV CTF, les systèmes de contrôle et de gestion pour le Programme Bassin Méditerranée comprennent :

- (a) les fonctions de chaque organe impliqué dans la gestion et de contrôle, y compris la répartition des fonctions au sein de chaque organisme et leur organisation interne en conformité avec le principe de la séparation des fonctions entre et au sein de ces organismes<sup>123</sup>;
- (b) Procédures permettant d'assurer l'exactitude et la régularité des dépenses déclarées ;
- (c) systèmes électroniques de données pour la comptabilité, le stockage, la surveillance et le reporting ;
- (d) systèmes de surveillance et de reporting lorsque l'organisme responsable confie l'exécution de tâches à un autre organisme ;
- (e) disposition sur le fonctionnement des systèmes de gestion et de contrôle ;
- (f) des systèmes et des procédures qui garantissent une piste d'audit adéquate;
- (g) procédures de prévention, de détection et de correction des irrégularités, incluant la fraude et la récupération des sommes indûment versées, ainsi que tout intérêt ;
- (h) procédures d'attribution des contrat d'assistance technique et procédures de sélection des projets ;
- (i) le rôle des autorités nationales et des responsabilités des pays participants conformément à l'Article 31.

Le contenu de la Description des systèmes de gestion et de contrôle (DSGC) et son lien avec le contenu de l'article 30 des RA IEV CTF sont indiqués dans le tableau suivant :

Structure des DSGC	Article 30 de s RA l'IEV CTF
1. Introduction	N/A
2. Fonctions, organisation interne et ressources pour les organes de gestion de programme	(a) & (i)
3. Description des procédures d'appel à propositions de projet, sélection et approbation des projets	(h)
4- Description des procédures de gestion	(b), (c), (f), (g) & (h)
5. Procédures d'audit du fonctionnement des systèmes de gestion et de contrôle ; comptes et opérations	(e)
6. Modification des DSGC	N/A

Certains de ces éléments sont inclus dans des sections spécifiques du POC, en particulier :

- Points (a) et (i) ont déjà été résumés au chapitre 3 sur les organes et autorités du programme.

<sup>123</sup> Le processus de désignation de l'AG est décrit dans la section du POC concernant la description de l'AG (chapitre 3).



- Les procédures de sélection de projet, indiquées au point (h) sont résumées dans la section suivante du POC (voir point 4.3 du POC).
- Les procédures d'attribution des contrats d'assistance technique, également au point (h), sont incluses dans une autre section du POC ci-dessous (voir paragraphe 4.5 du POC).
- La répartition des responsabilités entre les pays participants, qui fait partie du point i, est traitée au point 4.9 du POC.

#### 4.1.2 RESUME DES PROCEDURES DE GESTION

##### Procédures permettant d'assurer l'exactitude et la régularité des dépenses et des recettes déclarées (section 4.2 des DSCG)

Le programme prévoit un ensemble de procédures permettant d'assurer l'exactitude et la régularité des dépenses et des recettes déclarées par les bénéficiaires du projet à l'autorité de gestion (AG) :

- Fournir une formation adéquate au personnel des organes et des autorités du programme, des organismes nationaux concernés et des autorités, bénéficiaires et auditeurs ;
- Assurer la mise en place de bons systèmes de contrôle interne, pour la comptabilité et l'archivage des pièces justificatives fournies par les bénéficiaires du projet ;
- Fournir un monitoring, un suivi et de l'appui par le Secrétariat technique conjoint (STC) pour les bénéficiaires des projets ;
- Établir des procédures de vérification des dépenses et les recettes déclarées ;
- Effectuer des vérifications sur place des projets par le STC et l'AG, avec le soutien des autorités nationales (AN) ;
- Mener des Analyses de risque et prendre des mesures anti-fraude ;
- Réalisation de contrôles par échantillon des opérations par l'autorité d'Audit (AA) avec le soutien du groupe des auditeurs.

Conformément à l'article 32 des RA de l'IEV CTF, les dépenses déclarées par les bénéficiaires sont examinées par un auditeur ou par un agent public compétent. Chaque pays définit son propre système de sélection des commissaires aux comptes et de vérification de la conformité avec ses propres exigences réglementaires. Une description de chaque système national est fournie dans les DSGC.

Toutes les demandes de paiement par les bénéficiaires, qu'elles soient intermédiaires ou finales, doivent être soumises à des **vérifications administratives** par l'AG, après une vérification de conformité effectuée par le STC. Les vérifications se baseront sur l'examen de la demande et des documents justificatifs pertinents, notamment les rapports narratifs et financiers et un rapport de vérification des dépenses, qui consiste en un rapport individuel par chaque partenaire du projet et un rapport consolidé du projet. En outre, un échantillon des dépenses des pièces justificatives, telles que des procédures de passation des marchés, factures, preuves de paiement et de livraison ou de feuilles de temps, peut être demandé et examiné par le STC et/ou l'AG, si le besoin est indiqué dans les résultats du rapport de vérification des dépenses.

**Des vérifications sur place** doivent être effectuées afin de vérifier :



- la réalisation de l'opération ;
- la livraison des produits/services et leur conformité avec les termes et les références du contrat de subvention ;
- l'exactitude des rapports financiers des bénéficiaires ;
- la conformité des actions et des dépenses aux règles de la communauté, du programme et nationales.

Des vérifications sur place devront être effectuées sur la base d'un échantillon, et chaque projet doit en recevoir au moins une au cours de sa vie. Un plan annuel sera défini par l'AG, à partir de la deuxième année de mise en œuvre des projets retenus dans le premier appel à propositions.

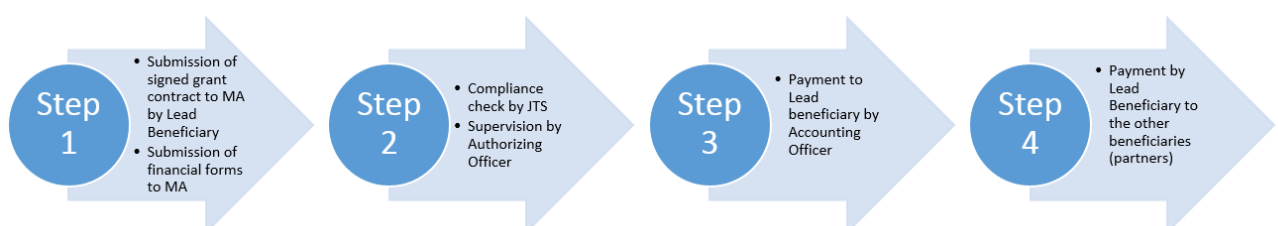
#### Procédures de paiement (section 4.2.4 du DSCG)

Au cours de la période d'exécution du projet, les bénéficiaires recevront les paiements suivants :

- Un paiement initial suite à la signature du contrat de subvention s'élevant jusqu'à 40 % du montant accordé.
- Un acompte annuel selon un pourcentage prédéfini dans les appels à propositions et indiqué dans la contrat de subvention, selon la durée du projet, et après approbation des rapports financiers et narratifs correspondants, accompagnés d'un rapport de vérification des dépenses. Un autre acompte annuel de préfinancement peut-être donné seulement si la partie des dépenses effectivement encourues, et qui est financée par la contribution du Programme, s'élève au moins à 70 % du dernier paiement (et à 100 % de tout paiement précédent), justifié par le rapport intermédiaire correspondant. Dans le cas où le projet a dépensé moins de 70 % du préfinancement le plus récent ou 100 % de toute préfinancement précédent, le montant du préfinancement sera réduit en déduisant le montant correspondant des ressources non utilisées.
- Un paiement du solde, après approbation du rapport final, également accompagné d'un rapport de vérification des dépenses.

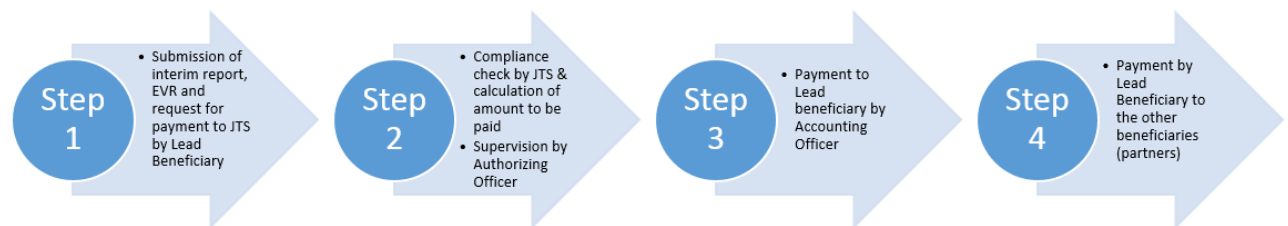
La répartition de la subvention à verser à chaque paiement sera établie dans les appels à propositions et indiquée dans le contrat de subvention. Les procédures doivent prévoir les étapes suivantes :

#### PAIEMENT INITIAL :





#### PAIEMENTS INTERMÉDIAIRES ANNUELS :



#### PAIEMENT DU SOLDE :

Le paiement du solde suivra les mêmes étapes que les acomptes annuels, avec les différences suivantes :

1. Le STC prépare une évaluation finale des résultats obtenus par rapport à ceux prévus par le projet et émet une recommandation sur le solde final à payer.
2. L'unité de certification prend la décision finale sur le montant à payer ou à recouvrer.
3. Si le recouvrement est jugé nécessaire, la décision de l'unité de certification sera transmise à l'unité comptable.

#### Recouvrement des montants indûment dépensés (section 4.2.7 des DSGC)

L'AG doit En premier lieu effectuer les corrections financières nécessaires et établir le recouvrement en lien avec les irrégularités individuelles ou systémiques détectées dans les projets, l'assistance technique ou dans le programme.

Après l'émission de l'ordre de recouvrement, les corrections financières peuvent impliquer :

- Une réduction du montant de la contribution de l'UE, remboursée aux organes du programme bénéficiant des fonds de l'Assistance technique ;
- Une compensation du montant annulé contre un paiement futur d'une contribution de l'UE au(x) bénéficiaire(s) du projet ou aux organes du programme recevant des fonds de l'assistance technique ;
- Recouvrement du montant de la contribution de l'UE indûment reçu par le(s) bénéficiaire(s) du projet.

En cas de compensation, la procédure sera la suivante :

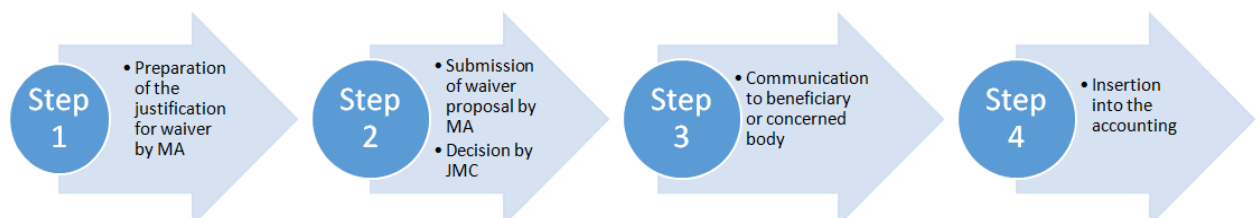
1. Une décision est prise par l'AG sur le montant des corrections financières, soit comme un montant déterminé ou une correction forfaitaire.
2. L'AG notifie le bénéficiaire ou l'organe concerné.
3. Le bénéficiaire ou l'organe concerné peut faire appel ou entreprendre une procédure contradictoire.
4. L'AG prend une décision finale sur la correction.



Ordres de recouvrement doivent uniquement servir lorsqu'il n'y a aucune possibilité de compensation du montant indûment perçu. Les étapes à suivre en cas de recouvrement auprès des bénéficiaires de projet seront :

1. Émission de l'ordre de recouvrement par l'agent de certification de l'AG, enregistrement des dettes dans le système de comptabilité et envoi de l'ordre de recouvrement au principal bénéficiaire et à l'AN concernée.
2. Le bénéficiaire principal reçoit l'ordre de paiement dans le délai convenu (et insère le montant dans les comptes) ou prend la décision de faire un recours et porter le recouvrement en contentieux
3. Communication au bénéficiaire et à l'AN concernée, si le recouvrement n'est pas reçu par le bénéficiaire principal et qu'il ne lui est pas possible de recouvrer ce montant.
4. Si le montant dû n'est pas reçu, une procédure de recours (article 75.2 des Règles d'application) sera initiée ou bien une décision sera prise pour d'activer les mécanismes de l'article 74.4 des Règles d'application de l'IEV CTF (pour les états membre de l'UE) ou de l'article 74.5 (pour les Pays Partenaires Méditerranéens).
6. Réception du paiement et insertion dans la comptabilité dans le cas d'États membres ou présentation du dossier de recouvrement à la CE dans le cas des pays partenaires méditerranéens.

En cas d'annulation de dettes, les étapes seront :



#### Procédures d'élaboration des comptes de programme (section 4.3. dans DSGC)

Depuis 2010, l'AG a mis en place un système informatisé de comptabilité pour gérer les fonds du Programme, et ce système servira également pour la période 2014-2020, après développement des adaptations nécessaires. Le système est basé sur le logiciel de comptabilité SAP. Par conséquent, l'AG dispose d'une méthode de traitement informatique par lequel le système recueille, résume et rapporte les informations comptables.

C'est un système intégré, organisé dans les quatre modules suivants :

- **Gestion de fonds** : fournit des outils pour la création et la mise à jour sur une base continue, du budget approuvé, d'outils pour la gestion des dépenses et des recettes et d'outils de reporting et de surveillance, sur la base de la législation régionale, nationale et européenne.
- **Finances** : comprend les détails des charges à payer, revenus, paiements, recettes, actifs et passifs (y compris les recouvrements) selon la technique de la comptabilité en partie double.
- **Contrôle** : permet d'obtenir des renseignements financiers pour des objets spécifiques, tels que les composants (CSC, AG, etc.), catégories, etc.



- **Système de projet** : sert à contrôler le montant des fonds alloués aux projets (contribution de l'UE pour le Programme et cofinancement national), articulés par les priorités et les objectifs thématiques.

Ce système de comptabilité informatisé a été conçu, personnalisé et adapté, par l'AG pour répondre aux besoins spécifiques du Programme, y compris :

- établissement distinct et indépendant des comptes ;
- fonctions séparées et incompatibles entre elles de l'agent de certification et de l'agent comptable ;
- demande de signature de l'agent de certification et de l'agent comptable, si besoin ;
- rapprochement bancaire, comme le logiciel inclut des rapports de rapprochement des comptes avec le solde du compte bancaire pour le programme ;
- Élaboration du rapport financier annuel avec les sommes allouées à l'AG par la Commission européenne, les paiements effectués et les montants recouverts par l'AG pour l'assistance technique et les projets.

#### Procédures de contrôle (section 4.4 du DSCG)

Le but des activités de surveillance au niveau du projet sera de suivre les progrès réalisés dans l'exécution des projets, de prendre des mesures correctives si nécessaire dès que possible et de mettre à jour les plans d'action. C'est une responsabilité conjointe des organes du Programme et des bénéficiaires principaux des projets, soutenus par l'AN.

Cette section identifie et décrit les procédures principales et les organes responsables des tâches suivantes :

- Suivi quotidien de l'exécution des projets ;
- Élaboration des progrès et des rapports annuels intermédiaires ;
- Monitoring axé sur les résultats (ROM) (au niveau du projet).

Les principales procédures, les actions à mener dans le cadre du suivi quotidien ainsi que les organes responsables de ces procédures et d'actions, sont :

Procédure / Action	Organes responsables
Réalisation de visites sur place aux principaux bénéficiaires	AG, STC, BO & AN
Participation aux événements clés du projet	AG, STC, BO & AN
Réalisation de collecte continue d'informations sur l'exécution du projet par e-mail et par téléphone	AG, STC, BO & AN
Émission d'alertes précoces	Principal bénéficiaire & AN
Enregistrement des résultats de suivi dans le système de gestion et d'information (SIG)	AG, STC & BO



Les principales procédures et les actions à mener pour la rédaction des rapports, et les organes responsables, sont :

Procédure / Action	Organes responsables
<b>Apporter une contribution écrite sur la mise en œuvre des activités et la livraison des résultats (y compris sur les indicateurs de réalisation)</b>	Les bénéficiaires - chef de file avec l'apport des co-bénéficiaires du projet
<b>Produire, présenter et corriger les rapports d'avancement semestriels</b>	Les bénéficiaires - chef de file avec l'apport des co-bénéficiaires du projet
<b>Produire, présenter et corriger les rapports d'avancement intermédiaires</b>	Les bénéficiaires - chef de file avec l'apport des co-bénéficiaires du projet
<b>Examiner et commenter les rapports d'avancement et les rapports intermédiaires</b>	STC
<b>Stockage et suivi des résultats dans le SIG</b>	STC

Le programme réalisera également un plan de ROM interne, dans le cadre duquel il examinera la performance des projets financés, en mettant l'accent sur la probabilité d'atteindre les objectifs et résultats du projet et sur les besoins en matière de mesures correctives.

Procédure / Action	Organes responsables
<b>Élaboration d'un plan de ROM multi-annuel pour chaque appel, fondé sur une évaluation des risques</b>	AG
<b>Engager - si nécessaire - un expert ROM externe</b>	AG
<b>Gérer le contrat ROM et/ou la mise en œuvre des plans de ROM et revoir les plans, le cas échéant</b>	AG
<b>Collecte et examen de la documentation importante de projet</b>	expert ROM ou AG/STC
<b>Visites ROM aux principaux bénéficiaires et le cas échéant, partenaires du projet</b>	expert ROM ou AG/STC
<b>Réalisation (supplémentaire) des entrevues avec les parties prenantes du projet</b>	expert ROM ou AG/STC
<b>Production des rapports ROM, y compris les recommandations</b>	expert ROM ou AG/STC
<b>Suivi de l'application des recommandations ROM</b>	AG / STC



#### Procédures de gestion du contrat (section 4.1 dans les DSCG)

En plus de la vérification des dépenses et des recettes, les autres aspects contractuels principaux à surveiller sont :

- Comptabilité
- Activités en dehors de la zone du programme
- Exigences en matière de visibilité
- Modifications du contrat de subvention

L'AG devra Veiller à ce que les bénéficiaires impliqués dans la mise en œuvre du projet maintiennent soit un système de comptabilité séparée, soit un code de comptabilité adapté pour toutes les transactions liées à un projet. Pour assurer cette tâche, l'AG sera appuyée par le STC. Ce support comprendra :

- indication claire des exigences comptables dans les Lignes directrices pour les demandeurs et contrat de subvention ;
- une section spécifique dans les rapports de projet pour la description des dispositions comptables des bénéficiaires;
- dispositions concernant les contrôles spécifiques des systèmes comptables des bénéficiaires du projet et des sections spécifiques dans le modèle de rapport de vérification des dépenses incluses dans les termes de référence pour les auditeurs.

Des dispositions spécifiques sont détaillées dans le DSGC concernant le respect des conditions de mise en œuvre des activités en dehors de la zone éligible du programme, ainsi que concernant les exigences en matière de visibilité.

Concernant des modifications du contrat de subvention, le DSGC comprend des procédures spécifiques pour :

- les modifications majeures du contrat, qui nécessitent l'approbation du Comité de suivi conjoint ;
- les modifications mineures du contrat, qui exigent une notification au STC et à l'autorité de gestion.

Les Lignes directrices pour les demandeurs et le contrat de subvention doivent fixer les conditions de la distinction entre les modifications majeures et mineures. Toute modification du contrat, y compris ses annexes, doit être établie par écrit.

Ces avenants ne peuvent avoir pour objet ou pour effet d'apporter aux contrats des modifications susceptibles de remettre en cause la décision d'attribution de la subvention, ni de violer l'égalité de traitement entre demandeurs.

Les principaux types de modification du contrat de subvention concernent :

- Le budget
- La durée





- Le partenariat
- Les activités, résultats et indicateurs

**Les modifications mineures** exigeront seulement une notification au STC dans les 30 jours civils suivant la date où a eu lieu la modification mineure. Le STC examinera la nature de la modification, et dans le cas où elle n'affecte pas la réalisation des résultats attendus ou elle ne remet pas en cause des conditions spécifiques, le STC prendra tout simplement note de la modification mineure. Dans le cas où la modification mineure affecte les aspects mentionnés ci-dessus, le STC informe sans délai le bénéficiaire qui devra soumettre une modification majeure.

**Les modifications majeures** seront examinées par le STC, qui rédigera son rapport de conclusion et le transmettra à l'AG. L'unité de certification de l'AG vérifiera alors le rapport de conclusion du STC et informera le bureau du directeur en vue de lancer une procédure écrite auprès du CSC. Si le changement majeur est approuvé par le CSC, l'AG signera un avenant au contrat de subvention avec le bénéficiaire chef de file afin de permettre l'entrée en vigueur des modifications majeures.

#### Utilisation de systèmes de données électroniques (section 4.4 dans le DSGC)

Cette section décrit le logiciel pour le système de gestion et d'information (SIG), qui sera mis à disposition par l'autorité de gestion pour :

- présenter et mettre en œuvre l'évaluation des propositions de projets ;
- la comptabilité de programme ;
- la collecte, l'enregistrement et le stockage électronique des données de chaque projet ;
- la collecte, l'enregistrement et le stockage de données pour le suivi, l'évaluation, la gestion financière, le contrôle et de l'audit et à des fins de communication.

Le logiciel sera un système de gestion couvrant l'ensemble du cycle du Programme et permettant :

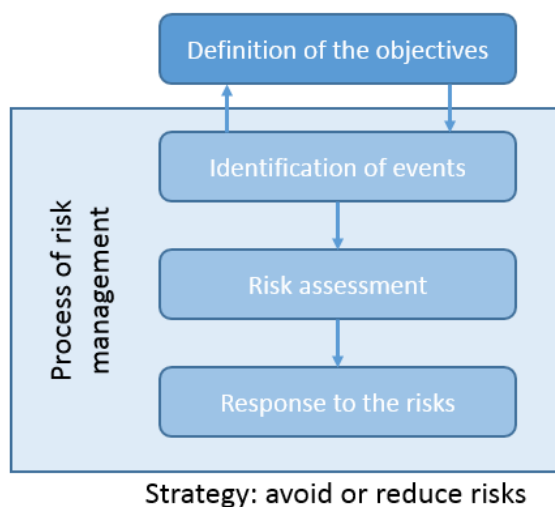
- la gestion des procédures, y compris le flux du Programme et de piste d'audit ;
- le suivi de l'information par tous les organes du Programme, y compris les tableaux de bord et des alertes ;
- reporting ;
- référentiel de documents.

La fourniture de données sur les projets à la Commission européenne doit être fait par le système KEEF, ainsi que par des rapports réguliers envoyés par e-mail.

#### Procédure de gestion du risque par l'AG (section 4.7. du DSGC)

Considérant le principe de proportionnalité, l'AG doit mettre en place un cadre pour assurer que l'exercice de la gestion appropriée des risques soit réalisé sur des points cruciaux et, en particulier, dans le cas de modifications majeures des activités et/ou des changements des structures de gestion et contrôle.

Le risque est défini comme étant « *la possibilité de vérifier un événement ayant un impact négatif sur la réalisation des objectifs* ». En lien étroit avec le système de contrôle interne, l'autorité de gestion assure la gestion des risques comme suit :



L'AG doit gérer les différents risques en fonction de quatre types d'objectifs :

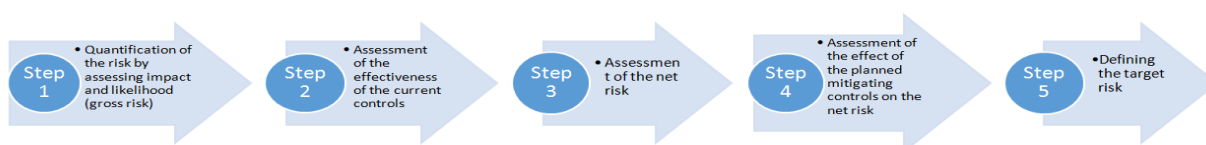
- stratégique ;
- opérationnel ;
- reporting ;
- conformité.

Aussi bien du point de vue méthodologique que de l'approche, l'AG suivra la « *note d'orientation sur l'évaluation des risques de fraude et mesures, efficaces et proportionnées, de lutte contre la fraude* » élaborée par la DG REGIO pour la période 2014-2020<sup>124</sup>. Par conséquent, l'AG doit avoir une approche proactive, structurée et ciblée pour la gestion des risques.

L'AG devra utiliser des outils d'auto-évaluation des risques ciblant les principales situations où les processus clés dans la mise en œuvre du programme peuvent créer un risque. Une évaluation annuelle EST prévue, qui se prononcera sur la probabilité et la gravité possibles de ces situations, et soulignera ce qui est fait actuellement par l'autorité de gestion pour les résoudre. Quatre processus clés sont considérés comme les plus exposés à des risques spécifiques :

- la sélection des projets ;
- les procédures de passation de marchés pour l'achat de fournitures, biens et services ;
- la mise en œuvre et la vérification des projets ;
- autorisation et paiements.

Comme indiqué dans la note d'orientation mentionnée ci-dessus, l'évaluation doit suivre les étapes suivantes :



<sup>124</sup> Ref. Ares(2013)3769073 - 19/12/2013



L'AG disposera de la collaboration des AN, du STC et des antennes pour identifier les risques potentiels dans les projets et dans le système. Pour ce faire, des outils logiciels spécifiques doivent être élaborés, et le SIG comprendra une section spécifique pour insérer l'évaluation des risques. Les conclusions des travaux De l'AA doivent également être pris en considération.

Au niveau des projets, à la suite de l'évaluation des risques, l'AG prendra les mesures suivantes sur une base annuelle :

- réviser la portée et le type de pièces justificatives à demander aux bénéficiaires pour vérification, en se basant sur une évaluation des risques de chaque type de document ou du bénéficiaire concerné ;
- définir la fréquence et la couverture des vérifications sur le terrain, qui doivent être proportionnelles au montant de l'aide publique allouée à une opération et au niveau de risque identifié par l'AG.

#### Procédures d'information et de communication (section 4.9 du DSCG)

Il s'agit d'un élément clé du système de contrôle interne, l'AG veillera à ce que des informations fiables, pertinentes et opportunes relatives à chaque composant du système soient communiquées en haut, en bas, et à travers les organismes nationaux et les autorités du Programme, ainsi qu'avec les demandeurs et les bénéficiaires. Ainsi, le partage des informations et de la communication permettront la réalisation d'un cycle constant d'évaluations des risques, d'activités de contrôle et de surveillance - le tout dans le cadre du contexte de contrôle.

Les canaux de communication décrits dans le DSGC fournissent des détails à toutes les parties concernées, tant au niveau des programmes qu'au niveau des projets, pour mener à bien leur information financière, et les responsabilités opérationnelles et de conformité. Pour chaque processus et procédure clés au cours du cycle de programme, le DSGC définit :

- L'identification de l'information pertinente, ainsi que la façon dont elle est prise et insérés dans le SIG (voir section 4.4. du DSGC), et comment elle est communiquée en temps opportun aux acteurs concernés, à la fois internes et externes.
- L'unité responsable de la collecte et de la distribution de chaque élément d'information.
- Qui a accès à l'information, soit :
  - a. par des moyens formels ou informels directs (téléphone, e-mail, etc.) ;
  - b. par des réunions et des SIG pour les organismes et les autorités du programme ;
  - c. par le site web et les événements pour les demandeurs, les bénéficiaires et le public en général (voir la section concernant la stratégie de communication dans le POC).
- La procédure détaillée, est décrite à l'aide d'organigrammes, pour assurer que le flux de circulation de l'information permette des actions réussies de contrôle, des directives sur les responsabilités aux résumés des résultats, pour des actions de gestion.

Quelques exemples d'actions formelles et informelles sur l'information et la communication liées aux autres composants de contrôle interne sont :



Composant de contrôle interne	Composant d'information	Composant de communication
<b>Environnement de contrôle</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Document sur l'organisation de la structure avec affectation des ressources humaines ayant les compétences appropriées.</li> <li>Code de déontologie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des réunions régulières avec les responsables des unités d'AG et le coordinateur du STC</li> <li>Gestion des messages au personnel AG &amp; STC en matière d'éthique</li> </ul>
<b>Évaluation des risques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Document annuel sur l'évaluation des risques par AG</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Partage de l'évaluation avec les chefs des unités d'AG et le coordinateur du STC pour mettre en œuvre des actions de correction et pour définir le plan des visites sur place</li> <li>Partage de l'évaluation et du plan des actions de correction aux autorités nationales et aux organes concernés (AN &amp; PCC)</li> </ul>
<b>Activités de contrôle</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des procédures écrites et la répartition des responsabilités en matière de prévention, de détection et de correction des irrégularités et des fraudes</li> <li>Rapport d'audit de l'AA, avec le soutien du Groupe des auditeurs, y compris les comptes de programme, les systèmes de gestion et de contrôle et un échantillon de projets</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des réunions régulières avec les responsables des unités d'AG et le coordinateur du STC pour mettre à jour les procédures</li> <li>Mise à jour régulière au CSC et aux parties prenantes concernées (PCC, bénéficiaires &amp; auditeurs) sur les principales erreurs récurrentes, à la fois individuelles et systémiques</li> <li>Transmission du rapport d'audit et des recommandations au CSC</li> </ul>
<b>Suivi</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Suivi annuel et plan d'évaluation</li> <li>Rapports annuels ROM et d'évaluation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Mise à jour régulière du CSC sur le plan de suivi et d'évaluation</li> <li>Transmission des rapports d'évaluation et ROM au CSC, aux organes concernés et aux parties prenantes du projet</li> </ul>

Avec le soutien du SIG du Programme (gestion et système d'information), l'AG veille à ce que :

- Le contenu de l'information communiquée soit approprié.
- Les informations soient disponibles en cas de besoin.
- Les informations soient à jour, ou qu'elles soient au moins les plus récentes disponibles.
- Les données et les informations soient correctes.
- Les informations soient accessibles aux parties concernées.



#### Procédures de gestion des irrégularités et de la fraude (section 4.2. du DSGC)

La prévention, la détection et la correction des irrégularités et des fraudes sont une responsabilité conjointe des organes du programme et des pays participants et affectent plusieurs procédures décrites dans le DSGC.

Les activités de prévention des irrégularités, tant au niveau du programme et qu'au niveau du projet, peuvent se résumer en quatre types d'actions :

- Information
- Développement des capacités
- Soutien
- Contrôle

Les principales procédures et les actions à mener, et les organes responsables, sont :

Procédure / Action	Organes responsables
Définir des procédures adéquates et harmonisées tant au niveau du programme et qu'au niveau national	AG & AN
Définir des règles claires sur l'éligibilité des dépenses (y compris les procédures de passation des marchés) et sur le traitement des revenus dans le dossier de candidature pour les appels à propositions et d'assistance technique	AG & AN
Élaborer un manuel détaillé de mise en œuvre du projet comprenant les spécificités nationales qui sera mis en ligne,	AG & STC & AN
Former le personnel de tous les organismes de Programme et des institutions nationales concernées par la mise en œuvre du Programme	AG & AA, en collaboration avec la CE
Former les bénéficiaires potentiels pendant les appels à propositions sur les règles du programme	AG, STC & AN
Former les bénéficiaires des projets approuvés avant et pendant la mise en œuvre	AG, STC & AN
Définir un bon système de contrôle interne	Bénéficiaires et bénéficiaires principaux
Former les auditeurs des projets	AG, CCA & AN
Informers les principaux organismes de programme des erreurs systémiques et récurrentes	AG pour STC, CCA et AN
Informers les bénéficiaires des erreurs systémiques et récurrentes	AG, STC et AN
Fournir une section de questions/réponses sur le site Internet du Programme concernant les règles et les procédures applicables	AG & STC
Fournir un soutien continu par les agents du STC aux bénéficiaires du projet et aux contrôleurs	AG & STC
Effectuer une analyse des risques	STC, AG et AA avec l'apport de PCC, AN, GdA ou tout autre acteur

Les principales procédures et les actions à mener pour la détection des irrégularités et des fraudes, et les organes responsables, sont :

Procédure / Action	Organes responsables
Établir un Rapport de vérification des Dépenses (RVD)	Auditeurs
Vérifier les RVD	Bénéficiaire Principal, auditeur bénéficiaire principal, STC, AG
Vérifier les pièces justificatives	Auditeur, STC, AG & PCC



Réalisation de vérification sur place	AG & PCC
Établir des rapports d'avancement non liés au paiement	STC & AG
Effectuer un suivi et une surveillance régulière	STC avec l'aide d'AN
Activités/événements de visites projet	STC, AG & AN
Effectuer des contrôles par échantillon y compris les contrôles sur le travail effectué par les auditeurs (re-exécuter et vérifier les documents de travail)	AA & GoA

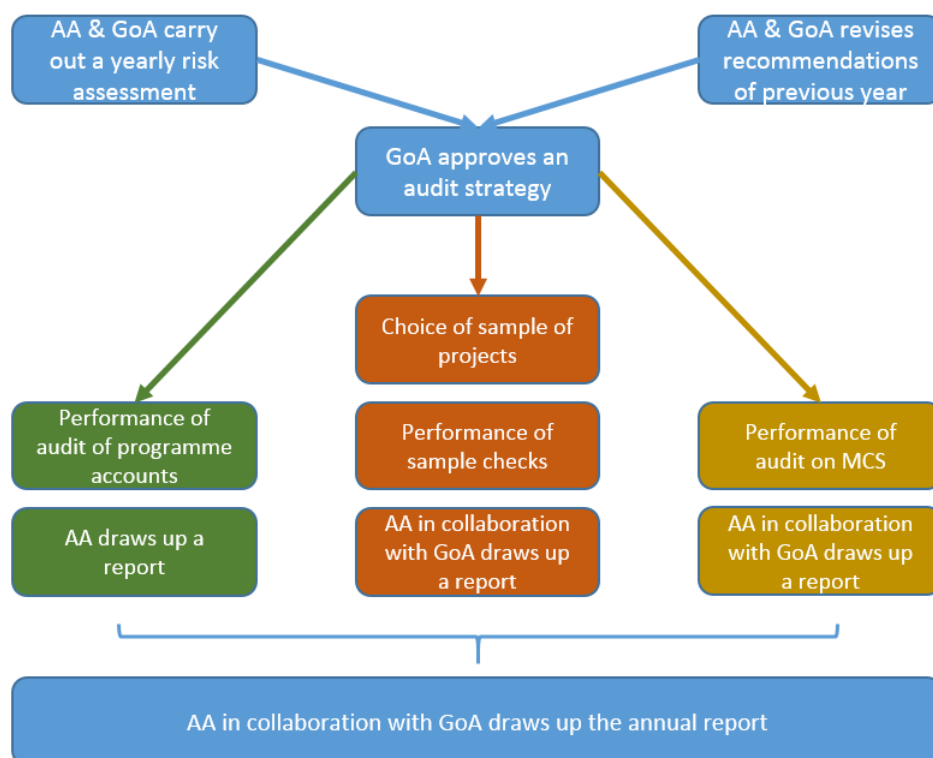
Les irrégularités constatées par l'une des actions définies précédemment peuvent être :

- erreurs aléatoires individuelles détectées dans un projet d'un bénéficiaire spécifique ou dans le projet lui-même, d'un organisme bénéficiant d'une assistance technique spécifique du Programme ;
- erreurs systémiques ou connues au niveau du pays ;
- erreurs systémiques ou connues au niveau du programme ;

L'AG est notifiée sans délai de toute irrégularité détectée par les autres organes / acteurs concernés. En outre, elle informera le CSC, qui prendra les décisions appropriées comme requis.

Procédures d'audit du fonctionnement des systèmes de gestion et de contrôle ; comptes et opérations (section 5 des DSGC)

L'AA, en collaboration avec le Groupe des auditeurs, sera responsable d'auditer le fonctionnement du programme, comme indiqué dans l'article 28 des RA IEV CTF et décrit dans la section correspondante du chapitre 3 du POC actuel. Le travail annuel à effectuer peut être résumé comme suit :





#### Modification des DSGC (section 6 du DSGC)

Des modifications des DSGC peuvent survenir comme une proposition des bénéficiaires du projet, Antennes, AN, STC, AG ou AA, et peuvent avoir le but d'améliorer l'efficacité et l'efficacité de la mise en œuvre du Programme et des projets, ou de corriger les déficiences identifiées dans le système.

Il peut y avoir trois types de modifications des DSGC :

- Des modifications qui touchent les procédures au niveau national, qui devront être communiquées par le pays concerné à l'AG et introduites dans les DSGC, tant qu'elles n'affectent pas d'autres procédures et qu'elles ne sont pas en contradiction avec les exigences de l'IEV CTF RA. Le CSC doit être informé par écrit de la nature de la modification.
- Des modifications mineures, qui doivent être approuvées par l'AG. Le CSC doit être informé par écrit de la nature de la modification.
- Principales modifications, proposées par l'AG après consultation avec l'organisme italien de désignation, et approuvées par le CSC.

Dans tous les cas, la version révisée du document sera mise à la disposition des autorités et des organes de programme, ainsi que de la Commission européenne sur sa demande.

## 4.2 CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

Calendrier indicatif provisoire de mise en œuvre du programme																				
	2015		2016		2017		2018		2019		2020		2021		2022		2023		2024	
	I	II	I	II	I	II	I	II	I	II	I	II	I	II	I	II	I	II	I	II <sup>125</sup>
Soumission à la CE et adoption																				
Processus de désignation																				
Période d'exécution <sup>126</sup>																				
Signature/Ratification des conventions de financement. <sup>127</sup>																				
Réunion CSC																				
Recrutement du STC																				
Lancement des appels																				
Évaluation/sélection des projets																				
Mise en œuvre des projets																				
Clôture du programme																				

<sup>125</sup> Le programme se terminera au plus tard le 30 septembre 2024, conformément à l'art. 15 Règlement IEV CTF (UE) n. 897/2014

<sup>126</sup> Démarre au plus tôt à la date de l'adoption du programme par la CE, art. 15 Règlement IEV CTF (UE) n. 897/2014

<sup>127</sup> Signature de la convention de financement par les pays partenaires



## 4.3 DESCRIPTION DES PROCEDURES DE SELECTION DES PROJETS

### 4.3.1 OBJECTIFS DU PROCESSUS DE SELECTION DES PROJETS

Les principaux objectifs du processus de sélection adoptés par le Programme IEV 2014-2020 sont :

- Réduire le temps nécessaire de soumission des demandes et l'évaluation à travers la soumission électronique des propositions ;
- Amélioration de l'évaluation de la qualité afin d'assurer un meilleur alignement avec la stratégie du Programme. Cet objectif sera atteint grâce à une amélioration du contenu des lignes directrices pour les demandeurs avec des informations plus précises sur ce que le programme attend des propositions, avec l'adoption de critères strictes de sélection des assesseurs externes qui doivent aussi bénéficier d'une formation sur la méthodologie d'évaluation correcte des priorités du programme ;
- Accélérer et améliorer la vérification de l'éligibilité grâce à l'utilisation du système d'évaluation informatique (tels que la possibilité d'introduire une pré-**inscription**, y compris également l'ajout des pièces justificatives) ;
- Réduire le temps nécessaire pour la signature des contrats en simplifiant le dossier de candidature et, en particulier, les formulaires de budget.

### 4.3.2 PROCEDURE DE SELECTION

Cette procédure est adressée à tous les acteurs impliqués dans la préparation, la gestion et l'exécution de l'évaluation et la sélection des projets dans le cadre du Programme Opérationnel Conjoint. Elle est détaillée dans la description des Systèmes de gestion et contrôle (DSGC)

Toutes les personnes impliquées dans les différentes étapes du processus d'évaluation doivent respecter strictement les principes suivants :

- **Confidentialité** : Les informations mises à la disposition des personnes impliquées dans le processus d'évaluation doivent être traitées de façon strictement confidentielle.
- **Objectivité, l'impartialité et l'égalité de traitement** : Les projets doivent être évalués de la même manière et traités de manière impartiale sur la base de leurs mérites, après un examen strictement basé sur les informations qu'ils contiennent et les critères de sélection publiés. Tous les membres et assesseurs du comité de sélection des projets et d'éventuels observateurs doivent signer une déclaration d'impartialité et de confidentialité. Tout membre, assesseur ou observateur qui a ou pourrait avoir un conflit réel ou potentiel d'intérêts avec un demandeur et/ou un co-demandeur doit le déclarer et se retirer immédiatement de la procédure de sélection. En cas de détection de conflit d'intérêt, le président doit porter l'affaire à l'attention du Comité de sélection des projets, qui décide des mesures appropriées à prendre. Cette décision ainsi que les raisons liées doivent être spécifiées dans le rapport d'évaluation.
- **Transparence et clarté** : L'ensemble du processus d'évaluation sera réalisé à travers le système de gestion et d'information IT (un module spécifique pour l'évaluation des projets), qui permettra de suivre chaque étape par les acteurs impliqués dans le processus





d'évaluation (un accès sécurisé sera accordé seulement à ceux qui ont signé une déclaration de confidentialité).

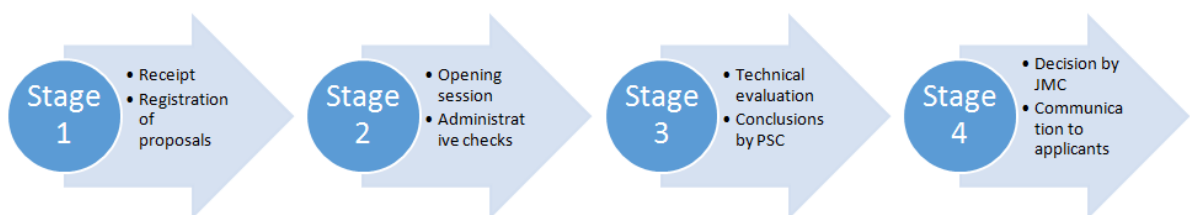
En principe, les appels à propositions seront restreints : une procédure en deux étapes sera prévue dans laquelle les organisations éligibles peuvent demander de participer, et que seulement les demandeurs ayant été présélectionnés (sur la base d'une note succincte conformément aux lignes directrices publiées pour les candidats) seront invités à soumettre une proposition complète. Cependant, une procédure en une seule étape peut être décidée par le CSC.

L'ensemble du processus d'évaluation sera conduit par un Comité de Sélection des Projets (CSP), composé par un Président et un Secrétaire (personnel de l'AG), ainsi qu'un représentant pour chaque pays participant. Le CSP sera soutenu par des assesseurs internes (personnel du STC et des Antennes) et des assesseurs externes recrutés par l'AG sur la base d'un cahier des charges spécifiques adoptés par le CSC. L'ensemble de la procédure, de l'élaboration de l'appel à propositions à la sélection des demandeurs, est confidentiel. Les décisions du CSP sont collectives et ses délibérations doivent rester secrètes. Les membres du CSP, assesseurs et observateurs sont tenus au secret.

Le CSP formulera des recommandations sur les propositions à financer par le CSC. Ce dernier ne pourra intervenir qu'à la fin de chaque étape ; il peut décider de ne pas suivre les recommandations du CSP dans le cas où il existe des erreurs dans la procédure d'évaluation. En outre, il peut demander des réévaluations. Tout rejet doit être motivé et approuvé par le CSC conformément à ses procédures internes. Le CSC ne peut en aucun cas changer les notes des propositions évaluées.

Le processus d'évaluation pour chacune des deux étapes peut être résumée comme suit :

#### ÉTAPE 1 : NOTE CONCEPTUELLE



Les étapes 1 et 2 seront effectuées par les assesseurs internes. Lors de l'étape 3 (évaluation technique) chaque proposition sera évaluée par deux assesseurs externes. La note finale est la moyenne arithmétique des notes attribuées par les deux assesseurs. Les grilles d'évaluation remplies pour chaque note conceptuelle seront envoyées aux membres du Comité de Sélection des Projets.

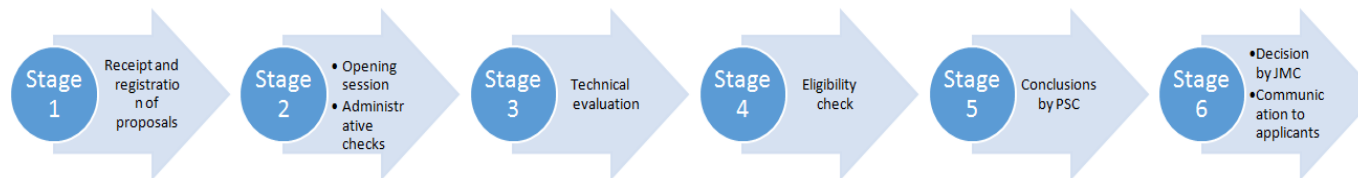
#### Étape 4 : décision du CSC et notification aux Demandeurs

Après les trois premières étapes - la séance d'ouverture, le contrôle administratif et l'évaluation des notes conceptuelles - le rapport d'évaluation, adopté par le CSP, est soumis au Comité de Suivi Conjoint, qui doit alors décider s'il accepte ou non les recommandations du Comité de Sélection des Projets. Suite à la décision du CSC sur les résultats du rapport d'évaluation du CSP, l'Autorité de gestion informera chaque demandeur qui a présenté une proposition des résultats de l'évaluation,



en indiquant s'il a passé l'ouverture et les vérifications administratives en lui fournissant les résultats de l'évaluation de la note conceptuelle. Les candidats présélectionnés sont ensuite invités à soumettre un formulaire complet de demande.

## ÉTAPE 2 : FORMULAIRE COMPLET DE DEMANDE



Les phases 1, 2 et 3 sont identiques à l'ÉTAPE 1.

En ce qui concerne la phase 3 (évaluation technique et financière), la qualité des demandes complètes (DC) est évaluée par deux assesseurs externes en utilisant la grille d'évaluation contenant les critères de sélection et d'attribution publiée dans les Lignes directrices à l'intention des Demandeurs. Les critères de qualité de la grille d'évaluation des notes conceptuelles sont automatiquement signalés à cette phase.

Les grilles d'évaluation remplies pour chaque proposition doivent être envoyées au Comité de sélection des projets.

La quatrième phase de l'étape est la vérification de l'éligibilité qui concerne les demandeurs et co-demandeurs dont les demandes ont été provisoirement sélectionnées en fonction de leur score et dans la limite de l'enveloppe financière disponible et pour ceux inclus dans une liste de réserve. Cette vérification sera effectuée par les assesseurs internes sur la base des contenus de la Déclaration du Demandeur et des pièces justificatives requises par l'AG ou téléchargées dans le système informatisé et gestion et d'information. Dans un souci de bonne pratique administrative, le Comité de sélection des projets peut vérifier et puis exclure des candidats à tous les stades de l'évaluation s'il est évident que celui-ci ne répond pas aux critères d'éligibilité.

### Étape 5 : conclusions du CSP

Le Comité de sélection des projets rédige ses recommandations une fois les assesseurs ont examiné l'éligibilité des propositions présélectionnées. Les recommandations des assesseurs ne doivent être modifiées, ni les grilles d'évaluation remplies par les assesseurs ne doivent être changées.

Le Comité doit finalement dresser une liste des propositions à retenir pour financement, indiquant la note obtenue par chaque proposition, le montant de la subvention demandée et le pourcentage des coûts éligibles proposés à financer. Sous réserve des considérations suivantes, cette liste est composée des propositions ayant obtenu les meilleures notations, classées par ordre et dans la limite des fonds disponibles pour l'appel à propositions.

Le Comité peut également élaborer, dans les mêmes conditions, une liste de réserve classée comprenant un nombre limité de propositions qui ont obtenu les meilleures notes après celles sélectionnées pour financement. Cette liste de réserve est valable pour la période indiquée dans les lignes directrices pour les candidats. Les propositions figurant dans cette liste sont susceptibles de recevoir une subvention si des fonds venaient à être disponibles suite à l'appel à propositions (si les



coûts éligibles des propositions sélectionnées diminuent, ou qu'il est impossible de signer un contrat de subvention avec les demandeurs sélectionnés, etc.).

Le rapport final d'évaluation, couvrant les contrôles d'éligibilité, est rédigé après la dernière réunion du Comité de sélection des projets. Il doit être signé par tous les membres du CSP.

#### Phase 6 : décision du CSC et notification aux Demandeurs des résultats finaux

L'AG enverra au CSC la liste des projets recommandés par le CSP au moins 14 jours calendaires avant sa réunion. En outre, l'AG enverra la liste des projets sélectionnés à la CE, afin de consulter les différentes directions générales et les Délégations de l'UE et éviter le double financement de projets et identifier de possibles synergies. Suite à cette consultation, le CSC peut décider de rejeter des propositions initialement recommandées. Cette consultation devrait durer un maximum de 14 jours civils afin de permettre au CSC de disposer des résultats de cette consultation avant sa réunion.

Une fois que l'approbation a été donnée par le Comité de suivi conjoint, l'autorité de gestion commencera la négociation et la signature des contrats de subvention.

Si un candidat pense qu'il a été lésé par une erreur ou irrégularité pendant le processus d'attribution, il peut déposer une plainte auprès de l'autorité de gestion dans un délai maximum de 30 jours calendaires à compter de la réception de la notification des résultats de l'évaluation.

L'autorité de gestion doit répondre au demandeur dans les 30 jours calendaires à compter de la date de réception de la plainte.

La procédure détaillée de plainte sera décrite dans les Lignes directrices à l'intention des Demandeurs.

#### 4.3.3 CALENDRIER INDICATIF POUR LA SELECTION DES PROJETS

Le calendrier indicatif pour chaque appel à propositions est d'une année à partir du lancement de l'appel à propositions, sur la base du temps minimum du lancement à la soumission des propositions et sur le nombre réel de propositions reçues.

### 4.4 DESCRIPTION DES TYPES DE SOUTIEN PAR PRIORITE

Pour atteindre ses objectifs et les priorités thématiques, le programme lancera des appels à propositions pour mettre en œuvre les projets standards, stratégiques et de capitalisation. Les propositions peuvent être présentées par des acteurs organisés en partenariats méditerranéens transfrontaliers dans les appels à propositions lancés en ligne avec la procédure indiquée au chapitre 5.3. du Programme Opérationnel Conjoint. Le programme vise à accroître la qualité des projets sélectionnés, à mettre en commun les ressources et à élargir l'impact au niveau du programme Bassin Maritime Méditerranée.

Sur la base de l'expérience préalable de la programmation, les objectifs et les priorités thématiques ont été réduits, pour permettre un meilleur alignement des projets ayant des besoins transfrontaliers plus spécifiques et des défis qui ont été identifiés. Cette approche devrait apporter une valeur ajoutée transfrontalière lors de la sélection des projets standards et stratégiques dans les objectifs et les priorités thématiques du programme.



Comme dans IEVP CTF Med 2007-2013, le Programme IEV CTF Med 2014-2020 prévoit des projets « standards » et « stratégiques ». En outre, le nouveau programme mettra en place des projets de « capitalisation ». Sous réserve de nouvelles spécifications du CSC après l'évaluation à mi-parcours, l'objectif des projets de capitalisation sera de diffuser les meilleurs résultats et de capitaliser sur les expériences les plus prometteuses de l'IEV CT Med 2014-2020. Pour atteindre cet objectif, ces types de projets auront un appel dédié, qui sera lancé après celui pour les projets standards et stratégiques. L'appel sera ouvert à tout demandeur, qu'il soit bénéficiaire ou non dans le cadre des précédents appels d'IEVP CTF Med 2014-2020.

Après l'approbation du CSC, l'AG lancera au moins un appel à propositions pour chaque type de projet (standard, stratégique, et de capitalisation). Le CSC peut décider d'ouvrir ou de limiter les appels à certains objectifs et/ou priorités du programme.

Le type de projets et appels prévus sont spécifiés dans ce qui suit :

<b>Standard</b>	Les projets standards auront un caractère de démonstration, en fournissant des exemples pilotes dans un domaine d'expertise spécifique, tout en veillant au réseautage entre les acteurs concernés.
<b>Stratégique</b>	Les projets stratégiques garantiront une attention plus profonde aux besoins émergents identifiés par les termes de référence approuvés par le CSC. Ils permettront un impact étendu sur les priorités retenues et une contribution claire aux politiques nationales et aux politiques de l'UE dans la région.
<b>Capitalisation</b>	Les projets de capitalisation promouvront l'exploitation et/ou la diffusion la plus large des pratiques couronnées de succès et des résultats des projets déjà financés.

Les deux appels à projets, standards et stratégiques, auront une allocation de 45 % du total des fonds disponibles. Le 10 % restant sera alloué à l'appel à projets de capitalisation.

Les procédures de lancement des appels à propositions, de sélection et mise en œuvre de tous les types de projets, seront détaillées dans les Lignes directrices à l'intention des demandeurs, élaborées par l'AG avec l'appui du STC et approuvés par le CSC pour chaque appel.

Conformément à l'article 49 des règles d'application IEV CTF, les projets peuvent être financés à condition qu'ils :

- (a) procurent un impact clair de la coopération transfrontalière et des avantages communs, comme décrit dans le document de programmation, et qu'ils démontrent la valeur ajoutée aux stratégies de l'Union européenne et à ce programme ;
- (b) soient mis en œuvre dans la zone du Programme, des pays participants indiqués dans les appels à propositions ;
- (c) sont des projets intégrés, où chaque bénéficiaire met en œuvre une partie des activités du projet sur son propre territoire, et les avantages communs seront atteints pour chacun d'entre eux.

Les projets répondant à ces critères peuvent être partiellement mis en œuvre en dehors de la zone du programme par les bénéficiaires situés dans les pays participants au programme, à condition que les conditions suivantes soient remplies :



- (a) ces activités sont nécessaires pour atteindre les objectifs du projet et elles bénéficient à la zone de coopération du Programme ;
- (b) le montant total alloué au titre du Programme à des activités en dehors de la zone du programme ne dépasse pas 20 % de la contribution de l'Union européenne à la fois au niveau du projet et au niveau du Programme.

Des critères plus spécifiques sur la mise en œuvre des activités du projet en dehors des zones éligibles seront définis dans les lignes directrices pour les candidats pour chaque appel à propositions.

Les caractéristiques suivantes seront adoptées pour les différents types d'appels à propositions :

	Standard	Stratégique	Capitalisation
Plafond minimum de la contribution UE	1 000 000 €	2 500 000 €	500 000 €
Plafond maximum de la contribution UE	3 000 000 €	6 000 000 €	1 000 000 €
Minimum de pays en partenariat	3	4	5
Minimum de PPM en partenariat	1	2	1
Nb maximum recommandé de bénéficiaires	7	10	10
Nombre maximum de bénéficiaires du même pays	3	3	3
Durée maximale <sup>128</sup>	3 ans	4 ans	1-2 ans

Dans la phase de sélection des projets, une valeur ajoutée sera reconnue aux projets promus par des partenariats cohérents à partir d'un point de vue du contenu, géographique et financier.

Le programme assurera une répartition équilibrée des ressources entre les bénéficiaires UE et PPM. Ceci se vérifiera que si au moins 50 % du budget du projet est utilisé pour financer des activités dans les PPM. La mise en œuvre technique de cette règle sera détaillée dans les Lignes directrices à l'intention des demandeurs de chaque appel à propositions.

Le programme présentera une évaluation de la performance de la qualité de la mise en œuvre du projet. L'évaluation sera effectuée par le STC et basée sur des critères objectifs prédéfinis précédemment approuvés par le CSC et inclus dans le contrat de subvention. Après l'évaluation, le CSC décidera des mesures appropriées à prendre.

Le taux de cofinancement à fournir par le partenariat du projet ne doit pas être inférieur à 10 % des coûts totaux du projet. Il sera décidé par le CSC et sera précisé dans les lignes directrices à l'intention des demandeurs pour chaque appel à propositions.

Afin de soutenir une meilleure qualité de projet, les coûts liés à la préparation de propositions de projets sont considérés comme éligibles, à condition qu'ils soient limités aux frais de voyage, jusqu'à un maximum de 10.000 €. Les modalités de reconnaissance de l'éligibilité de ces coûts seront décidées par le CSC et indiquées dans les lignes directrices pour les candidats.

Des subventions en cascade seront encouragées, afin de faciliter une plus large participation de tous les acteurs, jusqu'à un maximum de 60 000 € par tierce partie. En particulier elles seront particulièrement encouragées dans l'objectif thématique 4, parce que les subventions en cascade facilitent la participation des parties prenantes dans la mise en œuvre effective des activités du projet.

<sup>128</sup> Le CSC peut éventuellement accorder une prolongation à un projet approuvé.



Le programme est ouvert aux organismes publics et privés établis dans les pays participants et aux organisations internationales, en conformité avec les dispositions du règlement IEV et modalités d'exécution IEV CTF, et avec les autres cadres juridiques applicables de l'UE et nationaux.

Les subventions fournies par les pays participants dans le cadre du Programme doivent se conformer aux règles relatives aux aides d'État, selon l'article 107 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et – le cas échéant – avec les dispositions en matière d'aides d'Etat de tout accord bilatéral entre les pays participants et l'UE. Les conditions et les modalités pour se conformer avec ces règles seront précisées dans les Lignes directrices à l'intention des demandeurs de chaque appel à propositions.

Le Comité de Suivi Conjoint, à travers les appels à propositions, peut cibler certaines catégories d'acteurs éligibles, en fonction des différentes priorités et mesures concernées.

## 4.5 UTILISATION PREVUE DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE ET PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

### 4.5.1 UTILISATION PREVUE DES FONDS D'ASSISTANCE TECHNIQUE

La répartition indicative du budget d'assistance technique est décrite dans le tableau ci-dessous.

RUBRIQUES		TOTAL 2014-2020			%
		FONDS IEV 2014-2020	COFINANCEMENT	TOTAL COUT 2014-2020	
<b>A</b>	<b>COMITÉ DE SUIVI CONJOINT SOUS-TOTAL</b>	<b>1.098.032,52 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1.098.032,52 €</b>	<b>4,31%</b>
	RÉUNIONS DU CSC (Y COMPRIS COÛTS DE VOYAGE ET DE SÉJOUR POUR 2 MEMBRES PAR PAYS PARTICIPANT) ET RÉUNIONS DES CHEFS DE DÉLÉGATION (Y COMPRIS LES COÛTS DE VOYAGE ET DE SÉJOUR POUR 1 MEMBRE PAR PAYS PARTICIPANT)	647.381,55 €	0,00 €	647.381,55 €	2,54%
	LOCATION DE SALLES POUR LES RÉUNIONS CSC, SUBSISTANCE, PRISE DE NOTE, INTERPRÉTARIAT EN TROIS LANGUES (FR, EN, AR), PRODUCTION DE MATÉRIEL	450.650,97 €	0,00 €	450.650,97 €	1,77%
<b>B</b>	<b>COMITÉ DE SÉLECTION DES PROJETS SOUS-TOTAL</b>	<b>1.090.800,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>1.090.800,00 €</b>	<b>4,28%</b>
	RÉUNIONS CSP COMPRENANT LES FRAIS DE VOYAGE ET DE SUBSISTANCE DE 14 MEMBRES POUR 6 RÉUNIONS (2 POUR CHACUN DES 3 APPELS)	184.800,00 €	0,00 €	184.800,00 €	0,72%
	RÉMUNÉRATION DES ASSESSEURS ET FRAIS DE PARTICIPATION À LA FORMATION DES ASSESSEURS EXTERNES POUR UN TOTAL DE 6 FORMATIONS	906.000,00 €	0,00 €	906.000,00 €	3,55%
<b>C</b>	<b>AUTORITÉ DE GESTION SOUS-TOTAL</b>	<b>3.610.348,93 €</b>	<b>2.320.947,51 €</b>	<b>5.931.296,43 €</b>	<b>23,27%</b>
	PERSONNEL (Y COMPRIS INTERNE EXTERNE)	2.213.720,74 €	2.320.947,51 €	4.534.668,25 €	17,79%
	ALLOCATIONS DE VOYAGE DU PERSONNEL (SUBSISTANCE COMPRISE)	552.236,70 €	0,00 €	552.236,70 €	2,17%
	MATÉRIEL INFORMATIQUE ET MATERIEL DES BUREAUX	63.027,89 €	0,00 €	63.027,89 €	0,25%



	COUTS FINANCIERS	109.363,59 €	0,00 €	<b>109.363,59 €</b>	<b>0,43%</b>
	MISE EN PLACE ET GESTION DU SYSTÈME DE SUIVI	450.000,00 €	0,00 €	<b>450.000,00 €</b>	<b>1,77%</b>
	EXPERTS AG POUR LA RÉDACTION DE TERMES DE RÉFÉRENCE ET EXPERTS POUR L'ÉVALUATION EXTERNE À MI-PARCOURS ET FINALE DU PROGRAMME	222.000,00 €	0,00 €	<b>222.000,00 €</b>	<b>0,87%</b>
	FRAIS ADMINISTRATIFS	0,00 €	0,00 €	<b>0,00 €</b>	<b>0,00%</b>
<b>D</b>	<b>SECRÉTARIAT TECHNIQUE CONJOINT SOUS-TOTAL</b>	<b>7.123.663,59 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>7.123.663,59 €</b>	<b>27,94%</b>
	PERSONNEL	6.727.663,59 €	0,00 €	<b>6.727.663,59 €</b>	<b>26,39%</b>
	ALLOCATIONS DE VOYAGE DU PERSONNEL STC (SUBSISTANCE COMPRISE)	365.000,00 €	0,00 €	<b>365.000,00 €</b>	<b>1,43%</b>
	SÉLECTION PERSONNEL STC	31.000,00 €	0,00 €	<b>31.000,00 €</b>	<b>0,12%</b>
<b>E</b>	<b>STRUCTURES DE GESTION DÉCENTRALISÉES SOUS-TOTAL</b>	<b>1.738.778,89 €</b>	<b>999.825,80 €</b>	<b>2.738.604,69 €</b>	<b>10,74%</b>
	<b>AQABA SOUS TOTAL</b>	<b>790.057,02 €</b>	<b>458.357,23 €</b>	<b>1.248.414,25 €</b>	<b>4,90%</b>
	FRAIS DE PERSONNEL	573.165,55 €	458.357,23 €	1.031.522,78 €	<b>4,05%</b>
	FRAIS DE VOYAGE ET DE FONCTIONNEMENT (ÉQUIPEMENT, ETC.)	216.891,47 €	0,00 €	216.891,47 €	<b>0,85%</b>
	<b>VALENCIA SOUS-TOTAL</b>	<b>948.721,87 €</b>	<b>541.468,57 €</b>	<b>1.490.190,44 €</b>	<b>5,85%</b>
	FRAIS DE PERSONNEL	783.820,73 €	541.468,57 €	1.325.289,30 €	<b>5,20%</b>
	FRAIS DE VOYAGE ET DE FONCTIONNEMENT (ÉQUIPEMENT, ETC.)	164.901,14 €	0,00 €	164.901,14 €	<b>0,65%</b>
<b>F</b>	<b>PLAN D'INFORMATION et COMMUNICATION et ACTIVITÉS DE FORMATION sous-total</b>	<b>2.117.000,00 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>2.117.000,00 €</b>	<b>8,30%</b>
	SÉMINAIRES INTERNATIONAUX ORGANISÉS PAR L'AG, LE STC AVEC LE SOUTIEN DES ANTENNES, ACTIVITÉS DE COMMUNICATION LIÉES AUX 'APPELS À PROPOSITIONS ET A LA DIFFUSION DES PROJETS	690.000,00 €	0,00 €	690.000,00 €	<b>2,71%</b>
	SÉMINAIRES NATIONAUX ORGANISÉS PAR LES ANTENNES DU PROGRAMME ACTIVITÉS DE COMMUNICATION LIÉES AUX SAPPÉL À PROPOSITIONS ET A LA DIFFUSION DES PROJETS	350.000,00 €	0,00 €	350.000,00 €	<b>1,37%</b>
	DOCUMENTATION ET MATÉRIEL D'INFORMATION (géré par AG)	400.000,00 €	0,00 €	400.000,00 €	<b>1,57%</b>
	DOCUMENTATION ET MATÉRIEL D'INFORMATION (géré par les antennes)	20.000,00 €	0,00 €	20.000,00 €	<b>0,08%</b>
	SITE WEV ET CAMPAGNES D'INFORMATION BASÉES SUR LES COÛTS ENGAGÉS AU COURS DE LA PÉRIODE DE PROGRAMMATION 2007-2013	120.000,00 €	0,00 €	120.001,00 €	<b>0,47%</b>
	ORGANISATION DE SÉMINAIRES DE FORMATION PAR AG ET STC SOUTENUE PAR ANTENNES	60.000,00 €	0,00 €	60.002,00 €	<b>0,24%</b>



	ORGANISATION DE SÉMINAIRES NATIONAUX DE FORMATION PAR LES AGENTS D'ANTENNE SOUTENUS PAR AG ET STC	477.000,00 €	0,00 €	477.003,00 €	1,87%
<b>G</b>	<b>AUTORITÉ D'AUDIT ET GROUPE DES AUDITEURS sous-total</b>	<b>3.246.805,23 €</b>	<b>1.265.191,72 €</b>	<b>4.511.996,95 €</b>	<b>17,70%</b>
	PERSONNEL DE L'AUTORITÉ D'AUDIT	542.225,02 €	1.265.191,72 €	1.807.416,75 €	7,09%
	COÛTS DE VOYAGE ET DE FONCTIONNEMENT DE L'AUTORITÉ D'AUDIT	212.647,18 €	0,00 €	212.647,18 €	0,83%
	GROUPE D'AUDITEURS (FRAIS DE VOYAGE ET SUBSISTANCE DE SES RÉUNIONS (15 RÉUNIONS PRÉVUES)	301.933,02 €	0,00 €	301.933,02 €	1,18%
	AUDIT ANNUEL DES DÉPENSES DE L'AGC POUR L'AT ET DES PAIEMENTS AUX PROJETS	340.000,00 €	0,00 €	340.000,00 €	1,33%
	AUDIT ANNUEL DES DÉPENSES DES PROJETS (SUR SIMPLE VÉRIFICATION)	1.100.000,00 €	0,00 €	1.100.000,00 €	4,32%
	AUDITS DE SYSTÈMES	750.000,00 €	0,00 €	750.000,00 €	2,94%
<b>E</b>	<b>POINTS DE CONTRÔLE DE CONTACT</b>	<b>423.791,46 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>423.791,46 €</b>	<b>1,66%</b>
	PCC (1 PCC PAR CHAQUE PAYS PARTICIPANT)	395.367,25 €	0,00 €	395.367,25 €	1,55%
	VOYAGES PERSONNEL PCC POUR DES RÉUNIONS DE COORDINATION GÉNÉRALE AVEC AG	28.424,21 €	0,00 €	28.424,21 €	0,11%
<b>I</b>	<b>POINTS DE CONTACT NATIONAUX</b>	<b>368.844,06 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>368.844,06 €</b>	<b>1,45%</b>
	PCN (UNIQUEMENT 1 PAR PAYS PPM)	282.715,85 €	0,00 €	282.715,85 €	1,11%
	VOYAGES PERSONNEL PCN (Y COMPRIS L'UE ET LES PCN PPM)	86.128,21 €	0,00 €	86.128,21 €	0,34%
<b>J</b>	<b>PROVISION POUR IMPRÉVUS</b>	<b>87.716,52 €</b>	<b>0,00 €</b>	<b>87.716,52 €</b>	<b>0,34%</b>
<b>TOTAL A.T. BUDGET</b>		<b>20.905.781,20 €</b>	<b>4.585.965,03 €</b>	<b>25.491.746,23 €</b>	<b>100,00%</b>

Afin d'assurer un bon démarrage du Programme, les actions préparatoires suivantes seront conduites en 2016 suite à l'adoption du POC par la Commission européenne :

1. Préparation et organisation de la première réunion du CSC afin d'adopter le cahier des charges pour le recrutement du STC et lancer les travaux de préparation du premier appel à propositions ;
2. Etablir l'Autorité d'Audit et préparer la désignation de l'AG.

A cet égard, les dépenses suivantes seront encourues par l'AG et l'AA comme suit :





	Coûts prévus sur le budget de l'AT 2007-2013 <sup>129</sup>	Coûts prévus sur le budget de l'AT 2014-2020	TOTAL
Personnel AG	€ 126.492,40		€ 126.492,40
Réunions du CSC (coûts basés sur 3 jours, incluant 2 jours de réunion et une journée pour les voyages)	€ 68.500,00		€ 68.500,00
Personnel interne de l'AA (30% de cofinancement des dépenses de personnel 2016 fournis par la Région Sardaigne)		€ 46.347,00	€ 46.347,00
Total des coûts	€ 194.992,40	€ 46.347,00	€ 241.339,40

#### 4.5.2 PROCEDURES D'ATTRIBUTION DES CONTRATS

L'AG, l'autorité d'audit et les antennes vont gérer les fonds d'assistance technique, pour l'achat d'équipement, de services et de contrats de personnel externe (pour la passation de contrats avec le personnel externe se référer aux paragraphes 3.2.3, 3.2.4 et 3.2.5).

L'AG et l'autorité d'audit, appartenant à l'administration publique italienne, utiliseront la loi italienne sur les marchés publics.

L'antenne de Valence va utiliser la législation nationale espagnole alors que l'Autorité de la Zone économique spéciale d'Aqaba adoptera les règlements de l'Union européenne comprenant le PRAG comme cadre pour ses procédures opérationnelles qui respectent les règlements et procédures d'ASEZA. Conformément à l'article 37.1 « b », les règles de passation de marché suivies par l'Antenne d'Aqaba seront décrites dans la convention de financement signées entre la Jordanie et la Commission européenne.

L'antenne de Valence avancera toutes ses dépenses et ses coûts éligibles et sera remboursée par l'AG sur la base du rapport annuel de vérification des dépenses et des comptes des antennes.

L'antenne Aqaba recevra annuellement des fonds d'assistance technique comme préfinancement selon les conditions fixées dans un accord spécifique entre l'autorité de gestion et l'antenne d'Aqaba.

Les fonds d'assistance technique peuvent être utilisés pour financer les salaires et les frais de voyage des PCC et celles du PCN (uniquement pour les PPM). Cependant, les institutions concernées avanceront les coûts et, sur présentation des pièces justificatives pertinentes, seront remboursées chaque année par l'AG.

<sup>129</sup> Sujet à l'adoption de décision de modification du Programme 2007-2013.



## 4.6 SUIVI ET EVALUATION

### 4.6.1 DESCRIPTION DES SYSTEMES DE SUIVI ET D'EVALUATION

L'AG va mettre en place un système de gestion et d'information dédié (SIG) comme un outil informatique pour la gestion du programme couvrant l'ensemble du cycle de vie du programme et des projets. Les principaux objectifs et finalités du SIG sont : sélection des projets (évaluation des demandes); gestion de projets, « depuis l'attribution des contrats jusqu'à la clôture » (soumission électronique des rapports narratifs et financiers, suivi des activités, résultats et indicateurs) ; la gestion des irrégularités et des recours ; et les fonctions de reporting (par ex. les utilisateurs autorisés peuvent accéder à un large éventail de rapports prédéfinis qui aident au suivi de l'efficacité du programme).

Les systèmes informatisés pour le programme 2014-2020 seront basés sur l'expérience acquise lors de la mise en œuvre du programme précédent.

Il sera mieux développé, avec différents modules (par exemple de la phase de négociation des contrats, des outils de suivi efficace et l'évaluation des projets, et l'amélioration des fonctions disponibles en ligne pour les bénéficiaires et des outils de gestion de projet). Toutes les données clés seront disponibles en temps réel en fonction des modules dédiés, qui suivent le programme et la gestion du cycle de projet (de la soumission de la proposition à la clôture du projet).

Le CSC, l'AG et le STC auront un 'accès de plein droit au système dans la plupart des cas, chacun avec de niveaux différents d'accès. Toutes les structures du programme (par exemple, antennes, points de contact nationaux, etc.) auront accès au système, avec des droits d'écriture/lecture, en fonction de leurs rôles respectifs.

### 4.6.2 SUIVI ET PLAN D'EVALUATION

Conformément à l'article 78 des règles d'exécution IEV CTF, l'AG élaborera un plan annuel de suivi et d'évaluation fondé sur l'orientation et l'évaluation de la méthodologie de la Commission européenne. Le plan annuel sera soumis à la Commission européenne au plus tard le 15 février de chaque année, à partir de 2016 et jusqu'en 2023.

Le plan de suivi et d'évaluation du Programme IEV CTF Med (notamment sa formulation et sa mise à jour) prend en compte les éléments suivants :

- a) Indicateurs, valeurs cibles et sources de vérification ;
- b) Valeurs de référence pour les indicateurs fixés par les projets ;
- c) Fréquence de suivi externe axé sur les résultats et ses recommandations ;
- d) Fréquence du suivi interne axé sur les résultats et ses recommandations (effectuées par l'AG) ;
- e) Type d'évaluations nécessaires, leur calendrier et résultats ;
- f) Fréquence et contenu des rapports d'avancement du projet (partenaires principaux du projet et partenaires) ;



g) Calendrier de mise en œuvre du programme et exigences en matière de reporting.

L'AG et le STC appliqueront l'approche de gestion axée sur les résultats (GAR) pour les projets financés par IEV CTF Med. L'approche GAR met l'accent sur des résultats clairement définis et requiert un suivi et une auto-évaluation des avancements par rapport aux résultats, y compris le reporting sur la performance basé sur un plan indicatif de suivi et d'évaluation (voir ANNEXE 2 - plan indicatif de surveillance et d'évaluation).

Le suivi du programme sera effectué à travers une combinaison d'outils :

- Un module spécifique du SIG (Système de gestion et d'information) ;
- Analyse des indicateurs de performance du programme ;
- Analyse des rapports internes du projet (pour vérifier la progression, prendre des mesures correctives, mettre à jour des plans d'action, et permettre de poursuivre la collecte de données et la préparation de rapports d'avancement) ;
- Missions de suivi (généralement missions annuelles pour examiner la performance des projets approuvés et le Programme pour considérer de possibles améliorations) ;
- Évaluation du programme à mi-parcours ;
- Évaluation finale du programme.

#### 4.7 STRATEGIE DE COMMUNICATION

Cette section, rédigée conformément à l'article 79 du règlement d'application (UE) n. 897/2014 du 18 août 2014, contient la stratégie de communication du Programme pour toute la période de mise en œuvre.

Le but ultime de la stratégie est de contribuer à la diffusion de l'objectif général du Programme IEV CTF Med, en favorisant large prise de conscience des opportunités offertes et les résultats obtenus, afin de promouvoir l'importance des intérêts communs et des objectifs à long terme de la coopération entre l'UE et les pays partenaires dans la région méditerranéenne.

L'organisme responsable de la stratégie de communication est l'autorité de gestion, qui assure :

- l'information appropriée du public ;
- une visibilité adéquate de la contribution de l'Union au programme et des projets ;
- renforcement de la sensibilisation du public de l'action de l'Union ;
- la création d'une image cohérente de soutien de l'Union dans tous les pays participants.

##### Objectifs généraux

La stratégie est réalisée au moyen de la définition des objectifs généraux à atteindre par le biais des plans annuels d'information et de communication, qui sont conçus en conformité avec les besoins du programme au cours de ses différentes phases de mise en œuvre.



En cohérence avec le règlement européen mentionné ci-dessus, la stratégie prévoit les trois objectifs généraux suivants :

- sensibiliser les bénéficiaires potentiels et le public des deux rives de la Méditerranée aux objectifs et possibilités offertes par le Programme et les impliquer dans sa promotion ;
- assurer une bonne visibilité du programme et de la coopération entre l'Union européenne et les pays partenaires dans la région méditerranéenne ;
- promouvoir la diffusion des résultats obtenus dans le cadre du Programme, afin de favoriser l'exploitation et la capitalisation des bonnes pratiques et des expériences précieuses.

#### Phases de mise en œuvre

La réalisation des objectifs généraux prendra en considération les phases suivantes :

- lancement du programme, au cours duquel la communication couvre la promotion générale du Programme en tant que plate-forme pour renforcer la coopération dans la région méditerranéenne ainsi que la diffusion des possibilités de financement offertes par l'appel à propositions.
- Mise en œuvre, lorsque les efforts de communication couvrent la promotion des activités entreprises par les bénéficiaires du projet, du soutien qui leur est fourni par leurs structures de gestion et la diffusion des résultats obtenus par les projets financés.
- La phase de Capitalisation, couvre l'exploitation des résultats obtenus par le Programme et les projets financés, en se concentrant sur l'échange d'expériences et la communication des bonnes pratiques aux parties prenantes concernées à l'intérieur et à l'extérieur de la zone de coopération.

#### Groupes cibles

Le public cible sera différent en fonction de la nature des informations qui seront diffusées, le type de canaux de communication à adopter et le type de besoins d'information.

La stratégie de communication s'adressera aux groupes cibles suivants :

- demandeurs et des partenaires potentiels, qui doivent être informés correctement, efficacement et en temps opportun des possibilités de financement ;
- institutions locales, régionales, nationales et multilatérales impliquées dans l'élaboration des politiques ; celles-ci devraient recevoir des informations sur les résultats obtenus ;
- le grand public, qui devrait être au courant de l'existence du programme et de son impact sur la population et les territoires ;
- les médias et la presse, qui devraient être engagés dans la promotion du programme dans le but d'atteindre un public qui, normalement, n'est pas au courant de ses activités ;
- Délégations/institutions de l'UE qui devraient être informées des réalisations concrètes et de l'impact du programme ;
- bénéficiaires et partenaires du projet, qui contribueront à la visibilité du programme et à son image dans la zone de coopération.



Au niveau interne, l'AG assure l'information continue et lisse et les flux de communication entre les autres organes du Programme (CSC, Antennes, PCN, STC), afin de partager l'état d'avancement du Programme.

#### Organismes impliqués

Les organismes suivants, dont les fonctions ont été décrites en conformité avec les dispositions du règlement UE n. 897/2014 et le chapitre 3 « structures de gestion du Programme » du Programme Opérationnel Conjoint, sont impliqués dans la mise en œuvre de la stratégie de communication :

- Commission européenne, qui recevra le plan annuel d'information et de communication de l'AG;
- Comité de suivi conjoint, qui approuve le plan d'information et de communication proposé par l'AG ;
- Autorité de gestion (AG), qui établit le plan d'information et de communication annuelle et coordonne sa mise en œuvre avec les organes impliqués en veillant à ce que le soutien de l'Union européenne au programme soit visible à tous les niveaux ;
- Secrétariat technique conjoint, qui soutient l'AG dans la mise en œuvre du plan d'information et de communication, y compris l'assistance aux bénéficiaires dans la conception et la mise en œuvre de leurs activités d'information et de communication ;
- Antennes, qui contribuent à l'élaboration de la stratégie d'information et de communication et à sa mise en œuvre au niveau local ;
- Points de contact nationaux, qui soutiennent l'AG dans l'information, la communication et les actions de sensibilisation et dans les activités de suivi et de communication des projets au niveau national ;
- Les bénéficiaires du projet, qui préparent un plan d'information et de communication pour toute la durée du projet (qui doivent être approuvés par l'AG), et le mettent en œuvre, en assurant une bonne visibilité de l'aide de l'UE et du Programme.

#### Principaux canaux et outils de communication

- Site internet du Programme
- Médias sociaux
- Réseaux sociaux
- Conférences et événements
- Listes de diffusion
- Newsletters
- Matériel audio-visuel
- Matériel promotionnel et d'information



### Budget

Le budget indicatif du Programme pour les activités de communication est de 2 117 000,00 €, correspondant à 8,30 % du budget de l'Assistance technique.

### Mise en œuvre

La mise en œuvre de la stratégie de communication sera assurée par les plans annuels de communication et d'information approuvés par le CSC et envoyés à la Commission européenne au plus tard le 15 février.

Chaque plan annuel, conformément aux phases spécifiques de mise en œuvre du programme et des besoins liés, détaille une série d'actions et d'activités qui visent à sensibiliser les groupes cibles publiques et d'autres sur les objectifs du programme et les possibilités offertes, assurer la visibilité du soutien de l'UE et mettre en évidence les résultats obtenus.

Par exemple, comme décrit ci-dessous dans le plan d'information et de communication, au cours de la première année de mise en œuvre (qui est spécifiquement dédiée au lancement du programme et au premier appel à propositions), la sensibilisation du public et la visibilité du soutien de l'UE sera assurée par les mesures suivantes :

- organisation d'événements ;
- promotion dans les médias ;
- promotion par le biais d'un site web et des réseaux sociaux ;
- diffusion de matériel informatif et promotionnel ;
- renforcement des relations avec les institutions compétentes.

Dans les années suivantes, outre les mesures mentionnées ci-dessus, de nouvelles activités seront entreprises afin d'améliorer la sensibilisation et la visibilité, également au niveau du projet, y compris :

- promotion des activités mises en œuvre par les bénéficiaires du projet et pour les partenaires ;
- aide aux bénéficiaires et partenaires, pour leur assurer une visibilité adéquate pour leurs projets ;
- large diffusion des résultats obtenus.

### Suivi et évaluation

L'AG informera le CSC et la Commission européenne des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la stratégie de communication et des mesures prises pour assurer la visibilité de l'UE et du Programme.

Les plans d'information et de communication annuels comprendront un ensemble d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs pour évaluer l'efficacité et l'impact des actions et des activités menées.



#### 4.7.1 PLAN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION INDICATIF POUR LA PREMIERE ANNEE

##### Hypothèses

Le plan pour la première année a été conçu en tenant compte des résultats d'une consultation menée avec les bénéficiaires des projets financés dans le cadre du Programme IEVP CTF Med. Il est également compatible avec une série de leçons tirées de la période 2007-2013 et les principaux défis liés, comme décrit ci-dessous.

##### Leçons apprises

- La communication s'avère être une dimension clé au niveau du Programme dans la promotion des objectifs et des résultats de la coopération transfrontalière en Méditerranée et dans la création d'une communauté d'acteurs et parties prenantes unies par des objectifs et des intérêts communs.
- Compte tenu de l'importance de la communication, et du fait que le programme n'est plus une nouvelle initiative, la stratégie à mettre en œuvre devrait profiter du niveau actuel de sensibilisation et chercher à consolider et à élargir le public cible.
- La dimension locale des activités de communication nécessite d'être renforcée afin d'augmenter la propriété du Programme dans les territoires éligibles.
- La recherche de partenaires et la création de partenariats qualifiés et stables sont des défis majeurs, qui devraient être pris en charge dès les premiers stades de la mise en œuvre du programme, avant que les appels ne soient lancés.
- L'accès à l'information concernant le programme, les appels à propositions et les résultats obtenus, doit être amélioré afin de garantir que les utilisateurs puissent facilement et rapidement trouver ce qu'ils recherchent.

##### Défis clés

- La communication continuera à jouer un rôle essentiel dans la mise en œuvre du programme 2014-2020, avec des ressources financières et humaines dédiées, et une plus grande attention sera apportée à l'efficacité, l'efficience et l'impact des activités de communication.
- Étant donné le niveau de sensibilisation du Programme dans le domaine de la coopération, la promotion des appels à propositions sera de plus en plus axée sur le renforcement des capacités des bénéficiaires potentiels, comme un moyen d'améliorer la qualité des propositions des projets. Des campagnes et des actions d'information spécifiques viseront les médias et les institutions clés / acteurs de la zone de coopération.
- Une plus grande attention sera accordée à la dimension locale des activités de communication : plus d'événements seront organisés au niveau territorial, en visant une audience accrue et diversifiée de bénéficiaires potentiels et en encourageant la participation de nouveaux territoires. Les événements présenteront des exemples de projets mis en œuvre par des organisations locales, afin de mettre en évidence leurs impacts et les éléments clés de la réussite.



- Des outils plus efficaces seront conçus afin d'assurer la mise en réseau entre les demandeurs de projets, correspondant à la mise en commun et d'idées de projets et la création de partenariats compétitifs et équilibrés capables de soumettre des propositions de qualité. Une attention particulière sera accordée à la mise en œuvre en temps opportun des outils d'aide à la recherche de partenaires, ce qui signifie qu'ils seront disponibles avant le lancement des appels.
- L'information sera accessible plus facilement et d'une manière plus opportune-, afin de garantir sa diffusion et la compréhension entre la plus large audience possible. Des améliorations dans ce domaine seront abordées principalement sur le site en tant que source d'information clé du le programme.

#### Structure du plan d'information et de communication 2016

Comme mentionné ci-dessus, la stratégie de communication repose sur trois objectifs généraux, qui sont reliés à différentes phases de mise en œuvre du Programme.

Pendant la première année, seuls les deux premiers objectifs généraux seront abordés par le plan d'information et de communication : en effet, l'année 2016 sera marquée par le lancement du premier appel à propositions. La large diffusion de l'appel et de la capacité d'attirer des bénéficiaires potentiels seront les principaux axes des activités de communication à mettre en œuvre.

En outre, démarrer un nouveau programme signifie produire un ensemble renouvelé de matériel d'information et un site web mis à jour : cela constituera le second focus des activités de communication pour la première année.

Enfin, l'autorité de gestion, en collaboration avec les autres organes impliqués dans la mise en œuvre de la stratégie de communication, cherchera à sensibiliser les médias / presse, les institutions locales et nationales, les délégations de l'UE et d'autres parties prenantes concernées.

La structure de base du plan d'information et de communication 2016 est présentée dans les tableaux ci-dessous, et le projet complet du plan est joint en annexe du Programme Opérationnel Conjoint (Annexe 3).

<b>Objectif 1 - Sensibiliser les bénéficiaires potentiels et le public des deux rives de la Méditerranée aux objectifs et possibilités du Programme et les impliquer dans sa promotion</b>	
<b>Objectifs spécifiques</b>	<b>Actions</b>
1.1 Lancement du nouveau Programme	1.1.1 Organisation de la conférence de lancement
1.2 Promotion du premier appel à propositions	1.2.1 Organisation des événements informatifs 1.2.2 Production du matériel de diffusion 1.2.3 Promotion des appels à propositions dans les médias 1.2.4 Conception d'une section dédiée sur le site web du Programme





Objectif 2 - Assurer une bonne visibilité du programme et de la coopération entre l'Union européenne et les pays partenaires dans la région méditerranéenne	
Objectifs spécifiques	Actions
2.1 Assurer la visibilité du Programme dans la zone de coopération	2.1.1 Développer et gérer le site web du Programme 2.1.2 Gestion et mise à jour des médias sociaux 2.1.3 Production et diffusion d'un kit de communication 2.1.4 Conception et la diffusion de bulletins d'information
2.2 Améliorer les relations avec les institutions et les médias	2.2.1 Participation à des événements externes 2.2.2 Création/renforcement des liens avec les délégations UE 2.2.3 Organisation de la campagne médiatique

## 4.8 REGLES D'ELIGIBILITE DES DEPENSES

### 4.8.1 PRINCIPE DE NON PROFIT

Les subventions ne peuvent avoir pour objet ou pour effet de générer un profit dans le cadre du projet.

Toutefois, dans le cas de sous-subventions, les exceptions à la règle de non-profit énoncées dans l'article aux points (b), (c) et (e) de l'article 125(4) du règlement financier (UE, Euratom) n. 966/2012 sont applicables. Cette disposition se réfère spécifiquement à :

- Bourses d'études, de recherche ou de formation versées à des personnes physiques
- Autre aide directe versée à des personnes physiques nécessiteuses, tels que les chômeurs et les réfugiés
- Subventions à faible valeur<sup>130</sup>

Là où un bénéfice est réalisé, l'autorité de gestion (AG) pourra récupérer le pourcentage du profit correspondant à la participation de l'Union aux coûts éligibles réellement encourus par le bénéficiaire pour réaliser le projet.

À cette fin, le profit est défini comme un excédent des recettes par rapport coûts éligibles engagés par les bénéficiaires (bénéficiaire principal et partenaires), lorsque la demande du solde final est adressée.

### 4.8.2 FORMES DE SUBVENTIONS

Conformément à l'article 47 des règles d'application de l'IEV CTF, les subventions peuvent se faire sous deux formes :

<sup>130</sup> Les subventions à faible valeur sont réputées être les subventions inférieures ou égales à 60 000 €, comme indiqué dans les règles d'Application du règlement financier (Règlement de la Commission déléguée (UE) n. 1268/2012).



Formes de la subvention	
<b>Remboursement d'une proportion déterminée des coûts éligibles réellement encourus</b>	Les subventions sont calculées sur base des coûts éligibles réellement encourus par le bénéficiaire, sous réserve d'une estimation budgétaire préliminaire soumise avec la proposition et incluse dans le contrat
<b>Financement à taux forfaitaire</b>	Il couvre les coûts indirects jusqu'à un maximum de 7 % du total des coûts éligibles du projet <sup>131</sup>

#### 4.8.3 ÉLIGIBILITES DES COUTS

Conformément aux points 1 et 2 de l'article 48 des règles d'application d'IEV CTF, les subventions ne doivent pas dépasser un plafond global exprimé en pourcentage et en valeur absolue indiquée dans le contrat de subvention, qui doit être établie sur la base des coûts éligibles estimés.

**Les coûts éligibles** sont les coûts réellement engagés et payés par les bénéficiaires du projet (partenaires principaux et partenaires), répondant à tous les critères suivants:

- (a) ils sont engagés au cours de la période de mise en œuvre du projet, notamment:
- Les coûts relatifs aux services et travaux devront être liés aux activités réalisées pendant la période de mise en œuvre. Les coûts des fournitures devront être liés des livraisons et des installations d'équipements pendant la période de mise en œuvre. La signature d'un contrat, La passation d'une commande, ou la prise en considération de tout engagement pour des dépenses engagées durant la période mise en œuvre et qui concernent la livraison future de services, travaux après l'expiration de la période de mise en œuvre. ne répondent pas à cette exigence. Les transferts en espèces entre le bénéficiaire chef de file et les autres bénéficiaires ne peuvent pas être considérés comme frais engagés.
  - Une exception est accordée pour les coûts relatifs aux rapports finaux, y compris la vérification des dépenses, de vérification et d'évaluation finale du projet, pouvant survenir après la période de mise en œuvre du projet.
  - Les frais devraient être payés avant la présentation des rapports finaux. Les coûts des rapports finaux peuvent être payés par la suite, à condition qu'ils soient spécifiés et reportés dans le rapport final avec une date estimée de paiement. L'AG peut demander la preuve du paiement réel avant le transfert du solde final.
  - Les procédures d'attribution des contrats, visées à l'Article 52 et suivantes des règles d'application d'IEV CTF, peuvent avoir été initiées mais les contrats ne peuvent être signés par les bénéficiaires avant le début de la période de mise en œuvre du projet, pour autant que les dispositions de l'Article 52 et suivantes aient été respectées.
- (b) ils sont indiquées dans le budget global prévisionnel du projet ;

<sup>131</sup> Conformément à l'article 51 des règles d'application d'IEV CTF.



- (c) ils sont nécessaires à la mise en œuvre du projet ;
- (d) ils sont identifiables et vérifiables, en particulier ils doivent être enregistrés dans les livres comptables du bénéficiaire et déterminés conformément aux normes comptables et aux pratiques comptables habituelles de coût applicables au bénéficiaire ;
- (e) ils sont conformes aux exigences en matière des lois sociales et la législation fiscale ;
- (f) ils sont raisonnables, justifiés et respectent les exigences de la bonne gestion financière, notamment en ce qui concerne l'économie et l'efficacité<sup>132</sup> ;
- (g) ils sont pris en charge par des factures ou des documents de valeur probante équivalente, ainsi que des preuves suffisantes de paiement.

Conformément au point 4 de l'article 48 des règles de mise en œuvre d'IEV CTF, afin de permettre la **préparation** des partenariats solides, **les coûts** engagés avant la présentation de la demande de subvention de projets auxquels a été attribué une subvention sont admissibles sous réserve que les conditions suivantes soient également remplies :

- (a) ils sont encourus après la publication de l'appel à propositions ;
- (b) ils se limitent aux frais de déplacement et de subsistance du personnel employé par les bénéficiaires ;
- (c) ils ne dépassent pas le montant fixé dans l'appel à propositions (jusqu'à un maximum de 10 000 euros) ;
- (d) ils ont prouvés par des pièces justificatives

Les **coûts directs** suivants du bénéficiaire sont éligibles :

- (a) les coûts du personnel affecté au projet dans les conditions cumulatives suivantes :
  - i. ce qui a trait aux coûts des activités que le bénéficiaire n'aurait pas réalisé si le projet n'aurait pas été effectué, comme indiqué dans des feuilles de temps détaillées ;
  - ii. ils ne doivent pas dépasser ceux normalement supportés par le bénéficiaire, sauf s'il est démontré que cela est essentiel pour réaliser le projet<sup>133</sup> ;
  - iii. elles concerneront les salaires bruts réels, y compris les charges sociales et autres coûts liés à la rémunération ;
- (b) frais de déplacement et de subsistance<sup>134</sup> du personnel et autres personnes prenant part au projet, autant qu'elles n'excèdent pas les coûts normalement payés par le bénéficiaire selon ses règles et règlements ni les tarifs publiés par la Commission au moment de la mission, s'ils sont remboursés sur la base des coûts unitaires (*par jour*) ;
- (c) les coûts d'achat ou de location de matériel (neuf ou d'occasion) et de fournitures spécifiquement dans le but de ce projet, à condition qu'ils correspondent aux prix du marché ;

<sup>132</sup> Comme décrit dans l'Article 30 du règlement financier (Règlement (U, Euratom) n. 966/2012).

<sup>133</sup> Les exceptions seront dûment indiquées dans le contrat de subvention ou auront l'approbation écrite préalable de l'AG.

<sup>134</sup> Des règles détaillées sur les frais de déplacement et de subsistance seront incluses dans le dossier de candidature et dans le contrat de subvention.



- (d) le coût des biens consommables achetés spécialement pour le projet ;
- (e) coûts occasionnés par les contrats passés par les bénéficiaires pour les besoins du projet ;
- (f) les coûts découlant directement d'exigences posées par le contrat de subvention et par le projet (p. ex. activités d'information et de visibilité, évaluations, audits externes, traductions), y compris les coûts financiers (tels que les coûts des virements bancaires et des garanties financières).

Les coûts suivants relatifs à la mise en œuvre du projet ne sont pas éligibles :

- (a) dettes et frais de service de la dette (intérêt) ;
- (b) provisions pour pertes ou dettes ;
- (c) coûts déclarés par les bénéficiaires et déjà financés par le budget de l'Union ;
- (d) les achats de terrains ou d'immeubles pour un montant supérieur à 10 % des dépenses éligibles du projet concerné ;
- (e) pertes de change ;
- (f) droits, taxes et frais, y compris TVA, sauf si non recouvrables en vertu de la législation fiscale nationale pertinente, sauf dispositions contraires prévues dans des dispositions appropriées, négociées avec les pays partenaires méditerranéens ;
- (g) prêts à des tiers ;
- (h) amendes, pénalités financières et frais de contentieux ;
- (i) des contributions en nature au sens de l'Article 14, paragraphe 1, des règles d'application d'IEV CTF<sup>135</sup>.

Les dépenses encourues par les bénéficiaires secondaires doivent suivre les mêmes règles.

Les règles des marchés publics applicables aux projets sont définies à l'article 52 à 56 des règles d'application d'IEV CTF. Conformément à l'article 52, si la mise en œuvre d'un projet nécessite des achats de biens, de travaux ou de services par un bénéficiaire, les règles suivantes seront appliquées :

- Lorsque le bénéficiaire est un pouvoir adjudicateur ou une entité adjudicatrice au sens de la législation communautaire applicable aux procédures de passation des marchés, il peut demander l'adoption de législations, règlements et dispositions administratives dans le cadre de la législation de l'Union ou les règles du paragraphe 2 de l'article 52 ;
- Lorsque le bénéficiaire est une organisation internationale, elle peut s'appliquer ses propres règles de marchés publics si elles offrent des garanties équivalentes aux normes internationalement reconnues ;
- dans tous les autres cas, les règles indiquées au paragraphe 2 de l'article 52 s'appliquent.

La participation à l'attribution de marchés publics pour les actions financées au titre du Programme IEV CTF Med sera soumise à la règle de la nationalité tel que prévu par l'art. 8.1 et 8.2 des Règles d'application communes IEV (règlement CE 236/2014).

---

<sup>135</sup> Toute provision ou ressource non financières sans charges. Le coût du personnel affecté à un projet ou programme n'est pas considéré une contribution en nature.



Par ailleurs, toutes les fournitures achetées dans le cadre d'un contrat de fourniture financé au titre du Programme IEV CTF Med seront soumises à la règle de la nationalité tel que prévu par l'art. 8.4 des règles communes d'application IEV.

D'autres détails seront insérés dans les Lignes directrices à l'intention des demandeur de chaque appel à propositions.

Conformément à l'article 67 du règlement d'application sur l'utilisation de l'euro, les dépenses effectuées dans une autre devise que l'euro, par les bénéficiaires du projet, sont converties en euros en utilisant le taux de change comptable mensuel de la Commission pour le mois au cours duquel la dépense a été soumise pour examen conformément à l'Article 32(1) de.

Des dépenses d'Assistance techniques engagées dans une autre devise que l'euro sont converties en euros en utilisant le taux de change comptable mensuel de la Commission pour le mois où la dépense a été engagée.

#### **4.9 REPARTITION DES RESPONSABILITES ENTRE LES PAYS PARTICIPANTS**

Conformément à l'article 74 du Règlement d'exécution (UE) n ° 897/2014 « lorsque le recouvrement est lié à l'existence d'insuffisances systémiques dans les systèmes de gestion et de contrôle du programme, il incombe à l'autorité de gestion de rembourser les montants concernés à la Commission conformément à la répartition des responsabilités entre les pays participants prévue par le programme. »

Les insuffisances systémiques sont les erreurs trouvées dans les systèmes de gestion et de contrôle du Programme pouvant conduire à un besoin d'une correction financière et pour lequel une claire responsabilité d'un organe du Programme ou un pays participant ne peut être identifiée.

Malgré les dispositions du Règlement d'exécution (UE) n ° 897/2014 sur les corrections financières, l'insuffisance systémique, quand elle est détectée, devrait être immédiatement portée à l'attention du CSC pour sa considération. Le CSC peut éventuellement fournir ses commentaires, opinions et recommandations à l'AG. Quand l'article 73 s'applique, l'AG les transmettra à la CE sous deux mois en réponse à ses conclusions provisoires et pour sa considération dans le but d'assurer une décision équitable sur la nature de l'erreur et sur l'application de la correction financière.

Les critères pour la répartition des responsabilités entre les pays participants sont les suivants :

- Si l'insuffisance systémique concerne les circuits du Programme relatifs à l'utilisation des fonds de l'assistance technique par l'AG, les Antennes et/ou l'Autorité d'Audit, le pays où est établie l'administration responsable de l'utilisation des fonds de l'assistance technique est tenue de rembourser au Programme les montants identifiés suite la correction financière ;
- Si l'insuffisance systémique concerne un pays spécifique, ce pays sera responsable du remboursement au Programme les montants identifiés suite la correction financière ;
- Si l'insuffisance systémique concerne l'ensemble du système, chaque pays est responsable de rembourser au Programme le montant constituant la correction financière appliquée aux dépenses encourues par les bénéficiaires du pays respectif et déclarées par l'AG à la Commission européenne.



## 4.10 REGLES DE TRANSFERT, D'UTILISATION ET DE SUIVI DU COFINANCEMENT

### 4.10.1 PRINCIPE DE COFINANCEMENT

L'Article 12 des règles d'applications d'IEV CTF stipule que les cofinancements seront majorés au d'au moins 10 % de la participation de l'Union européenne – c'est à dire 20 905 781 €. Ce montant minimum provient de la contribution des bénéficiaires du projet et des salaires du personnel interne de l'autorité de gestion et des antennes.

Le pourcentage de participation aux projets de l'Union sera défini dans les appels à propositions et contrats de subvention, conformément aux pourcentages indiqués à la section 4.4 de ce POC.

En vertu du principe de cofinancement, conformément à l'article 183 des règles d'Application (RAP) du règlement financier (Règlement délégué de la Commission (UE) n. 1268/2012), les ressources nécessaires pour exécuter le programme ne seront pas entièrement constituées de la participation de l'Union.

Le même article 183 des RA indique que le cofinancement de subventions peut prendre les formes suivantes :

- Ressources propres des bénéficiaires ;
- Contribution financière des États membres de l'UE (EMUE) ou des pays partenaires méditerranéens ;
- Contributions financières par des tierces parties, provenant d'autres sources autres que celles de l'Union, PMUE et les PPM.

Avec la participation de l'Union, ces sources de financement constituent la recette du projet, tel que défini par l'article 125, paragraphe 5 du règlement financier (UE, Euratom) n. 966/2012.

Le Programme ne tiendra pas compte comme cofinancement des revenus générés par le projet, donc si un revenu est généré par le partenariat au cours de l'exécution des projets, cela conduira à une réduction de la contribution du Programme IEV CTF Med.

### 4.10.2 UTILISATION ET SUIVI DU COFINANCEMENT

Le contrat ses annexes financières comportent des règles détaillées sur les sources et l'utilisation du cofinancement par les bénéficiaires du projet. Le cofinancement sera suivi et inclus dans la comptabilité du Programme, par le biais de la déclaration sur les dépenses et les reçus préparés par les bénéficiaires. Ceux-ci seront vérifiés par un contrôleur et feront partie des demandes de paiement de la subvention.

Le cofinancement par l'autorité de gestion et par les antennes d'assistance technique doit provenir d'employés qui sont financés en partie ou non financés, avec la contribution de l'Union pour les fonds d'Assistance technique. Ces contributions seront surveillées et incluses dans la comptabilité du Programme par le biais de la déclaration de dépenses annuelles, qui fera partie des comptes annuels.



#### 4.10.3 TRANSFERT DES FONDS DU PROGRAMME AUX PROJETS

Lorsqu'un projet est approuvé, un contrat de subvention et ses annexes précisant les conditions et le niveau de financement, seront établis et ensuite signés entre l'autorité de gestion et le bénéficiaire. Dès l'entrée en vigueur du contrat de subvention, un préfinancement, d'un maximum de 40 % du montant accordé au projet, doit être transféré au bénéficiaire dans les 45 jours.

Les projets doivent fournir, au moins une fois par an, un rapport intermédiaire, ainsi qu'un rapport de vérification des dépenses ainsi qu'un rapport de vérification des dépenses établi par un auditeur répondant aux exigences fixées à l'art. 32 du règlement IEV RCA (UE) 897/2014

Les préfinancements supplémentaires seront faits dans les 45 jours de la présentation à l'AG du rapport intermédiaire y compris une demande de paiement.

Un autre acompte de préfinancement peut-être donné seulement si la partie des dépenses effectivement encourues, et qui est financée par la contribution du Programme, s'élève au moins à 70 % du dernier paiement (et à 100 % de tout paiement précédent), appuyé par le rapport intermédiaire correspondant.

Dans le cas où le projet a dépensé moins de 70 % du dernier préfinancement ou 100 % de tout préfinancement précédent, le montant du préfinancement sera réduit en déduisant le montant correspondant des ressources non utilisées.

Selon la longueur de la durée du projet, le contrat de subvention définira les pourcentages de paiement de préfinancement et le solde final, conformément aux conditions définies dans les appels à propositions.

L'autorité de gestion établira le montant de chaque autre préfinancement, y compris le solde final, sur la base d'une évaluation, réalisée par le Secrétariat technique conjoint, de chaque rapport intermédiaire et final. L'autorité de gestion établira donc le montant des dépenses pouvant être prises en considération dans le calcul des seuils mentionnés ci-dessus (70 % du dernier préfinancement reçu et 100 % de tout préfinancement précédent reçu). Toutes les dépenses non admissibles déclarées ne seront pas examinées dans le cadre de la partie de la subvention déjà transférée. Dans le cas où les coûts éligibles réellement encourus par la société de personnes au cours du projet sont plus faibles que les montants reçus au titre de préfinancement, l'autorité de gestion appliquera le taux de financement aux coûts réels, et le bénéficiaire, le cas échéant, devra rembourser les montants excédentaires versés par l'AGC au titre du préfinancement reçu.

#### 4.11 SYSTEMES DE REPORTING INFORMATISES ET ECHANGE DE DONNEES ENTRE L'AG ET LA CE

Selon les indications fournies par la Commission européenne, lors de l'élaboration du Système d'information de gestion du Programme (SIG), l'AG adoptera un système compatible avec la base de données KEEP comme une source d'information sur les projets financés par le Programme IEV CTF Med 2014-2020. Cela permettra à la Commission européenne d'obtenir directement par l'intermédiaire de KEEP la majorité des informations et des données sur les projets financés sans demander des détails supplémentaires dans le rapport annuel de mise en œuvre.



Au cours de la période de programmation 2007-2013, l'AGC a déjà implémenté la possibilité d'exporter les données pertinentes sur la mise en œuvre de projets du SIG et de les transférer automatiquement à KEEP. Cette fonction sera ainsi mise à jour selon la structure proposée par les experts KEEP pour la période 2014-2020.

#### 4.12 LANGUES ADOPTÉES PAR LE PROGRAMME

Les langues à utiliser dans la mise en œuvre du Programme IEV CTF Bassin Méditerranéen sont les suivantes :

- **Langues du Programme** : Anglais, français et arabe ;
- **Langues du Projet** : Anglais ou français ;
- **Langues juridiques et d'arbitrage** : Anglais ou français.

Le Programme opérationnel conjoint est rédigé en anglais et en français, avec un résumé en arabe.

**Les langues du Programme** sont utilisées pour les documents de Programme et pour le matériel de diffusion, ainsi que dans les réunions les événements du Programme.

Pour toutes les procédures et tous les documents concernant chaque projet (depuis la présentation de la proposition jusqu'au rapport final), une des deux **langues des projets** devra être choisie par le partenariat.

Toutes les demandes de renseignements adressées aux organes de gestion du Programme et les réponses correspondantes devraient être établies en anglais ou en Français.

**Les langues juridiques et d'arbitrage** sont utilisées pour les contrats de subvention et les procédures administratives et juridiques relatives à la gestion du Programme. Lorsque requis, les organes de gestion du Programme peuvent également utiliser leur langue officielle pour les procédures administratives et juridiques internes.

#### 4.13 MODIFICATION ET CLOTURE DU PROGRAMME

Conformément à l'article 6 du Règlement IEV n. 897/2014, toute modification du POC sera effectuée sur la base de la procédure décrite ci-dessous :

- Pour les adaptations mineures du Programme qui n'ont pas d'incidence significative sur la nature et les objectifs de celui-ci, telles que modifications cumulées jusqu'à concurrence de 20 % de la contribution allouée par le Programme à chaque objectif thématique ou à l'assistance technique, l'AG proposera ces adaptations mineures au CSC pour son accord préalable. L'AG informera la Commission de toute modification de ce type, au plus tard dans le rapport annuel suivant, et lui communiquera toutes les informations supplémentaires nécessaires.
- Pour les modifications significatives (majeures) qui auront un impact substantiel sur la mise en œuvre du Programme, notamment les cas décrits dans l'article 6, paragraphe 2, le CSC peut proposer d'amender le texte du POC. Les modifications proposées sont être dûment motivées et transmises à la CE par l'AG. La Commission évalue les informations fournies. Si elle formule des observations, l'autorité de gestion lui communique toutes les informations





supplémentaires nécessaires. Dans un délai de cinq mois à compter de la date à laquelle la demande de révision a été présentée, la Commission approuve cette dernière à condition que toutes ses observations aient été dûment prises en compte. Toute révision d'un Programme dans les cas visés au paragraphe 2 de l'article 6 est adoptée par décision de la Commission et peut nécessiter la modification des conventions de financement.

En ce qui concerne la clôture du Programme, elle sera conduite conformément à l'article 19 du Règlement IEV 897/2014.



## ANNEXES



## A. TABLEAUX SYNOPTIQUES PAR OBJECTIF THEMATIQUE

### MICROS, PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

<b><u>FORCES</u></b>	<b><u>BESOINS A MOYEN TERME (BMT)</u></b>
<ul style="list-style-type: none"><li>• La proximité géographique et un marché d'environ 400 millions de personnes</li><li>• Pour les PPM, l'Europe est le premier partenaire étranger (en termes d'IED et de commerce)</li><li>• Réseau consolidé de relations commerciales déjà existantes</li><li>• La charte euro-méditerranéenne pour les entreprises (Charte MED) et sa mise en œuvre constituent un cadre pour améliorer le climat des affaires dans l'espace euro-méditerranéen et l'uniformiser</li><li>• L'environnement réglementaire des entreprises du côté Sud s'est amélioré en 2012</li><li>• Existence de programmes de réforme administrative, des programmes dédiés aux PME et des services de soutien à l'innovation (tels que les incubateurs et les fonds de capital-risque)</li><li>• La région est déjà positionnée sur certaines chaînes de valeur mondiales (automobile, textile, agroalimentaire et logistique)</li><li>• Les MPME représentent plus de 50 % de la population active et plus de 90 % des entreprises l'ensemble de la région, et comptent une part importante des exportations et du PIB.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Renforcer le rôle des autorités locales dans la diffusion d'une culture entrepreneuriale, par la fourniture d'une formation de qualité et de services de développement commercial, de coaching et d'expertise pour les entreprises dans les domaines de l'innovation et du progrès technologique et de l'accumulation des connaissances dans la région</li><li>• Soutenir la croissance rapide des start-ups innovantes ou de préférence des consortiums d'entreprises, avec un accent particulier sur les jeunes et les femmes entrepreneurs, et faciliter la protection de leurs droits de propriété intellectuelle et de commercialisation, le cas échéant</li><li>• Renforcer et soutenir les réseaux euro-méditerranéens, les chaînes de valeur dans les secteurs traditionnels (agro-alimentaire, tourisme, textile/habillement, etc.) et les secteurs non traditionnels (solutions d'idées innovantes pour le développement urbain, éco-logement, technologies durables liées à l'eau et à d'autres technologies propres, énergies renouvelables, industries créatives, etc.)</li><li>• Soutenir la création d'entreprises par les diasporas économiques et académiques, avec un accent particulier sur les jeunes entrepreneurs</li><li>• Promouvoir des services intégrés de développement d'entreprise pour appuyer les entrepreneurs sur les différentes étapes du cycle d'activité (études de faisabilité, marketing et promotion, internationalisation et partenariat)</li><li>• Soutenir la coopération des groupements et l'internationalisation, afin de surmonter les limites dimensionnelles et de créer des synergies pour entrer dans une économie mondialisée</li><li>• Développer le mentorat et l'encadrement des programmes, notamment pour aider les jeunes entrepreneurs à mettre sur pied leur propre entreprise, y compris les cours pour améliorer les compétences financières des propriétaires de MPME et de start-ups, ainsi que leur capacité à présenter une proposition d'affaires convaincante, à bien communiquer la performance de l'activité et à assurer la liaison avec les institutions financières</li><li>• Introduire des programmes d'amélioration de la productivité et encourager les secteurs à productivité élevée, soutenir l'innovation et l'intensité de la connaissance des entreprises</li></ul>
<b><u>FAIBLESSES</u></b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Hétérogénéité des politiques, réglementations fiscales et commerciales de soutien aux entreprises</li><li>• Dans les PPM, les grands employeurs, publics et privés, ont eu tendance à dominer les marchés de produits et à bénéficier d'un accès privilégié aux systèmes bancaires</li><li>• Présence inégale des PME innovantes selon les pays</li><li>• Niveau inégal d'investissement du secteur public dans l'enseignement scientifique et technologique et R&amp;D</li><li>• Les MPME perdent du terrain en termes de compétitivité, ce qui conduit à une prédominance d'« entreprises survivalistes » axées sur la nécessité</li><li>• Niveau inégal de « culture entrepreneuriale » entre les pays de la zone</li><li>• Déséquilibres entre les qualifications des travailleurs et les exigences du marché de l'emploi</li><li>• Rigidités du marché du travail, bureaucratie, accès au financement sont parmi les obstacles principaux que rencontrent les MPME</li><li>• Transparence liée aux obstacles « derrière les frontières » et mise en œuvre de la facilitation des échanges commerciaux et du transport dans la région euro-méditerranéenne.</li><li>• Absence d'accords de reconnaissance mutuelle qui facilitent et affectent le commerce des services dans la région euro-méditerranéenne.</li></ul>	



## TOURISME

### FORCES

- Le tourisme est un pilier majeur de l'économie de la zone
- Les voyages et le tourisme sont créateurs d'emploi et en 2012 ils ont contribué directement à 7,7 millions d'emplois et indirectement à près de 20 millions d'emplois (par le biais des activités auxiliaires)
- Selon les chiffres de l'OMTNU, les projections de croissance sont élevées sur le long terme, et l'écotourisme est considéré comme un des segments à plus forte croissance de l'industrie touristique
- La Méditerranée est dotée d'une vaste gamme de ressources naturelles et d'un patrimoine historique/archéologique/oenogastronomique
- Il y a un consensus large sur l'importance de l'écotourisme et ses « effets positifs sur la génération de revenus, la création d'emplois et l'éducation et donc sur la lutte contre la pauvreté et la faim » ; le Maroc a facilité la récente approbation (2012) d'une résolution de l'ONU intitulée « Promotion de l'écotourisme pour l'éradication de la pauvreté et la protection environnement »
- Investir dans l'écologisation du tourisme peut réduire les coûts d'exploitation

### FAIBLESSES

- Fort positionnement sur le marché, qui n'est pas encore traduit en une image de marque distinctive (une Méditerranée => de nombreuses Méditerranées)
- Concentration sur un seul produit : tourisme « soleil, sable et plage », qui représente toujours la base du tourisme méditerranéen ; prévalence des destinations touristiques « low cost »
- Secteur extrêmement vulnérable aux chocs extérieurs ; l'instabilité politique persistante et l'incertitude peuvent affecter les performances
- La saisonnalité de la demande affecte le secteur
- Une partie importante des revenus du tourisme ne bénéficie pas à l'économie de la région ou du pays hôte
- Les stratégies nationales ne reflètent pas toutes les priorités du tourisme durable ; absence d'éco-certification et de labellisation au niveau méditerranéen
- Environnement naturel de plus en plus en péril
- Pressions accrues sur les sociétés et le patrimoine culturel

### BESOINS A MOYEN TERME (BMT)

- Partager une vision commune, améliorer la coopération et former des alliances stratégiques entre les institutions méditerranéennes
- Améliorer la durabilité des stratégies touristiques et des planifications conjointes (public, privé, organisations de la société civile) d'un tourisme durable
- Diversifier les activités dans de nouveaux segments et niches, tels que l'éco-tourisme et le tourisme solidaire
- Développer un modèle de tourisme intégré (c'est-à-dire mieux intégré dans les contextes naturels, sociaux et économiques), y compris des outils de communication innovants et efficaces
- Élaborer des politiques et des stratégies pour appuyer une meilleure répartition de la valeur ajoutée par le biais de partenariats locaux équitables
- Améliorer l'e-marketing et aider l'adoption de formes innovantes de commercialisation et de marketing
- Minimiser l'utilisation des ressources, la production de déchets, réduire l'impact du transport touristique
- Conserver et valoriser le patrimoine naturel et culturel
- Faire participer le secteur privé dans le tourisme vert
- Aider la formation professionnelle en faveur du tourisme
- Appuyer le renforcement des capacités et développer les ressources humaines au sein du secteur
- Renforcer la participation et l'implication des communautés locales dans la gestion du tourisme
- Soutenir les activités visant à souligner l'importance du tourisme pour le développement durable, comme choix de carrière et atténuation de la pauvreté



- Croissance de l'impact des technologies de l'information et de la communication et des difficultés à y faire face
- Compétitivité réduite dans les PMUE, notamment en raison de coûts d'exploitation plus élevés ; besoin d'améliorer le cadre réglementaire (également par l'intermédiaire d'un personnel mieux qualifié) dans les PPM
- Émergence de nouvelles exigences sur les habitudes de consommation de touristes « nouveaux » (en raison de nouveaux marchés émetteurs)
- Concurrence entre destinations

## INNOVATION ET TECHNOLOGIE

### FORCES

- L'importance de l'innovation est reconnue par les PMUE et les PPM et incorporée dans les principaux accords bilatéraux
- Les organismes des pays n'appartenant pas à la Méditerranée européenne qui sont associés au septième Programme-cadre ont eu l'occasion de participer et d'être financés par le FP7 aux mêmes conditions que ceux des États membres de l'UE
- Il y a une disponibilité de capital humain dans le bassin méditerranéen, avec des niveaux élevés de l'éducation
- Il y a plus de 100 universités publiques dans PPM
- Le nombre de publications scientifiques est en hausse
- Le nombre de chercheurs est en augmentation
- Les technopoles, pépinières d'entreprises et bureaux de transferts de technologie sont en place dans la plupart des pays, tout comme les centres d'excellence

### FAIBLESSES

- La dépense en recherche et développement comme pourcentage du PIB est généralement faible, tant dans les pays méditerranéens du Sud que dans ceux du Nord
- Il y a un niveau inégal de la culture de l'innovation dans tous les pays du Programme
- Le nombre de chercheurs est encore faible dans les PPM
- Les publications scientifiques sont produites par un petit nombre d'universités dans les PPM
- La disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée pour la mise à niveau de l'industrie est limitée
- Faible niveau de compétences de gestion liées à l'innovation dans les secteurs public et privé
- Environ 90 % des dépenses en recherche et développement dans PPM viennent du

### BESOINS A MOYEN TERME (BMT)

- Soutenir un système de gouvernance pour l'innovation (au niveau du bassin et au niveau national), multipliant les synergies entre les différents acteurs
- Adapter la vision et les objectifs de la stratégie nationale au niveau de développement de l'économie
- Améliorer la politique de coordination et établir clairement les responsabilités
- Recueillir des données internationalement comparables sur R&D et innovation
- Renforcer les capacités des Institutions et des organismes publics en charge de l'innovation
- Faciliter le transfert technologique et la commercialisation des résultats de recherche, le renforcement des liens entre la recherche et l'industrie
- Trouver des moyens appropriés pour impliquer le secteur privé dans le financement de la recherche de l'innovation
- Aider les MPME à accéder à la recherche et à l'innovation grâce à la mise en réseau (clusters), améliorer l'accès et la disponibilité de fonds de capital-risque
- Créer une plate-forme pour faciliter la coopération, les partenariats et les échanges d'information et de bonnes pratiques transversales de projets innovants
- Renforcer les programmes d'échange de recherche et de coopération entre les universités de la Méditerranée
- Créer/promouvoir des structures de soutien à l'innovation (p. ex. outils et systèmes de transfert de technologies, accélérateurs d'innovation, disponibilité des connaissances pertinentes sur les questions de gestion de la propriété intellectuelle)
- Développer la formation professionnelle en soutien à l'innovation
- Améliorer la coopération inter-cluster, pour une internationalisation plus rapide et un meilleur accès aux programmes H2020 pour les PME innovantes méditerranéennes et les laboratoires de recherche



<p>secteur public contre près d'un tiers dans les pays européens. Le secteur privé n'est guère impliqué dans le financement des centres de recherche et de parcs technologiques dans les PPM</p> <ul style="list-style-type: none"><li>Le système de financement pour des activités innovantes (capital-risque) est faible</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Soutenir les filières répondant aux besoins spécifiques des villes méditerranéennes durables et intelligentes (mobilité, gestion des risques, gestion de l'énergie, systèmes d'aide la décision...)</li></ul>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

## INCLUSION SOCIALE ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

### FORCES

- Les objectifs et des politiques sociales font partie intégrante des partenariats et des relations extérieures de l'UE et l'inclusion sociale est l'une des quatre priorités du programme indicatif régional 2011-2013 de la PEV
- Les PMUE ont un système bien établi de protection sociale
- Dans les PPM, la famille et le voisinage sont très importants et représentent une solidarité nette ; les réseaux informels de protection sociale sont très répandus
- Les PMUE et les PPM sont engagés à lutter contre la pauvreté et réduire le chômage, surtout chez les jeunes
- Les jeunes représentent le capital humain pour une croissance future et peuvent être un facteur déterminant pour le développement
- L'économie sociale (coopératives, ONG, etc.) peut compléter les interventions de l'État
- Le rôle de l'économie sociale et solidaire est largement reconnu dans la zone de coopération: il y a plus de 400 000 entreprises sociales qui fournissent des emplois à plus de 6 millions de personnes en l'Algérie, France, Italie, Maroc, Portugal, Espagne et Tunisie
- Une forme de coopération dans le secteur de l'économie sociale existe déjà ; le réseau euro-méditerranéen de l'économie sociale (ESMED) est opérationnel depuis 2000 pour promouvoir la coopération et le dialogue entre les organismes d'économie sociale du nord et du sud de la Méditerranée
- Les programmes de coopération entre les administrations publiques de la Méditerranée sont déjà en place

### FAIBLESSES

- Persistance des crises économiques ayant un impact négatif sur le système social
- Le système européen de protection sociale est en crise, aggravé par la situation économique

### BESOINS A MOYEN TERME (BMT)

- Création de mécanismes institutionnels de coopération entre les secteurs de publique, privé et communautaires pour assurer une gouvernance durable du développement socio-économique
- Soutenir la coopération entre institutions pour la mise en place de laboratoires sur les « idées » pour des services sociaux innovants
- Établir un partenariat durable entre l'administration publique et les acteurs de l'économie sociale pour le partage des idées, des bonnes pratiques et des expériences positives
- Soutenir l'administration locale en instituant un mécanisme permanent de dialogue et de collaboration (« forum ») avec le secteur privé (pour soutenir la jeune génération par le biais de l'apprentissage en cours d'emploi et en facilitant leur entrée le marché du travail)
- Renforcer la participation des femmes dans l'économie ; soutenir la création et la gestion d'entreprises féminines ; développer la formation professionnelle afin de faciliter la participation des femmes à la population active
- Intégrer et promouvoir l'inclusion sociale dans toutes les domaines et niveaux de l'élaboration des politiques par le biais de la participation des organismes publics, des partenaires sociaux, des ONG et des autres acteurs concernés
- Développer l'aide à l'entrepreneuriat des jeunes, également en partenariat avec le secteur bancaire
- Soutenir les acteurs de l'économie sociale et solidaire , aussi en termes d'amélioration des capacités et de coopération avec les administrations publiques pour la fourniture de services



- Dans les PPM, les mesures « de soutien du revenu » sont souvent utilisées et mises en œuvre par le biais de nourriture et de subventions aux carburants, plutôt que de régimes de protection sociale
- Il y a une part croissante de la population à risque de pauvreté dans la zone du Programme
- Le taux de chômage augmente régulièrement, en particulier chez les jeunes
- L'inégalité – à travers des sous-unités administratives et liées au sexe – est à la hausse
- Dans les PPM, l'accès aux services est limité, surtout en milieu rural
- Une partie croissante des jeunes entrent dans la catégorie des NEET (jeunes privés d'emploi, d'éducation et de formation)
- Les rigidités du marché, l non-correspondance des compétences comptent parmi les principaux moteurs du chômage des jeunes

## GESTION DE L'EAU

### FORCES

- L'eau est une ressource renouvelable et un service important rendu à l'écosystème, comportant des fonctions importantes d'approvisionnement et de régulation.
- Un certain nombre de processus et d'initiatives régionaux et internationaux ciblant l'eau sont en place (les Objectifs du millénaire pour le développement, le Sommet mondial pour les objectifs de développement durable, les Protocoles au titre de la Convention de Barcelone et du plan d'action pour la Méditerranée/PNUE et la Stratégie pour le développement durable, etc.)
- Au niveau européen, la directive-cadre sur l'eau (2000) a marqué une étape importante car elle a souligné l'importance de la gestion de l'eau par bassin fluvial - l'unité hydrologique et géographique naturelle - au lieu de dépendre des frontières politiques ou administratives
- La plupart des pays méditerranéens se consacrent aux principes de la Gestion intégrée des ressources en eau et la plupart des pays ont par conséquent révisé leurs législations dans ce sens
- L'accès aux populations à l'eau potable se situe au-dessus de la moyenne mondiale (couvrant 90 % de la population)
- Des progrès ont déjà été réalisés dans presque tous les pays de la zone du Programme à l'égard de l'efficacité globale de l'utilisation des eaux (domestique et irrigation combinées).

### BESOINS A MOYEN TERME (BMT)

- Un soutien de l'application des approches du côté de la demande en gestion de l'eau, pour augmenter l'efficacité et l'utilisation durable de la ressource
- Une réduction de l'eau non génératrice de revenus dans le système d'approvisionnement en eau
- Encouragement de l'utilisation d'un approvisionnement en eau non conventionnel (évaluant correctement les bénéfices et les risques), afin de réduire la pression sur les ressources en eau
- Encouragement de la planification et de la coopération transnationale commune au niveau du bassin ou du sous-bassin, de manière cohérente et complémentaire par rapport aux autres initiatives régionales et internationales
- Encouragement de l'intégration des objectifs de conservation des eaux, évaluation et gestion des risques d'inondation, et gestion des sécheresses, dans une coopération territoriale (locale) de soutien et de planification parmi les autorités locales à cet égard
- Renforcement des capacités de l'administration à gérer les eaux de manière durable et efficace, à intégrer des interventions de demande et d'approvisionnement en eau, également par le biais de l'échange d'expériences pilotes et d'initiatives de coopération



- Les eaux usées, si elles sont traitées de manière adéquate, constituent une opportunité
- Les technologies et pratiques non conventionnelles d'approvisionnement en eau (réutilisation des eaux usées traitées, usines de dessalement) ont déjà été soutenues dans la zone
- Un Réseau méditerranéen des organisations de bassin, dont les membres comprennent entre autres Chypre, la France, la Grèce, Israël, l'Italie, la Jordanie, le Liban, la Libye, le Maroc, la Palestine, le Portugal, l'Espagne et la Turquie, existe déjà sous la forme du RIOB (Réseau International des Organismes de Bassin) et encourage une gestion intégrée des ressources en eau au niveau des bassins fluviaux

### **FAIBLESSES**

- La disponibilité de l'eau dans le bassin méditerranéen est limitée et sa capacité à s'auto-générer varie en fonction de l'espace et du temps ; certains pays exploitent des ressources en eau non renouvelables
- Les ressources en eau sont distribuées de manière inégale à travers la Méditerranée, avec des pays sur les rives Sud et Est en situation de « stress hydrique »
- Le bassin méditerranéen est considéré comme un « point chaud » de la planète en termes de variabilité et de changement climatiques, et les scénarios de changement de climat pour 2050 prédisent une réduction des précipitations et une augmentation des températures, ce qui aura des répercussions supplémentaires sur la disponibilité de l'eau
- Les prélèvements d'eau - dus à l'accroissement de la population, à l'urbanisation et au développement économique - augmentent, et ceci pourrait mener à des pénuries d'eau dans les scénarios à long terme
- Les lacunes de l'utilisation des eaux affectent les secteurs de l'irrigation et de l'eau potable
- Des règles en matière de gestion de l'eau ont principalement porté sur l'approvisionnement, pour étendre l'approvisionnement en eau à travers des projets d'infrastructures, et de manière très limitée du côté de la demande
- La rareté de l'eau est exacerbée par une détérioration de la qualité de l'eau et le manque de gestion efficace de l'eau
- De nombreuses autorités locales en Méditerranée disposent de faibles capacités de planification, de gestion et de mise en œuvre en ce qui concerne la gestion de l'eau
- Une application de la législation et une gouvernance multi-niveaux insuffisantes affectent encore l'efficacité des politiques en matière d'eau
- Une implication de faible niveau des acteurs dans le processus de prise de décision concernant le secteur des politiques en matière d'eau et la planification des

- Encouragement de la participation des acteurs dans le processus de prise de décision concernant le secteur des politiques en matière d'eau et la planification des ressources en eau
- Soutien des initiatives visant à trouver des solutions innovantes et technologiques pour accroître l'efficacité de l'eau dans l'agriculture, et à travers des pratiques agronomiques améliorées
- Renforcement des mesures de soutien à la sensibilisation pour défendre la valeur de l'eau ; renforcement des partenariats locaux entre consommateurs et administrations en vue d'introduire des mesures d'économie d'eau





<p>ressources en eau.</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Manque de procédures de rationalisation en ce qui concerne l'utilisation d'outils innovants pour la gestion durable de l'eau</li><li>• Plus de 20 millions d'habitants n'ont toujours pas accès à des services d'eau améliorés</li><li>• L'ébauche finale de la Stratégie pour l'eau en Méditerranée n'a pas encore été approuvée, pour des raisons politiques</li></ul>	
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

## TRAITEMENT ET RECYCLAGE DES DÉCHETS

<b><u>FORCES</u></b>	<b><u>BESOINS A MOYEN TERME (BMT)</u></b>
<ul style="list-style-type: none"><li>• L'Europe a réussi à dissocier la richesse et la croissance économique de la génération de déchets</li><li>• L'UE a défini un certain nombre de politiques de gestion des déchets et émis des directives qui vont vers une meilleure harmonisation des législations sectorielles</li><li>• L'importance des politiques de gestion des déchets judicieuses est partagée et reconnue dans les PPM, et reflétée dans un certain nombre d'accords bilatéraux et multilatéraux</li><li>• Les PMUE disposent d'un savoir-faire managérial et technique, ainsi que de technologies, qui peuvent être partagés avec des pays du sud de la Méditerranée</li><li>• Les déchets constituent une ressource</li><li>• Une gestion judicieuse des déchets est essentielle pour garantir une efficacité des ressources et poursuivre une croissance durable</li><li>• Les PMUE appliquent des systèmes de gestion des déchets intégrés, à l'aide de technologies et d'outils différents (les technologies d'enfouissement, conjointement avec l'incinération, le recyclage et la réutilisation) et ont une couverture de ramassage de 100 % des déchets municipaux solides</li><li>• De grandes quantités de déchets municipaux organiques et issus de l'agriculture facilitent une plus grande diffusion des traitements biologiques, qui sont caractérisés par la quantité la plus faible de résidus de déchets à éliminer dans les décharges</li><li>• La plupart des pays de la zone du Programme ont signé des conventions internationales sur les déchets (la Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets (1972) et son protocole MARPOL, et la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination), et se sont engagés à lier les législations et réglementations nationales aux exigences internationales</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Améliorer les capacités institutionnelles pour planifier, mettre en place, surveiller et contrôler une gestion efficace des déchets</li><li>• Établir un dialogue inter-institutionnel et des plates-formes d'échange de connaissances sur les bonnes pratiques de gestion des déchets (managériales, financières et économiques) pour tendre vers le développement harmonisé des capacités institutionnelles applicables dans l'espace du Programme</li><li>• Augmenter la sensibilisation concernant les processus de gestion des déchets et le cycle de vie des déchets, afin d'améliorer la valorisation des matériaux et un changement de perspective dans le sens que les déchets ne sont pas complètement une charge, mais également une opportunité</li><li>• Partager des cadres communs afin de préserver l'état du bassin méditerranéen (séquestration du CO<sub>2</sub>, valorisation des déchets toxiques)</li><li>• Générer un ensemble de normes applicables en Méditerranée pour le recyclage et le compostage</li><li>• Attirer l'attention du public sur l'importance d'une bonne gestion des déchets, avec une référence particulière au ramassage basé sur une collecte des déchets triés à la source</li><li>• Réduire la génération de déchets municipaux</li><li>• Augmenter l'utilisation des traitements biologiques, en vue de réduire la quantité de d'ordures placées dans les décharges. Ceci implique un tri des déchets à la source et/ou un tri efficace des flux de déchets mélangés</li><li>• Évaluer la capacité d'absorption du marché pour le compostage et les produits recyclés afin de définir des cibles réalistes pour diffuser les traitements biologiques</li><li>• Éliminer l'élimination inappropriée des déchets, par l'établissement de manière progressive d'un mix adéquat de traitements et d'installations d'élimination des</li></ul>



- Le entre régional Méditerranéen pour l'intervention d'urgence contre la pollution marine accidentelle (REMPEC) est opérationnel depuis de nombreuses années pour contribuer à prévenir et réduire la pollution des bateaux et à combattre la pollution en cas d'urgence

### **FAIBLESSES**

- La mise en place d'une gestion efficace des déchets est plus difficile dans des zones où les capacités institutionnelles sont faibles
- Différentes législations et réglementations rendent difficile l'obtention d'une analyse factuelle et détaillée des déchets et l'établissement de politiques et de normes partagées au niveau méditerranéen
- Il existe un niveau inégal de développement entre les rives du nord et du sud de la Méditerranée, en termes de technologies appliquées, d'infrastructure et de systèmes de gestion
- La production de déchets municipaux augmente encore dans les PPM
- La génération de déchets municipaux dans certains PMUE (notamment Malte, Chypre, l'Italie et l'Espagne) doit encore être réduite pour se rapprocher de la moyenne des pays de l'UE
- Certains pays européens de la Méditerranée comptent encore beaucoup sur les décharges
- Une faible couverture de ramassage et une élimination inappropriée des déchets municipaux caractérisent les PPM
- Les déchets ne sont encore pas suffisamment valorisés en tant que ressource économique à la fois par le grand public et les entreprises
- Certains déchets ont une valeur de revente rentable qui n'est pas systématiquement exploitée, mais qui pourrait exploiter la totalité de la chaîne de valeurs des matériaux dans la perspective d'une analyse de cycle de vie
- Les zones rurales à faibles revenus sont caractérisées par une capacité réduite à payer des frais en faveur de la durabilité économique des systèmes de gestion des déchets
- Une faible sensibilisation sur l'importance d'une bonne gestion des déchets dans des zones rurales à faibles revenus rend plus difficile la mise en place d'initiatives en vue d'améliorer les normes de gestion des déchets
- La pollution volontaire par les hydrocarbures (causée par les bateaux) se produit en Méditerranée

### déchets

- Minimiser l'incidence de l'élimination dans les décharges grâce à un tri des déchets à la source et à l'amélioration du mix de traitements et des installations d'élimination des déchets
- Augmenter les capacités des autorités portuaires et locales à gérer les déchets générés à bord des bateaux, par des politiques en matière de déchets en mer et sur terre intégrées et des plans en matière de gestion des déchets, et mettre en place un contrôle et une surveillance efficaces par le biais des systèmes de suivi TIC
- Partager les expériences sur le recyclage des déchets et des eaux provenant des industries traditionnelles (production d'huile d'olive, industrie du tannage, tourisme, etc.)
- Accroître la sensibilisation sur les risques associés à la santé pour les personnes récupérant des déchets et lancer des initiatives d'inclusion sociale (par ex. emploi alternatif, génération de revenus, etc.)



## ÉNERGIES RENOUVELABLES ET EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

### FORCES

- Les énergies renouvelables (ER) représentent un avantage compétitif naturel pour la zone de coopération
- Les ER ont le potentiel d'augmenter la sécurité énergétique des pays qui peuvent compter sur une ressource autochtone inépuisable
- Il existe une demande énergétique croissante en Méditerranée, plus particulièrement dans les PPM
- énergie solaire est plus importante que toutes les autres ressources énergétiques renouvelables
- Des réseaux interconnectés entre les pays des rives Nord et Sud sont déjà en place et certains autres sont en cours de construction. Cela permettrait aux PPM d'exporter des ER en Europe et de profiter de tarifs de rachat européens
- Les systèmes photovoltaïques peuvent être construits à proximité des consommateurs (par ex. sur des toits de bâtiments)
- L'électricité solaire thermique et l'électricité solaire photovoltaïque font concurrence à la production d'électricité alimentée au pétrole dans les pays ensoleillés, généralement pour couvrir des pics de demande, et dans de nombreuses îles
- Sur la base du rythme actuel de réduction des coûts, on s'attend à ce que l'énergie solaire atteigne une compétitivité à grande échelle dans moins de dix ans
- Le photovoltaïque solaire hors réseau peut transformer la vies des personnes actuellement privés de l'accès à l'électricité
- Les installations photovoltaïques solaires créent en moyenne sept fois plus d'emplois que les centrales au charbon pour produire la quantité équivalente d'heures en mégawatts
- Les améliorations en matière d'efficacité énergétique offrent un grand potentiel pour les réductions des émissions de Co2 et des conditions plus abordables et moins chères pour les logements privés de personnes à faible revenu

### FAIBLESSES

- Toutes les sources d'énergies renouvelables offrent divers avantages et risques environnementaux (parmi ces derniers, par exemple, la perturbation d'espèces d'oiseaux migrateurs et les impacts sur la valeur esthétique du paysage, les impacts sonores et visuels pour l'énergie éolienne ; concernant l'énergie solaire, les impacts comprennent l'utilisation de la terre et la perte de l'habitat, l'utilisation des eaux, et l'utilisation de matières dangereuses lors de la fabrication).

### BESOINS A MOYEN TERME (BMT)

- Renforcer un échange d'expériences sur une mise en place tangible et technique de projets sur les énergies renouvelables, ce qui permet aux administrations locales dans la région qui ont réalisé des projets sur les énergies renouvelables de fournir une formation aux pays voisins afin d'améliorer le partage d'expertise et d'expérience (également en se basant sur des résultats de projets de coopération de recherche, tels que le RESSOL-MEDBUILD ou d'autres dans le cadre du FP7)
- Promouvoir la mise en place d'applications innovantes et diversifiées dans les régions cibles à travers un transfert de technologies transfrontalier, de savoir-faire et de bonnes pratiques sur l'énergie solaire
- Soutenir une approche intégrée vers l'énergie solaire, en favorisant le déploiement de l'ensemble des technologies qui faciliteraient l'utilisation de l'énergie solaire
- Améliorer la connaissance de la disponibilité du marché existant et le ratio comparatif coûts-bénéfices des technologies innovantes de référence pour des applications de construction décentralisées
- Développer et mettre en place des programmes d'apprentissage sur l'énergie renouvelable à long terme conçus pour développer une masse critique de personnel formé localement avec des compétences techniques, particulièrement pour l'exploitation et la maintenance
- Renforcer la coopération entre les centres de recherche, le secteur privé et les administrations publiques locales de l'EU et des PPM, également en vue de soutenir des actions innovantes dans le domaine des énergies renouvelables (avec une attention spécifique portée sur l'énergie solaire et les énergies de biomasse à partir des déchets de l'agriculture)
- Identifier et quantifier les coûts et les bénéfices non techniques (c'est-à-dire sociétaux, économiques et environnementaux) des énergies renouvelables
- Identifier et favoriser des mesures et des procédures visant à améliorer les habitudes de consommation, en organisant des programmes de formation nécessaires ; soutenir les campagnes d'information visant à promouvoir des pratiques d'économie d'énergie, l'utilisation de l'énergie renouvelable, le renforcement de la construction et la promotion des « consommateurs intelligents »
- Examiner la faisabilité, les coûts et les bénéfices de l'introduction de réseaux intelligents dans des zones pilotes des PPM
- Soutenir l'échange d'expériences des administrations locales et le transfert d'innovation visant à améliorer l'efficacité énergétique
- Définir et coordonner la mise en place de changements possibles dans la consommation d'énergie, les processus ou les systèmes d'équipement



<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aujourd'hui, l'électricité solaire dans la plupart des marchés n'est pas encore capable d'être concurrentielle sans mesures d'incitation spécifiques</li> <li>• Le développement des réseaux d'interconnexion reste un grand défi</li> <li>• Il existe une faible connaissance des sources d'énergies renouvelables et de leur potentiel, par le secteur privé et le grand public en particulier dans les PPM</li> <li>• Peu de pays jusqu'à maintenant ont élaboré des politiques globales. Le déploiement de technologies d'énergie solaire entraîne des coûts. Afin de résoudre ce problème, des mesures d'incitation adéquates et des politiques intégrées (aborder de manière holistique un autre secteur énergétique, tel que par exemple l'ensemble des politiques et des subventions publiques de l'énergie fossile) doivent être mises en place afin de créer un cadre de marché propice</li> <li>• La consommation énergétique moyenne dans le secteur du bâtiment a augmenté d'environ 1 % par an depuis 1990</li> <li>• Aucun système de financement international pour améliorer la performance énergétique des bâtiments</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Soutenir des approches rentables concernant les rénovations applicables au type de construction et à la zone climatique</li> </ul>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

## GIZC

<b><u>FORCES</u></b>	<b><u>BESOINS A MOYEN TERME (BMT)</u></b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les côtes méditerranéennes sont riches, même si fragiles, en écosystèmes avec de solides traditions maritimes et un patrimoine culturel inestimable aussi bien matériel qu'immatériel</li> <li>• La Méditerranée a été reconnue comme étant l'un des 25 points chauds de biodiversité mondiale</li> <li>• Les services écosystémiques fournis par les côtes méditerranéennes soutiennent l'existence des communautés locales, des pêcheurs et des familles qui vivent sur ces territoires</li> <li>• Tous les pays côtiers ont reconnu la valeur intrinsèque méditerranéenne et adhéré à un ensemble formé d'une Convention internationale (la Convention de Barcelone) et aux Protocoles associés, et se sont engagés à poursuivre une approche écosystémique</li> <li>• Les états riverains de la mer Méditerranée ont également établi des zones de protection marine, ainsi que des zones de protection de pêche (et des zones de protection écologique)</li> <li>• L'UE a entrepris un certain nombre d'étapes réglementaires pour soutenir la GIZC (Gestion intégrée des zones côtières), comprenant la directive cadre relative à la</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Intégrer l'approche de gestion axée sur l'écosystème de la GIZC à la planification du développement local, grâce à l'amélioration de la coordination intra-territoriale entre les différentes parties prenantes.</li> <li>• Soutenir les capacités de planification des institutions impliquées, promouvoir l'échange d'expériences et de bonnes pratiques à travers les pays méditerranéens</li> <li>• Promouvoir l'initiative des administrations côtières au niveau régional/départemental en portant une attention particulière aux accords transfrontaliers impliquant des programmes partagés et des macros projets</li> <li>• Encourager les politiques en faveur de la reconnaissance en tant que ressources stratégiques méditerranéennes des zones côtières et des sédiments marins/côtiers par des actions innovantes en vue de leur utilisation durable</li> <li>• Encourager l'adoption de logiciels et d'outils innovants afin d'améliorer la planification systémique par le biais de la participation active des parties prenantes et des communautés concernées, et la systématisation des connaissances existantes et des ensembles de données disponibles (par exemple, ceux créés pour mettre en place des actions spécifiques du 7PC, voir le tableau sur les projets principaux financés)</li> </ul>



stratégie pour le milieu marin, qui inscrit dans un cadre législatif l'approche écosystémique

- Un plan d'action pour la réduction des déchets marins est en cours de préparation par MEDPOL/MAP
- La prédominance des pêcheries artisanales représente un avantage important en termes de durabilité pour la Méditerranée
- Le taux de croissance a été de 50 % dans le transport maritime entre 1997 et 2006, et de 10 % pour le trafic de conteneurs en Méditerranée, ce qui a considérablement contribué à la dynamique et aux revenus économiques
- Seulement dans les PMUE, il y a plus de 4000 marinas et 6 millions de bateaux de plaisance qui contribuent considérablement à l'économie touristique
- La durabilité environnementale peut être la clé pour déclencher une croissance économique (particulièrement dans le secteur touristique) sans compromettre les richesses naturelles, mais plutôt en utilisant l'environnement comme opportunité

### **FAIBLESSES**

- Le Protocole sur la Gestion intégrée des zones côtières est entré en vigueur en 2011, mais a été ratifié par un nombre limité de pays
- Le cadre de la prise de décision et des juridictions nationales par secteur est fragmenté, avec une multitude d'acteurs
- Les interactions complexes parmi les différents usages concurrentiels des zones côtières et de la mer nécessiteraient l'application d'une planification intégrée, inspirée par le principe de l'écosystème. Cependant, l'approche de GIZC est encore sectorielle
- Des différences existent encore concernant la réglementation côtière dans la région méditerranéenne et en particulier les limites de construction définies par la loi (cadre légal) ; par exemple, tous les pays méditerranéens n'ont pas défini une loi-cadre concernant les zones côtières
- Un développement touristique incontrôlé et l'expansion urbaine impactent sévèrement l'environnement côtier ; le tourisme non planifié, le transport maritime et la surpêche représentent d'autres menaces potentielles à l'environnement marin
- L'érosion côtière, causée par un bouleversement de l'équilibre sédimentaire, affecte 40 % des littoraux méditerranéens avec une perte des richesses environnementales et des plages de sable au profit de l'industrie touristique, et provoque l'intrusion d'eau salée dans les sols ; en plus, le manque de transport de sédiments, entravé par des travaux intérieurs inévitables (digues, protection des terres, berges des rivières, reforestation, etc.) oblige à trouver des ressources alternatives de sable pour l'entretien des plages.

- Améliorer la connaissance des dynamiques systémiques et des interactions entre des facteurs socio-économiques et environnementaux, de façon à améliorer la compréhension des processus de changement, et de mieux surveiller et planifier un développement durable
- Soutenir les réseaux des Aires Marines Protégées existants et leur implication dans le processus d'élaboration et de soutien des plans durables pour une gestion efficace des zones protégées
- Augmenter la sensibilisation des communautés locales sur les principes, les avantages et les opportunités de «l'économie bleue» pour changer les habitudes de production et de consommation
- Encourager l'implication des groupes d'intérêts/associations d'utilisateurs dans la planification (pêcheurs, opérateurs touristiques, etc.) et la mise en place d'une GIZC durable, par le biais d'une approche de cogestion
- Promouvoir et valoriser la culture maritime et la tradition des pêcheries de petite taille dans la mer Méditerranée, notamment en ce qui concerne les pêcheries durables
- Encourager l'adoption de technologies pour la gestion des ressources de pêche dans la perspective d'une pêche durable et la sécurité en mer.
- Conserver et restaurer la biodiversité et l'écosystème existant dans les fonds marins côtiers
- Protéger les populations, les économies et les infrastructures côtières, et établir des plans de prévention des risques (érosion et submersion)
- Réduire le déversement dans la mer des contaminants chimiques provenant des bassins hydrographiques



- Le changement climatique (l'augmentation du niveau des mers, des tempêtes plus fréquentes) ajoute un effet supplémentaire à l'érosion côtière qui menace d'inondation les littoraux méditerranéens et qui compromet les habitats naturels tels que les zones humides
- Malgré les efforts déjà engagés, les déchets en mer - principalement un sous-produit des actions ayant lieu sur terre telles que l'urbanisation et l'augmentation des activités industrielles - représentent encore un sérieux problème pour les côtes méditerranéennes
- Les capacités de planification et de mise en place de GIZC sont encore faibles dans les institutions méditerranéennes et reflètent un cadre national fragmenté et non coordonné
- Certaines des régions les plus pauvres de la Méditerranée dépendent de plus en plus des ressources naturelles et des services locaux écosystémiques, et la perte de la biodiversité terrestre ou marine pourrait poser un sérieux problème à leur croissance économique et en particulier à la durabilité à long terme des communautés locales
- La concentration saisonnière et spatiale des flux touristiques amplifie son impact sur l'environnement
- Les coûts de construction et de fonctionnement des traitements des eaux usées sont élevés
- Les débarquements de poissons de la Méditerranée représentent 1 % du débarquement total mondial, mais la surface de la Méditerranée ne représente que 0,8 % de la surface globale des océans



## B. TABLEAUX FINANCIERS

**TABEAU B-1 : crédits financiers provisionnels annuels pour les engagements et les paiements envisagés au titre chaque objectif thématique et de l'assistance technique**

	A	B	C	D
	ENGAGEMENTS PROVISIONNELS DE LA CE (À TITRE INDICATIF)*	COFINANCEMENT	ENGAGEMENTS PROVISIONNELS DU PROGRAMME (À TITRE INDICATIF) - Financements CE	PAYEMENTS PROVISIONNELS DU PROGRAMME (À TITRE INDICATIF) - Financements CE
<b>2015</b>				
Projets	31.805.343 €	3.180.534 €	0	0
AT		697.693 €	0	0
<b>TOTAL 2015</b>	<b>31.805.343 €</b>	<b>3.878.227 €</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>2016</b>				
Projets	€ 35.648.977	€ 3.564.898	0	0
AT		€ 782.008	801,516 €	801,516 €
<b>TOTAL 2016</b>	<b>€ 35.648.977</b>	<b>€ 4.346.906</b>	<b>801,516 €</b>	<b>801,516 €</b>
<b>2017</b>				
Projets	€ 26.288.045	€ 2.628.805	84.668.414 €	33.867.366 €
AT		€ 576.664	2.363.431 €	2.363.431 €
<b>TOTAL 2017</b>	<b>€ 26.288.045</b>	<b>€ 3.205.468</b>	<b>87.031.845 €</b>	<b>36.230.797 €</b>
<b>2018</b>				
Projets	36.285.867 €	3.628.587 €	84.668.414 €	33.867.366 €
AT		795,980 €	3.199.919 €	3.199.919 €
<b>TOTAL 2018</b>	<b>36.285.867 €</b>	<b>4.424.566 €</b>	<b>87.868.333 €</b>	<b>37.067.284 €</b>
<b>2019</b>				
Projets	39.190.734 €	3.919.073 €	18.815.203 €	32.926.605 €
AT		859,702 €	3.219.749 €	3.219.749 €
<b>TOTAL 2019</b>	<b>39.190.734 €</b>	<b>4.778.775 €</b>	<b>22.034.952 €</b>	<b>36.146.355 €</b>
<b>2020</b>				
Projets	39.838.846 €	3.983.885 €	0	33.867.366 €
AT		873.919 €	2.737.606 €	2.737.606 €
<b>TOTAL 2020</b>	<b>39.838.846 €</b>	<b>4.857.804 €</b>	<b>2.737.606 €</b>	<b>36.604.971 €</b>
<b>2021</b>				
Projets	-	0	0	32.926.605 €
AT		0	2.707.159 €	2.707.159 €



<b>TOTAL 2021</b>	<b>N.A.</b>		2.707.159 €	35.633.764 €
<b>2022</b>				
Projets	-	0	0	12.229.882 €
AT		0	2.768.890 €	2.768.890 €
<b>TOTAL 2022</b>	<b>N.A.</b>		2.768.890 €	14.998.772 €
<b>2023</b>				
Projets	-	0	0	8.466.841 €
AT		0	2.417.551 €	2.417.551 €
<b>TOTAL 2023</b>	<b>N.A.</b>		2.417.551 €	10.884.392 €
<b>2024</b>				
Projets	-	0	0	0
AT		0	689,959 €	689,959 €
<b>TOTAL 2024</b>	<b>N.A.</b>		689,959 €	689,959 €
<b>TOTAL 2015-2024</b>	209.057.812 €	25.491.746 €	209.057.812 €	209.057.812 €
<b>TAUX DE COFINANCEMENT TOTAL</b>			<b>12,19%</b>	<b>12,19%</b>

\* Les montants des fonds engagés ont été fournis par la Commission européenne.





**TABLEAU B-2 : montants provisionnels de contribution et de cofinancement de l'UE pendant toute la période de programmation au titre chaque objectif thématique et de l'assistance technique**

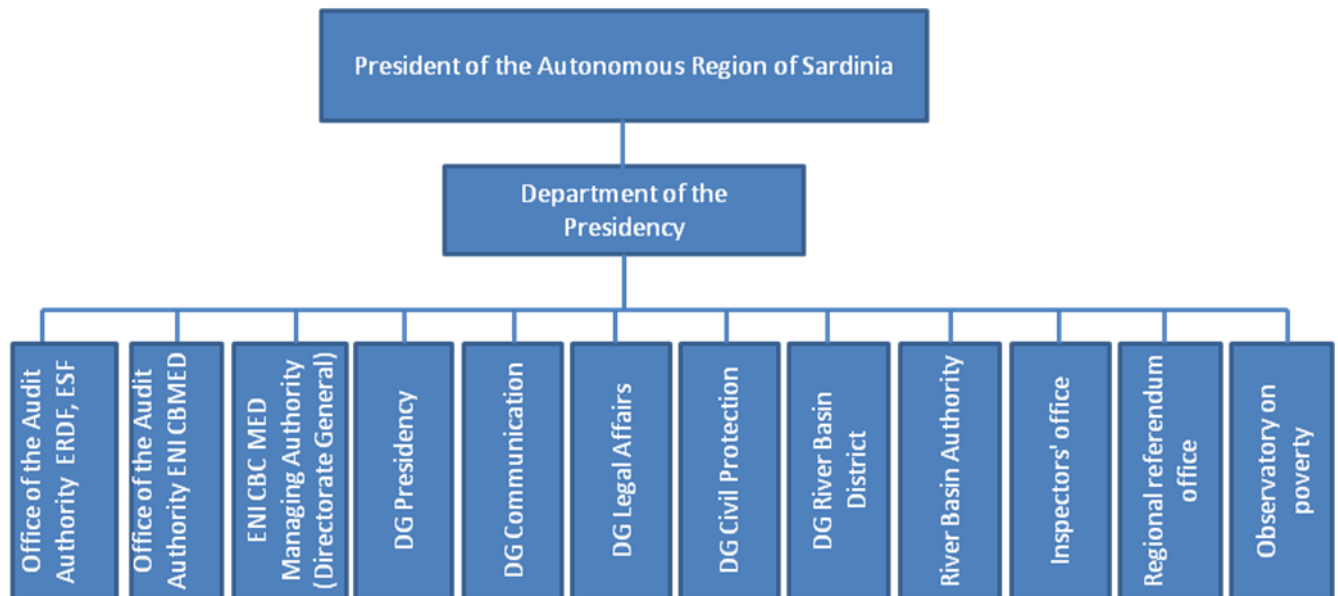
<i>Objectifs thématiques par source de financement (en euros)</i>				
	<b>Financement CE (a)*</b>	<b>Cofinancement (b)</b>	<b>Taux de cofinancement (en ) (c)**</b>	<b>Total des financements (d) = (a)+(b)</b>
<b>Objectif thématique 1</b> <i>(Développement des entreprises et des PME)</i>	45.156.487,39	5.017.387,49	11,11%	50.173.874,88
<b>Objectif thématique 2</b> <i>(Appui à l'éducation, à la recherche, au développement technologique et à l'innovation)</i>	33.867.365,54	3 763 040,62	11,11%	37.630.406,16
<b>Objectif thématique 3</b> <i>(Promotion de l'inclusion sociale et lutte contre la pauvreté)</i>	33.867.365,54	3 763 040,62	11,11%	37.630.406,16
<b>Objectif thématique 4</b> <i>(Protection de l'environnement, adaptation au et atténuation du changement climatique)</i>	75.260.812,32	8.362.312,48	11,11%	83.623.124,80
<b>Assistance Technique</b>	20.905.781,20	4.585.965,03	21,94%	25.491.746,23
<b>Total</b>	<b>209.057.812,00</b>	<b>25.491.746,23</b>	<b>12,19%</b>	<b>234.549.558,23</b>

\* Selon le Document de programmation de l'aide UE à la coopération transfrontalière IEV (2014-2020) adopté par la décision de la Commission d'exécution C(2014) 7172 du 8.10.2014.

\*\* Le taux de cofinancement doivent être calculés sur la base de la contribution de l'UE au Programme Opérationnel Conjoint, selon les articles 12,13 et 14 Règlement d'exécution (UE) n ° 897/2014 de la Commission du 18 août 2014 fixant des dispositions spécifiques pour la mise en œuvre des programmes de coopération transfrontalière financés dans le cadre du règlement (UE) n ° 232/2014 du Parlement européen et du Conseil instituant un instrument européen de voisinage.

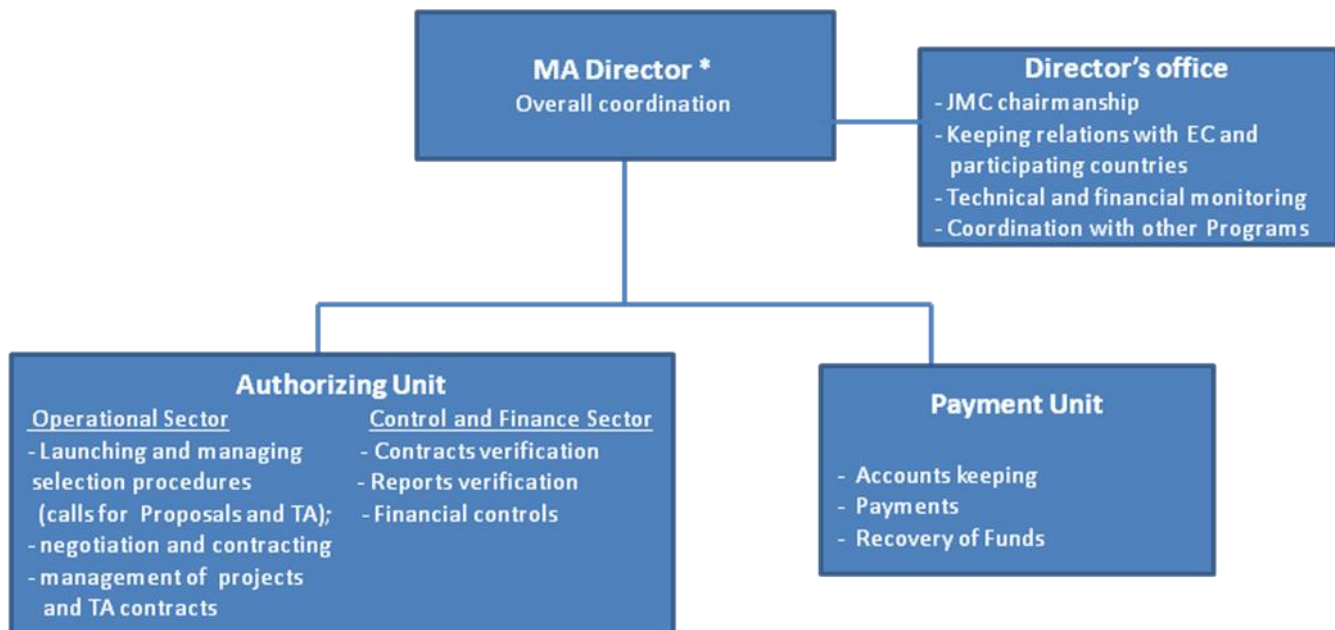


### C. ORGANIGRAMME ACTUEL DE LA PRESIDENCE DE LA REGION AUTONOME DE LA SARDAIGNE





## D. ORGANIGRAMME ET FONCTIONS DE L'AUTORITE DE GESTION



\* According to the Regional Law, the Units are completely independent from the MA director and they are fully responsible for their procedures.



ANNEXE 1 - PROCESSUS DE CONSULTATION

ANNEXE 2 - PLAN DE SUIVI ET D'EVALUATION INDICATIF

ANNEXE 3 - PLAN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION INDICATIF POUR LA PREMIERE ANNEE